Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16616 – 7,50 F - 1,13 EURO

MARDI 30 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

En Chine, Bill Clinton concilie droits de l'homme et affaires

AU TROISIÈME jour de sa visite à Pékin, Bill Clinton a adressé à la jeunesse chinoise un puissant message de liberté que les autorités ont accepté de diffuser en direct à la télévision nationale. Depuis la prestigieuse université Beida, qui avait été le berceau de l'agitation pro-démocratique de 1989, il a loué, auprès de la *« prochaine génération de dirigeants »* chinois, les *« droits universels et indivisibles »*, et exhorté les maîtres de Pékin à prendre en compte *« la marée montante de la liberté »*. Les firmes américaines ont engrangé une substantielle moisson de nouveaux contrats à la faveur de cette visite marquée par une liberté de ton sans précédent dans le rituel diplomatique chinois.

Lire page 4

Lionel Jospin se saisit du budget 1999

- Le gouvernement présentera, le 22 juillet, les grandes lignes de son projet de loi de finances
- En hausse, l'enveloppe de Mme Aubry financera en priorité les 35 heures et les emplois-jeunes
- Le premier ministre veut éviter que de « grosses fortunes » n'échappent à l'impôt

LA PRÉPARATION du projet de loi de finances pour 1999 entre dans sa phase décisive, Lionel Jospin s'apprêtant à rendre ses arbitrages, avant la communication prévue en conseil des ministres, le 22 juillet, sur les grandes lignes du projet. Les discussions entre les différents ministères et celui de l'économie et des finances ont été plus fructueuses qu'en 1997, ce qui fait que le premier ministre n'aura à intervenir, sur les crédits, que dans un petit nombre de cas.

Entre autres accords obtenus sans que l'arbitrage de M. Jospin ait été nécessaire, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, est parvenue à s'entendre avec Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, sur le montant des crédits qui seront consacrés à la politique de l'emploi en 1999. Leur progression dépassera la norme d'augmentation de 2,2 % (en valeur) pour l'ensemble des dépenses de l'Etat, fixée par le premier ministre, et l'effort dans la lutte contre le chômage devrait légèrement dépasser 160 milliards de francs (contre 156 milliards en 1998). Un accord a aussi été trouvé pour les crédits de la justice mais pas pour l'environnement, la culture et l'éducation.



Pour ce qui est des recettes, la discussion se concentre sur l'impôt de solidarité sur la fortune. Ernest-Antoine Seillière, président du CNPF, a adressé *« un avertissement »* au gouvernement, dimanche 28 juin au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », contre toute mesure d'intégration des biens professionnels dans l'assiette de cet impôt. Lundi matin, sur RMC, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant a expliqué que *« l'objectif »* du gouvernement n'est pas d'*« alourdir »* la fiscalité, mais de veiller à ce que *« des grosses fortunes n'y échappent pas »*.

Lire page 6

Le Mondial



OLEG POPOV/REUTERS

- **La France donne rendez-vous à l'Italie**
- **Le dernier pays africain quitte la Coupe**
- **Beckham, jeune, riche et célèbre**

Lire notre cahier Le Mondial et les points de vue page 15

Ulster : victoire des modérés

Chez les catholiques comme chez les protestants, les partisans de l'accord de paix dit « du Vendredi saint » domineront l'Assemblée semi-autonome d'Irlande du Nord. p. 4 et notre éditorial p. 17

L'hommage à Lounès Matoub

Des dizaines de milliers d'Algériens, principalement de Kabylie, sont venus assister dimanche aux funérailles du chanteur Lounès Matoub. p. 2

Le MIT du futur

Voyage dans le corridor infini du Massachusetts Institute of Technology de Cambridge (Etats-Unis), royaume de la science et du savoir. p. 14

Invasion verte

5 000 personnes ont manifesté, samedi à Binic, dans les Côtes-d'Armor. Reportage dans cette station, un des 45 sites touchés par la prolifération des algues vertes. p. 13

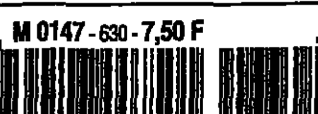
Le Corrège et Raphaël à Berlin

La Gemäldegalerie, le musée berlinois inauguré le 12 juin, expose des toiles du Moyen Age au XVIIIe siècle, à la lumière du jour, sous des verrières. p. 27

La publicité française trop sage

Trop compliquées, les campagnes françaises n'ont guère brillé au 45e Festival international de la publicité, qui se tenait à Cannes du 21 au 27 juin. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 630 - 7,50 F

Le harcèlement sexuel risque d'obséder un peu plus les entreprises américaines

WASHINGTON
de notre correspondant

La plupart des entreprises américaines risquent de devoir durcir leurs règlements intérieurs en matière de harcèlement sexuel. Dans une décision prise le 26 juin, la Cour suprême des Etats-Unis a en effet nettement étendu le champ des situations permettant à un employé – une femme, *dans la plupart des* cas – de saisir la justice et de réclamer parfois de substantiels dommages et intérêts.

Par sept voix contre deux, les juges constitutionnels ont estimé qu'un employeur pourra être tenu civilement responsable lorsqu'un cadre aura exercé des pressions (ou simplement menacé de le faire) sur une employée refusant des avances de caractère sexuel. Point n'est besoin de passer à l'action pour que le délit soit établi, et il importe peu que l'employeur soit ou non au courant de l'attitude de son subordonné. De même, il n'est pas nécessaire que la plaignante ait subi un préjudice (refus de promotion, transfert, etc.)pour prouver l'existence des faits.

Depuis que la Cour suprême a décidé, il y a douze ans, que le harcèlement sexuel constitue une forme illégale de discrimination, cette notion reste vague et subjective. La Cour a examiné trois cas de figure. Dans le premier, appelé *« harcèlement quiproquo »*, l'employée pâtit sur le plan professionnel de son refus de succomber aux avances dont elle est l'objet. Il n'y a alors pas d'ambiguïté : l'employeur est automatiquement responsable.

Dans les deux autres cas – un « environnement sexuel hostile », dans lequel une employée subit des remarques désobligeantes ou offensantes, et une menace de sanctions (même non appliquée) –, l'employeur pourra être tenu responsable, sauf s'il peut prouver qu'il a pris des *« précautions raisonnables pour empêcher et corriger rapidement toute attitude de harcèlement sexuel »*. Autrement dit, il est de l'intérêt des employeurs qui ne l'ont pas déjà fait de mettre en place d'urgence, et de faire connaître, des règles « maison », assorties de mesures disciplinaires, interdisant expressément toute attitude pouvant être assimilée au harcèlement sexuel. Ils doivent également permettre aux victimes potentielles d'en référer à la hiérarchie, sans avoir à redouter des conséquences négatives.

La Cour se prononçait sur deux cas concrets. Dans le premier, une surveillante de plage de *la localité de Boca Raton, en Floride, avait été* soumise à une *« atmosphère sexuelle hostile »* pendant plusieurs années, de la part de deux surveillants mâles, sous la forme d'attouchements et de remarques obscènes. Bien que la municipalité ait eu une politique anti-harcèlement, *elle a été reconnue coupable de ne pas* avoir fait connaître celle-ci auprès de son personnel. Dans le second cas, une employée de la société Burlington Industries s'est sentie obligée de démissionner après avoir entendu son supérieur lui indiquer que sa vie dans l'entreprise pourrait être plus agréable si elle acceptait de... raccourcir ses jupes.

Si certains experts estiment que le jugement de la Cour suprême pourra être interprété largement, et s'appliquer aux cas de *« harcèlement homosexuel »*, de *« harcèlement racial »*, voire de *« harcèlement ethnique »*, d'autres craignent qu'une telle épée de Damoclès menace les libertés civiques, en particulier la *« liberté d'expression »*, au sein de l'entreprise.

Laurent Zecchini

Les évêques en mal de successeurs

SIX DIOCÈSES de France sont actuellement privés d'évêques et au total, d'ici 1999, environ vingt sièges épiscopaux devront être pourvus. Malgré l'importance des besoins, l'Eglise catholique peine à susciter des vocations pour occuper cette fonction qui apparaît de plus en plus lourde aux candidats potentiels. De fait, la journée type d'un évêque prend souvent des allures de marathon ; surtout pour des hommes qui restent en charge jusqu'à soixante-quinze ans. Mgr Jacques Noyer, évêque d'Amiens, remarque qu'il aurait préféré être nommé à cinquante ans plutôt qu'à soixante-cinq. Pourtant, la tendance actuelle ne va guère dans le sens du rajeunissement du corps épiscopal.

Lire page 10

L'Allemagne réconciliée avec la haute technologie

LA TECHNOLOGIE allemande est-elle discréditée ? En moins d'un an, les ingénieurs allemands ont subi trois humiliations. A l'automne 1997, la Classe A, dernière née de Mercedes, se retrouvait sur trois roues, incapable d'accomplir un slalom. Test que la vieille Trabant de feu la RDA, objet de tous les quolibets, franchissait avec succès. Le 3 juin, un train à grande vitesse ICE sorti des usines Siemens déraillait au nord de Hanovre après la rupture d'une roue et se fracassait contre un pont, faisant une centaine de victimes. Enfin les Allemands viennent d'apprendre que les convois de déchets nucléaires vers l'usine de retraitement de La Hague émettent des radiations jusqu'à 3 000 fois supérieures aux normes autorisées.

Dans le premier cas, les Allemands ont fait confiance à leurs ingénieurs. Daimler Benz, qui avait interrompu ses livraisons le temps d'installer un système stabilisateur sur ses Classe A, n'a subi que 4 000 annulations de commandes. L'entreprise a des délais de livraison qui courent jusqu'à la fin de l'année et affirme que l'affaire de la Classe A a plus renforcé la confiance dans Mercedes qu'elle ne l'a affectée.

L'accident de l'ICE paraît n'avoir pas trop entamé la confiance dans les chemins de fer : selon un sondage publié par *Bild Zeitung*, seuls 2 % des Allemands compteraient éviter le train à l'avenir. La crise a été bien gérée. Une explication sur l'origine de la catastrophe a été donnée très rapidement. Pour montrer que la sécurité des voyageurs avait priorité absolue, la Deutsche Bahn a réduit immédiatement la vitesse de circulation de ses trains, avant d'annoncer le changement des roues des wagons. Mais un procès en règle contre les négligences passées des chemins de fer allemands s'annonce – le TGV français, jugé plus sûr, a eu droit à un concert de louanges inhabituel –, même si chacun est convaincu que l'accent sera mis à l'avenir sur la sécurité.

L'industrie nucléaire est en revanche *complètement discréditée*. Selon un sondage publié par le *Spiegel*, 23 % des Allemands, favorables au nucléaire avant que n'éclate le scandale, y sont désormais hostiles, ce qui fait bondir le nombre d'opposants à l'atome à 67 %. Même si les radiations ne présentaient pas de danger, le contrat de confiance avec l'industrie nucléaire a été rompu.

Arnaud Leparmentier

Lire la suite page 17

Suez-Lyonnaise après la fusion



GÉRARD MESTRALLET

IL AURA fallu à peine plus d'un an au président du directoire, Gérard Mestrallet, pour mener à bien la fusion du groupe Suez et de la Lyonnaise des eaux. Ce vaste chantier s'achève avec l'absorption de la Générale de Belgique. La partie la plus difficile commence maintenant pour le PDG de Suez-Lyonnaise : redéployer le groupe sur ses métiers de l'eau, de l'électricité et les déchets.

Lire page 18

ALGÉRIE Une foule considérable a rendu un dernier hommage au chanteur Lounès Matoub, le dimanche 28 juin, dans son village de Taourirt Moussa, en Kabylie, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger. Les funérailles du chanteur, assassiné le 25 juin, ont été suivies dans le calme par des dizaines de milliers de personnes. ● LA TENSION reste cependant très vive en Kabylie après les émeutes qui avaient éclaté à l'annonce de la mort du chanteur. Son enterrement a été aussi l'occasion pour les personnes présentes de conspuer le régime du président Zeroual. Les autorités ont fait preuve, jusqu'à présent, d'une grande discrétion, manifestement dans la crainte d'un embrasement de la région. ● EN FRANCE, des centaines de personnes se sont rassemblées place de la République, à Paris, pour rendre hommage au poète et pour dénoncer l'attitude des autorités algériennes.

La tension reste vive en Kabylie après l'enterrement de Lounès Matoub

Les funérailles du chanteur assassiné jeudi 25 juin ont rassemblé dans le calme des dizaines de milliers de personnes. Dans le village du héros adulé, le régime du président Zeroual a été conspué

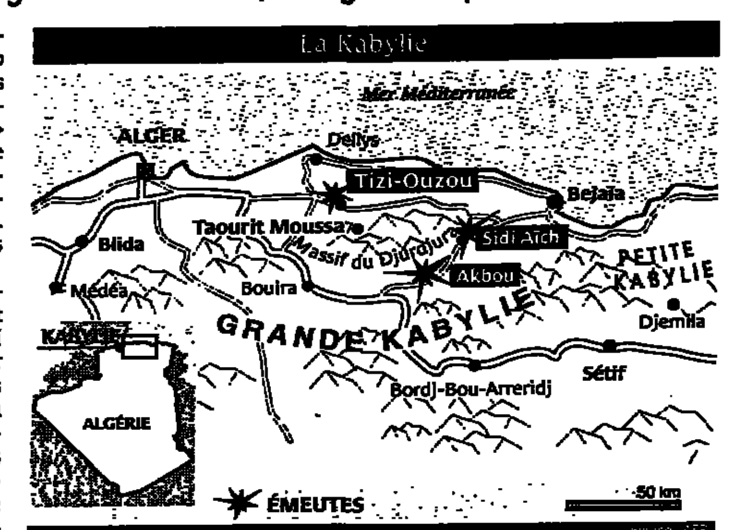
LE « LION DE KABYLIE » repose désormais, selon son vœux, dans le jardin de sa maison, entre un figuier et un cerisier, avec le paysage de montagnes apaisant alentour. La dépouille mortelle du chanteur kabyle, assassiné, le jeudi 25 juin, par un groupe armé sur une route anonyme (mais promise à devenir un lieu de pèlerinage), a été inhumée dimanche après-midi dans le petit village de Taourirt Moussa, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger.

RÉCIT
La cérémonie était à la hauteur de la popularité du chanteur berbère

Si elle n'a pas dégénérée, la cérémonie, tendue et émouvante, a permis de mesurer l'immense popularité de Lounès Matoub parmi les siens, les Kabyles. « *Les chasseurs de lumière ont tué le roi des lions* », proclamait une banderole perdue parmi les portraits de l'artiste agités par la foule. « *Ils nous ont pris notre trésor* », confiait une femme à un journaliste, tandis que des haut-parleurs diffusaient l'une des dernières chansons de Matoub Lounès, sévère pour le régime.

En dépit de la canicule, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient fait le déplacement, parfois à pied : beaucoup de femmes, des paysans venus des villages alentours, des citadins de Tizi Ouzou, la « capitale » de la Kabylie, distante de près de 20 kilomètres et qui s'est embrasée, comme d'autres villes kabyles, à l'annonce de l'assassinat. Les émeutes ont fait trois morts au cours du week-end.

Cohues, crises d'hystérie, évanouissements en cascade n'ont pas manqué dimanche après-midi à Taourirt Moussa, survolée par un hélicoptère de l'armée. Tandis que la dépouille mortelle du chanteur, enveloppée dans le drapeau algérien et saluée par des salves de coups de feu (la première tirée par la propre mère de Lounès, la vieille Aldjia), était déposée – comme le veut la tradition islamique – à même le sol dans la tombe creusée face à la porte d'entrée de la maison, la foule levait les bras au ciel demandant à Dieu de l'accueillir. Les terrasses des maisons, les branches d'arbres : les amis du chanteur occupaient tous les espaces libres pour entrapercevoir le corps du défunt avant qu'il ne soit enseveli. « *Je n'avais jamais vu cela* », confiait un vieil homme.



Comment ne pas opposer la dénonciation du pouvoir en place à Alger à l'adulation du héros kabyle ? Dimanche, dans le village du chanteur disparu, le régime du président Zéroual a été copieusement conspué. « *Pouvoir assassin* », accusaient plusieurs banderoles. Assassin d'un homme, aux yeux de certains ; assassin d'une culture, celle des Berbères (les habitants autochtones d'Afrique du Nord), alors que dans quelques jours entrera en application la loi sur l'arabisation dans l'administration. « *Pas de paix sans tamazight* (la langue berbère) », avertissait une autre banderole, tandis qu'on pouvait lire sur une troisième : « *Ils ont repeint le pays aux couleurs de l'islam et de l'arabe.* » La sœur du chanteur assassiné, Malika, partageait le combat de Lounès pour la reconnaissance officielle de la langue et de la culture berbères. A la foule qui l'entourait, elle a demandé de continuer le combat « *contre un pouvoir qui a exclu* [la] *culture et* [la] *langue* [berbères] » et pour « *le tamazight et la démocratie* ».

Un homme politique a été à deux doigts de faire les frais de cette charge contre le pouvoir d'Alger. Parce qu'il assistait aux obsèques sous la protection de gardes du corps, Nourredine Boukhrouh, le leader du Parti du renouveau algérien (PRA), une petite formation qui défend un islam progressiste, a failli être lynché. La foule l'avait confondu avec le gouverneur de la province...

Après les manifestants de Tizi Ouzou, de Bejaia, d'Akbou, après la foule endeuillée de Taourirt Moussa, c'est au tour des deux partis kabyles, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de dénoncer le « *mépris* » et la « *volonté d'exclusion* » du pouvoir. Imités par le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune, ils ont décidé de boycotter les travaux du Parlement. Par ailleurs, le secrétaire général du FFS, Ahmed Djeddaï, a annoncé, samedi, l'organisation mardi 30 juin, à Alger, d'une marche de protestation silencieuse. L'objectif est d'éviter que la protestation qui a suivi l'assassinat de Lounès Matoub ne reste cantonnée à la Kabylie.

MARCHE SUR ALGER

M. Djeddaï estime nécessaire un « *sursaut de dignité pour sortir l'Algérie de la spirale meurtrière* ». L'ampleur de la colère et de la révolte populaire, a-t-il dit, « *révèle le ras-le-bol généralisé de la population face au déni de justice* ». « *Tout comme l'assassinat de Matoub Lounès, symbole d'une jeunesse excédée par l'exclusion et le mensonge, il est incontestable que la loi sur la généralisation de la langue arabe qui s'ajoute à toutes les autres parachève ainsi l'exclusion généralisée* », a affirmé le secrétaire général du FFS.

L'autre parti kabyle, le RCD, qu'une analyse radicalement différente de la crise algérienne sépare du FFS, a lui aussi appelé à une marche à Alger. Si celle-ci est autorisée, elle aura lieu le jeudi 2 juillet entre la place du 1er-Mai et la présidence de la République. Le RCD de Saïd Sadi, qui a immédiatement mis sur le dos du GIA le meurtre du chanteur kabyle, entend, entre autres objectifs, « *dénoncer le mépris du pouvoir devant le deuil de la population* ». Son attitude le « *discrédite dans l'incompétence, la corruption* » ajoute le RCD, qui estime que « *l'assassinat barbare de Matoub Lounès (...) n'a pas ému les plus hautes autorités de la nation* ».

Si les autorités ont adopté un profil bas, il semble qu'elles ont donné aux forces de l'ordre des directives pour éviter le pire. La crainte, souvent présente dans les esprits, d'un dérapage général en Kabylie explique en grande partie cette modération. Samedi, le ministère de l'intérieur a mis en garde contre des provocations. Il a ajouté que la mort d'un jeune homme à Tizi Ouzou n'était pas imputable aux forces de sécurité.

De son côté, le premier ministre, Ahmed Ouyahia, a profité dimanche de la tenue d'une conférence nationale sur le système éducatif pour défendre le pouvoir et appeler à la sagesse et à la retenue pour « *le bien de l'Algérie* ». « *A qui profite cette destruction et ce saccage des infrastructures socales et économiques qui servent le citoyen ? Au profit de qui crée-t-on un climat d'anarchie ? (...) L'Algérie est attachée avec conviction et fermeté à la démocratie, une démocratie fondée sur des institutions républicaines* », a ajouté le chef du gouvernement avant de stigmatiser « *les ennemis de l'intérieur* » – les islamistes – et « *les provocations de l'extérieur* ».

Qui visait le premier ministre ? Certains observateurs croient percevoir de l'irritation à l'égard contre des autorités françaises, que ce soit l'Elysée ou Matignon, qui ont très vite réagi à la mort du chanteur kabyle. Les manifestants et les partis politiques kabyles avaient relevé leurs réactions d'indignation pour les opposer au « *silence méprisant* » des autorités algériennes.

Séquence International avec AFP

L'hommage des Parisiens, place de la République

« *MÊME si je meurs, d'autres reprendront le flambeau, si je meurs ma voix éclatera! éclatera! éclatera!* » La voix enrouée par l'émotion, Malika Domrane scande en kabyle une douloureuse mélopée. Elle a rappelé son amitié pour Lounès Matoub, le poète assassiné, leur enfance, leur combat, maintenant elle crie sa douleur. Dans la foule, les femmes pleurent. « *Matoub, Matoub!* », la voix de plus en plus rauque, de plus en plus poignante, Malika maudit « *tous ces traîtres* » qui l'ont assassiné, « *vous avez cru gagner mais Matoub est universel. Il vaut mieux mourir que plier!* » L'émotion a gagné les témoins, qui, la gorge serrée, ne comprennent pas les mots mais partagent cet extraordinaire désespoir collectif. La chanteuse domine les ovations et termine dans un cri : « *Je refuse d'obéir, je veux la démocratie et la liberté.* » Une immense clameur mêlant applaudissements, cris et youyous remplit la place. Des femmes s'évanouissent.

Depuis 13 heures, tristesse et colère n'ont cessé de monter place de la République. Ce dimanche 28 juin, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont venus, à l'appel de l'Association culturelle berbère, rendre un dernier hommage à Lounès Matoub, le chanteur kabyle assassiné jeudi 25 juin, qui est enterré à la même heure en Kabylie. Une foule dense, tendue, où éclatent ça et là les couleurs vives des châles berbères, remplit le terre-plein devant une immense photo du poète. Par dizaines, des pancartes, souvent maladroites, disent le désarroi. « *Matoub, ton peuple est orphelin* », « *Adieu Matoub, tu sera toujours dans nos cœurs* », « *Nous sommes tous des Lounès Matoub* ».

Poètes, chanteurs, acteurs, se succèdent à la tribune. Tous sont très émus, beaucoup pleurent en lisant leur texte. Les hommes politiques ont été délibérément écartés. Pourtant il n'est question que de politique. « *Pou-voir assa-ssin!* » A chaque intervention, la foule lève le poing. « *Personne n'est dupe. On ne croit pas à la thèse de l'attentat islamiste. Il disait tout haut ce que tout le monde pense tout bas* », murmure une femme en réconfortant sa mère, effondrée. Cette mort tombe trop bien, à la veille de l'entrée en vigueur en Algérie de la loi sur l'arabisation, qui condamne le tamazight, la langue berbère.

« UNE LÉGENDE, UN MARTYR »

« *Matoub, tu combattais deux ennemis, le pouvoir et l'intégrisme. Nous savons qui était derrière la gâchette pour tuer ton idéal d'Amazighe. Lounès tu es, tu seras toujours pour nous une référence.* » A la tribune, le chanteur Idir a succédé à Malika Domrane dans un tonnerre d'acclamations. Il lit un texte collectif et propose de faire de la date du 25 juin un anniversaire national. « *Fais attention à toi!* », crie la foule lorsqu'il quitte l'estrade. Une jeune femme, tenant un drapeau orné de la croix berbère, se précipite. « *On est contents que vous soyez encore là !* », dit-elle. « *La mort de Lounès Matoub, comme celle de Martin Luther King ou de Gandhi, ne sera pas inutile* », assure le chanteur, « *c'était un symbole, c'est devenu une légende, un martyr. On nous a tué quelqu'un... les gens vont défendre notre culture avec encore plus de ferveur* ».

Il est 15 h 30, la place est maintenant complètement envahie par la foule. Les discours sont terminés. Personne ne veut partir. On diffuse une cassette du chanteur disparu. La voix grave et chaude de Lounès Matoub réveille l'émoi collectif. Les sympathisants français, parmi lesquels Michel Charzat, Jean Le Garrec, Romain Goupil, Jacques Julliard et de nombreux intellectuels, se font discrets. Dans ce petit morceau de capitale en fête, un peuple pleure sincèrement son nouveau martyr. Lounès Matoub chantait l'hymne algérien réécrit avec ses mots, explique un jeune homme à un CRS à la mine grave : « *C'est pour ça qu'il a été assassiné.* »

Véronique Maurus

Dans le studio de Beur FM : « C'est tout un peuple qu'on assassine »

« *COMPAGNON, même si ton corps se décompose, ton nom est éternité. Pars en paix, nous ne faillirons pas, quoi qu'il advienne (...) ta mort est notre serment. Tu t'es sacrifié pour nos droits piétinés par des chiens. (...) J'ai entendu nos ennemis dire que, cette fois, tu n'en réchapperas pas.* »

REPORTAGE
Poètes et écrivains algériens s'interrogent sur l'après-Lounès Matoub

Dans le petit studio de la radio Beur FM, une poignée de chanteurs, de poètes et d'écrivains algériens ont écouté dans le recueillement, samedi 27 juin, la voix du poète assassiné chantant sa propre mort avec la lucidité de ceux qui sont sans illusions sur leur ennemi. Le texte, intitulé « *Le Révolutionnaire* », se trouve dans le dernier CD de Matoub Lounès. Pour en parler, pour parler de l'ami, de l'identité kabyle et du malheur de l'Algérie, ils étaient venus participer à l'émission « Culturum », du poète, animateur et parolier Moh Cherbi.

Ce qui frappe, d'abord, au-delà de toute autre considération, lorsque l'on écoute les gens parler du chanteur berbère, c'est l'immense popularité d'un homme devenu le vivant symbole d'un peuple et de sa culture. Un homme engagé dont la mort fait des millions d'orphelins. « *Avec lui*, résumera une jeune femme présente dans le studio, *c'est toute une communauté qui est touchée au cœur. Avec lui, chacun perd un frère, un fils, un ami. C'est un sentiment très fort.* »

Pour Djura Djurdjura, qui a chanté dans le monde entier (« *sauf en Algérie* », tient-elle à préciser), « *Matoub était avant tout l'enfant du peuple. En le touchant, ses meurtriers ont touché à l'âme du peuple. C'est tout un peuple qui a été assassiné, jeudi dernier, sur une route de Kabylie. Hélas, ce n'est pas nouveau !* », poursuit cette artiste qui est aussi l'auteur d'un roman autobiographique à succès, « *Le Voile du silence* ». « *Ce crime*, affirme-t-elle, *est la continuité de ce qui se passe en Algérie depuis trente ans. De la répression de ceux qui militent pour la démocratie et les droits de l'homme. Depuis trente ans, on étouffe la voix des poètes, des écrivains, des journalistes. Celle de Matoub était une grande voix ; c'était la voix d'une Algérie nouvelle dont nous rêvons depuis longtemps. C'était la voix de la jeunesse et de l'avenir face aux dirigeants arriérés et aux partisans de l'intolérance. C'est cela qu'ils n'ont pas supporté.* » Mais, dit encore Djura, « *dans la mort le symbole de Matoub reste fort, car il rejoint des grands hommes qui se sont battus pour les libertés et la dignité de l'Homme et qui sont entrés dans l'Histoire. Des hommes comme Nelson Mandela* ».

CHANTRE DE LA CULTURE KABYLE

Pour Nora At Brahim, une chanteuse engagée, « *Lounès Matoub était avant tout l'expression, la parole de liberté dont on nous a toujours privé. Il a toujours chanté avec ses tripes, et c'est pour ça qu'il nous touche autant. Il nous touche en tant qu'homme, en tant que chanteur, en tant qu'Algérien. Il nous touche par son courage* ». « *La terreur*, poursuit la jeune femme, *ne l'avait pas arrêté. Pourtant, il a échappé plusieurs fois à la mort. A deux reprises je lui avais rendu visite à Paris puis à Tizi Ouzou, dans des hôpitaux où il avait été opéré après avoir été victime d'attentats. La seconde fois, je l'avais supplié d'être prudent. Lui, alors qu'il avait des tubes partout, avait encore trouvé le moyen de plaisanter.* »

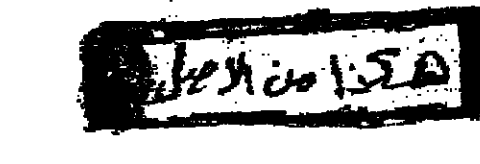
On écoute d'autres chansons de Lounès. Une femme appelle d'Algérie et lance au téléphone un vibrant you-you auquel Djura et Nora répondent sur le même mode, faisant vibrer les vitres du studio de la rue Oberkampf. Moh Cherbi et Ramdan At Mensour lisent leurs poèmes. Ce dernier, poète et universitaire, explique que « *Matoub était un vrai intellectuel et un grand poète qui utilisait la langue berbère de façon remarquable* ». « *Certains textes*, souligne-t-il, *sont de la poésie savante très en avance sur son temps.* » M. At Mensour espère que « *Matoub, le poète, sera un jour enseigné à l'école comme un auteur classique* ».

Cela dit, on revient vite autour de la table au cœur du problème, c'est-à-dire à sa dimension culturelle et politique. Au Lounès Matoub, chantre de la culture kabyle et figure de proue de la résistance à la loi sur l'arabisation totale qui doit entrer en vigueur le 5 juillet.

« *En s'attaquant à lui*, dit Nora At Brahim, *c'est à notre identité qu'on s'est attaqué. Ce n'est pas un hasard s'il est assassiné au moment même où il est question d'arabisation totale. Le lien est évident. On veut nous faire taire, nous priver de notre culture, nous empêcher de parler notre langue, nous forcer à garder nos femmes à la maison.* » « *Mais c'est impossible*, poursuit la chanteuse, *car partout les choses évoluent. Alors, on tue. Mais quel aveu d'échec ! Quelle erreur ! Beaucoup sont morts, d'autres mourront encore, mais il se trouvera toujours des hommes et des femmes pour prendre la relève, pour se lever à leur tour et prendre la parole.* » Le chanteur Karim Abranis, président de l'Association des artistes algériens, lui fait écho : « *Cet assassinat*, dit-il, *est la énième tentative pour briser un élan populaire qui est inéluctable.* »

Pour Moh Cherbi, « *cet assassinat est un défi non seulement à la Kabylie, mais aussi à l'Algérie. On a tué Matoub parce qu'il symbolisait un projet de société totalement opposé de celui que les islamo-conservateurs veulent imposer à toute l'Algérie* ». Farouchement opposé à l'arabisation et à l'islamisation de la société, Karim Abranis affirme que « *les monstres qui sèment la terreur dans toute l'Algérie sortent des écoles et des mosquées de l'Algérie islamisée à outrance depuis 1962* ». Pour Djura, « *la mort de Matoub pose le problème de l'identité culturelle de l'Algérie tout entière* ». Moh Cherbi et ses invités s'interrogent sur l'après-Lounès Matoub. Sur la nécessité de faire taire les querelles, les divisions, et d'éviter les pièges et les provocations du pouvoir. En un mot, de continuer le combat. « *Le poète a dit que les seuls combats perdus sont les combats abandonnés* », conclut Djura.

Roland-Pierre Paringaux



La France cherche à se rapprocher de l'Angola, un puissant partenaire économique et politique

Le pays est courtisé par les Occidentaux pour ses ressources pétrolières

Le président Jacques Chirac, arrivé dimanche 28 juin au Mozambique, devait s'envoler lundi soir pour l'Angola, quatrième et dernière étape de sa tournée en Afrique australe. M. Chirac, premier chef d'Etat d'une puissance occidentale à se rendre à Luanda depuis la fin de la guerre, souhaite que la France renforce ses liens avec ce nouveau partenaire, au moment où d'importants contrats pétroliers sont en jeu.

JOHANNESBURG
de notre correspondant en Afrique australe

En terminant sa tournée en Afrique australe par Luanda, le président Jacques Chirac est le premier chef d'Etat d'une puissance occidentale à se rendre en Angola depuis la fin de la guerre civile en 1994. C'est un symbole et un geste de considération qui compte dans le jeu d'influence que se livrent la France et d'autres pays, notamment les Etats-Unis, pour s'attirer les faveurs de Luanda. Surtout après l'« oubli » de Bill Clinton, qui n'a pas cru bon d'inclure l'Angola dans sa récente tournée africaine.

Malgré les ravages d'un conflit long de vingt ans et un processus de paix encore fragile, l'ancienne colonie portugaise est devenue un pays respecté et courtisé dans la région. La visite du chef d'Etat français complète un défilé incessant de responsables étrangers comme le président sud-africain, Nelson Mandela, et le premier ministre portugais, Antonio Guterres. Géant à la charnière de l'Afrique australe et centrale, l'Angola bénéficie d'une position géostratégique privilégiée et d'un potentiel économique unique sur le continent. Les réserves diamantifères du pays figurent parmi les meilleures et les plus importantes au monde. Déjà deuxième fournisseur de pétrole en Afrique noire derrière le Nigeria, l'Angola pourrait tripler sa production dans les dix prochaines années.

INTÉRÊT STRATÉGIQUE

L'exploitation de ces richesses suscite la convoitise des multinationales qui se livrent une bataille féroce arbitrée au plus haut niveau politique. Le pétrole donne lieu à une confrontation franco-américaine entre Chevron et Elf, les deux premiers producteurs que la présidence angolaise départage en fonction de ses intérêts du moment. Dans ce contexte, la visite de M. Chirac intervient fort opportunément alors que se négocie une nouvelle série de concessions pétrolières. Pour Elf, les enjeux sont énormes. A terme, l'Angola pourrait fournir un quart de la production totale du groupe et la mise en exploitation des gisements découverts ces derniers mois représente d'ores et déjà un investissement supérieur à 15 milliards de francs. Pour les sous-traitants et les fournisseurs français, les contrats en jeu se chiffrent aussi en dizaines de milliards.

Mais, pour la France plus encore que pour les autres puissances, l'intérêt suscité par l'Angola n'est pas seulement économique. Il est aussi d'ordre militaire et stratégique. A l'occasion des conflits de l'ex-Zaïre et du Congo-Brazzaville, Luanda a fait irruption dans le pré carré français sur le continent et s'est imposée comme une puissance incontournable en Afrique centrale. A usage domestique avant tout, l'intervention décisive des troupes du président José Eduardo Dos Santos chez ses voisins francophones visait à faire tomber les régimes en place pour priver de ses bases arrières l'Unita, l'ex-rébellion de Jonas Savimbi. Mais elle a contribué à façonner un nouvel ordre régional dans lequel Luanda semble décidé à jouer un rôle moteur. La présence, encore aujourd'hui, de troupes angolaises au Congo-Brazzaville indique bien l'allégeance des pays voisins et le poids de Luanda dans la région.

Luanda est ainsi devenu un partenaire obligé pour Paris. Du côté français, le rapprochement s'est fait d'autant plus facilement qu'il correspond au souhait de moderniser la politique africaine de la France en diversifiant les interlocuteurs sur le continent. Il s'est heurté, du côté angolais, à la mauvaise humeur de Luanda, qui reprochait à la France de continuer à soutenir l'Unita de M. Savimbi. En gage de bonne volonté, la France a donc ostensiblement pris ses distances avec l'ex-rébellion.

Pour lever toute ambiguïté, Charles Josselin, ministre de la coopération, a tenu à affirmer, à l'occasion de sa visite à Luanda, que le seul interlocuteur de la France en Angola était le gouvernement de M. Dos Santos. La venue du président Chirac devrait être l'occasion de confirmer ce rapprochement au plus haut niveau, dans l'intérêt bien compris des entreprises et des ambitions françaises dans la région.

Frédéric Chambon

Paris dément être impliqué dans l'intervention du Sénégal en Guinée-Bissau

La France réaffirme son soutien au gouvernement légal

MAPUTO
de notre envoyé spécial

Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, a démenti, dimanche 28 juin, les propos de la presse portugaise prétendant que, derrière l'intervention du Sénégal en Guinée-Bissau, se profilait la main de la France. Il a aussi démenti les affirmations selon lesquelles la France boycotterait les efforts de médiation portugaise dans la crise bissau-guinéenne.

M. Josselin a rappelé que la France ne voulait pas s'ingérer dans les affaires de ce pays, comme il a affirmé que Paris regrettait le recours à la violence contre un président démocratiquement élu. Il a souligné que les interventions du Sénégal et de la Guinée-Conakry avaient eu lieu à la demande pressante du président bissau-guinéen, Joao Berdardo Vieira, et qu'un accord de défense liait Dakar à Bissau.

Charles Josselin a précisé que la France soutenait toutes les tentatives visant à rétablir le calme à Bissau et pouvant déboucher sur des solutions négociées. Le ministre français, qui accompagne Jacques Chirac dans sa tournée en Afrique australe, a indiqué que le président Vieira avait demandé à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedao) de servir de médiateur dans le conflit qui oppose les forces loyalistes aux mutins commandés par le général Ansumane Mané.

M. Josselin a affirmé avoir, avec le ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, pris contact avec le gouvernement portugais, afin de coordonner les aides humanitaires. Il a indiqué que la France était disposée à fournir une aide logistique si la demande était officiellement formulée.

En Guinée-Bissau, la situation reste extrêmement tendue. La mission angolo-portugaise ne parvient pas à mettre fin au conflit. Et les forces loyalistes, en dépit du soutien des 2 000 soldats sénégalais et guinéens (Conakry), ne parviennent pas à déloger les mutins de leur bastion à l'aéroport.

F. F.

L'envoyé de l'ONU en Angola a été tué dans un accident d'avion

Le représentant des Nations unies en Angola, le diplomate et ancien ministre des affaires étrangères malien Alioune Blondin Beye, cinquante-neuf ans, est décédé vendredi dans un accident d'avion en Côte d'Ivoire, a confirmé, dimanche 28 juin, le gouvernement ivoirien. M. Beye avait rencontré le président Eyadema à Lomé et allait s'entretenir avec le président Bedié à Abidjan.

Son Beechcraft 200 s'est écrasé dans la mangrove, une zone marécageuse près d'Abidjan. Il était accompagné, selon l'ONU, de cinq personnes, ce qui, avec les deux pilotes, porterait à huit le nombre de disparus. Les équipes de secours ont retrouvé les restes de six personnes. – *(AFP.)*

M. Chirac est arrivé au Mozambique, troisième étape de sa tournée

MAPUTO
de notre envoyé spécial

Le soleil déclinait à l'horizon lorsque l'Airbus présidentiel s'est posé sur la piste de l'aéroport de Maputo, dimanche 28 juin. Le président mozambicain, Joaquim Chissano, était au pied de la passerelle pour accueillir Jacques Chirac. A sa troisième étape en Afrique australe, la routine protocolaire semble ne pas avoir de prise sur le président français, qui écoute au garde-à-vous les hymnes nationaux et les coups de canon. Puis son visage s'illumine lorsque deux fillettes lui remette un bouquet de fleurs et qu'un groupe d'enfants, vêtus de pagnes en raffia, se lancent dans une danse traditionnelle au son des tams-tams. Et il sourit en observant des dames replètes se déhancher frénétiquement alors que des percussionnistes s'essoufflent sur des tôles ondulées et des bidons rouillés.

Dès son arrivée, Jacques Chirac s'est entretenu en tête à tête avec Joaquim Chissano, avant de recevoir Afonso Dhlakama, le président de la Renamo, le principal parti d'opposition, une ex-rébellion armée qui a combattu le régime mozambicain pendant des années avec le soutien de la Rhodésie de Ian Smith et de l'Afrique du Sud de Pieter Botha. Dans son allocution, lors du dîner officiel, M. Chirac a rappelé qu'il était le premier chef d'Etat français à venir au Mozambique depuis l'indépendance du pays en 1975.

M. Chirac a fait l'éloge d'un pays dont l'histoire récente est *« une suite de défis et de succès dans la réalisation de l'unité nationale, l'édification de la démocratie et la reconstruction du pays »*. Il a mis en évidence la croissance économique de 7 % de 1997, l'inflation quasiment maîtrisée – de 70 % en 1994 à 5,8 % en 1997 – et les créations d'emplois. Il a mis sur le compte des efforts mozambicains la décision de la communauté internationale d'alléger la dette du pays, la France ayant effacé il y a quelques semaines quelque 2,2 milliards de francs de créances.

Comme en Namibie et en Afrique du Sud, M. Chirac a rappelé l'importance que la France accorde à l'aide publique au développement et à la création d'ensembles régionaux, encourageant le Mozambique à s'aventurer plus avant dans *« la grande et belle aventure de la SADC »* (Communauté de développement d'Afrique australe). Il a fait remarquer à son hôte qu'il était aussi venu en voisin, car *« la France regarde vers les rivages du Mozambique »* depuis la Réunion toute proche. *« La France est d'Europe mais elle est également, par l'Histoire, d'Afrique et de l'océan Indien »*, a dit M. Chirac.

Le président Chirac a expliqué à Joaquim Chissano la volonté française d'adhérer à l'Association des pays riverains de l'océan Indien, comme il l'a fait en Afrique du Sud. Son entourage estimait dimanche soir que M. Chissano avait prêté une oreille attentive à ses explications, et considérait que le Mozambique faisait preuve d'une bienveillante neutralité. Les dirigeants sud-africains s'étaient montrés beaucoup plus réservés.

Le président a terminé dimanche sa visite en Afrique du Sud au Cap, où il a remis à Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur, une dignité également conférée au vice-président Thabo Mbeki. M. Chirac a déposé samedi une gerbe au mémorial Hector-Peterson, à Orlando, un quartier de Soweto. Hector Peterson fut la première victime des émeutes de 1976 lancées par les jeunes Noirs qui refusaient l'afrikaans comme langue d'enseignement. M. Chirac a affirmé que le monument symbolise *« la victoire du bien sur le mal »*.

Le président a, par ailleurs, indiqué à la télévision sud-africaine SABC que la France soutiendra l'Afrique du Sud pour qu'elle dispose d'un siège permanent au sein d'un éventuel Conseil de sécurité élargi, car elle en a *« le potentiel naturel »*.

Frédéric Fritscher



M. Clinton adresse un message de liberté à la jeunesse chinoise

Son intervention à l'université de Pékin a été diffusée en direct à la télévision

Dans une intervention à l'université de Pékin, Bill Clinton a vanté les *« droits universels et indivisibles »* à l'intention de la *« prochaine génération de dirigeants »* du pays. L'Amérique ne cherche pas à imposer son modèle, a-t-il dit, mais Pékin doit prendre en compte *« la marée montante de la liberté »* dans le monde.

PÉKIN
de notre correspondant

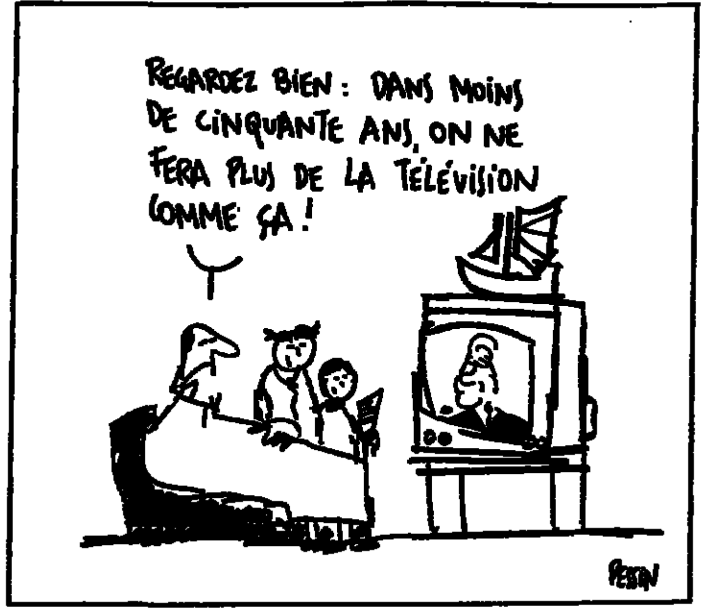
Loin du cérémonial glacé et drapé de rouge de la visite officielle, Bill Clinton s'est livré, lundi 29 juin, à l'intention de la jeunesse chinoise en particulier, à une prestation de *« démocratie télévisuelle »* à l'américaine, une nouveauté dans l'empire du milieu.

Deux jours après la retransmission en direct de la conférence de presse commune entre M. Clinton et son homologue chinois Jiang Zemin, qui a viré au débat courtois mais ferme sur la répression de Tiananmen de 1989, les téléspectateurs chinois ont pu voir le président américain, s'adressant à la prestigieuse université de Pékin (Beida), délivrer un message d'avenir à l'intention de *« la prochaine génération de dirigeants chinois »*. A nouveau, l'allocution était retansmise en direct par la chaîne nationale, CCTV.

A cette génération appelée à jouer un rôle central dans la *« régénération de la Chine »*, M. Clinton a loué la coopération stratégique sino-américaine en ces temps de *« globalisation »* où se conjuguent les périls – instabilité financière, pollution, criminalité, drogue... – mais aussi où se brassent les hommes et les idées. Le président américain a répété sa fougueuse plaidoirie en faveur des droits de l'homme mais sans toutefois évoquer de nouveau la tragédie de Tiananmen. Une fois suffisait.

L'IMPÉRATIF DE LA « STABILITÉ »

« Nous ne cherchons pas à imposer nos opinions aux autres, a-t-il déclaré. *Mais nous pensons que certains droits sont universels et indivisibles. Pas seulement les droits des Européens, les droits des Américains ou les droits de nations developpées. Mais les droits des peuples partout dans le monde. Ces droits sont inscrits dans la déclaration des droits de l'Homme des Nations unies »*. Ces droits, M. Clinton les a rappelés : *« Le droit d'être traité avec dignité, le droit d'exprimer ses propres opinions, le droit de choisir ses propres dirigeants, le droit de s'associer librement et de pratiquer son culte »*. Le président américain a évoqué la *« marée montante de la liberté »* qui, depuis vingt ans, a déferlé sur l'ancien bloc soviétique, l'Amérique latine et, maintenant, l'Afrique. Les dirigeants chinois ne doivent pas en avoir peur, a-t-il laissé entendre, car *« la liberté renforce la stabilité »*. Le mot avait été soigneusement pesé, l'impératif de la *« stabilité »* faisant partie de ces formules obligées de la rhétorique de Pékin.



Le public auquel s'adressait Bill Clinton, trié sur le volet, n'était pas fait d'héritiers des étudiants de Beida de 1989, qui furent a la pointe du mouvement du printemps de Pékin. Les autorités de Beida n'avaient laissé aucune place à l'imprévu. De très sages étudiants se levèrent qui posèrent de très sages questions, ponctués de très sages applaudissements : pourquoi les Etats-Unis ont-ils un vision si déformée de la Chine ? Pourquoi Washington vend-il des armes à Taïwan ? Le président américain ne cache-t-il pas *« derrière son sourire »* des *« arrière-pensées »* ? Les Américains ne cherchent-ils pas finalement à *« endiguer »* la Chine ? C'était une sorte de « donnant-donnant » : Pékin acceptait certes de retransmettre l'événement en direct mais, en échange, Bill Clinton fut passé au gril de questions reflétant les suspicions traditionnelles des autorités à l'endroit de Washington. Habitué à des joutes plus rudes, M. Clinton parut prendre plaisir à l'exercice. *« Non,* répondit-il, *les Etas-Unis ne cherchent pas à endiguer la Chine »*...

A deux reprises en trois jours, les autorités chinoises ont donc fait preuve d'une inhabituelle souplesse. De telles retransmissions en direct d'un chef d'Etat étranger abordant des tabous politiques sont sans précédent dans les annales diplomatiques de Pékin. Faveur exceptionnelle qui était peut-être une forme de remerciement après que M. Clinton eût bravé les critiques des ses opposants à domicile en venant à Pékin.

La délégation américaine, en tout cas, jubilait. *« Remarquable »*, s'est écriée Madeleine Albright, chef de la diplomatie de Washington. Sandy Berger, conseiller du président à la sécurité nationale, a expliqué que devant l'insistance de l'administration à voir Bill Clinton parler au public chinois, *« les autorités chinoises ont réalisé que c'était très important pour nous, et elles ont souhaité que ce sommet soit une réussite »*.

Néanmoins, le message de Bill Clinton n'aura pas été entendu par tous. La censure reprit bientôt ses droits. La télévision joue le direct, maispas le différé. Samedi, le journal télévisé a passé sous silence le jugement de Bill Clinton sur l'*« erreur »* de Tiananmen. La presse écrite du lendemain a indiqué que MM. Jiang et Clinton avaient *« échangé des opinions »* sur les droits de l'homme et le Tibet sans préciser lesquelles. De même, la presse de lundi, si elle signale la visite de M. Clinton à un temple protestant de Pékin, ignore la satisfaction qu'il a exprimée devant la *« croissance de la foi »* en Chine. Les journaux préfèrent s'étendre sur les déplacements de Bill, Hilary et Chelsea à la Cité interdite et à la grande muraille, morceaux obligés de la partition diplomatique classique. Pour le plus grand nombre, la démocratie télévisuelle en Chine requiert encore l'usage d'un magnétoscope. Mais il y a progrès.

Frédéric Bobin

Moisson de contrats pour Washington

La Chine a commandé, lundi 29 juin, vingt-sept appareils Boeing, dont dix en option, pour une valeur totale de 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de francs), selon une annonce officielle faite en marge de la visite de Bill Clinton à Pékin. Il pourrait toutefois s'agir d'une confirmation partielle d'options antérieures qui n'avaient pas été finalisées. La compagnie General Electric a, pour sa part, décroché un contrat de 161 millions de dollars (près d'un milliard de francs) pour la fourniture de turbines destinées à une centrale électrique. L'ensemble des contrats signés lundi à Pékin en présence des autorités des deux pays représenterait 2 milliards de dollars (12 milliards de francs), selon un communiqué chinois. Outre l'aviation, ils portent sur l'énergie, l'électronique, les télécommunications et la protection de l'environnement. – *(AFP.)*

En Ulster, les partisans de la paix domineront l'Assemblée régionale

Les catholiques et les protestants modérés empochent la majorité des sièges de la nouvelle Chambre, ce qui devrait permettre le bon fonctionnement des institutions semi-autonomes

LONDRES
de notre correspondant

Avec 75 % des votes recueillis lors des élections qui se sont déroulées le 25 juin en Irlande du Nord, les partisans de l'accord de paix du Vendredi saint, partageant le pouvoir entre protestants et catholiques, sont majoritaires dans la nouvelle Assemblée. L'échec des opposants, qui ne sont pas parvenus à constituer une minorité de blocage, devrait permettre le bon fonctionnement des nouvelles institutions semi-autonomes prévues par l'arrangement du 10 avril.

Il a tout fait pour être là, et, malgré son score décevant, David Trimble, chef de l'Ulster Unionist Party (UUP), devrait être désigné le 1er juillet premier ministre de l'exécutif du Stormont. Si, avec vingt-huit sièges, la formation protestante modérée est devenue le premier groupe de la nouvelle Assemblée de cent huit membres, son chef va devoir jouer serré. Sa contre-performance aux urnes s'explique par les dissensions au sein de la communauté protestante et le flou d'une campagne perpétuellement sur la défensive. Avec un parti plus que jamais divisé sur la marche à suivre et qui doute de lui, le futur patron du gouvernement régional risque une rébellion de sa base s'il devait diriger un Conseil où figure le Sinn Fein, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Les tenants de la ligne dure au sein de l'UUP exigent auparavant que des progrès substantiels aient été réalisés sur le désarmement des paramilitaires. Le Sinn Fein a en effet gagné de plein droit deux maroquins.

A priori, en talonnant l'UUP, le pasteur Ian Paisley, chef de file du camp du « non », a de quoi sourire face aux experts qui avaient un peu trop vite enterré le bouillant septuagénaire. Mais si son Democratic Unionist Party a fait le plein des voix de la classe ouvrière des ghettos protestants de Belfast et d'ailleurs, il s'agit là sans doute d'une victoire à la Pyrrhus. A la tête d'une coalition hétéroclite de représentants répartis entre plusieurs formations, le révérend n'est pas en position de paralyser l'Assemblée. Sa promesse de boycotter l'exécutif, au sein duquel son parti a droit à deux portefeuilles, réduit d'autant sa marge de manoeuvre. Par ailleurs, des luttes de clans minent son parti, écartelé entre deux dauphins potentiels, son fils, Ian Paisley junior, et le numéro deux, Peter Robinson, sorte de Bruno Mégret local. Enfin, les deux élus loyalistes représentant les extrémistes protestants signataires de l'accord de paix et l'appoint des représentants de l'Alliance, mouvement biconfessionnel mais situé dans la mouvance protestante, devraient permettre à David Trimble de neutraliser la poignée de dissidents au sein de son propre groupe parlementaire.

Une confortable victoire du camp modéré

RÉPARTITION DES 108 SIÈGES DANS L'ASSEMBLÉE SEMI-AUTONOME

MODERES
ALLIANCE 6
COALITION DES FEMMES 2
PARTI SOCIAL DÉMOCRATE TRAVAILLISTE (catholique modéré)
SINN FEIN (branche politique de l'IRA) 18
108 sièges
PARTI UNIONISTE D'ULSTER (protestant modéré) UUP 28
Unionistes du Royaume-Uni UKU 5
Parti unioniste progressiste PUP 2
Divers unionistes 3
PARTI DÉMOCRATIQUE UNIONISTE (radicaux protestants) DUP 20
CATHOLIQUES PROTESTANTS

Les partisans de l'accord de paix ont obtenu la majorité dans la nouvelle assemblée qui sera chargée de veiller à l'application de l'accord.

C'est presque triomphant que le Sinn Fein entrera dans l'Hémicycle

Côté catholique, venu en tête en pourcentage de voix mais deuxième en sièges, conséquence d'un système électoral complexe, John Hume, président du Social and Democratic Labour Party (SDLP), est le grand gagnant. Sa percée le met en position de force face à David Trimble au sein de la future coalition UUP-SDLP appelée à prendre les commandes de l'exécutif.

Jamais un parti arrivé second au sein de l'électorat catholique n'a paru si heureux. C'est presque triomphants que les députés du Sinn Fein entreront dans l'hémicycle du Stormont. Comme si la majorité des suffrages catholiques recueillis à Belfast, et le score impressionnant réalisé dans les comtés verts limitrophes de la République d'Irlande, avaient transformé une défaite annoncée face au SDLP au niveau de la province en victoire.

Cette réussite souligne combien la stratégie du président, Gerry Adams, d'oeuvrer à la conclusion de l'accord de paix s'est révélée payante. Mais, pour se faire accepter à la table du conseil des ministres, le Sinn Fein s'efforcera d'obtenir de l'IRA un début de désarmement volontaire sous les auspices d'observateurs étrangers. Par ailleurs, afin de ne pas effaroucher les amis de David Trimble, Adams, dans un premier temps, pourrait se contenter de deux ministères techniques.

David Trimble, John Hume et Gerry Adams, trois joueurs dans la marelle du futur Parlement. Il y a aussi Tony Blair et son homologue irlandais, Bertie Ahern, cogérants de l'accord de paix, qui se sont réjouis, dimanche 29 juin, de l'issue de ces élections. Deux arbitres qui, en cas de crise, peuvent à nouveau se transformer en joueurs.

Marc Roche

Lire aussi notre éditorial page 17

La subsidiarité fait l'objet de débats confus en Europe

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

L'Autriche, qui prend la présidence de l'Union européenne le mercredi 1er juillet, accueillera en octobre une rencontre informelle des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze sur la réforme des institutions européennes. Le débat a été relancé avec la lettre de Jacques Chirac et de Helmut Kohl, rendue publique avant le Conseil européen de Cardiff, les 15 et 16 juin, et portant essentiellement sur la subsidiarité.

Première constatation, les Français et les Allemands ont encore besoin de clarifier leurs propres objectifs. *« Il n'y a pas chez nous la volonté de rétrécir les compétences communautaires, mais plutôt d'en revenir à l'esprit initial des directives »*, assure-t-on du côté français. Soit, mais voilà qui ne correspond pas avec les propos récents de Jacques Chirac à la BBC, dénonçant avant Cardiff les centaines de décisions inutiles prises par la Commission.

COMPÉTENCES ET MÉTHODES

Les intentions des Allemands ne sont pas non plus évidentes, après que le chancelier Kohl eut assuré, à Cardiff, que lui, l'Européen, ne pensait d'aucune manière à rabaisser la Commission. On reproche à la Commission de légiférer sur tout et rien. Jacques Santer a pu faire valoir que les règlements et directives ainsi décriés étaient adoptés par le Conseil, souvent réclamés par les Etats membres eux-mêmes. Ainsi la directive sur la chasse aux oiseaux migrateurs, contestée par les députés français, a été approuvée à l'unanimité, sous présidence française. La Commission a encore expliqué qu'un minimum d'harmonisation avait été nécessaire pour mettre en place le marché unique.

Réclamer une plus stricte application du principe de subsidiarité, comme l'ont fait M. Chirac et M. Kohl, revient à s'interroger sur le champ des compétences de la Commission et sur ses méthodes d'intervention. C'est sur ce dernier aspect que les Français mettent l'accent, en suggérant qu'elle exerce à l'avenir son droit d'initiative de façon moins tatillonne. Le marché unique est, pour l'essentiel, achevé, observe-t-on à Paris. A l'heure de l'euro, de politiques budgétaires coordonnées, alors qu'on parle de relancer la coopération judiciaire et policière, ou que même la PESC (politique étrangère et de sécurité commune) resurgit de ses cendres, il ne peut plus être du rôle des institutions centrales de l'Union de régenter dans le détail la vie des citoyens. A elles de fixer des objectifs généraux, les gouvernements n'étant alors tenus qu'à une obligation de résultat, avec une large liberté d'action quant aux moyens d'y parvenir.

Apparemment, les Allemands penseraient plutôt à dresser un catalogue des compétences de l'Union, afin que la Commission, le Parlement européen, le Conseil lui-même, soient pleinement avertis des limites à ne pas franchir. Un tel inventaire, pouvant comporter une liste négative (l'Union, par exemple, n'a pas à traiter de la Sécurité sociale ou des problèmes de la famille), avait été envisagé par Jacques Delors, alors qu'il était président de la Commission. Il permettrait d'éviter des détournements de procédure, comme celui consistant à fonder sur les exigences du marché unique une directive (en cours d'adoption) interdisant la publicité pour le tabac.

Pourtant, les Français n'approuvent pas cette manière de voir : *« Gardons-nous d'une approche mécanique, qui chercherait à dresser la liste des compétences de l'Union et la liste des compétences des Etats ; nous savons bien que, telle que s'est bâtie l'Europe, la plupart des compétences sont et demeureront partagées »*, faisait valoir Pierre Moscovici, le ministre délégué aux affaires européennes, lors d'un récent colloque organisé à l'Assemblée nationale. A Cardiff, le chantier a été identifié, mais à peine ouvert, et rien n'a été dit sur la façon d'envisager la suite des travaux.

Philippe Lemaitre

Un tremblement de terre a fait plus de cent dix morts en Turquie

TURQUIE. Les sauveteurs poursuivaient, lundi 29 juin, leurs recherches pour tenter de retrouver sous les décombres des survivants au tremblement de terre qui a dévasté, samedi, les villes d'Adana et de Ceyhan, au sud de la Turquie. Cent seize morts ont été jusqu'à présent dénombrées. Dans les jardins des hôpitaux, dont les bâtiments ont été endommagés, des tentes ont été dressées pour soigner plus de 1 500 blessés. Une quarantaine de répliques sismiques ont été enregistrées depuis la secousse principale de samedi d'une intensité de 6,3 sur l'échelle de Richter. Les habitants de la région ont abandonné leurs maisons pour s'installer en plein air. A Adana et, en particulier dans la ville de Ceyhan, des immeubles modernes de sept étages se sont effondrés comme des châteaux de cartes. Le bilan du séisme a provoqué une polémique sur la corruption des constructeurs, le manque d'infrastructure, la mauvaise qualité des matériaux ainsi que les constructions illégales. – *(Corresp.)*

Dix morts dans des combats à la frontière indo-pakistanaise

CACHEMIRE. Des duels d'artillerie ont fait dix morts de part et d'autre de la frontière entre l'Inde et le Pakistan le samedi 27 juin et le dimanche 28 juin, selon des sources officielles. Côté pakistanais, ce sont huit civils qui ont été tués lorsque l'artillerie indienne a pilonné pendant quatre heures à coups d'obus, de missiles guidés et de mortiers des villages de la partie pakistanaise du Cachemire, a-t-on déclaré de source officielle pakistanaise. Côté indien, un pilonnage de l'artillerie pakistanaise, samedi soir, sur une zone boisée de la région de Gurez, a fait deux morts et cinq blessés, dont un militaire. Depuis le 23 juin, les incidents de frontière dans ce secteur ont fait dix-huit morts côté pakistanais et cinq côté indien, selon les bilans officiels. – *(AFP.)*

La Russie aiderait l'Inde à construire un sous-marin nucléaire

NEW DELHI. Le correspondant du quotidien américain *Washington Post*, à New Delhi, rapporte que l'Inde, avec l'aide de la Russie, doit entreprendre, à la fin de l'année, la mise en chantier d'un sous-marin d'attaque (lance-torpilles) à propulsion nucléaire. Ce bâtiment, dont la construction doit être achevée en 2004, serait de la taille de la classe des sous-marins nucléaires d'attaque français, type *Rubis*, soit 2 660 tonnes en plongée. Les sous-marins nucléaires d'attaque russes sont, en règle générale, plus gros, à l'exception de la série *Fox Trot* aujourd'hui dépassée. Dans son édition 1998, l'annuaire français *Flottes de combat* précise que l'Inde dispose, en essais, à terre, d'un réacteur prototype qui lui permettrait la construction d'un sous-marin de 3 500 tonnes.

Visite sans précédent de diplomates de l'Union européenne à Timor

DILLI (Timor-Oriental). Pour la première fois depuis l'invasion du territoire par l'armée indonésienne, en décembre 1975, trois ambassadeurs européens – ceux de Grande-Bretagne, d'Autriche et des Pays-Bas – accrédités à Djakarta, accompagnés de deux fonctionnaires de la Commission de Bruxelles, se sont rendus au Timor-Oriental, samedi 27 juin, pour une mission d'information. Celle-ci avait pour but de refléter *« la préoccupation grandissante »* de l'Union européenne à l'égard de l'ancienne colonie portugaise. Une grande manifestation indépendantiste de plusieurs milliers de personnes venues des campagnes environnantes a accueilli, dimanche, les envoyés européens, réclamant un référendum sur l'avenir du territoire aux cris de *« Vive le Timor oriental »* et de *« Liberté pour Xanana Gusmao »*, le chef indépendantiste capturé en 1992 par l'armée indonésienne. Les forces de l'ordre, présentes, ne sont pas intervenues. A Djakarta, le ministre des affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, a réitéré, dimanche, le refus de son gouvernement de convoquer un référendum sur le statut de Timor. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : le vice-premier ministre russe Boris Nemtsov** a appelé, le dimanche 28 juin, les députés à adopter le programme anti-crise du gouvernement qui doit être examiné à partir de mercredi par la Douma (chambre basse du Parlement). *« Il s'agit actuellement de surmonter la faillite de la Russie, ni plus ni moins »*, a-t-il déclaré. – *(AFP.)*

■ **VATICAN : le pape Jean Paul II** s'est *« réjoui »*, dimanche 28 juin, de la déclaration commune conclue par les catholiques et les luthériens sur la doctrine de la justification. Cette déclaration *« ne résout pas toutes les questions que soulève la doctrine de la justification, mais elle marque un consensus sur la vérité fondamentale de cette doctrine »*, a dit le pape. La doctrine de la justification (le salut par les œuvres ou par la grâce) oppose les deux Eglises depuis le XVIe siècle. La déclaration commune devrait être signée à l'automne. – *(AFP.)*

■ **TOGO : un observateur français** de la mission de l'Union européenne s'est désolidarisé, samedi 27 juin, de la position officielle sur le scrutin présidentiel. Pour Cyril Montiel, *« le processus électoral est entièrement satisfaisant »*. L'UE et les Etats-Unis ont exprimé leur *« préoccupation »* concernant le Togo, où le président Gnassingbé Eyadéma a été proclamé réélu avec 52 % des voix alors que la Commission électorale n'a pas pu contrôler le dépouillement des bulletins. – *(AFP.)*

■ **ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE : l'Ethiopie** a approuvé, dimanche 28 juin, la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, votée vendredi, exigeant qu'Ethiopie et Erythrée *« mettent immédiatement fin »* aux hostilités. L'Ethiopie avait déjà accepté le plan américano-rwandais. L'Erythrée n'a, pour sa part, pas fait de commentaire sur la résolution. – *(AFP.)*

La mission d'espionnage du sous-marin nord-coréen est confirmée

SÉOUL. Un journal de bord et des cartes trouvés dans le sous-marin nord-coréen arraisonné, le lundi 22 juin, par la Corée du Sud dans ses eaux territoriales, suggère que l'engin a eu des problèmes mécaniques au retour d'une mission d'espionnage, selon l'état-major sud-coréen. Le document montre que le sous-marin a quitté Wonsan, sur la côte nord-est de la Corée du Nord, le 20 juin pour une mission de trois jours. Selon la presse de Séoul, les membres de l'équipage portaient sur eux des lettres de supérieurs faisant allusion à leur mission contre l'*« ennemi »*. Le sous-marin a pénétré dans les eaux sud-coréennes le 21 juin. Au moins deux membres de l'équipage auraient débarqué sur la côte est, près d'installations militaires sud-coréennes. L'armée sud-coréenne pratiquera des autopsies sur les neuf corps trouvés, vendredi 26 juin, à bord du bâtiment, pour prouver que certains marins gradés se sont suicidés après avoir exécuté leurs camarades, afin de ne pas être capturés vivants. Pyongyang a rendu Séoul responsable de la mort des neuf hommes et exigé le rapatriement de leurs corps. – *(AFP.)*

Trente mille femmes enceintes du tiers-monde vont bénéficier d'un traitement contre le sida

Onze pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique sont concernés par cette initiative sans précédent

Pour la première fois depuis la démonstration de l'efficacité des nouveaux médicaments antirétroviraux contre le sida, une initiative internationale, pilotée par Onusida et annoncée lors de la douzième conférence mondiale sur le sida à Genève, va permettre à trente mille femmes enceintes contaminées par le VIH de bénéficier d'un traitement permettant de prévenir la transmission du virus de la mère à son enfant.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Présidée par le Dr Bernard Hirschel (hôpital universitaire de Genève), la douzième conférence mondiale sur le sida s'est ouverte, dimanche 28 juin, à Genève, où elle réunit plus de treize mille spécialistes de la lutte contre cette pandémie. *« Nous savons à quel point le sida a bouleversé notre vision de la santé publique, à quel point aussi il a pu être un révélateur des dysfonctionnements de nos sociétés »*, a, lors de l'ouverture, rappelé Ruth Dreifuss, ministre suisse de l'intérieur, de la santé et des affaires sociales. *« Ce phénomène se confirme à l'échelle de la planète avec l'avènement des trithérapies, les progrès de la science et l'écart croissant qui en résulte entre les pays riches et les pays pauvres. »*

Le début de la conférence, intitulée *« bridging the gap »* (réduire l'écart), a été dominé par l'annonce faite, lundi 29 juin par Onusida, de la première initiative visant à organiser concrètement la distribution de médicaments antirétroviraux dans les pays du tiers-monde, où ces substances sont, pour des raisons économique, totalement inaccessibles. Avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef, Onusida a bâti sur ce thème un programme médical novateur. *« En pratique, dans les douze ou dix-huit mois à venir, notre initiative permettra de fournir un médicament qui a fait la preuve de son efficacité chez les femmes enceintes*, a expliqué le Dr Peter Piot, directeur d'Onusida. *Notre programme comportera trente sites répartis dans onze pays pilotes. »*

Sur la liste actuelle, qui n'est pas close, le Botswana, le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Rwanda, le Cambodge et le Honduras rejoignent la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, la Thaïlande et l'Ouganda, où les premiers essais de prévention sur ce thème avaient récemment été lancés. Cette initiative de grande ampleur n'a pu être mise en œuvre qu'après la démonstration de l'efficacité de l'usage de l'AZT dans la prévention de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) de la femme enceinte à son enfant. Cette démonstration avait été finalisée en février au terme d'un essai très contesté (parce que mené contre placebo) conduit en Thaïlande sous l'égide des autorités sanitaires américaines. Cet essai avait permis de conclure qu'un traitement « allégé » d'AZT administré par voie orale, au terme de la grossesse, permettait de réduire notablement le risque de contamination virale de l'enfant.

RÉDUCTION DU PRIX DE L'AZT

Cette initiative résulte aussi de la nouvelle politique adoptée par la puissante multinationale pharmaceutique Glaxowellcome, productrice de l'AZT, acceptant de réduire substantiellement – entre 60 % et 75 % – le prix de cette molécule dès lors qu'elle devait être utilisée dans certains pays du tiers-monde. Glaxowellcome a aussi décidé de soutenir financièrement l'initiative d'Onusida concernant les femmes enceintes sans pour autant mener une politique active de communication sur ce thème, se refusant notamment à aborder les questions de fond posées par un tel engagement.

La mise en œuvre de ce programme de prévention ne va pas sans soulever une série d'interrogations. Pourquoi, par exemple, faudrait-il en rester à cet usage « allégé » de l'AZT chez les femmes enceintes, alors que d'autres utilisations de médicaments antirétroviraux ont permis d'aller beaucoup plus loin dans l'efficacité de cette prévention, permettant, par exemple, de réduire à moins de 500 nouveaux cas les transmissions mère-enfant du VIH en Europe occidentale en 1997 ? Que deviendront, après l'accouchement, les femmes ainsi prises en charge lors de leur grossesse ? Pourront-elles ou non continuer à bénéficier des acquis thérapeutiques de la pharmacopée occidentale ? Et, enfin, comment l'initiative française de création d'un fonds international de solidarité thérapeutique, que défendra à Genève Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à la santé, parviendra-t-elle à compléter l'initiative d'Onusida ?

Jean-Yves Nau

BUDGET La préparation du projet de budget pour 1999, sur laquelle le gouvernement a prévu une communication du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, en conseil des ministres, le 22 juillet, entre dans sa phase décisive : celle des arbitrages du premier ministre. Lionel Jospin va devoir trancher, notamment, sur les crédits de l'éducation nationale, de l'environnement et de la culture. ● UN ACCORD a été trouvé directement entre Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et M. Strauss-Kahn sur le montant des crédits affectés à l'emploi. Ceux-ci devraient progresser un peu plus que la moyenne définie par le premier ministre, et l'effort de lutte contre le chômage devrait dépasser 160 milliards de francs. ● LA FISCALITÉ est au cœur des débats, notamment, entre le patronat et le gouvernement, pour l'impôt sur la fortune.

Le débat fiscal s'aiguise au sujet de l'impôt sur la fortune

Président du CNPF, Ernest-Antoine Seillière refuse toute prise en compte des biens professionnels dans le calcul de cet impôt. Pour Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, il faut faire en sorte que « des grosses fortunes n'y échappent pas »

LA PRÉPARATION du projet de loi de finances pour 1999 entre dans sa phase décisive. Après de longs mois de travail effectué par le ministère des finances, Lionel Jospin s'apprête à rendre ses arbitrages, tant sur le volet des dépenses que sur celui des recettes. Ces arbitrages sont d'autant plus difficiles que le calendrier est maintenant serré : le gouvernement a décidé d'accélérer la procédure en présentant, dès le 22 juillet, une communication en conseil des ministres sur les grandes lignes de son projet.

C'est d'abord sur les dépenses que le premier ministre devra se pencher. A première vue, les choix que devra faire M. Jospin s'annoncent, certes, moins délicats que ceux de 1997. En hausse, selon la prévision officielle, de 2,8 % en 1999, la croissance devrait produire de bonnes recettes fiscales, et, du même coup, le gouvernement pourra à la fois abaisser les déficits publics à 2,3 % du produit intérieur brut, contre 3 % en 1998, et faire progresser les dépenses, en moyenne, de 1 % en volume.

Signe de cette (relative) aisance budgétaire, les discussions entre Bercy et les autres ministères, pour répartir les crédits de 1999, se sont mieux déroulées que prévu. C'est vrai pour deux départements ministériels, très symboliques, ceux de l'emploi et de la justice. Alors que, en 1997, aucun accord n'avait pu être trouvé entre Bercy et les ministres concernés et que le premier ministre avait dû être saisi, ce ne devrait pas être le cas cette fois-ci. Même si les discussions interministérielles ne sont pas totalement achevées, il semble probable que M. Jospin n'aura pas à départager les points de vue.

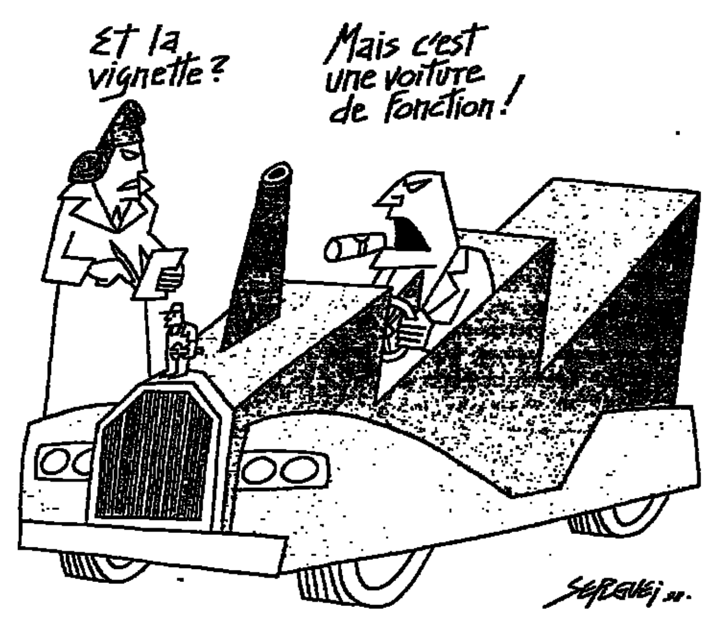
Dans certains cas, les pourparlers interministériels n'ont, cependant, pas abouti, et le premier ministre devra donc trancher. C'est le cas des crédits de l'environnement, pour lesquels Dominique Voynet revendiquait, initialement, une hausse de 30 %. Ce sera aussi le cas pour certains budgets symboliques, comme la culture, ou qui pèsent lourd dans la loi de finances, comme l'éducation nationale. Le souhait de Matignon est de se pencher sur ces dossiers dans les prochains jours, de sorte que les traditionnelles lettres-plafonds, qui fixent l'enveloppe des crédits pour l'an prochain, puissent être signées avant le 10 juillet.

CONSULTATIONS

M. Jospin devra, aussitôt après, se pencher sur un dossier encore plus complexe, celui de la réforme fiscale. Dans l'immédiat, rien ne transparaît des intentions du gouvernement. Tout juste sait-on qu'il a engagé des consultations. Après une délégation de la CGT, conduite par Louis Viannet, qui a été reçue le 24 juin par Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter, ce devait être le tour, lundi, de Marc Blondel, secrétaire général de FO, de se rendre à Bercy. Après lui, de nombreux autres dirigeants des partis de la majorité, des organisations syndicales ou professionnelles, ainsi que des associations d'élus locaux seront, à leur tour, conviés à donner leur point de vue.

Sur les trois volets de la réforme envisagée – fiscalité du patrimoine, fiscalité locale, fiscalité écologique –, le débat n'en a pas moins progressé. Dans le cas de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), deux propositions principales sont en balance. Il y a d'abord celle défendue par Robert Hue, pour le Parti communiste (qui compte aussi des partisans dans les rangs socialistes), consistant à intégrer les biens professionnels dans l'assiette de l'impôt, quitte à abaisser les taux d'imposition. La seconde piste consisterait à majorer légèrement le rendement de l'impôt de manière moins spectaculaire, en remettant en question certaines failles actuelles de la législation ou en révisant certaines modalités d'évaluation des actifs assujettis.

Dans l'immédiat, la balance penche clairement pour cette seconde solution. Le gouvernement pourrait ainsi faire valoir qu'il est soucieux de taxer davantage certains hauts revenus, qui échappent, au moins partiellement, à l'ISF, sans donner au patronat, déjà très hostile à la réforme des 35 heures, un nouveau prétexte de grogne. Interrogé, lundi matin sur RMC, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, l'a, de nouveau, fait comprendre. Evoquant la piste d'une taxation des biens professionnels, il a fait valoir que l'« *objectif* » du gouvernement n'est pas d'« *alourdir* » la fiscalité, ni « *de faire peser sur l'économie le risque d'évasion* ». Mais, en même temps, a-t-il dit, il faut veiller à ce que « *des grosses fortunes n'y échappent pas* ».



Dans le cas de la fiscalité écologique, le premier ministre semble favorable au principe du remplacement des diverses taxes existantes – complexes et coûteuses à gérer par les services fiscaux – par un impôt de « coresponsabilité » unique pour les diverses pollutions, qu'elles soient industrielles, agricoles, etc. Mais, en tout état de cause, le gouvernement compte agir avec prudence. C'est particulièrement vrai dans le cas de la taxation du gazole : elle ne serait rapprochée que très progressivement, au cours des années à venir, de celle de l'essence.

Les décisions que devra prendre M. Jospin ne se limitent pourtant pas à ces deux dossiers et à celui de la fiscalité locale. Il devra aussi décider, comme certains dans sa majorité le lui demandent, s'il fait un geste en faveur des consommateurs, sous la forme d'une baisse « ciblée » de TVA. Une idée, ainsi, chemine, consistant à abaisser de 20,6 % à 5,5 % la TVA sur les abonnements d'EDF, soit le même taux que pour la consommation d'électricité, ce qui reviendrait à annuler une mesure de hausse prise en 1995 par Alain Juppé. La difficulté, c'est que la mesure est très coûteuse : plus de 5 milliards de francs.

De son côté, le ministre de l'éducation et de la recherche indique, dans un entretien publié lundi par *Le Figaro*, que « *les entreprises qui investiront dans la recherche bénéficieront de déductions fiscales* ». « *Les particuliers qui financeront les entreprises innovantes*, ajoute Claude Allègre, *pourront déduire cet investissement de leurs impôts à hauteur de 400 000 francs. Les créateurs d'entreprise bénéficieront de stock-options.* » Cette dernière réforme ne devrait guère faire de vagues. A la différence de toutes les autres...

Laurent Mauduit

Le financement du prêt à taux zéro

Secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson attend l'arbitrage du premier ministre sur le financement du prêt à taux zéro pour l'accession sociale à la propriété (*Le Monde* du 25 juin). Il devait être reçu par Lionel Jospin mardi 30 juin. Tout dépendra, en fait, du sort qui sera réservé au dispositif du 1 % logement, alimenté par les entreprises de plus de dix salariés et qui finance le logement social, mais aussi, depuis deux ans, le prêt à taux zéro.

En 1997 et 1998, ce prêt a coûté deux fois 7 milliards de francs aux collecteurs du 1 %, qui refusent que ce « hold-up » ne se répète. Bercy penche pour la fiscalisation pure et simple des 7 milliards de francs annuels de la collecte du 1 %. M. Besson et Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, tentent, depuis un an, de rassurer les collecteurs. Ils suggèrent d'engager avec eux une négociation contractuelle sur le financement de l'accession sociale. M. Jospin devrait trancher dans ce sens, mais le 1 % logement devra, de toute façon, payer pour le prêt à taux zéro.

Mme Aubry et M. Strauss-Kahn s'entendent sur une nouvelle hausse des crédits de l'emploi

LE FAIT est suffisamment rare pour être mentionné : la ministre de l'emploi et le ministre de l'économie sont tombés d'accord, sans trop de difficultés, et sans qu'un arbitrage du chef du gouvernement ait été nécessaire, sur le montant des crédits consacrés à la lutte contre le chômage en 1999. Leur progression dépassera la norme d'augmentation de 2,2 % (en valeur) pour l'ensemble des dépenses de l'Etat, fixée il y a quelques semaines par Lionel Jospin, et l'effort pour l'emploi devrait légèrement dépasser 160 milliards de francs (contre 156 milliards en 1998). Ce secteur restera donc, en 1999, l'une des grandes priorités gouvernementales, même si des redéploiements vont intervenir au sein de cette enveloppe budgétaire.

Martine Aubry n'a jamais caché que, passé l'année 1998, elle devrait consentir des efforts sur certains dispositifs d'aides à l'emploi afin de financer la mise en œuvre des trois projets de loi-phares votés entre l'automne 1997 et le printemps 1998 : les emplois-jeunes, les 35 heures et le dispositif de lutte contre les exclusions. Le gouvernement va inscrire environ 7 milliards de francs pour la montée en charge des 35 heures (3 milliards en 1998). Cette somme représente ce que l'Etat devra rembourser à la Sécurité sociale au titre des allègements de cotisations patronales accordés aux entreprises qui réduisent la durée du travail. Ces 7 milliards correspondent à 1,5 million de salariés concernés par la baisse de leurs horaires, selon une estimation du gouvernement.

La montée en charge des emplois-jeunes dans les secteurs public, parapublic et associatif est plus coûteuse encore, puisqu'en vitesse de croisière, les 350 000 postes promis par M. Jospin et Mme Aubry représenteront une dépense annuelle de 35 milliards (sur la base d'une prise en charge par l'Etat de 80 % du SMIC). En attendant, les 150 000 contrats escomptés cette année, auxquels s'ajouteront ceux conclus l'an prochain, devraient entraîner une dépense de l'ordre de 20 milliards en 1999. Par un jeu de vases communicants, les emplois-jeunes permettront au ministère de la solidarité de réduire certains dispositifs, comme les préretraites du fonds national de l'emploi ou les contrats emploi-solidarité.

En août 1997, au terme d'un long bras de fer avec Dominique Strauss-Kahn, Mme Aubry avait obtenu une progression de 3,6 % en valeur des crédits de l'emploi, et même de 4,4 % pour le seul ministère de l'emploi, les autres dotations (pour les allègements de charges sociales) étant inscrites au budget des charges communes. Elle refusait alors de baisser la garde sur les contrats aidés tant que les emplois-jeunes, les 35 heures et la croissance économique n'avaient pas pris le relais. Mais « *un bon ministre n'est pas forcément celui qui a le plus gros budget, mais celui qui utilise au mieux ses crédits* », estime la ministre.

Le nombre des CES sera donc revu à la baisse, alors que 500 000 avaient été budgétés cette année. Ils vont surtout être recentrés sur les publics les plus en difficulté, trop de jeunes diplômés, par exemple, recourant faute de mieux à un CES alors qu'ils peuvent désormais prétendre à un emploi-jeune. Mme Aubry souhaite aussi multiplier par deux les contrats d'insertion par l'économique. Si globalement le nombre de certains contrats diminue, elle souhaite qu'il y ait « *plus d'effort en 1999 qu'en 1998* » pour les chômeurs de longue durée (contrat initiative emploi), dont le nombre a progressé de 4,5 % en un an, les jeunes en grande difficulté à travers le programme TRACE (Trajet d'accès à l'emploi) et, d'une manière générale, les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Le gouvernement devrait aussi renforcer le service public de l'emploi, plus mal doté que dans bien des pays industrialisés. Les 16 600 agents de l'ANPE, les 11 000 salariés de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) et les personnes travaillant dans les missions locales attendent donc un renforcement de leurs moyens, notamment en personnel, afin de pouvoir mettre en œuvre le plan national d'action pour l'emploi sur cinq ans annoncé mi-avril par leur ministre de tutelle. Le gouvernement juge que le maintien d'une activité économique encore soutenue en 1999 se traduira par une accélération du rythme des créations d'emplois et une baisse de certaines dépenses (RMI, allocation de solidarité spécifique pour les chômeurs en fin de droit).

Jean-Michel Bezat

Ernest-Antoine Seillière assure que la reprise n'est pas due à l'action du gouvernement

À LA VEILLE des arbitrages budgétaires pour 1999, le CNPF hausse le ton. Insistant sur « *la charge lourde* » que font peser les 35 heures « *sur les épaules des entrepreneurs* » contraints « *dans leur allant, leur développement et leur motivation* » au moment du passage à la monnaie unique, très critique sur la revalorisation de 2 % du SMIC au 1er juillet, le président de l'organisation patronale, Ernest-Antoine Seillière, a demandé, en creux, dimanche 28 juin, une sorte de moratoire fiscal au gouvernement. Plus solennellement, il a réclamé l'abandon de toute idée d'élargissement de l'assiette de l'impôt sur la fortune à l'outil de travail, estimant que la conséquence d'une telle mesure serait « *catastrophique* ».

M. Seillière, qui était l'invité du Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI *(lire aussi page 16)*, a ainsi lancé « *un avertissement* » au premier ministre. Si une telle réforme de l'ISF est mise en œuvre, a-t-il expliqué, « *il y a des milliers et des milliers d'entrepreneurs qui se préparent à arrêter leur entreprise, à la céder, ou éventuellement, à poursuivre leur activité ailleurs* ». « *Ce serait un signal véritablement très, très négatif* », a-t-il insisté, ajoutant qu'une telle modification « *ne rapportera pas grand chose à l'Etat* ».

DAVANTAGE DE FLEXIBILITÉ

« *Attention à ne pas considérer le patrimoine et les riches comme des gens sur lesquels on peut tirer sans cesse* », a déclaré le président du CNPF. « *Ceux qui font la richesse, les entrepreneurs, doivent être respectés pour qu'ils continuent à travailler comme ils le font* », a-t-il indiqué. Souhaitant, par ailleurs, qu'on « *mette un terme* » à la taxe professionnelle, et non qu'on la réforme, M. Seillière a appellé de ses vœux « *une politique qui ne soit pas du tout une politique dans laquelle on prélève toujours davantage pour satisfaire des besoins collectifs inextinguibles* ». Tout en se défendant officiellement de vouloir jouer « *le donnant-donnant* » avec le gouvernement sur les 35 heures – « *nous ne sommes pas assez fins politiques pour entrer dans des détails comme cela* », a-t-il affirmé – M. Seillière a néanmoins indiqué qu'il avait encore espoir d'obtenir davantage de flexibilité, d'ici fin 1999, date à laquelle sera rédigée la loi définitive sur la réduction du temps de travail. « *Nous allons purement et simplement montrer comment le terrain est capable ou pas de digérer cette affaire* », a-t-il déclaré, ajoutant que c'est « *la prise en compte de la réalité du terrain qui départagera* » le gouvernement et les entreprises.

Confirmant que le CNPF utiliserait ces « *réalités du terrain* » pour peser de tout son poids sur la rédaction, en 1999, de la deuxième loi sur la réduction du temps de travail, M. Seillière a pour autant affirmé qu'« *aucune instruction* » n'avait été donnée aux branches et aux entreprises pour les négociations. Il a néanmoins estimé que la question du « *régime et du nombre* » des heures supplémentaires, est le « *point clé* » de la négociation.

COMPENSER LES 35 HEURES

Donnant une sorte de quitus à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), M. Seillière a par ailleurs indiqué que ceux « *qui entament actuellement des négociations avec l'idée que les entreprises, tout en s'installant dans le cadre légal de 35 heures, voudraient pouvoir effectivement travailler 39 heures* » développent une « *vue très réaliste des choses* ».

Légitimant les remises en cause partielles ou totales de conventions collectives, le président du CNPF a estimé qu'« *à partir du moment où l'on décrète que le résultat des 35 heures est pour l'an 2000* », l'entrepreneur doit « *avoir moins de salaires à distribuer* » ou « *pouvoir réorganiser le travail de telle manière qu'il puisse compenser la réduction du temps de travail par l'organisation* ». Pour lui, « *il y aura grande difficulté à obtenir des partenaires sociaux qu'ils donnent en échange ce dont l'entrepreneur a besoin* ».

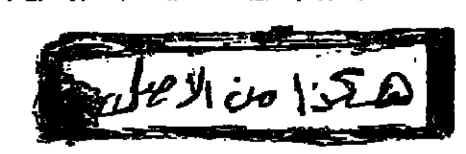
M. Seillière a par ailleurs affirmé que la reprise de la croissance n'est « *nullement à attribuer à l'action du gouvernement* » de Lionel Jospin, qu'il a en revanche « *félicité* » pour la mise en place de l'euro.

Caroline Monnot

Menace sur le paritarisme

Le CNPF brandit de nouveau la menace de son départ de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Jugeant « *alarmant* » l'état « *dans lequel se trouve aujourd'hui la Sécurité sociale, parce qu'on ne sait pas, en réalité, qui gère* », Ernest-Antoine Seillière a réclamé « *une clarification des responsablités dans la gestion de l'assurance-maladie* », dimanche 28 juin, au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI ». Si « *c'est l'Etat qui gère tout* » à la CNAM, « *les partenaires sociaux sont assis là comme des potiches* », a-t-il déclaré, soulignant, sur ce point, « *la ligne de pensée commune entre la CFDT et le CNPF* ».

« *Est ce que nous, qui sommes par définition des gestionnaires, pouvons accepter de prolonger ces situations dans lesquelles nous sommes complices d'une mauvaise gestion ?* », s'est interrogé le président du CNPF. « *Nous poserons la question de savoir s'il n'est pas plus clair de quitter nos responsabilités* » dans la gestion paritaire, a conclu M. Seillière *(lire aussi page 16)*.



ﻫﻜﺬﺍ ﻣﻦ ﺍﻷﺻﻞ

ur la fortune

Philippe Séguin invite l'opposition à « dégonfler la baudruche socialiste »

La fête de L'Alliance a réuni les dirigeants du RPR, de l'UDF et de Démocratie libérale

La fête de L'Alliance, samedi 27 juin à Port-Marly (Yvelines), a réuni deux mille cinq cents personnes. Six semaines après l'initiative des présidents du RPR et de l'UDF, le 14 mai, Philippe Séguin, François Léotard, François Bayrou et Alain Madelin ont fait de l'entente des trois partis de l'opposition un impératif de la reconstruction de la droite. « Nous irons à notre rythme », a promis M. Séguin.

ILS SONT LÀ et c'est déjà ça ! Bien que réduite à la dimension d'un événement départemental, la fête de L'Alliance, samedi 27 juin à Port-Marly (Yvelines), valait surtout par l'affiche de ses animateurs. Accueillis sur un rythme de samba par un groupe musical brésilien, quelque deux mille cinq cents participants, essentiellement RPR, étaient venus écouter les chefs de l'opposition parlementaire.

Les chefs de l'opposition, c'est-à-dire, essentiellement, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy pour le RPR, François Léotard et François Bayrou pour l'UDF, et Alain Madelin pour Démocratie libérale (DL). Edouard Balladur est reparti à peine arrivé. L'ancien premier ministre, qui, quelques jours auparavant, avait plongé ses amis dans l'embarras en prônant la création d'une commission sur la « préférence nationale », n'a donc opportunément pu figurer à la tribune aux côtés de ses amis. René Monory, président du Sénat, dont le mandat sera soumis à renouvellement en octobre, était en revanche présent. Charles Pasqua, qui, huit jours auparavant, avait assisté, aux côtés de Philippe de Villiers, à la transformation de son mouvement, Demain la France, en parti politique, était absent, et très peu de parlementaires avaient fait le déplacement.

Ils étaient là, et c'est ce qui importait à M. Séguin. Le président du RPR, initiateur, avec M. Léotard, de L'Alliance, le 14 mai, a fait de l'entente des trois partis de l'opposition un impératif de la reconstruction de la droite. *« L'union de l'opposition est le préalable à tout, la condition de tout. Nous ne pourrons gouverner à nouveau qu'ensemble. Nous ne pourrons redevenir la majorité qu'ensemble (...). C'est ensemble, dans L'Alliance et par L'Alliance, que nous redeviendrons la majorité. Il n'y a pas d'autre voie »*, a affirmé M. Séguin. Le président du RPR a mis en garde *« ceux qui ne le comprendraient pas »* et qui, en *« pari*[ant] *sur son échec, se condamneraient à la marginalisation »*.

M. Séguin a demandé du temps avant d'être jugé à l'aune de cet objectif. Ecartant *« les quolibets et les sarcasmes »*, il a indiqué que les chefs de l'opposition entendaient bâtir L'Alliance *« pierre à pierre »*. *« Nous irons à notre rythme. Tout viendra à son heure »*, a promis M. Séguin. Son ambition a été partagée, bien que de façon plus bucolique, par M. Léotard, qui a lancé à son auditoire : *« Faites L'Alliance, pas la guerre ! »* Relevant que la droite avait *« tout à gagner et presque rien à perdre »*, M. Madelin a souhaité que L'Alliance ne soit pas *« une union de façade, une réunion d'états-majors »*.

« REVENIR À DES IDÉES SIMPLES »

M. Bayrou, se plaçant sur un autre registre, a insisté sur le respect de l'identité de toutes les parties prenantes à L'Alliance : *« Pour que L'Alliance soit forte, il faut que chacun des mouvements qui la composent soit fort (...). Nous avons besoin d'une droite forte et d'un centre fort »*, a affirmé le président de Force démocrate.

En attendant que se manifestent les premiers signes tangibles de la construction de L'Alliance, M. Séguin a tenté de clarifier la position d'opposant du RPR par temps de cohabitation avec un président de la République issu de ses rangs. *« Nous refusons,* a-t-il déclaré, *d'être une opposition à éclipses (...). Il est (...) urgent de revenir (...) à des idées simples : le président préside, le gouvernement gouverne et l'opposition s'oppose (...). Il ne s'agit pas de se demander si l'opposition doit être molle ou dure, systématique ou occasionnelle. Il s'agit simplement de contester, sans relâche, une orientation générale. »*

Pour illustrer son propos, M. Séguin a invité ses amis à *« dégonfler la baudruche socialiste »*, et s'est attelé à cette tâche en critiquant notamment la politique familiale de Lionel Jospin. Il a également refusé de se *« laisser donner des leçons de morale par des gens qui restent cois lorsque éclate le scandale de la MNEF ou qu'un des leurs, président de conseil général, refuse d'appliquer une décision de justice »*, dans une allusion à François Bernardini, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Cécile Chambraud

L'accord droite-gauche bute sur l'emploi en Franche-Comté

La discussion est renvoyée à l'automne

BESANÇON
de notre correspondant

En Franche-Comté, le « code de bonne conduite » conclu entre la droite républicaine et la gauche « plurielle » pour contrer le Front national au sein du conseil régional a connu son premier échec dès la session inaugurale de cette assemblée. Estimant n'avoir pas reçu de *« garanties suffisantes »* de la part de l'exécutif UDF-RPR-divers droite, auquel elle avait demandé de créer deux cents emplois-jeunes (dont cinquante dès cette année) au sein de l'institution, l'opposition PS-PCF-Verts, conduite par le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, élu du Doubs, a voté, dans la nuit du 26 au 27 juin, contre le projet que présentait le président du conseil régional, Jean-François Humbert (UDF-PPDF). Le Mouvement des citoyens et le FN s'étant également prononcés contre ce dossier, il a été rejeté par 26 voix contre 17.

Le choc a été d'autant plus rude pour l'exécutif que ce dispositif d'exonération partielle de charges au profit des petites et moyennes entreprises constituait l'une des principales promesses de campagne de la droite. *« L'accord républicain que nous avons passé ne consiste pas, pour nous, à voir comment l'UDF et le RPR appliquent leur politique*, a commenté M. Moscovici pour justifier sa mesure de rétorsion. *Nous ne sommes pas là pour jouer les supplétifs de cette non-majorité, mais pour faire adopter quelques-unes de nos idées. Ce conseil régional ne pourra jamais fonctionner si l'exécutif n'admet pas qu'il y a égalité* [17 sièges pour chacun des deux camps] *et que la règle du jeu n'est pas le "ni-ni", mais le "et-et", qui prend en compte, de façon constructive, cet équilibre. »*

Le MDC, extérieur au « pacte » qu'avaient conclu M. Moscovici et M. Humbert au détriment de son propre candidat à la présidence, Christian Proust, a vu dans ce vote négatif la confirmation de son analyse, selon laquelle *« des mesures de gauche ajoutées à des mesures de droite ne sauraient, en aucun cas, faire une politique »*. Quant à Sophie Montel, la porte-parole du FN, elle a confirmé, après avoir pris acte *« avec satisfaction »* du résultat du scrutin, que *« le FN ne fera jamais de cadeau »* à M. Humbert, qui avait donné sa démission, le 20 mars, pour ne pas devoir son élection aux voix de l'extrême droite.

Déplorant l'attitude de la gauche, M. Humbert a renvoyé l'examen de toutes les dispositions relatives à l'emploi à la session d'octobre, mais il a pris soin de préciser que la discussion reste, d'ici là, *« ouverte »*.

Jean-Pierre Tenoux

Arrêts de jeu parlementaires pendant le Mondial

D'HEUREUSES COÏNCIDENCES auront permis aux députés de visionner quelques buts du Mondial, malgré les travaux de l'Assemblée. Le 18 juin, la séance de l'après-midi, très agitée, consacrée à l'examen de la proposition de loi sur la chasse aux oiseaux migrateurs, a été suspendue en avance, vers 18 heures, et le vote sur le texte reporté au lendemain. Pour laisser les députés regarder le match France-Arabie saoudite, qui avait lieu dans la soirée ? *« Pas du tout ! »*, rectifie la présidence, qui assure qu'aucun aménagement des travaux n'a été envisagé tout au long de l'événement sportif : en fait, le groupe RPR avait obtenu la modification de l'ordre du jour pour célébrer l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. Imparable.

Nouveau « coup de bol » pour les passionnés du ballon rond, quelques jours plus tard : mercredi 24 juin, la séance est suspendue à 16 heures, pour permettre aux groupes PS et PCF de se concerter sur le projet de réforme du scrutin régional. Cela tombe bien, le coup d'envoi de France-Danemark vient d'être donné ! Dans l'Hémicycle, quelques minutes avant, plusieurs députés avaient lâché : *« Le match, le match ! »* Certains profitent de l'aubaine, en attendant que la séance reprenne, *« vers 17 heures »*... à l'issue de la première mi-temps. *« Là, on peut se poser des questions »*, reconnaît Yves Cochet (Verts), vice-président de l'Assemblée. Les commissions de l'Assemblée continuent de travailler comme si de rien n'était. Mais, parfois, la tentation est trop forte. Comme d'autres amateurs de foot, Eric Besson (PS, Drôme) est sorti quelques minutes de la réunion de la commission d'enquête sur Superphénix pour voir les derniers instants de France-Danemark. *« On en est à 2 à 1. » « Ouh, la, la ! »*, lance-t-il, alors que le numéro 12 français vient de faire une mauvaise chute...

RIGUEUR ET OPPORTUNISME

Certains élus reconnaissent que le Mondial bouleverse leur agenda. Apparaître aux yeux des électeurs comme *« monsieur Tout-le-Monde »* ne leur fait pas peur. Au contraire. Ainsi, Philippe Séguin n'a jamais caché qu'il regarderait tous les matches. En 1994, alors qu'il était président de l'Assemblée, M. Séguin savait fort bien mener les débats tout en suivant la Coupe du monde à la télé, posée sur son bureau, au perchoir... Depuis qu'il n'est plus président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, François Bayrou a réintégré les locaux de son parti, dans le 7e arrondissement de Paris : c'est là, sur un écran géant, qu'il a regardé France-Danemark avec quelques amis.

Il y a deux semaines, dans les couloirs du Palais-Bourbon, François Hollande, qui assurait aux journalistes que le foot n'aurait aucune influence sur son programme, a reconnu, devant la moue sceptique de Claude Goasguen (DL) : *« Je regarderai quelques matches. »* Valéry Giscard d'Estaing ou Alain Tourret (RCV) n'ont pas hésité à « tomber la veste » pour faire une petite démonstration de leur dribble, dans les jardins du Palais-Bourbon, pour une télévision allemande... Le foot détend les mœurs politiques.

La politique s'arrête où commence le foot ? Pas toujours : le Front national a saisi l'occasion pour lancer une campagne d'affiches dont l'une scande : *« Oui au Mondial, non au mondialisme »*. La lettre « O » de Mondial représente un ballon de foot, et le « S » de mondialisme le symbole du dollar.

L'événement aiguise aussi la compétition politique : le 24 juin, au stade Gerland de Lyon, la tribune officielle accueillait Jacques Chirac, Raymond Barre et Charles Millon. Le président de la République a confié que, s'il avait été footballeur, il aurait aimé être le *« goal »*, doté d'une *« très grande qualité de rapidité et de finesse »*. *« Voilà le champion du monde de la dissolution ! »*, a rétorqué un député socialiste. Prochain « match » : vendredi 3 juillet, France-Italie.

Clarisse Fabre

Une élection cantonale partielle

HAUTES-PYRÉNÉES

Canton de Rabastens-de-Bigorre (premier tour)

I., 3 716 ; V., 2 359 ; A., 36,52 % ; E., 2 287.

Pierre Lalanne, PS, m. de Rabastens-de-Bigorre, 644 (28,16 %) ; Roland Dubertrand, PRG, m. de Monfaucon, 590 (25,80 %) ; Jean Journé, UDF-Rad., c. r., c. m. de Tarbes, 416 (18,19 %) ; Bernard Lussan, app. PCF, m. de Tostat, 380 (16,62 %) ; José Debat, div. g., m. de Laméac, 169 (7,39 %) ; André Loncan, FN, 88 (3,85 %)... *BALLOTTAGE.*

[Un second tour sera nécessaire pour désigner le successeur de Christian Cazanave (DL), conseiller général de Rabastens-de-Bigorre, président de la Mutualité sociale agricole, décédé en avril. Candidat de la coalition RPR-UDF, Jean Journé n'a obtenu que 18,19 % des suffrages. Le socialiste Pierre Lalanne et le radical de gauche Roland Dubertrand se sont livré une bataille fratricide, qui a tourné, pour 50 voix, à l'avantage du premier. Cette lutte est symbolique du rapport de forces entre ces deux composantes de la gauche, qui renforce les partenaires de Jean Glavany (PS), premier vice-président du conseil général des Hautes-Pyrénées, aux dépens de François Fortassin (PRG), président de l'assemblée départementale. Le report des voix des autres candidats de gauche permettra de faire la différence entre les deux protagonistes.

20 mars 1994 : I., 3 716 ; V., 2 749 ; A., 26,02 % ; E., 2 672 ; Christian Cazanave, 779 (29,15 %) ; Pierre Lalanne, div. g., 644 (24,10 %) ; Roland Dubertrand, 627 (23,47 %) ; Christian Puyo, div. d., 339 (12,96 %) ; Christian Cazanova, PCF, 188 (7,04 %) ; André Loncan, 95 (3,56 %).]

Le comité d'enquête sur les services publics, gardien de l'efficacité administrative

NUL ORGANISME ne peut vivre sans se soumettre régulièrement au contrôle de son efficacité. C'est vrai aussi de l'Etat. Il y a, pour ce faire, la Cour des comptes et les inspections des divers ministères, mais il faut aussi une institution apte à intervenir plus rapidement que la Cour et ayant une vision interministérielle. C'est le rôle du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, créé en 1946. Composé de parlementaires, de présidents de collectivités locales, de représentants des inspections, du secrétaire général du gouvernement, du commissaire au Plan, du directeur général de l'administration et de la fonction publique, de celui du budget, il est présidé par le premier président de la Cour des comptes. A intervalles irréguliers, il publie un recueil de ses principaux rapports, qu'ils aient été demandés par le gouvernement ou rédigés de sa propre initiative. C'est ce qu'il a fait lundi 29 juin.

Dans son introduction, Pierre Joxe souligne que *« l'expérience a montré que, même si on y prétendait, on ne réformait pas en France "l'Etat" en quelques mois, en dehors de périodes de révolution ou de crise politique majeure »*. Il ajoute : *« On peut, par temps calme, réformer certaines administrations et certains services, à des rythmes d'ailleurs inégaux. »* Le surveillant de la bonne utilisation de l'argent des contribuables explique aussi qu'il ne faut pas céder à la *« tentation »* de profiter d'une conjoncture économique qui *« paraît plus favorable »* pour *« relâcher la maîtrise des coûts »*, d'abord parce que *« le redressement de la situation budgétaire est fragile »*, ensuite parce que *« l'exigence d'utilisation rationnelle et économe des fonds publics est une des composantes majeures de l'efficacité de l'administration »*.

Le système de restauration collective des agents de l'Etat en est un bon exemple. Lors d'une étude réalisée entre 1992 et 1995, le comité central d'enquête a constaté qu'il représente un coût global de 5 milliards de francs par an, hors personnel de la défense et de l'éducation nationale, sans qu'une politique d'ensemble ait jamais été mise au point. L'essentiel de ce service est rendu par des restaurants administratifs, car, jusqu'en 1987, l'administration refusait d'accorder des titres-restaurant à ces agents. C'est celle, à l'époque unifiée, des postes et télécommunications, qui, alors, a inventé un mécanisme appelé *« midiville »* pour son personnel travaillant dans une localité sans restaurant collectif ; mais il s'agit d'un titre personnalisé, utilisable pour les seuls repas de midi, du lundi au vendredi, dans des restaurants ayant passé des conventions avec l'administration.

UN TOURISME RESPECTUEUX

Les finances, une fois encore, se sont montrées beaucoup plus généreuses avec leurs agents. A la suite de la grève de 1989, il a été décidé d'accorder des titres de droit commun aux fonctionnaires travaillant dans des lieux isolés. Le comité a constaté que la liste de ceux-ci a été établie, sans harmonisation nationale, par les gestionnaires locaux, *« les influences syndicales jouant à plein en faveur de la multiplication des déclarations d'"isolement" »*. Il relève, aussi, qu'il peut être distribué jusqu'à dix-huit titres par mois, sans qu'il soit tenu compte du domicile des agents ; peuvent donc bénéficier d'un titre ayant une valeur financière ceux qui rentrent chez eux déjeuner.

Le comité ne se borne pas à constater ; il propose aussi, systématiquement, des solutions dont, en général, le gouvernement tient compte. Ce fut ainsi le cas lorsque, en 1996, à la demande d'Alain Juppé, alors premier ministre, il étudia le coût des publications administratives. Certaines furent alors supprimées, et le ministère de la défense, qui n'avait même pas pu répondre à temps à un questionnaire, faute de maîtriser les multiples revues de ses unités, a commencé à mettre de l'ordre dans cette activité.

De sa propre autorité, le comité a rendu, en décembre 1995, un rapport sur les liens entre environnement et tourisme. Les hauts fonctionnaires qui l'ont rédigé soulignent la nécessité de passer *« d'un tourisme trop souvent "prédateur" d'espaces et "polluant", pour la nature comme pour les sociétés, à un tourisme qui soit intégré à la société qui l'accueille et respectueux de l'environnement, mais qui contribue à son entretien comme à la richesse de la vie locale »*. Il souhaite donc un tourisme *« permettant de développer durablement les zones en difficulté »*. Aujourd'hui, le comité constate que près de la moitié des propositions qu'il avait formulées *« ont été suivies d'effets »*.

Thierry Bréhier

Bernard Tapie affirme qu'il ne fera « plus de politique »

L'ANCIEN MINISTRE Bernard Tapie a assuré, dimanche 28 juin, qu'il ne fera *« plus de politique parce que le prix à payer est trop cher »*. Invité de l'émission « Public », sur TF 1, M. Tapie a jugé que le premier ministre, Lionel Jospin, avait *« le défaut de ne pas* [l]*'aimer depuis très longtemps »*. *« Mais au moins il a la qualité de ne pas m'aimer depuis l'époque où j'étais tout en haut de l'affiche »* et de ne *« pas avoir attendu que je sois par terre pour le dire »*, a-t-il ajouté. *« Je dirais même qu'il le dit plutôt moins maintenant que je suis par terre qu'avant où j'étais à la mode »*, a-t-il poursuivi. L'ancien homme d'affaires, qui vient de publier un livre intitulé *Librement* (Plon), écrit durant sa détention, l'an dernier, a déclaré travailler actuellement sur *« un projet de restructuration de l'industrie aéronautique russe »*.

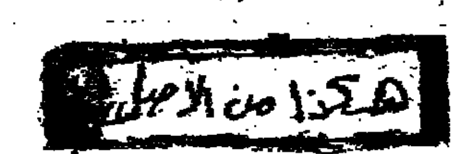
DÉPÊCHES

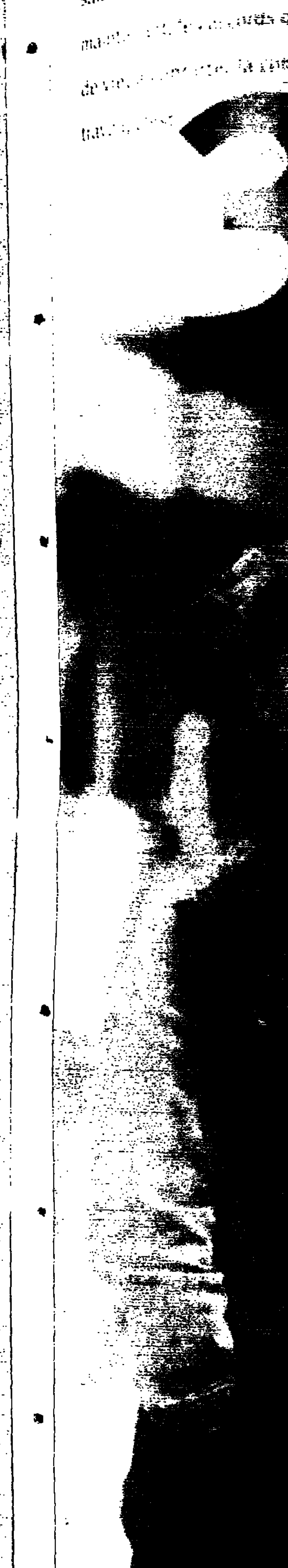
■ **GAUCHE « PLURIELLE » : Jean-Pierre Chevènement a mis en garde le PCF**, dimanche 28 juin, contre la tentation de jouer les *« lucioles médiatiques »* en fédérant *« tous les mécontentements »*, notamment sur sa politique d'immigration. Selon le ministre de l'intérieur, le PCF doit choisir entre *« assumer sa participation au gouvernement et sa fonction de représentant du monde du travail »*, ou, *« parce qu'il craint les positions hégémoniques du PS »*, courir après *« tout ce qui bouge »*.

■ **VERTS : Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, a affirmé**, dimanche 28 juin, que Dominique Voynet *« sera certainement candidate des Verts »* à la prochaine élection présidentielle. M. Bennahmias, qui s'exprimait sur Radio J, a réitéré ses critiques sur la réforme du mode de scrutin européen en parlant de *« tripatouillage »*.

■ **CHÔMEURS : l'association Agir ensemble contre le chômage (AC !), qui tenait des assises nationales**, samedi 27 juin, a appelé à une série d'actions pour protester contre la loi sur l'exclusion, qui *« renforce le précarité en en fixant les règles »*. AC ! entend aussi se battre pour *« demander la fin du principe de la dégressivité »* des allocations chômage, a indiqué Claire Villiers, porte-parole du mouvement. L'Unedic réunit son conseil d'administration, mercredi 1er juillet, pour fixer le niveau de revalorisation des allocations chômage.

■ **PICARDIE : le conseil régional a refusé une subvention de** 50 000 francs à une réunion européenne de musique « techno » organisée par la ville d'Amiens, dirigée par Gilles de Robien (DL), du fait des votes du Front national et de la gauche « plurielle ». *Cette dernière a voté contre par opposition systématique à Charles Baur (ex UDF-FD), réélu président avec les voix des conseillers FN.*







l'accord droite-gauche bute sur l'emploi en Franche-Comté

RELIGION Six diocèses attendent la nomination de leur évêque et, au total, une vingtaine de sièges épiscopaux sur quatre-vingt-quinze devront être pourvus d'ici à 1999. Malgré ces besoins importants, l'Eglise a du mal à trouver des candidats. Cette difficulté s'explique notamment par la charge de travail qu'induit une telle responsabilité. ● EN FRANCE, les évêques sont nommés par le pape, sauf à Strasbourg et Metz, où les nominations sont un acte du gouvernement. Mais, dans les faits, le nonce apostolique – sorte d'ambassadeur du Saint-Siège – joue un rôle déterminant. ● DANS leurs diocèses, les évêques ont pris l'habitude de participer à la vie de la cité et de dialoguer avec la société civile. A Amiens, Mgr Jacques Noyer se rend volontiers aux cérémonies publiques et entretient des contacts avec les élus de tous bords politiques.

L'Eglise de France peine à trouver de nouveaux évêques

Six diocèses attendent leur responsable. Une quinzaine d'autres devront être pourvus avant 1999. Il est de plus en plus difficile de susciter des candidatures, peu nombreuses par rapport aux besoins

LE 1er MARS, l'archevêque de Lyon, Mgr Jean Balland, mourait à l'hôpital de la Croix-Rousse, une semaine après avoir reçu des mains du pape Jean Paul II la barrette rouge de cardinal. Son successeur n'est pas encore nommé. La situation particulière du diocèse de Lyon – deuxième de France et réputé « difficile » – explique sans doute ce délai. Il n'en reste pas moins que les nominations d'évêques traînent aujourd'hui en longueur. Les besoins sont pourtant urgents. Six diocèses, et non des moindres, attendent leur évêque : Lyon, Orléans, Tours, Chartres, Soissons, Nice. Onze évêques ont atteint ou vont atteindre la limite d'âge, fixée à soixante-quinze ans, au-delà de laquelle ils doivent démissionner. Une vingtaine de sièges épiscopaux sur quatre-vingt-quinze devront être pourvus d'ici 1999.

Il semble bien qu'il soit de plus en plus difficile de trouver des candidats. Plusieurs « épiscopables » se seraient même récusés. Une version que l'on dément au secrétariat général de la conférence des évêques : « *Les candidats ne manquent pas. Chaque évêque tient à jour une liste de prêtres aptes à l'épiscopat. Et j'en connais peu qui aient refusé.* » Cependant, la fonction attire moins. On pourrait presque dire qu'elle fait peur. En moins d'un an, trois évêques en exercice sont morts brutalement : Mgr René Picandet, évêque d'Orléans, mort des suites d'un malaise en octobre ; Mgr Michel Moutel, archevêque de Tours, victime d'une crise cardiaque en mai ; Mgr Jean Balland, atteint par un cancer foudroyant. Et l'on parle, ici et là, d'évêques frappés de dépression.

Mgr François Favreau, qui dirige le diocèse de Nanterre, est évêque depuis 1973. En l'espace de vingt-cinq ans, son travail est devenu « *plus lourd qu'avant, mais moins dur* ». Plus lourd, parce qu'il doit faire face à la baisse du nombre des prêtres qui a pour conséquence une contraction du « staff » épiscopal. Moins dur, car cet évêque croit déceler çà et là des signes de renouveau encourageants. Il a eu la satisfaction d'ordonner huit nouveaux prêtres cette année.

Si beaucoup d'évêques n'ont pas cette chance, tous sont confrontés au même rythme de travail. La journée commence vers 8 heures, souvent par une messe. Elle s'achève rarement avant 23 heures, à l'issue d'une ultime réunion. Il y a les « exercices obligés », comme le conseil épiscopal du vendredi. Il réunit chaque semaine autour du « patron » ses plus proches collaborateurs : le vicaire général, son bras droit ; les vicaires épiscopaux, qui ont chacun la responsabilité d'un secteur du diocèse ; le chancelier, qui tient à jour les archives de l'évêché ; et enfin l'économe. Tous sont des prêtres. Dans quelques diocèses, des « économes laïques » font timidement leur apparition.

Il y a les journées de présence à Paris, dans les services de la Conférence des évêques, qui occupent plusieurs jours par mois. Chaque évêque est membre d'au moins une commission ou d'un comité national spécialisé. Il y a surtout les réunions qui s'enchaînent jusque tard le soir : conseils des différents services du diocèse, réunion de mouvements d'Action catholique ou autres, conseil de tutelle de l'enseignement catholique, etc. D'autres journées sont consacrées aux rendez-vous. « *Ce sont les nominations qui me prennent beaucoup de temps,* explique l'évêque d'Amiens, Mgr Jacques Noyer. *Consulter, recevoir des gens, prendre conseil afin de nommer la bonne personne à la bonne place.* »

Les neuf régions apostoliques et leurs diocèses

ARCHEVÊCHÉ
ÉCHEVÊCHÉ
RÉGION APOSTOLIQUE
DIOCÈSE
Département
Nice DIOCÈSE VACANT
Arras DIOCÈSE DONT LES ÉVÊQUES ONT ATTEINT OU VONT ATTEINDRE LA LIMITE D'ÂGE

Note : Les trois diocèses de Chambéry, Maurienne et Tarentaise sont réunis et ont pour évêque l'archevêque de Chambéry.

SUR LE TERRAIN

Le week-end est le moment de la semaine le plus chargé. Il est le plus souvent réservé aux paroisses : messes, confirmations, installation d'un nouveau curé, fête paroissiale... Cette présence sur le terrain est sans doute l'aspect le plus gratifiant du métier. Mgr Favreau, évêque de Nanterre, aime ces visites : « *La venue de l'évêque est toujours un événement. Les gens sont très heureux, surtout si je peux rester quelques instants avec eux, à l'issue de la cérémonie.* »

La présence de l'évêque est souvent vécue comme une marque de reconnaissance et d'encouragement par la communauté qui l'accueille. Son absence peut être prise pour un manque de considération. « *Ce qui m'a le plus surpris dans ce métier,* s'étonne Mgr Noyer, *c'est l'importance que les gens peuvent accorder à une parole ou à un geste de l'évêque – sa simple présence à une fête – qui tout à coup prend un poids considérable.* » A cause de cela, beaucoup ont des scrupules à décliner une invitation. L'agenda d'un évêque est souvent bloqué plusieurs mois, voire un an à l'avance. Beaucoup aimeraient disposer de temps pour lire, suivre les grands débats d'idées. Ceux qui ont la fibre intellectuelle souhaiteraient écrire davantage. La plupart d'entre eux voudraient pouvoir sortir un peu de leur diocèse, afin de rencontrer des collègues, discuter librement et échanger leurs expériences. Mais le temps libre fait souvent défaut. Mgr Noyer voudrait profiter davantage de la vie culturelle d'Amiens. Quant à Mgr Gérard Defois, archevêque de Reims, il s'impose régulièrement une « *lecture gratuite* », un roman par exemple.

Dans leur grande majorité, les évêques trouvent leur métier passionnant, même s'ils sont nombreux à se plaindre en privé de leur charge de travail. Un de leurs collaborateurs s'interroge : « *Les évêques sont-ils obligés d'être partout ? Ils doivent apprendre à travailler autrement. Les plus âgés n'ont pas été formés dans une culture de délégation. Et davantage de postes pourraient être confiés à des laïcs.* »

NE PAS SE PLAINDRE

Mgr Jacques David, évêque d'Evreux et vice-président de la Conférence des évêques, refuse de se plaindre. « *Il faut arrêter de dire que nous sommes débordés ! Nous vivons la vie des gens d'aujourd'hui, et nous ne sommes pas plus à plaindre que tous ceux qui exercent des responsabilités ou qui sont dans des situations difficiles.* » Mgr Defois, lui, est philosophe : « *Si je compare ma situation à celle de mon prédécesseur du début du siècle, le cardinal Luçon, qui a vécu la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la première guerre mondiale, elle est bien meilleure !* »

Mais si la retraite est fixée à l'âge de soixante ans pour les salariés, les évêques, eux, restent en activité parfois au-delà de la limite d'âge. « *On demande à des hommes de soixante-quinze ans d'avoir une activité à temps plein !* », soupire un observateur. Et l'exemple vient de haut, puisque le pape Jean Paul II, évêque de Rome, a maintenant soixante-dix-huit ans. Mgr Noyer avoue parfois qu'il aurait aimé être évêque plus jeune : « *J'ai été nommé à soixante ans. J'aurais préféré l'être à cinquante, et pour la même durée, c'est-à-dire jusqu'à soixante-cinq ans.* » Pour le moment, la tendance ne va guère dans le sens d'un rajeunissement du corps épiscopal. Et la prudence extrême observée dans les nominations se traduit souvent par des transferts d'évêques d'un diocèse à l'autre ou par le maintien en place des plus âgés. Une situation qui ne laisse pas augurer dans l'immédiat l'émergence de jeunes au profil un peu saillant.

Xavier Ternisien

Le rôle déterminant du nonce apostolique

En France, les évêques sont nommés par le pape, sauf dans les diocèses concordataires de Strasbourg et Metz, où les nominations sont un acte du gouvernement français. Le pape opère son choix à partir d'une liste de trois noms (la *terna*) qui lui est soumise. Dans les faits, le nonce apostolique – « ambassadeur » du Saint-Siège en France – joue un rôle déterminant. C'est lui qui choisit les trois noms à partir de listes fournies par les évêques. Il rassemble des éléments d'enquête sur chaque candidat. En privé, un évêque confie que bon nombre de prêtres de valeur sont écartés parce qu'ils ont eu un jour ou l'autre une parole trop audacieuse. « *Une fois que vous êtes évêque, vous pouvez tout dire, ou presque. Avant, c'est beaucoup plus difficile...* »

Le « Père Noyer » à la ville et aux champs

AMIENS
de notre envoyé spécial

La large silhouette et la crinière blanche se voient de loin. Quand il marche dans Amiens, la capitale de son diocèse, Mgr Jacques Noyer est reconnu par tous. Il est pourtant habillé en civil, veste et cravate. Seule une croix sur sa poitrine indique sa fonction. Les chrétiens qui l'abordent lui donnent du « Père ». Les autres, moins au fait des nouveaux usages, osent encore un « Monseigneur ».

Son prédécesseur, Mgr Géry Leuliet, avait fait scandale auprès de la bonne bourgoisie d'Amiens, quand il avait vendu son évêché, dans la foulée du concile Vatican II, pour s'installer au dernier étage d'une HLM. Le « Père Noyer », lui, a élu demeure dans un presbytère du centre-ville : modeste, mais plus commode. Loin du faste de jadis. Moins radical que la discrétion de naguère.

Il fut un temps où les évêques évitaient soigneusement les manifestations officielles. Mgr Noyer entretient de bons contacts avec les élus de tous bords politiques. Il avoue des réunions officieuses avec le préfet. Il se rend volontiers aux cérémonies publiques au volant de sa Xantia. Il arrive qu'un gendarme le prenne pour le chauffeur et lui demande de « *conduire la voiture de Son Excellence au parking* »... Son rang protocolaire n'est pas bien défini. Tantôt on le place à côté des sous-préfets, tantôt près du trésorier-payeur général. Son meilleur souvenir est d'avoir fait venir les élus à une grande fête chrétienne rassemblant huit mille personnes en clôture d'une « année jeunesse ».

Quand Mgr Noyer effectue une visite approfondie dans un secteur de son diocèse, il souhaite discuter avec des chefs d'entreprise, des élus, des présidents d'association, pour prendre la mesure des réalités locales. Chaque vendredi matin, l'évêque réunit son conseil épiscopal. L'ordre du jour est fixé à l'avance. Il y est question de l'actualité du diocèse, pas seulement religieuse. Ce jour, on débat des difficultés rencontrées par les gens du voyage à côté d'Amiens, faute de terrains d'accueil. Que peut faire l'Eglise ? Comment peut-elle intervenir ? Avant de monter en première ligne, Mgr Noyer examine quel service de son diocèse peut agir. Le dimanche, l'évêque est rarement dans sa cathédrale, sauf à l'occasion des grandes fêtes. Il sillonne le département au gré des confirmations, des fêtes et des cérémonies.

SANS PROTOCOLE

Une fois par mois environ, son dimanche est libre. Mgr Noyer s'invite alors chez un curé. Il prévient le vendredi soir qu'il viendra sans protocole. Mais tout se sait dans un village, et il n'est pas rare que le maire l'attende pour le saluer à la sortie de la messe.

Mgr Noyer a deux regrets. A titre d'évêque, il souhaiterait que son Eglise soit « *plus proche de la vie des gens* ». A titre personnel, il aimerait participer davantage à la vie culturelle de la cité. Son principal loisir est de faire du vélo. Même en survêtement, ses ouailles le reconnaissent. Traversant un jour un village à bicyclette, il croisa une procession. « Monseigneur » eut tout juste le temps de se cacher.

X. T.

Un redressement fiscal de 303 millions de francs pour les Témoins de Jéhovah

SI CE N'EST PAS la fin du monde, cela y ressemble ! Installés en France depuis 1906 (date de la création de la première association de fidèles), les Témoins de Jéhovah accusent Dominique Strauss-Kahn, ministre des finances, de vouloir leur mort à brève échéance. Le contentieux les opposant au fisc couvait depuis deux ans. Leur consistoire national a décidé de le rendre public. Les Témoins de Jéhovah rappellent que la France célèbre cette année le quatrième centenaire de l'édit de Nantes, qualifié d'« édit de tolérance », et s'estiment victimes d'une persécution digne des guerres de religion.

C'est une somme colossale que le fisc leur réclame : 303 millions de francs, au titre de la taxation sur les dons manuels (loi du 19 mai 1992). Soit 150 millions de taxe proprement dite (au barême de 60 % appliqué aux offrandes de fidèles), auxquels il faut ajouter un montant égal de pénalités et d'intérêts. La somme exigée représente cinq années de dons (60 millions par an) versés par les quelque deux cent mille adeptes.

L'administration fiscale ne semble pas disposée à transiger. Si le premier contrôle remonte à janvier 1996, une ordonnance en date du 5 juin prévoit déjà la saisie conservatoire des biens mobiliers et immobiliers de l'association, principalement situés à Louviers (Eure). C'est un redressement d'une ampleur sans précédent pour une association à caractère religieux. La taxation sur les dons manuels n'est pas applicable aux associations « cultuelles », c'est-à-dire celles qui n'ont que le culte pour objet, les seules que reconnaît l'administration depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905. Malgré leurs pressions, les Témoins de Jéhovah n'ont jamais réussi à se faire reconnaître comme association cultuelle par le ministère de l'intérieur et des cultes, seul compétent en la matière.

Ce conflit intervient dans un contexte de vigilance renforcée contre les sectes depuis les tragédies de l'Ordre du temple solaire de 1994 et 1995. Dans le rapport Gest-Guyard de janvier 1996, les Témoins de Jéhovah étaient cités parmi les sectes les plus dangereuses, de loin la plus nombreuse. Mais les conditions de rédaction de ce rapport parlementaire (à base d'investigations policières) avaient été contestées. Les parties prenantes à ce débat – administrations, associations de défense, juristes, avocats – sont loin d'être d'accord sur la définition même d'une secte et les critères de dangerosité.

Depuis deux ans, neuf décisions de justice ont autorisé des exonérations de taxes foncières sur les lieux de culte (salles du royaume) des Témoins de Jéhovah, bénéficiant ainsi d'avantages normalement garantis aux seules associations cultuelles. La fermeté de l'administration serait donc plus convaincante si elle était plus cohérente. Ce contentieux risque de donner raison à ceux qui souhaitent un changement de la législation sur les cultes.

Henri Tincq

هكذا من الأصل

Les grévistes de la faim des Batignolles ont été parrainés avec le soutien d'élus de gauche

Le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, s'en prend aux associations de sans-papiers

Au onzième jour de la grève de la faim menée par vingt-neuf sans papiers chinois et turcs et l'anthropologue *Emmanuel Terray au temple* protestant des Batignolles à Paris, une cérémonie de parrainage civil présidée par des élus de gauche de la capitale *a eu lieu* samedi 27 juin. Tandis que Michel Rocard venait apporter son soutien aux grévistes, Jean-Pierre Chevènement s'en prenait aux associations et à Danielle Mitterrand.

« MEHMET, tu comprends le français ? » Mehmet, un père de famille turc sans papiers, présent en France depuis près de dix ans hoche la tête en souriant. Debout, séparée de lui par l'autel de bois clair, l'officiante ceinte d'une écharpe tricolore poursuit : *« En demandant ce parrainage, tu nous rends grand service : tu nous permets d'exercer notre citoyenneté, de montrer notre fraternité, de remplir notre devoir d'hospitalité. Je te remercie et je te souhaite la bienvenue en France ».*

A soixante-seize reprises, les mêmes formules ont été échangées, samedi, sous la voûte du temple protestant des Batignolles, à Paris. Sept élus de la gauche non socialiste des 10e, 17e et 20e arrondissements ont ainsi « uni » des sans-papiers déboutés de la circulaire Chevènement de régularisation, à des « parrains » qui ont accepté de les aider dans leurs démarches *« jusqu'à ce qu'ils accèdent à la pleine citoyenneté ».* Aline Pailler, député (apparenté communiste) au Parlement européen a ainsi pris pour filleul Mehmet, qui a cessé de s'alimenter le 16 juin, avec vingt-huit autres étrangers sans-papiers et l'anthropologue Emmanuel Terray.

Une cérémonie laïque et républicaine dans une église. Des élus communistes et verts alignés devant une énorme croix de chêne, signant des « cartes de parrainage civil » sur le bois où est généralement *célébré* l'office. Etonnante, la scène n'a surpris personne, tant la paroisse des Batignolles vit désormais au rythme du combat pour la régularisation des sans-papiers. Samedi, l'étroite cour sur laquelle ouvre l'église, tenait à la fois du hall de meeting et du bureau de recrutement. Des files d'attente se formaient devant les tables où les étrangers sans papiers rencontraient leur « parrain » ou « marraine », cinéaste, intellectuel, ou militant inconnu. Dans un petit bureau niché sous l'église, Sylvie Franchet d'Esperey, présidente du conseil presbytéral qui gère les lieux, explique que pour les protestants, la salle de culte n'est pas un lieu sacré mais placé *« au service de Dieu et des hommes ».*

L'initiative de cette séance de parrainage avait été prise par un « collectif citoyen du Xe arrondissement », rassemblant des militants de gauche et d'extrême-gauche. Devant le refus du maire (PS) du Xe, Tony Dreyfus, d'accueillir la cérémonie dans sa mairie, le projet s'est réalisé dans le temple. Le milieu du cinéma s'est à nouveau mobilisé, avec notamment Gérard Mordillat, Serge Le Péron et Jean-Pierre Thorn. Samedi, la comédienne Ariane Ascaride est aussi entrée en scène, en parrainant Omar, un Algérien auquel de fréquents allers-retours vers le pays de ses parents ont valu d'être débouté. *« Je veux que mes enfants soient fiers de moi »*, a-t-elle simplement commenté.

Un appel au gouvernement

Une soixantaine de personnalités, parmi lesquels plusieurs membres du « collège des médiateurs » qui s'était constitué en 1996, ont diffusé, lundi 29 juin, un *« appel »* au gouvernement. *« Ne jouez pas avec la vie des hommes, ne biaisez plus avec les principes que vous invoquez. Ouvrez réellement la voie du dialogue, du recours et de l'arbitrage. Régularisez ceux qui, de bonne foi, en ont fait la demande et qui entrent tous dans le cadre fixé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme dont vous vous réclamez vous-mêmes »*, écrivent les signataires, parmi lesquels se trouvent Etienne Balibar, Pierre Bourdieu, Monique Chemillier-Gendreau, Noël Copin, Jacques Derrida, Pascale Ferran, Romain Goupil, Stéphane Hessel, Gilles Manceron, Ariane Mnouchkine, Michel Piccoli, Paul Ricœur, Antoine Sanguinetti, Laurent Schwartz et Pierre Vidal-Naquet.

Des communistes et des verts alignés devant une énorme croix de chêne

A quelques mètres de là, des matelas alignés en deux rangs serrés, ceux des grévistes de la faim, dramatisent quelque peu l'ambiance bon enfant. Jeudi dernier, en toute discrétion, Michel Rocard est venu s'asseoir dans cette salle paroissiale, à côté de son vieil ami Emmanuel Terray, l'anthropologue, animateur du « troisième collectif des sans-papiers », qui jeûne lui aussi. Leur long compagnonnage, commencé en 1956 aux Etudiants socialistes, s'est prolongé au PSU, avant de se durcir avec les engagements maoïstes d'Emmanuel Terray, dans les années 70. L'ancien premier ministre s'est adressé aux trente grévistes pour leur témoigner sa solidarité et soutenir la proposition de médiation lancée par la Ligue des droits de l'homme.

Face à la détermination affichée par les grévistes, la gauche apparaît donc de plus en plus « plurielle ». Dimanche 28 juin, Jean-Pierre Chevènement s'est demandé, au « Club de la presse » d'Europe 1, si les associations soutenant les sans-papiers *« défendaient les causes des filières criminelles »* qu'utilisent les clandestins pour entrer en France. Interrogé sur le soutien apporté par Danielle Mitterrand au mouvement des Batignolles, le ministre de l'Intérieur a affirmé que la présidente de France-Libertés *« n'est pas forcément toujours bien informée sur les causes qu'elle défend ».*

Philippe Bernard

Augmentation du nombre de morts et de disparus en mer en 1997

CHAQUE été a sa campagne de sensibilisation aux dangers de la mer. Et malgré cela, les *« résultats sont toujours préoccupants »*, a souligné Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme, qui présentait, lundi 29 juin, la campagne 1998 d'information des estivants sur les risques des sports nautiques. Les plaisanciers ne seront plus seuls visés par ces appels à un plus grand sens des responsabilités. Environ dix mille affiches, « Prenez la mer, pas les risques », seront apposées dans les offices de tourisme, les campings, les clubs nautiques, dans les lieux de location de matériel et sur les plages, afin de toucher le grand public.

En 1997, le nombre de morts et de disparus en mer a en effet augmenté par rapport à 1996, passant de 110 à 129. Les alertes enregistrées par les centre régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage en mer (Cross) ont cru de 5 %. Quelque 3 446 opérations d'assistance ont été effectuées, dont 70 % étaient destinées à aider des plaisanciers ou des personnes pratiquant un loisir nautique.

En tête des dangers, la plaisance qui a causé le décès de 52 personnes en 1997, un chiffre quasiment équivalent à celui de 1996 (53). La baignade n'est pas anodine, qui a provoqué la mort de 35 personnes en 1997, contre 23 en 1996. Le nombre d'interventions de secours concernant les scooters des mers a diminué (passant de 34 à 27), mais deux morts ont été dénombrées en 1997, contrairement à 1996. Les véliplanchistes secourus ont été moins nombreux (306 interventions en 1997 contre 383 en 1996), mais le nombre de décès ou disparitions est passé dans le même temps de 1 à 4. La plongée sous-marine, *« activité fortement génératrice d'accidents »*, mais qui *« mobilise depuis les dernières campagnes l'attention des structures de surveillance et d'encadrement »*, selon Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme, a connu une stabilisation des accidents mortels (27 personnes décédées en 1997 contre 28 en 1996), mais une forte décroissance des interventions de secours (114 au lieu de 147). Les engins de plage ont, eux, fait 9 morts contre 4 en 1996.

Inlassablement, il s'agit donc de rappeler aux 3,5 millions de plaisanciers français quelques règles simples, comme la nécessité d'un entretien régulier du moteur et la vérification du niveau de carburant avant de larguer les amarres. Car, dans la majorité des cas, les interventions des secours en mer sont causées par la négligence et relèvent davantage du dépannage que du sauvetage (53 % des alertes ont pour cause un défaut d'entretien ou une panne sèche).

MAL PRÉPARÉS

Toute croisière, même côtière, se prépare, notamment en consultant la carte maritime et les prévisions météorologiques. Selon une enquête du Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques, 20 % des navigateurs secourus en 1997 n'avaient pas pris connaissance de la météo avant de partir. Le niveau des fausses alertes, en accroissement de 17 %, montre aussi que les plaisanciers s'affolent plus vite sans doute parce qu'ils sont plus mal préparés à faire face à des situations difficiles.

La campagne rappellera encore aux plongeurs de ne jamais plonger seuls et de signaler leur présence. Aux véliplanchistes de respecter les chenaux réservés et de ne pas quitter leur flotteur en cas de difficultés. Aux utilisateurs de scooters des mers de respecter les chenaux réservés et de respecter la limitation de vitesse, à 5 nœuds, dans la bande des 300 mètres.

Pascale Krémer

Vaccination contre la méningite après la mort de deux enfants

TROIS CENT DIX PERSONNES ont été vaccinées contre la méningite, *samedi 27 juin*, à l'hôpital Armand-Trousseau, après la mort des suites de cette maladie de deux frères âgés de trois et cinq ans, scolarisés dans une école maternelle du 11e arrondissement de Paris, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juin. *« 310 personnes ont été vaccinées, enfants, parents et proches, et les familles ont pu être contactés à 97 % »*, a indiqué, dimanche 28 juin, le professeur Pierre Begué, chef du service de pédiatrie générale et des urgences pédiatriques à l'hôpital Trousseau. Des analyses sont actuellement en cours à l'Institut Pasteur afin de déterminer si les enfants, dont la mort est survenue en quelques heures, ont été touchés par une méningite à méningocoque B ou C.

Dans un communiqué diffusé samedi 27 juin, le secrétariat d'Etat à la santé a estimé que *« la méningite est une maladie peu contagieuse qui n'entraîne que très rarement des cas secondaires chez des personnes directement en contact. Cependant, par précaution, une chimioprophylaxie antibiotique doit être administrée aux personnes ayant été en contact et, dans ce cas, une vaccination semble indiquée ».*

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le procès de Jean-Marie Le Pen**, qui devait s'ouvrir, lundi 29 juin, devant la cour d'appel de Versailles (Yvelines), a été renvoyé aux 28 et 29 septembre. L'audience a été reportée à la demande du président du Front national, son avocat, Me Georges-Paul Wagner, étant hospitalisé. M. Le Pen avait été condamné en première instance, le 2 avril, à deux ans d'inéligibilité et à trois mois de prison avec sursis pour *« violences en réunion et injures publiques »* à la suite d'incidents lors de sa visite à Mantes-la-Jolie (Yvelines) le 30 mai 1997. – *(Corresp.)*

■ **La cour d'assises de l'Aude a condamné**, samedi 27 juin, à des peines comprises entre dix ans et vingt ans de réclusion criminelle les responsables de l'attentat à la voiture piégée d'Elne, en 1993, dans lequel Jean-Claude Madrénas, candidat (UDF) aux élections législatives avait perdu une jambe. La cour a condamné Jean Xatard, « rival politique » de la victime, à dix-huit ans de réclusion criminelle, et Fouad Mareef, son conseiller politique, à vingt ans. Les exécutants de l'attentat ont été condamné à dix à quinze ans de réclusion criminelle. Les accusés comparaissaient après cassation d'un premier procès en assises.

■ **CORSE : un attentat a visé le cantonnement** des gendarmes mobiles à Borgo (Haute-Corse) dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juin. La déflagration a brisé les vitres et soufflé les portes du bâtiment et un gendarme a dû être hospitalisé. Cet attentat n'a pas été revendiqué.



DISPARITIONS

Pierre Boutang

Un intellectuel engagé, de Maurras à Mitterrand

L'ÉCRIVAIN et polémiste Pierre Boutang est mort samedi 27 juin à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, où il avait été admis à la suite d'une fracture il y a plusieurs mois. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

C'est peu dire de Pierre Boutang qu'il fut un intellectuel engagé – un engagement qui n'aurait en rien diminué sa liberté. A lire certains de ses livres ou articles, c'est l'adjectif enragé qui conviendrait. Certes, on peut être heurté, rebuté par les idées politiques de l'ancien Camelot du roi, par la violence polémique et l'absence de mesure de son verbe. Pierre Viansson-Ponté, en 1972, avait ici jugé avec sévérité celui qui, sous le pseudonyme de Criton, signait une rubrique hebdomadaire dans le journal gaulliste *La Nation*. On peut également garder distance face aux fulminations que l'antimoderne ne cessa de lancer, notamment contre la prétention des sciences humaines à réformer un ordre des valeurs jugé par lui intangible. Mais il serait difficile de ne pas lui reconnaître une force de conviction et une cohérence peu communes ; et une imprudence qui se souciait peu des modes, du « prêt-à-penser » ou des considérations de carrière.

Catholique à la manière de Léon Bloy – d'un Bloy qui aurait eu la tête philosophique –, Boutang était l'héritier des pamphlétaires et journalistes royalistes comme Léon Daudet. C'est aussi du côté de Charles Péguy qu'il faut chercher le motif de cette conviction. Simplement, dans la volonté de *« réconcilier deux mystiques, royale et républicaine »*, c'est vers la première que pencha davantage sa raison – profondément marquée par la pensée de Charles Maurras.

Pierre Boutang est né le 20 septembre 1916 à Saint-Etienne. Elève de l'Ecole normale supérieure à partir de 1935, il collabore à la revue des étudiants de l'Action française et exerce un véritable ascendant sur ses condisciples, parmi lesquels Robert Brasillach et Philippe Ariès. Agrégé de philosophie en 1939, il tient, à l'invitation de Maurras, la revue de presse du quotidien royaliste (1939-1940). *« J'ai appris à lire dans* L'Action française, *écrira-t-il dans la préface de sa monumentale étude sur Maurras* (Plon, 1984, La Différence, 1993) *; je n'ai philosophé ailleurs et autrement que selon l'impulsion que Maurras me donnait, je ne me suis libéré de lui que par lui... »* En 1940, il publie aux éditions Sorlot, avec Henri Dubreuil, un livre favorable à Pétain, *Amis du Maréchal*. Professeur au lycée de Clermont-Ferrand, puis de Rabat (en 1941), il se rallie au général Giraud, et devient, après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, chef de cabinet du secrétaire à l'intérieur dans le gouvernement formé par celui-ci à Alger. Ce qui lui vaudra, à la Libération, d'être radié des cadres de l'enseignement.

Après la guerre, il est journaliste politique dans les revues anticommunistes *Paroles françaises* (avec Philippe Ariès), *Fédération* et *Aspects de la France* (1947-1954). De 1955 à 1977, il est directeur politique d'un hebdomadaire néo-maurassien, *La Nation française*. *« Librement fidèle au comte de Paris en dehors de toute liaison organique »*, il restait politiquement insaisissable. En décembre 1965, lors de l'élection présidentielle, il appelle à voter pour de Gaulle – un de Gaulle lecteur de Barrès et de Maurras, rempart contre le *« parti de l'abaissement »*, qu'il situait, assez largement, entre Tixier-Vignancour et Guy Mollet.

POLÉMIQUE À L'UNIVERSITÉ

En 1967, il est réintégré dans l'éducation nationale et soutient sa thèse – *L'Ontologie du secret* (PUF) – en 1973. Son élection à la Sorbonne (Paris-IV) en 1976, comme maître de conférences en remplacement d'Emmanuel Levinas, donne lieu à une rude polémique ; une centaine d'universitaires comme Jacques Derrida, Jean Bollack, Pierre Bourdieu, Pierre Vidal-Naquet... tentent de s'y opposer. Boutang, qui se défend contre les accusations d'antisémitisme – en rappelant son rôle dans la libération de Jean Wahl du camp de Drancy –, reçoit notamment le soutien de François Mitterrand, pour lequel il appellera à voter en 1981, quelques mois après avoir publié un violent pamphlet contre Valéry Giscard d'Estaing (*Précis de Foutriquet*, Ed. J.-E. Hallier-Albin Michel, 1980). *« Je crois que les qualités nécessaires pour exercer le pouvoir ne sont jamais celles qui sont utiles pour l'obtenir »*, affirmait-il en 1974 dans un entretien à *Combat*. Il terminera sa carrière universitaire en 1986.

Il est sans doute trop tôt pour démêler, dans l'œuvre multiforme et tempétueuse de Pierre Boutang, ce qui surnagera des aléas et des circonstances. Même les ouvrages proprement philosophiques, comme sa thèse ou ses traductions et commentaires de Platon, ne sont pas exempts d'esprit polémique et de cette volonté permanente de guerroyer contre la modernité, au nom d'une idée éternelle et intemporelle de l'homme. Freud, qu'il rattachait à *« la branche viennoise de la famille Diafoirus »*, était parmi ses principales cibles. Il jugeait la psychanalyse responsable d'une *« trahison »*, par le patient, d'un secret qui coïncide avec sa propre liberté.

Ses romans – notamment *Le Purgatoire* (Le Sagittaire, 1976, repris comme plusieurs autres titres à La Différence) – encourent le même reproche. D'une manière subtile et avec une grande sensibilité littéraire, il développera ses idées dans ses analyses et traductions – de Maurice Scève à La Fontaine, de Catherine Pozzi à William Blake et Dante. Finalement la transcendance, au sens religieux et chrétien du terme, fut sans doute, au-delà de toute polémique, la constante de sa pensée, y compris politique. Transcendance dans l'exercice du pouvoir qui serait, contre le positivisme de Maurras, *« nostalgie, exigence amère ou désespérée »*.

Patrick Kéchichian

Mgr Elchinger

Un évêque de l'après-concile Vatican II

ÉVÊQUE de Strasbourg de 1967 à 1984, Mgr Léon-Arthur Elchinger est mort samedi 27 juin à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il a été une haute figure de l'épiscopat français après le concile Vatican II.

Né le 2 juillet 1908 à Soufflenheim (Bas-Rhin), Léon-Arthur Elchinger a fait des études supérieures à Strasbourg et à Rome. Docteur en théologie et licencié en lettres, il a été ordonné prêtre le 4 avril 1931. Professeur au grand séminaire de Strasbourg, puis aumônier militaire de la ville en 1938, mobilisé en 1939, il devient, en 1941, supérieur du même séminaire alors replié à Clermont-Ferrand. Après la guerre, il est directeur diocésain de l'enseignement catholique en 1945, puis aumônier de plusieurs mouvements d'action catholique. En 1948, il fonde la revue de pédagogie religieuse *Vérité et Vie*.

Il est nommé évêque coadjuteur de Strasbourg (avec droit de succession) auprès de Mgr Jean-Julien Weber en 1957, par le président de la République sur proposition du Vatican, selon la procédure du concordat de 1801 appliqué en Alsace-Moselle. Ordonné évêque le 16 janvier 1958, il ne succède à Mgr Weber que lorsque celui-ci démissionne en 1967. Mgr Elchinger quittera ses fonctions en 1984, un an après avoir atteint la limite d'âge fixée à soixante-quinze ans par le pape Paul VI : son successeur désigné, le jésuite Roger Heckel, était décédé entre-temps.

Evêque très médiatique, Mgr Elchinger intervenait très régulièrement sur les grands thèmes de la foi et de la société. Ses homélies du 14 juillet, au cours d'une « messe pour la France » devenue un rite en terre concordataire, étaient l'occasion de prises de position vigoureuses, par exemple contre *« la tentation du romantisme politique »* pour les chrétiens, en faveur du caractère *« sacré »* de la vie, pour un œcuménisme très large, ou encore pour une laïcité non dogmatique dans les rapports entre les Eglises et l'État.

Mgr Elchinger était très apprécié dans les milieux protestants pour son obstination à défendre un œcuménisme ouvert. Il fut, en 1973, le premier évêque en France à accepter, dans certains cas, une *« hospitalité eucharistique »* pour les couples protestants-catholiques permettant aux conjoints de communier ensemble. Membre, de 1964 à 1984, de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens, il s'était aussi montré très attentif à la communauté juive et avait présidé, de 1969 à 1984, le comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme. L'un des précurseurs du combat contre l'antijudaïsme dans les milieux chrétiens, il fut le principal rédacteur, en 1973, du document de l'épiscopat français favorable à la reconnaissance d'Israël.

LA MORALE ET LE RENOUVEAU

Ardent avocat des positions de l'Eglise catholique sur les questions de mœurs, il avait défini l'homosexualité comme *« une infirmité morale »* au début des années 80. Ses propos lui avaient valu une longue procédure judiciaire qui n'a pas abouti. De même, un article contre les certificats de vie commune pour les homosexuels, paru en 1996 dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, avait provoqué une manifestation dans la cathédrale de Strasbourg. Cet aspect moralisateur, accentué à la fin de sa vie, ne doit pas masquer le rôle novateur qu'a joué l'évêque de Strasbourg dans l'Église postconciliaire.

Il a beaucoup insisté sur l'éducation, la catéchèse, la famille, et surtout le renouveau de l'Église, qu'il invitait à reconnaître ses erreurs pour mieux porter témoignage dans le monde moderne. Il avait, par exemple, instruit le dossier de la réhabilitation de Galilée. Enfin, il défendait bec et ongles les aspects spécifiques du droit des cultes en Alsace-Moselle, et surtout la présence officielle de l'enseignement religieux dans l'école publique. Ami personnel de Michel Debré, il avait été consulté par ce dernier à propos de la loi sur l'école privée qui porte le nom de l'ancien premier ministre.

Depuis sa retraite en 1984, Mgr Elchinger vivait à Strasbourg en voisin de son successeur, Mgr Charles-Amarin Brand. Le 23 novembre 1997, il a assisté à l'ordination de Mgr Joseph Doré, lui-même successeur de Mgr Brand dans un diocèse devenu archevêché depuis la visite du pape Jean Paul II en 1988.

Jacques Fortier

Jacques Pilhan

Un stratège en communication et un conseiller direct des présidents

« CE QU'ON ne peut pas nommer n'existe pas ». Jacques Pilhan citait volontiers Lacan pour expliquer l'étrangeté du métier qu'il exerçait : consultant en image du chef de l'Etat, celle de François Mitterrand d'abord, de 1984 à 1995, celle de Jacques Chirac ensuite. On nommait peu Jacques Pilhan, on murmurait son nom avec fascination ou avec répulsion, jamais avec indifférence, on lui prêtait beaucoup, il ne démentait jamais rien. Sa mort, dimanche 28 juin, d'un cancer du poumon fulgurant, à l'âge de cinquante-quatre ans, n'a étrangement suscité que de très rares réactions dans le monde politique. Tous, pourtant, le connaissaient, beaucoup ont eu recours à lui et à ce métier *« qui n'existe pas »*.

Une seule fois, cet homme qui cultivait le secret et le mystère comme les premières de ses armes, avait choisi de répondre à ses nombreux détracteurs qui, à gauche comme à droite, criaient à la trahison ou à l'imposture. A gauche, on ne comprenait pas que celui qui avait partagé l'intimité des derniers moments du septennat de François Mitterrand, vende désormais ses services à son successeur. A droite, on considérait cette nomination comme *« moralement choquante »*, selon la formule de Denis Tillinac, l'ami romancier de Jacques Chirac.

Dans un long entretien accordé à la revue *Le Débat*, à l'automne 1995, Jacques Pilhan justifiait ainsi son rôle, *« gérer le rapport d'un homme public avec l'opinion »* en l'aidant à trouver sa propre *« écriture médiatique »*. *« L'image d'un homme public*, constatait-il, *est autant déterminée par son écriture médiatique que par le contenu de ce qu'il dit »*. Cette *« démarche stratégique »* qu'il apparentait à celle d'un *« chef d'état-major de l'armée française »*, il n'avait vu aucun inconvénient à la mettre au service de Jacques Chirac, après avoir assuré onze années durant, le même service auprès de François Mitterrand. Est-ce parce qu'il avait pu mesurer de près le talent de Pilhan, pour en avoir été sa principale victime, pendant la cohabitation de 1986 à 1988, puis pendant l'élection présidentielle de 1988, que le candidat Chirac a discrètement recouru à lui pour assurer sa campagne de 1995 et lui confier, depuis, le soin de gérer son image de président ?

LA TÉLÉVISION, SEULE

Celui qui expliquait avoir une *« approche intellectuelle de la politique, pas sentimentale »* avait donc retrouvé, en 1995, le chemin de l'Elysée. Avec un allié de choc en la personne de Claude Chirac, la fille du président. Après avoir mis en scène le Mitterrand *« chébran »* de 1995 dans une émission d'Yves Mourousi, le face-à-face avec Philippe Séguin lors du débat sur le référendum de Maastricht, la confession télévisée du président malade et attaqué sur son passé vichyssois à Jean-Pierre Elkabbach, en 1994, Jacques Pilhan allait gérer l'image du nouveau président de la République accueillant les pilotes français retenus en otages en Bosnie, et du chef de l'Etat proche des *« vraies gens »* dans de grands shows télévisés d'un genre nouveau.

Dans le paysage médiatique, Jacques Pilhan n'accordait en effet d'intérêt qu'à la télévision. Elle seule comptait aujourd'hui, expliquait-il, puisque *« le réel est dans l'écran de télévision et l'opinion dans le sondage »*. Cette méthode n'a toutefois pas rencontré avec Jacques Chirac, le succès escompté. Partisan de la dissociation entre le président et le premier ministre, le conseiller en images avait également plaidé à plusieurs reprises le départ d'Alain Juppé de Matignon et avait fait connaître les risques que signifiait une dissolution, au printemps 1997. Depuis l'échec des élections législatives, Jacques Pilhan était moins présent à l'Elysée mais son rôle n'en était pas moins influent. S'il ne participait plus aux réunions avec les conseillers – sa mésentente viscérale avec Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée, était notoire – il continuait de rencontrer régulièrement le chef de l'Etat en tête-à-tête et surtout, de s'entretenir plusieurs fois par jour au téléphone avec sa fille Claude.

Cette influence et la confiance que lui témoignait Jacques Chirac – ce qui lui valait le qualificatif péjoratif de *« gourou »* – irritaient profondément les autres proches du président. Jacques Pilhan savourait lui, secrètement, la jouissance de *« ce métier qui n'existe pas »*, sauf... dans la considération des plus grands, et dans la haine de leurs seconds.

Pascale Robert-Diard

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Happy birthday

Rose du monde

M. Nouri 21-10-56
Residence AFTAM, ch 42/A3
Rue du faubourg de Hem.
80044 Amiens France.
Tel. : 03-22-52-59-67.
E-mail : Nilson21@aol.com.
(0802/61)

SOFICA

Tu es née un 29 juin. J'ai toujours béni ce jour qui t'a vue naître, au cours de nos cinquante-trois ans de bonheur et de vie commune. Nos enfants l'ont béni également. Deux grands poètes de génie, que tu as toujours aimés, ont dit ceci :

« Il faut aimer sans cesse après avoir aimé. »
A. de Musset.

« Et ce qui demeure, c'est mon silence. »
Rainer Maria Rilke.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Mariages

Christine et Antonio La GUMINA
Jacqueline et Emmanuel GOLDENBERG
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Sandra et Jérôme,

célébré à Trégrom, le samedi 20 juin 1998.

Décès

– Son père,
Maria, Pierre et Pascale,
ont la douleur de faire part du décès de

Christian BONNARD,

survenu le 27 juin 1998.

Tous ceux qui ont apprécié sa générosité, son amitié et sa fidélité peuvent lui dire au revoir mercredi *1er juillet, à la mairie de Marly-le-Roi* (salle de l'Horloge), à 14 heures, où *un dernier hommage lui sera rendu.*

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

Maria Bonnard,
66, chemin du Milieu-des-Hauts-Picards
78160 Marly-le-Roi.

– Le docteur Jacques Robin, son mari,
Mme Françoise Morice, sa belle-sœur,
Les familles Thibaud, Lestable, *Deballon, Thevenet et Beaufort,*
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annie ROBIN,

survenu brutalement dans sa soixante-neuvième année, le lundi 22 juin 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, dans le caveau familial, le *24 juin, au cimetière des Batignolles, à Paris.*

68, rue Saint-Louis-en-l'Ile
75004 Paris.

Remerciements

– *Mme André Miller,*
son épouse,
Et toute la famille,

profondément touchées par les marques de sympathie que vous leurs avez témoignées lors du rappel à Dieu de

M. André MILLER,

vous expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires de décès

– Il y a vingt-cinq ans,

Alain FORNER

se donnait la mort ; il avait trente-quatre ans.

– Il y a un an, le 29 juin 1997,
le docteur

Nelly AZÉRAD-DESROCHES

nous quittait.

Souvenir.

Communications diverses

– 2e université d'été internationale d'hypnose clinique, 1er, 2, 3 juillet 1998, faculté de médecine, 59000 Lille.

Des maladies psychosomatiques... nouvelles approches.

Renseignements et formations :

Dr Victor SIMON,
Institut de médecine psychosomatique d'hypnose clinique et de thérapie brève,
26, parvis Saint-Michel, 59000 Lille.
Tél. : 03-20-57-40-07.
Fax : 03-20-57-99-00.
Site Internet : www.hypnose.org

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**

SOUTENANCES DE THÈSE
67 F HT la ligne
Tarif Etudiants 98

CARNET DU MONDE
- TARIFS 98 -
TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
109 HT
TARIF ABONNÉS 95 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES : *Nous consulter*
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96
Fax : 01.42.17.21.36

هكذا من الأصل

Le littoral breton face au casse-tête des algues vertes

Quelque 5 000 personnes ont manifesté samedi à Binic (Côtes-d'Armor), l'une des 45 portions du littoral où prolifère la « laitue de mer ». A l'origine du phénomène : les nitrates dus aux rejets de l'agriculture et de l'élevage. La construction d'usines de dénitrification n'a rien réglé

BINIC
de notre correspondante régionale

La plage de l'avant-port est déserte, par cette belle journée de juin, à Binic. Seule, une dame stoïque lit, assise sur l'unique parcelle de sable. Car, du littoral jusqu'aux pieds de la liseuse solitaire, le tapis gluant des ulves – autrement dit les algues vertes –, a tout recouvert d'une épaisse couche vert vif. Encore l'odeur est-elle supportable : c'est en pourrissant au soleil que les algues dégagent leurs effluves nauséabondes, mais dans cette petite station balnéaire des Côtes d'Armor, elles sont ramassées presque tous les jours.

1998 s'annonce comme un été record. Mi-juin, la commune avait déjà évacué environ 1 200 mètres cubes de cette laitue de mer détrempée contre 1 700 mètres cubes durant toute la saison 1997, plutôt clémente. Malgré cela, l'année dernière, 43 000 mètres cubes ont été ramassés sur les quarante-cinq sites touchés des côtes bretonnes. Par endroit, les algues vertes, qui prospèrent d'avril à juillet, sont signalées depuis des décennies. L'effet sur l'image de marque de la région, vis-à-vis des touristes et des consommateurs d'huîtres, de poissons, mais aussi de viande et de légumes bretons, est aisé à imaginer, à défaut d'être quantifiable.

Car l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), qui travaille sur ce thème depuis une dizaine d'années, est formel : le responsable en est l'azote, que les rivières côtières déversent dans la mer, essentiellement sous forme de nitrates. Et ceux-ci proviennent à 95 % de l'agriculture, affirme la direction régionale de l'environnement, tandis que le ministère de l'agriculture a chiffré à 117 000 tonnes l'« *excédent azoté* » en Bretagne. La polémique sur l'origine de la prolifération des ulves a fait perdre quelques années précieuses, mais nul ne conteste plus cette origine.

JUSQU'À 15 MÈTRES DE FOND

De même, chacun s'accorde à constater que l'invasion verte progresse. Les pêcheurs témoignent de la gêne que leur causent les ulves, présentes par dix ou quinze mètres de fond, voire davantage, alors qu'on les croyait cantonnées à l'estran. Le Centre d'études et de valorisation des algues en mesure, lui, l'ampleur depuis le ciel. Plus le phénomène est étudié, plus il se révèle inquiétant, et même plus compliqué à résoudre que le casse-tête de l'alimentation en eau – réellement – potable. Car les ulves se délectent de faibles taux d'azote. Pour que les vacanciers puissent patauger agréablement, il faudrait deux fois moins de nitrates dans les cours d'eau que la norme actuelle ne l'autorise pour la consommation humaine (50 milligrammes par litre).

Il y a dix ans, Binic pensait avoir trouvé la parade en construisant une des premières usines de dénitrification : outre qu'elle ne traite que l'eau destinée à être bue, l'usine a eu un effet pervers. Forte de cette arme qu'elle pensait absolue, l'agriculture locale s'est davantage laissé aller dans ces pratiques d'épandage de lisier et d'engrais minéraux. Ce triste exemple n'a pas fait réfléchir que les écologistes, pourfendeurs de cette solution de facilité.

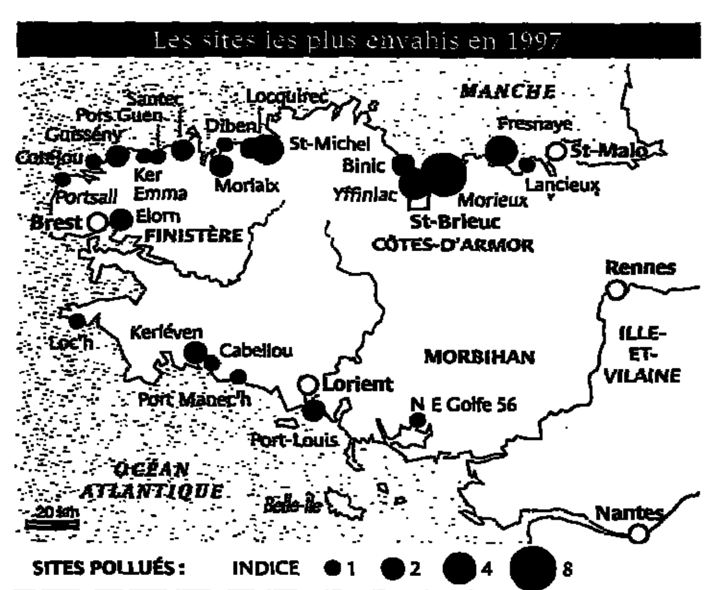
Depuis 1990, Claude Saunier (PS), maire de Saint-Brieuc, résistait aux pressions pourtant pesantes d'autres élus du département, desservis par la retenue du Gouët. Il ne voulait pas d'un tel équipement, mais prônait une politique de prévention. Saint-Brieuc n'a pas gagné cette partie de bras de fer : la qualité de l'eau s'est tant dégradée que la ville vient de décider la réalisation d'une unité de traitement des nitrates et des pesticides. M. Saunier souligne cependant qu'il tient à en limiter la capacité et fait remarquer que l'eau est devenue un problème mondial. Il existe d'autres techniques pour faire baisser les taux d'azote sur le littoral : recréer des talus en amont, des méandres, respecter les fonds de vallées, utiliser les marais côtiers comme des filtres, autrement dit réparer quelques-uns des dégâts causés par le remembrement agricole. Mais que représentent de telles initiatives dans une région où les flux de nitrates ne cessent d'augmenter ?

STOCKAGE INSATISFAISANT

Le conseil régional et l'Agence de l'eau ont d'ailleurs tenté de monter des programmes expérimentaux sur certains bassins versants, sans résultats substantiels jusqu'à présent. Tous deux doivent lancer, le 1er juillet, un appel à projet auprès des zones littorales victimes des ulves. Moyennant financements, les candidats disposeront au maximum d'une année « *pour organiser l'animation et la concertation et réaliser les diverses études et travaux de suivi du milieu afin de préparer un programme pluriannuel d'actions* ». Un colloque est en outre prévu en 1999.

Mais à Binic, le maire Yvon Batard (divers droite) s'impatiente et ne sait plus quoi répondre à ses 3 000 administrés. Depuis mai, les services techniques occupent tout leur temps au ramassage des algues vertes. La collecte coûte 25 francs la tonne. Elle est subventionnée à 80 % par le conseil général ; M. Batard préférerait parler d'« *indemnités* ». Une méthode expérimentale de compostage revient à 90 francs supplémentaires. « *C'est insupportable pour les petites communes* », se fâche-t-il. Alors, les ulves sont stockées. Ce n'est évidemment pas une solution, car leur « *jus* », comme dit le maire, finit fatalement par retourner à la mer et parce que la législation prévoit la fin des décharges à partir de 2002. Ce genre de pollution « *ne génère pas d'accident majeur, mais une dégradation progressive de la situation* », déplore le maire. Et c'est peut-être pire : Binic en est à envisager un nouveau projet, cette fois de traitement des pesticides, un autre « *cautère sur une jambe de bois* », soupire M. Batard.

Martine Valo



Une mobilisation record

Samedi 27 juin, à Binic, ils étaient 5 000 à répondre à l'appel des associations écologistes, en particulier Eau et rivières de Bretagne, *des pêcheurs et des simples consommateurs d'eau. C'est un record* pour ce genre de manifestations, fréquentes dans la région. Les organisateurs avaient choisi une zone très touchée par les algues vertes, comme une preuve gluante et malodorante de la dégradation de la qualité de l'eau. Binic, première commune à avoir construit une usine de dénitrification, illustre en outre l'échec de la *« politique du curatif »*, qui consiste à traiter la pollution plutôt qu'à la prévenir. La Bretagne compte aujourd'hui une dizaine de ces unités de traitement, mais le flux des nitrates ne cesse d'augmenter. Vendredi, Louis Le Pensec, *ministre de l'agriculture*, avait exhorté les agriculteurs et les éleveurs bretons – dont les rejets sont à l'origine de cette pollution – à tout faire *« pour remédier à une situation devenue très préoccupante » (Le Monde* daté 28-29 juin).

Pollution automobile : qualité de l'air francilien « médiocre »

LA QUALITÉ de l'air francilien est d'une qualité correcte pour les pollutions d'origine industrielle, mais « *médiocre, sans être critique* » pour celles provoquées principalement par l'automobile, selon les travaux préparatoires au Plan régional pour la qualité de l'air (PRQA), qui devait être rendu public lundi 29 juin. Il s'agit du premier maillon du plan régional, conformément à la loi sur l'air de décembre 1996, qui prévoit que chaque région doit élaborer, sous l'égide du préfet, son propre plan. Deux marqueurs de la pollution automobile (dioxyde d'azote et monoxyde de carbone) ont dépassé les objectifs de qualité fixés par le décret d'application de la loi Lepage. Enfin, le rapport met l'accent sur les « *niveaux d'ozone fréquemment atteints l'été* » et qui sont « *vraisemblablement plus préoccupants, associés à une exposition prolongée* », que de brefs niveaux de pointe.

Jean-Pierre Duport, le retour de l'aménageur

EN TRAVERSANT la Seine et en passant de la place Beauvau à l'hôtel de la préfecture de région, rue Barbet-de-Jouy, Jean-Pierre Duport quitte une fonction – directeur de cabinet du ministre de l'intérieur – qui exige en permanence d'être à même de répondre aux questions urgentes et inattendues, pour un poste prestigieux – préfet de Paris et d'Ile-de-France – qui implique recul, doigté et vision géostratégique sur l'avenir de la région capitale (*Le Monde du 25 juin*). Troquant l'influence dans l'ombre pour l'expression officielle de la voix multiforme de l'Etat, face à plus de 10 millions d'habitants, Jean-Pierre Duport renoue avec ses premières amours. Il est en effet un professionnel aguerri de l'aménagement du territoire, notamment de l'Ile-de-France et ses marges provinciales, c'est-à-dire le Grand Bassin parisien, d'Orléans à Amiens, des confins du Perche à la Champagne.

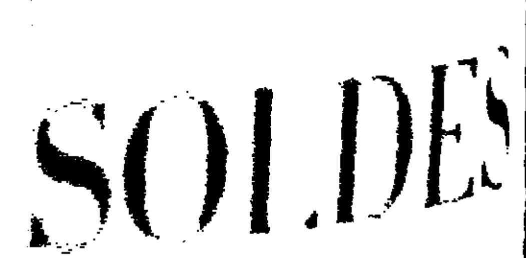
Depuis qu'il fut directeur de l'architecture et de l'urbanisme au début des années 80, ce haut fonctionnaire, qu'on classe dans la mouvance rocardienne et qui veille à mettre au même plan humanisme et rigueur juridique dans ses décisions, n'a jamais cessé de s'occuper – directement ou en actionnant des relais bien placés dans diverses administrations – des grands sujets qui dessinent l'avenir du pays. Y compris dans les nominations. On l'a vu à l'occasion du renouvellement récent des dirigeants de la DATAR.

Sa carrière souffrira assez peu des changements successifs de majorités politiques. En 1987, il est nommé président de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP), un organisme public chargé d'acquérir et d'aménager pour le compte de l'Etat des terrains convoités. Mission délicate, quand on sait la floraison de grands projets d'infrastructures comme Eurodisney et la spéculation foncière. Sa nomination en octobre 1989 à la tête de la Datar donne lieu à d'âpres luttes d'influence, mais Michel Rocard et Jacques Chérèque tiennent bon devant les pressions de l'Elysée, qui veut, déjà, imposer Jean-Louis Guigou (l'époux de l'actuelle ministre de la justice devra attendre juillet 1997 pour occuper le bureau qui donne sur le Champ-de-Mars).

Au retour de la droite aux affaires, Charles Pasqua, loin de le sanctionner, lui propose à l'automne 1993 la préfecture de Seine-Saint-Denis. La politique de la ville, l'immigration, l'accueil à Roissy de personnalités étrangères (Fidel Castro, Lech Walesa...) ou du président de la République le familiarisent avec la diplomatie et les subtilités de la « double cohabitation », puisqu'il aura à traiter notamment avec un ministre RPR Eric Raoult, élu local d'un département à majorité communiste. Son passage d'un an au cabinet du ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement ne lui laisse pas le loisir de délaisser l'aménagement : il veille personnellement à faire avancer le projet de loi sur l'intercommunalité et les agglomérations, qui n'épouse pas toujours les positions de Dominique Voynet et de la Datar.

Le voilà à une fonction quasiment égale à celle du délégué à l'aménagement du territoire, Jean-Louis Guigou, auquel le lie autant d'amitié que de rivalités. Ce qui ne le gêne guère. Son plaisir favori, c'est la corrida !

François Grosrichard



HORIZONS

ENQUÊTE

MIT, le corridor du futur

De la recherche la plus fondamentale aux applications les plus pratiques, le Massachusetts Institute of Technology prépare l'avenir en repoussant les frontières du savoir. Voyage dans ce bâtiment long de 250 mètres et ouvert sur l'infini

L'ENTRÉE du corridor infini est facile à trouver. Elle a une adresse bien réelle, 77 Massachusetts Avenue, à Cambridge, dans le nord-est des Etats-Unis. Elle est facilement reconnaissable dans ce bâtiment de pierre à hautes colonnes grecques, *sur lequel est inscrit : Massachu*setts Institute of Technology.

Parcourir le corridor infini est une affaire plus délicate. De porte en porte circulent des idées à faire rêver tous les enfants, à faire espérer aux adultes qu'ils vivront assez longtemps pour profiter des nouvelles inventions. C'est le royaume du savoir, et la science donne vite le vertige lorsqu'elle tente d'écrire l'avenir.

Vendredi 5 juin, Bill Clinton est venu jusqu'à Cambridge mais ne s'est pas risqué dans le corridor infini. Il a prononcé son discours sur l'avenir de la science et de l'innovation aux Etats-Unis depuis la pelouse ensoleillée du MIT.

D'ordinaire, c'est plutôt Harvard, à quelques kilomètres à peine, qui accueille les personnalités politiques. Elles y ont prononcé tant de discours célèbres... Au MIT, c'est *David Ho*, célébrité médicale de la lutte contre le sida, qui devait présider la remise des diplômes, ce moment phare de l'année universitaire américaine. Jusqu'à ce que la Maison Blanche téléphone, il y a quelques semaines à peine. Après tout, Bill Clinton répète souvent avec fierté qu'il sera le premier président américain du XXI[e] siècle... Alors, déçus, les étudiants de Harvard ? *« On n'aurait pas dû l'inviter »*, répond avec mépris l'un d'entre eux. Et une voix officielle de confirmer : *« Nous, on ne fait pas les présidents ! »*

Le MIT, mi-institut de recherche, mi-école technologique, n'a plus besoin de prendre sa revanche sur l'establishment universitaire américain. Il s'intègre aujourd'hui dans son univers beaucoup plus naturellement qu'à l'époque de sa création, en 1865. Harvard, elle, se vante d'exister depuis 1680, avant même la création des Etats-Unis ! Les grandes universités américaines d'alors étaient inspirées du modèle britannique. Elles étaient prestigieuses mais largement coupées de l'industrie.

En à peine plus d'un siècle, une trentaine de prix Nobel, une série de découvertes scientifiques majeures (de la pénicilline au radar), des partenariats internationaux géants, *comme le World Wide Web* Consortium, ont imposé le MIT au plus haut niveau. Pour « seulement » dix mille étudiants, l'institut ne compte pas moins de mille enseignants et trois mille chercheurs. Il gère un budget annuel de 1 milliard de dollars (près de 6 milliards de francs). Le gouvernement civil mais aussi l'armée et les entreprises privées apportent leur part au budget. Et même si le MIT, à lui seul, n'a inventé formellement ni la photographie ni le téléphone, George *Eastman ou Alexander Graham* Bell ont figuré parmi les grands mécènes du lieu. IBM a, dès 1957, financé la création d'un centre informatique qui allait concevoir de véritables ordinateurs, et non plus les artisanales machines de calcul arithmétique rapide, expérimentées dans les années 30 à Cambridge. Le MIT a toujours rêvé d'avenir. Le mot d'ordre était et reste : concevoir-construire-opérer. William Barton Rogers, le fondateur, entendait faire naître une institution qui *« embrasserait le champ entier des sciences physiques et des arts, avec les branches auxiliaires des mathématiques et des langues modernes »*. Pour naviguer de la recherche la plus fondamentale aux applications les plus pratiques, il faut manipuler toutes les sphères du savoir. Une simple école technologique n'y suffit guère, pas plus qu'une « grande école » à la française, un modèle auquel le MIT aime à se référer.

CE siècle et ses guerres mondiales ont prouvé les dangers de la science. En tentant d'embrasser le champ entier de la science, le MIT a accueilli des étudiants jadis nombreux à venir d'Europe de l'Est, aujourd'hui d'Asie. Il s'est adjoint, au fil des années, des départements de philosophie, de linguistique, d'économie, une école de management. Plus récemment, il s'est doté d'une nouvelle entité pour affronter la révolution de la recherche biomédicale : le Whitehead Institute, créé au début des années 80, est une institution privée, indépendante du MIT, mais qui lui reste affiliée. Les synergies entre le monde universitaire et celui de l'entreprise sont telles que la carte du génome humain est déjà en voie d'être entièrement dessinée et que l'horizon des manipulations génétiques s'est démultiplié.

La venue de Bill Clinton au MIT, c'est la revanche du *« nerd »*. Le *« nerd »* est le cliché de l'étudiant scientifique débraillé, qui se moque bien de la vie sociale classique et dévale le corridor infini en imaginant les applications pratiques les plus folles pour ses recherches théoriques, en rêvant que lui aussi décrochera un prix Nobel, comme la douzaine des professeurs encore en poste au MIT. C'est lui que le président des Etats-Unis est venu rencontrer cette année, et non son voisin de Harvard, si cultivé, si bien habillé. Tellement *« politiquement correct »* qu'il s'offusque lorsque le linguiste Noam Chomsky, célébrité du MIT, vient lui parler d'endoctrinement.

Incapable de renseigner le visiteur égaré s'il ne connaît pas le numéro à cinq chiffres du bureau recherché, *l'étudiant du MIT saura lui* parler de l'astronomie du corridor infini. Comme la science ne laisse rien au hasard, il lui expliquera qu'à une heure très précise, deux fois par an, les 250 mètres du corridor infini sont entièrement ensoleillés, se trouvant très exactement dans l'axe du soleil et lui suggérera aussi d'obtenir davantage de détails sur le site Internet : http : //web. mit. edu/planning/www/mithenge.html

La physique était la science la plus noble du XX[e] siècle, la biotech*nologie sera celle du XXI[e], entend*-on souvent répéter. Mais, dans le corridor infini, les physiciens font savoir qu'ils n'appartiennent pas encore au passé. Qu'il faut deux biologistes pour faire un physicien. Ils jouent, sous l'égide du professeur Wolfgang Ketterle, à peaufiner le premier *« laser atomique »*, qui permet d'émettre des atomes et non plus de la lumière, et s'enthousiasment : *« Nous avons créé un nouvel état de la matière, qui n'existait pas il y a encore trois ans. C'est comme un terrain de jeux géant »*, s'exclame le jeune Hans Joachim Miesner. Portés à des températures extrêmement basses, proches du zéro absolu, les atomes peuvent être déposés directement sur des composants électroniques. De là à imaginer pouvoir déposer les composants, miniaturisés, sur la *cornée des aveugles et leur per*mettre de retrouver la vue...



Jusqu'où faire confiance aux ordinateurs, quelles missions leur confier ? Tous les départements du MIT – philosophie, aéronautique, informatique – cherchent à répondre aux mêmes questions

Miniaturiser, inventer l'avenir... Edward Crawley, directeur du département d'aéronautique et d'astronautique, adore ça. Pur produit du MIT, il accueille ses visiteurs en pantalon de toile et chemisette à carreaux. C'est au MIT que s'est ouvert, en 1918, le premier département d'aéronautique d'une université américaine, rappelle-t-il. Le premier vol transatlantique n'avait pas encore eu lieu. Mais, dans le passé, rappelle M. Crawley, l'aéronautique se préoccupait de construire des appareils. Aujourd'hui, on travaille sur l'architecture et l'ingénierie des systèmes. Le projet le plus excitant de son département, c'est le *« micromoteur »*, grand comme un bouton de chemise. Bien sûr, il en faudrait des dizaines pour parvenir à propulser un petit avion, mais ces *« micromoteurs »* auraient aussi l'avantage d'être silencieux.

Il s'agit d'un projet à long terme, quinze ou vingt années au moins. Mais qui oblige déjà, comme tant d'autres projets du MIT, à repenser le rôle de l'humain dans la technologie. La présence de l'homme n'est plus vraiment nécessaire à bord d'un avion si l'homme n'a pas besoin d'être transporté et si toutes les commandes peuvent être données *du sol : les missions de surveil*lance aérienne des armées pourraient être entièrement automatisées. Mais pourquoi, alors, les centrales nucléaires sont-elles toujours manœuvrées par des hommes ? Jusqu'où faire confiance aux ordinateurs ? Quelles missions leur confier ? Tous les départements du MIT, philosophie, aéronautique, informatique, cherchent à répondre aux mêmes questions.

Le XX[e] siècle a *illustré* les possibilités infinies de la science, ses guerres mondiales en ont prouvé les dangers. Les énormes contrats militaires engrangés par le MIT entre 1940 et 1945 ont permis l'invention du radar, capable de détecter les armes ennemies. Ils ont contribué aussi de façon décisive à fabriquer la bombe nucléaire larguée sur Hiroshima.

DANS un pays devenu très largement hostile à l'énergie nucléaire, un réacteur expérimental trône aujourd'hui à Cambridge, à quelques dizaines de mètres à peine du corridor infini. La population locale ignore, ou feint d'ignorer, la présence du réacteur. Certes, avec 5 mégawatts seulement, on est bien loin de la puissance des traditionnelles centrales nucléaires (1 000 mégawatts au moins). Mais le réacteur permet de travailler sur le stockage et le retraitement des déchets ou d'étudier les applications possibles du nucléaire dans le domaine médical. D'ores et déjà, des malades atteints d'une forme particulière de tumeur du cerveau peuvent se porter volontaires pour expérimenter, grâce au réacteur, un nouveau type de traitement par bombardement de neutrons.

Mais l'invention du futur n'est pas toujours aussi exaltante que la reconversion des centrales nucléaires en centres anticancéreux. *« Quand je suis arrivé au MIT, je m'attendais à une explosion de mondes virtuels, mais la première conférence à laquelle j'ai assisté était consacrée au ciment. Difficile de faire plus réel »*, se souvient un cadre de l'institut. *« L'économie globale, ce sont des micro-chips, mais aussi du béton armé »*, expliquait à son auditoire Charles Vest, le président du MIT. *« Il est parfois plus facile de trouver des fonds pour construire de nouvelles infrastructures que pour maintenir les anciennes. Or la prévention de la corrosion du béton armé relève de la responsabilité collective vis-à-vis des générations futures. »* Et on a beau vouloir inventer l'avenir, on est parfois vite rattrapé par le présent. Le millier de jeunes *nerds* tout juste sortis du lycée accueillis chaque année ne sont pas si différents – leur « génie » excepté – de l'adolescent américain typique. Les *« freshmen »* du MIT s'adonnent, eux aussi, au *« binge drinking »*, ce rituel de la soûlerie collective, dans un pays où il faut être âgé de vingt et un ans pour consommer légalement de l'alcool. Le 26 septembre 1997, Scott Krueger, un jeune étudiant de la région de Buffalo (New York), a succombé à un coma éthylique quelques semaines à peine après son entrée au MIT.

AU sortir du corridor infini, on aperçoit le bâtiment du *Media Lab*, ce gros cube métallique gris, conçu par l'architecte I. M. Pei (celui qui a élaboré la pyramide du Louvre), un ancien du MIT. Le Media Lab, c'est l'antre des nouvelles technologies, de la communication du futur. En y accédant, on tombe sur une exposition de mobilier, sous l'égide du List Visual Arts Center. Seul un fauteuil est exposé. Où est-il, le monde de demain ? Fort heureusement, les deux créatrices du meuble sont présentes. La première est une artiste graphique, Wendi Jacob. C'est elle qui a dessiné les formes de ce gros fauteuil arrondi en mousse bleue, *« pour qu'il ressemble à un câlin »*. La seconde, une femme corpulente, aux traits sans âge, s'appelle Temple Grandin et est autiste. Elle a conçu ce fauteuil, assorti d'une pompe pneumatique, spécialement pour soulager les personnes autistes, en absorbant à leur demande leur trop-plein d'énergie.

Au Media Lab, les *nerds* travaillent jour et nuit. A peine portent-ils une cravate, rangent-ils un peu leurs bureaux pour les journées portes ouvertes, lorsque leurs sponsors viennent les voir. En attendant de pouvoir échanger leurs coordonnées par une simple poignée de main, ils ont tous sur leur table une pile de cartes de visite. Le *Media Lab* est financé à plus de 90 % par des contributions d'entreprises privées, qui se mettent ainsi en bonne place pour recruter les étudiants talentueux. *« Mais nos étudiants sont tellement uniques qu'ils ne répondent à aucun profil d'embauche »*, se plaît à répéter Nicholas Negroponte, le président du Media Lab.

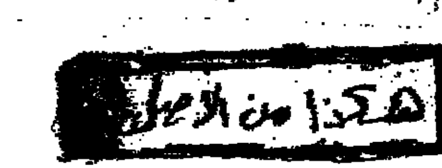
De fait, ils sont nombreux à créer leur propre entreprise, et le MIT veille à les y aider. Quatre mille entreprises créées par des anciens du MIT existent à l'heure actuelle. Elles emploient plus d'un million de personnes, depuis les géants industriels Hewlett-Packard ou Digital Equipment, jusqu'aux microentreprises naissantes, qui vendent une simple idée.

Ce ne sont certainement pas vers les traditionnelles maisons d'édition que se tourneront les auteurs du projet du *« dernier livre »*. Joseph Jacobson travaille avec ses élèves à la conception d'un ouvrage, ou plutôt d'un ordinateur portable qui, grâce à l'utilisation d'encre électronique, rassemblerait tous les ouvrages déjà publiés. Un jour, les dix-sept millions de volumes de la bibliothèque du Congrès ? Comme un volume traditionnel, le *« dernier livre »* pourrait être manipulé, *« feuilleté »*, le lecteur pourrait même y annoter les pages électroniques.

Qu'ils soient plongés dans la physique fondamentale ou organisateurs de défilés de mode informatiques, les chercheurs du MIT savent bien que le corridor du savoir est infini, qu'il reste toujours des portes à ouvrir. La période s'y prête bien : presque tous les domaines de la science, des technologies de l'information ou de la recherche biomédicale sont en pleine révolution. Même les frontières entre Etat, entreprise privée et université sont mouvantes. Bill Clinton voudrait bien, lui aussi, s'amuser à avancer dans le corridor infini. Mais un président de la République a forcément moins de temps devant lui.

Françoise Lazare

Dessin : Selçuk



Le sport comm...

par Christophe Gallaz

Pour une Europe en...

Le sport comme machine à ne plus penser

par Christophe Gallaz

LE *tournoi* de *tennis* de Roland-Garros et le Giro cycliste d'Italie ont pris fin. La Coupe du monde de football leur succède. Le Tour de France cycliste prendra sa suite. Le sport est partout et toujours. Une muraille d'images et d'événements qui s'élève sans la moindre faille autour du public moderne et l'encercle entièrement.

Beaucoup d'analyses ont été publiées, qui mettent en avant le rôle fondateur tenu par le sport aujourd'hui, notamment celui d'équipe et particulièrement le football – y compris, comme on *vient de le voir à la faveur du* match Iran - Etats-Unis, sur le plan diplomatique. Les foules aiguiseraient le sentiment de leur identité grâce au miroir qu'il leur tend et se percevraient de façon dynamique dans le concert des nations. Thèse sympathique, évidemment : une étude esquissant un rapport entre l'équipe de football suisse entraînée voilà trente ans par l'Allemand Karl Rappan, architecte d'un *« verrou » défensif ne s'ouvrant que* pour de brèves contre-attaques, et le peuple helvétique tel que l'affaire de l'or nazi le confirme aujourd'hui dans ses profondeurs psychologiques serait amusante.

Mais notre époque exige une ré*flexion plus fine, établie sur* une observation de base : le rayonnement du sport n'est plus dissociable des médias, et ceux-ci n'occuperaient pas une telle place dans nos pratiques s'ils ne flattaient pas autant la scène sportive. Les deux instances sont devenues des corollaires. Il faut raisonner en les éclairant l'une par l'autre. D'où cette question préliminaire : que provoque en nous l'usage des médias ? C'est simple. Il nous disjoint. Il nous sépare entre une part de nous-mêmes qui se consacre à surveiller machinalement le flux des *informations circulant dans notre* voisinage et une seconde part qui repère et prélève, d'entre ces informations, celles que nous pourrions exploiter pour notre petit bénéfice.

Nous avons ainsi, par exemple, surveillé les nouvelles en prove*nance du Rwanda voilà deux ans,* mais pour en retirer surtout ceci : qu'elles nous confortent par contraste dans notre statut de citoyens paisibles au cœur d'un continent prospère – et qu'elles rafraîchissent, comme ferait n'importe quel bon récit *de fiction* dramatique, nos sensations fatiguées d'Occidentaux qui ne perçoivent plus les accords de la mort et de la vie.

Nous attendons du sport qu'il produise en nous ce même double effet. Nous admirons la pureté balistique d'un geste de Martina Hingis sur un court de Roland-Garros, et nous voici *momentanément* soulagés des incertitudes qui mitent notre propre trajectoire intime. Nous applaudissons Youri Djorkaeff qui traverse en diagonale la garde adverse *et marque,* et nous voici consolés de nos impuissances en face de nos propres objectifs. Puis le sous-chef qui nous tourmente au bureau depuis trente ans nous intime un ordre plus imbécile que d'habitude, et nous nous tournons vers le cycliste Alex Zülle pour en exiger qu'il crache à son tour tripes et boyaux sur les routes du Giro d'Italie et nous remplace dans les tréfonds du classement.

Le sport, lorsqu'il est transmis par les médias sans analyse aiguë de ses rôles secrets, et ces médias, lorsqu'ils ne sont qu'un œil-de-bœuf ouvert sur la scène sportive, ne servent donc qu'à notre narcissisme *le plus étroit.* On ne saurait plus les vanter comme les moyens d'un enseignement fraternel et plaider, comme tant de commentateurs le font, que leur alliance constituerait un dérivatif avantageux des pulsions agressives animant nos sociétés. Le sport aujourd'hui, c'est seulement ce qui nous permet de *survivre au caractère hostile du sys*tème qui nous entoure et, donc, ce qui permet à ce système de profiter plus sûrement de nous.

Ainsi, pour que nous ne dérivions pas vers le désespoir au point de devenir improductifs dans le do*maine économique,* le *sport* nous figure le dynamisme et l'énergie. Pour que nous ne soyons jamais découragés jusqu'au point de miner nos sociétés du dedans, il nous illustre la bravoure et l'obstination. Pour que nous ne perdions pas de *vue nos caps au point de désorga*niser l'édifice collectif, il nous montre à quel point les siens sont précis. Et pour que nous nous abstenions de désirer la révolution, il *dissimule sous la forme d'un jeu ce* qui n'est qu'une vaste entreprise de conservation économique, voire politique.

Les hooligans sont d'ailleurs les *indices parfaits de cette procédure* d'aliénation désormais mondialisée, où l'humain s'exploite lui-même avec une violence extrême. Si les commentaires moralisants *qu'ils suscitent sont à ce point* ridicules, c'est que la mise en masse du spectacle sportif ne peut en effet aboutir qu'à la violence et que cette dernière en est tout sauf un accident. *Etre hooligan aujourd'hui,* c'est tout simplement ceci : tenter d'échapper coûte que coûte à la dissolution de notre personne dans la foule innombrable de nos congénères, se maquiller et se costumer pour en apparaître distinct et finir *par « incendier » Marseille ou* bastonner un flic pour regagner enfin ce statut d'être exceptionnel qu'on voulait nous arracher et qui, seul, nous permettra d'aimer à nouveau la vie.

*Le drame est que nous ne perce*vons plus le sport comme un signe, mais comme un phénomène en soi totalement bouclé dans sa représentation médiatique, dont rien ne peut plus s'échapper pour nous irradier. Si nous savions encore le regarder comme un signe, il produirait au moins deux mouvements *dans notre esprit.* Une sorte de distanciation, d'abord. Nous mesurerions tout geste sportif à l'aune des gestes accomplis par quiconque en d'autres champs de l'expérience humaine. Nous songerions qu'un joueur de football déploie son jeu *sur la pelouse comme un peintre* investit sa toile – l'un et l'autre essayant ainsi, en occupant un espace à l'intérieur de ses limites symboliques, de se dessiner dans l'immensité de sa propre fragilité.

Le second mouvement serait l'inverse *du premier : non pas une* distanciation, mais une extraction permanente du détail au sein du spectacle offert et sa mise en rayonnement. Vous verriez le foot*balleur brésilien Ronaldo tirer au* but et la boule noire et blanche fouetter le fond des filets, et vous seriez propulsé dans une perspective de traverse, d'ordre écono*mique ou politique. Vous songeriez* à la ville pakistanaise de Sialkot, par exemple, capitale mondiale du ballon de football cousu main, où sept mille enfants assemblent pendant *douze ou quinze heures d'affilée* plusieurs dizaines de fois trente-deux morceaux de cuir, grâce à sept cents points de suture, pour moins de deux francs par jour. Vous supposeriez *ce que* ces petits esclaves peuvent imaginer de Ronaldo triomphant au Stade de France.

Mais vous ne songerez probablement pas dans cette direction vertigineuse. Le sport tel qu'il est aujourd'hui produit et consommé *vous en dissuade. Il est trop massif* et trop rond. Vous pourrez lui voir des facettes variées qui vous sembleront désigner la vie réelle, bien sûr. D'innombrables commentateurs vous proposeront de gommeuses antiennes à son sujet en vous citant Albert Camus (*« Tout ce que je sais le plus sûrement sur la morale et les devoirs de chacun, je le dois au football »*), avant de vous expliquer que la dialectique des nations se trouve parfois lumineusement résumée sur un terrain de football.

Si vous les écoutez en croyant avoir rencontré l'esprit des stades, vous vous tromperez. Les bons sentiments frottés de culture ne suffisent plus à la méditation du sport moderne. Il en faut plus pour faire pièce à cette tornade sacrée qu'on salue désormais à genoux. Qui fait croire aux Français qu'une grève des pilotes aériens, éventuellement néfaste à la Coupe du monde, leur arracherait leur identité nationale ? Qui fait ricocher des ballons dans toute la production commerciale *et* publicitaire hexagonale, jusqu'à l'éventaire des confiseurs qui les façonnent en meringue ou chocolat ? Qui va jusqu'à nettoyer le cœur de Nantes, pour mentionner une des villes embarquées ce mois-ci dans le *culte mondialisé de la pelouse* et du crampon, de ses clochards habituels ? On espère qu'ils trouveront quelques boîtes de conserve vides, ceux-là, pour mimer, en périphérie, le monde tel qu'il va.

> Les bons sentiments frottés de culture ne suffisent plus à la méditation du sport moderne. Il en faut plus pour faire pièce à cette tornade sacrée qu'on salue désormais à genoux

***Christophe Gallaz** est écrivain et chroniqueur.*

Culture française en berne

par Jack Lang

VIVE le Mondial ! Un mois durant, la France à la « une ». Le sport, la jeunesse, la beauté de notre pays sous les feux de la rampe. Une ombre pourtant : la funèbre *« cérémonie des géants », ronde mécanique de* pauvres goldoraks. Et si cette faute de goût n'était que le symptôme d'un mal plus grave ? Une fois les dieux du stade évanouis, une *cruelle réalité risque en effet* de nous éclater au visage : le déclin de notre présence artistique et scientifique à l'étranger. Inexorablement, le jour décroît sur ce que l'on n'ose déjà plus appeler notre *« rayonnement culturel ».*

Fin de partie ? En attendant Hollywood ? Le bonheur dans le pré carré ? Sentiment diffus ou réalité chiffrée ? Qu'on en juge. Le film français occupe une place margi*nale sur les écrans étrangers* : 2 % des parts de marché en Grande-Bretagne, moins encore aux Etats-Unis et au Japon. Le salut par la francophonie ? Allons donc ! Notre langue marque le pas. En l'espace d'une décennie, le français a perdu la moitié de ses étudiants en Allemagne. Son usage se raréfie dans les documents de la Commission européenne : 70 % hier, 40 % aujourd'hui, 10 % demain ? Où s'arrêtera *la dégringolade ?*

A qui la faute ? A l'Amérique impériale ? L'air est connu. Il ne saurait nous exonérer d'un sérieux examen de conscience national. Nous sommes-nous vraiment donné les moyens de nos ambitions ? *Je n'en suis pas certain.* Voyez les crédits de nos services culturels extérieurs rognés de 15 % depuis trois ans. Voyez aussi notre système de bourses, mélange d'amateurisme et de surréalisme : les étudiants russes, pourtant cent fois plus nombreux, doivent se partager le même nombre de bourses que *ceux de l'île Maurice !* Eparpillement, vieillissement, enlisement : voilà où nous en sommes.

Naturellement, tout n'est pas aussi sombre. Le livre français s'exporte plutôt bien. Malgré un budget dérisoire, l'Association fran*çaise d'action artistique accomplit* des miracles. Une bonne partie du Maghreb vit encore au rythme des informations diffusées par nos chaînes de télévision. En Amérique du Sud, le renouveau culturel s'inscrit dans le sillage de nos entrepre*neurs : à Curitiba au Brésil, une* Maison française complète l'implantation d'une usine Renault. Mais qui a dit que l'économie et la culture ne faisaient pas bon ménage ? Plus que jamais, elles sont solidaires. A la charnière des deux, *l'attrait touristique de la France* représente un atout pour notre expansion culturelle.

Raisons d'espérer. Raisons de se battre surtout. L'envie de France traverse encore de nombreux peuples. Deux cents personnalités *albanaises viennent de lancer* un appel pour la création d'un centre culturel français à Tirana. Pouvons-nous rester sourds ? Soyons à la hauteur des attentes que nous cristallisons.

Car la politique culturelle inter*nationale n'est pas qu'affaire* de sentiments. C'est un pari sur l'avenir. L'Allemagne réunifiée l'a compris. En juin 1996, Helmut Kohl annonçait, devant le Bundestag, un programme ambitieux d'action culturelle extérieure, considérée comme un *« pilier essentiel »* de la diplomatie et de l'économie.

Dans le domaine des nouvelles technologies, le gouvernement de *Lionel Jospin a su* rattraper le temps perdu dès son entrée en fonctions. L'impulsion initiale fut donnée à l'université de la communication de Hourtin par l'engagement personnel et les paroles fortes du premier ministre. A quand un *« Hourtin »* de l'action culturelle extérieure ? Cette cause nationale exige une vraie mobilisation politique qui doit s'articuler autour d'idées fédératrices. J'en discerne quatre : un commandement unifié ; une doctrine renouvelée ; des vecteurs modernisés ; une Europe assumée.

D'abord, unifier le commandement pour déterminer clairement le cap et assurer la cohérence de nos choix. La politique culturelle de la France, combien de ministères ? Education, culture, coopération, affaires étrangères et, au gré des alternances, francophonie. Comme souvent chez nous, l'éclatement avive les rivalités. C'est le triomphe de Clochemerle à l'heure *des autoroutes de l'information.* Le moment est venu de constituer un ministère des relations culturelles extérieures. Ici, comme ailleurs, nous avons besoin d'un Etat qui *coordonne et qui impulse, un Etat* stratège et animateur. Développer les partenariats, encourager le mécénat, décloisonner les initiatives : tout cela réclame un chef de commando concevant la stratégie et suivant les opérations sur le terrain.

Ensuite, renouveler la doctrine pour en finir avec une conception étriquée et chauvine des relations culturelles. Il n'est ni amical ni efficace de prétendre *renforcer la pré*sence française à l'étranger tout en refusant celle des étrangers sur notre territoire. A ces schémas dépassés, je propose de substituer *l'hospitalité et l'entrisme.*

Troisième axe : moderniser nos vecteurs de diffusion culturelle. Nos nouvelles armes de séduction ? Le virtuel et l'audiovisuel. Les CD-ROM qui mettent en scène notre patrimoine rencontrent un large *succès à l'étranger : il faut* en créer davantage. Quant à l'audiovisuel extérieur, nos deux intervenants principaux, TV 5 et CFI, paraissent bien fragiles comparés aux *mastodontes d'outre-Atlantique. Il* est urgent d'élargir leur assise financière, de clarifier leurs missions respectives et de redéfinir les programmes. Les récents arbitrages d'Hubert Védrine vont dans la bonne direction. Incitons aussi nos chaînes, tant publiques que privées, à intégrer pleinement l'international dans leur stratégie et à agir au besoin conjointement : la percée de Canal Plus en Espagne, la présence de France 2 en Tunisie, *la participation de TF 1 à Euros*port, ouvrent de vraies perspectives.

> La politique culturelle internationale n'est pas qu'affaire de sentiments. C'est un pari sur l'avenir

Assumer l'Europe, enfin. La France a voulu l'euro. A elle de donner un nouveau souffle à notre continent par la création d'une Eu*rope de l'imaginaire, de la jeunesse* et de l'esprit. Notre culture, ainsi que celle de nos partenaires, en sortira fécondée et grandie. Si nous luttions, par exemple, en faveur de l'apprentissage de deux langues étrangères dans les écoles *des pays européens, le français en* serait le premier bénéficiaire. Certes, grâce aux efforts de Claude Allègre, les contours de l'université européenne de demain se précisent. Ce n'est qu'un début. Il faut viser plus loin, ouvrir très grandes les portes des institutions culturelles, éducatives et scientifiques aux ressortissants des membres de l'Union.

L'enjeu est simple. Soit l'Europe se fige dans l'ombre de la culture américaine. Le prix à payer sera l'alignement diplomatique. Soit elle affirme son identité propre, et elle renforcera sa présence sur la scène internationale. Les peuples en quête d'une solution alternative *à la domination des Etats-Unis* pourront alors constater que l'Occident se décline au pluriel. Ce serait un message d'espoir.

Une année a passé depuis que la *majorité « plurielle » l'a emporté.* Les réussites ne manquent pas. Pourtant, hors de nos frontières, nos positions culturelles s'érodent dans le silence du monde. Et le passif risque de s'alourdir. En l'an 2000, la créativité se déplacera à Rome, Londres, Berlin ou Hanovre, quand Paris restera en demi-teinte. Ce déficit n'est pas seulement celui de l'âme. A terme, il menace notre influence politique et compromet nos chances économiques.

***Jack Lang,** ancien ministre, est président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.*

Pour une Europe en pleine forme

par Wolfgang Schüssel

A partir du 1er juillet, l'Autriche assumera la présidence de l'Union européenne pendant une période passionnante, décisive pour l'Europe. En effet, *l'Union* est sur le point de réaliser deux projets *qui marqueront la face* de notre continent au XXIe siècle : la mise en place de l'euro, étape importante qui rapproche l'Europe de l'unité économique et politique ; l'élargissement de l'Union qui permettra de jeter les bases de la stabilité et de la prospérité *dans une Europe* à plus grande échelle.

Les pères fondateurs des Communautés européennes rêvaient déjà d'une Europe sans contrôles aux frontières *ni* bureaux de change, d'une grande Europe qui dépasserait le clivage entre l'Est et l'Ouest que connaissait notre continent. A l'époque, ce rêve faisait sourire. Aujourd'hui, nous avons la chance historique de transformer ce qui, hier encore, était un rêve *en* une réalité pour demain.

L'euro permettra à l'Europe de relever avec brio le défi posé par la mondialisation. La monnaie unique garantira un meilleur fonctionnement du marché unique, elle contribuera à assurer la sécurité de l'emploi et à *enclencher* les réformes institutionnelles destinées à améliorer la situation sur le marché en vue de garantir la compétitivité de l'Europe. *L'euro conférera* à l'Europe davantage de poids et d'autorité pour affirmer sa position dans l'économie mondiale et il renforcera la cohésion politique de l'Union. Assurer *le lancement réussi* de l'euro au 1er janvier 1999 sera l'une des préoccupations majeures de la présidence autrichienne.

L'Autriche partage près de la moitié de ses frontières (1 300 kilomètres) avec quatre pays candidats à l'adhésion. La réussite du processus d'élargissement nous tient donc particulièrement à cœur. Si nous voulons maintenir de façon durable la *stabilité politique et le progrès* économique dans notre région, le seul moyen efficace dont nous disposons à long terme est d'intégrer nos voisins dans l'Union. Face au nombre des candidats et à leur niveau de développement qui présente un écart sensible par rapport à celui de l'Union, cet élargissement requiert un travail de préparation approfondi, autant de la part de nos futurs partenaires que de la part de l'Union.

Voilà la raison pour laquelle la *présidence* autrichienne attachera – parallèlement à la poursuite des négociations engagées avec les pays candidats – une importance particulière aux réformes agricoles et structurelles énoncées *dans l'Agen*da 2000 ainsi qu'à la réorganisation des finances de l'Union. L'UE est appelée à adapter sa politique à la nouvelle situation en Europe et dans le monde, tout en se préparant à l'adhésion des nouveaux Etats *membres.*

Afin de pouvoir assumer ces tâches, l'Union a besoin du soutien des citoyens.

Face à un taux de chômage de *l'ordre de 11 %, la création d'emplois* reste la priorité suprême en Europe. Pour la première fois, l'Union économique et monétaire ainsi que les plans nationaux pour l'emploi des Quinze *pourront être pris en compte* dans les lignes directrices pour l'emploi pour l'année 1999 qui seront adoptées à Vienne.

L'Autriche s'engagera en faveur de normes *environnementales* exigeantes au sein de l'Union ; elle soutiendra le rôle de leader de l'Europe dans les négociations visant à résoudre les problèmes environnementaux du globe.

La sécurité intérieure sera aussi au nombre des priorités de la présidence *autrichienne. L'Union devra* convaincre les citoyens que l'ouverture des frontières n'est pas automatiquement un facteur d'insécurité. Dans la lutte contre le crime organisé, l'immigration clandestine et le trafic de la drogue, la marge de ma*nœuvre de l'Union et des Etats* membres devra être sensiblement élargie. Un programme d'action sera présenté à cet effet lors du conseil européen de Vienne.

La représentation efficace des intérêts de l'Union au niveau international constitue un autre défi qu'il convient de relever. Nous tenons à poursuivre et à renforcer le développement d'un réseau dense de relations extérieures. La situation au Ko*sovo et en Bosnie ainsi que le* processus de paix au Proche-Orient exigeront de l'Europe une attention soutenue au cours des mois à venir. Cinquante ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations unies, nous tenons à donner un signal clair en *faveur du renforcement des droits* de l'homme en tant que facteur de la politique internationale.

Six mois ne sont qu'une courte période. Aucune des tâches décrites ne saurait être achevée à si brève échéance. L'élément décisif qui dé*termine le succès de la présidence* d'un pays est la collaboration étroite avec ses partenaires. Pour cette raison, nous ferons appel à leurs conseils. Nous œuvrerons ensemble en faveur d'une Europe forte et unie, d'une Europe qui est au service de ses citoyens et qui bénéficie de leur soutien. Nous œuvrerons ensemble pour une Europe en pleine forme.

***Wolfgang Schüssel** est vice-chancelier et ministre fédéral des affaires étrangères d'Autriche.*

AU COURRIER DU « MONDE »

VIVE LE MONDIAL !

Moi, le football, je ne m'y intéresse pas particulièrement. Mais j'adore le Mondial. C'est normal, j'habite dans une cité, les Courtillières, à Pantin, dans le département de Seine-Saint-Denis. Je vous explique : nous sommes en juin. Par conséquent, les enfants de mon quartier, les jeunes de ma *cité,* sont dehors *jusque* tard, très tard la nuit. Puisqu'il ne fait pas froid, ils y restent, dehors, parfois toute la nuit. Ils causent, fument des joints, écoutent de la musique, règlent leurs différends. Ils parlent fort, et moi qui dois me lever à 6 h 30 pour aller travailler, je n'arrive pas à dormir (...). *Bref, je suis* heureuse aujourd'hui : la cité est silencieuse et il n'est que 11 heures du soir ! Incroyable ? Mais non ! C'est grâce au Mondial : vous rendez-vous compte que pendant tout le Mondial ils seront tous abrutis devant le poste ! Plus personne pour gâcher le sommeil des imbéciles qui travaillent (...). Vive le Mondial ! Tous sont restés chez eux ce soir. Hourra ! Je crois même que j'irai faire un petit tour demain soir, histoire de respirer l'air tiède d'une douce soirée d'été, comme je les aime. J'aimerais que le Mondial ne finisse pas !

Catherine Mongis
Pantin (Seine-Saint-Denis)

Rony Brauman, ancien président et conseiller de Médecins sans frontières (MSF)

« L'humanitaire n'a pas vocation à être un Père Noël universel »

Fort de vingt ans d'expérience, le « French Doctor » revient sur les ambiguïtés et le « jeu pervers » de certaines opérations humanitaires

« La France et l'ONU sont critiquées pour leur action humanitaire au Rwanda. Est-ce qu'on ne paie pas, aujourd'hui, la politisation et la militarisation imposées dans ce domaine par les Etats ?

– Le Rwanda est un bon exemple de la situation de tenaille dans laquelle se trouve souvent prise l'action humanitaire. D'un côté, nous étions sommés d'intervenir pour apporter des secours et sauver des vies, ce qui est notre mission. De l'autre, nous avons eu très tôt le sentiment d'être entraînés dans un jeu pervers. A Kigali, dans une première phase, nous avons eu conscience qu'un génocide était en cours et, en même temps, d'être parmi ceux dont la présence transformait ce génocide en *un fait divers supplémentaire* d'affrontement ethnique. Or le but de cette guerre étant l'anéantissement d'une population, l'aide humanitaire avait une portée très limitée. MSF a réagi en essayant de montrer qu'il s'agissait bien d'un génocide et en lançant, en mai 1994, le premier appel à une inter*vention militaire internationale* contre les milices responsables du génocide.

» Cette perversité du jeu dans lequel nous étions entraînés, nous en avons eu une conscience encore plus aiguë dans une deuxième phase, lorsque les camps de réfugiés de la frontière zaïro-rwandaise se sont transformés en sanctuaires où les tueurs d'hier reconstituaient leur capital militaire. D'une certaine manière, l'aide du mouvement humanitaire international entretenait la guerre. A partir d'octobre 1994, pour ne pas être complices de cet état de choses, les ONG (organisations non gouvernementales) opérant dans les camps ont réclamé aux Nations unies l'envoi d'une force de police pour séparer les hommes *armés de la masse des réfugiés*. Faute d'avoir été entendus, nous avons décidé de nous retirer. Le problème que cela posait, et que nous avions déjà connu en Ethiopie et dans les camps khmers rouges à la frontière khméro-thaïlandaise, c'est celui de l'abandon des victimes. Mais, dans le cas du Rwanda, notre présence nous paraissait plus dommageable que bénéfique pour elles.

– Mais depuis le sauvetage des Khmers rouges, il y a vingt ans, d'autres opérations humanitaires ont permis d'entretenir des groupes armés soutenus par l'Occident…

– Au Rwanda, la situation était particulière car nous étions en présence d'un génocide. A la frontière cambodgienne, on avait affaire à une population assez diversifiée. L'élément fédérateur était le mouvement de résistance contre les Vietnamiens qui occupaient le Cambodge mais, dans l'ensemble, les gens pouvaient décemment être considérés comme des réfugiés. Il y a eu division du travail ; MSF a travaillé auprès des non-Khmers rouges sans illusion sur les manœuvres qui se déroulaient derrière l'écran des camps de réfugiés. Mais c'était une situation acceptable car le bénéfice apporté aux *gens était bien supérieur aux* inconvénients. D'ailleurs, le rétablissement de la paix au Cambodge et le retour des réfugiés nous ont donné raison sur le long terme.

» Cela dit, la confusion des genres et l'ambiguïté sont dans la nature même de l'humanitaire, *dont le champ privilégié reste* la violence politique et sociale. Chaque fois qu'on intervient, on est pris dans les mailles du filet politique. C'est l'un des paradoxes constitutifs de l'humanitaire : d'un côté, on est tenu à une sorte de candeur – ce n'est pas la réalité politique mais la souffrance des populations qui doit être notre principal souci ; de l'autre, nous avons un devoir de lucidité politique qui nous conduit à tracer une ligne au-delà de laquelle les nécessaires transactions et compromis avec les pouvoirs locaux deviennent inacceptables.

– Où passe la limite ?

– *La limite, c'est l'existence* d'un espace de liberté humanitaire minimal balisé par trois formes de libertés opérationnelles : liberté d'évaluer la situation ; liberté de contrôle des moyens mis en œuvre ; liberté de dialoguer avec les personnes assistées. Dans les camps rwandais, on a rapidement *vu que cet espace-là n'existait pas*. Les réfugiés n'osaient pas parler en raison du contrôle omniprésent de l'ex-administration de Kigali. Quant au contrôle des secours, il était d'autant plus difficile que l'essentiel de l'aide était remis directement à l'administration locale du camp. Dans nos missions, nous traitons souvent avec des dictatures, donc ce n'est pas entre dictature et démocratie que passe notre ligne de partage. C'est entre *certaines formes d'oppression* totalement inacceptables, à commencer par le génocide, et d'autres qui n'empêchent pas un bénéfice réel pour les victimes.

– Vous portez un jugement sévère sur le rôle du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

– *Au départ, le HCR était* confronté au même dilemme que nous. Dans le million de personnes qui ont cherché asile au Zaïre après la chute de régime hutu, il a tenté de distinguer entre celles à qui on pouvait décemment accorder le statut de réfugié (celles qui, selon la convention de 1951, ont une crainte fondée de persécution) et les autres, les hommes armés. Très vite, il a accepté qu'elles soient toutes considérées comme *des réfugiées. Le HCR a ainsi gra*vement compromis la notion même de réfugié, surtout si on se réfère à ce qui s'est passé après. En novembre 1996, lorsque les camps ont été dispersés, tous ceux qui avaient été considérés indistinctement comme des réfugiés ont été traités tout aussi indistinctement comme des tueurs. En mêlant initialement les réfugiés et les tueurs, on endossait par avance le carnage auquel s'est livré Laurent-Désiré Kabila parmi ces populations avec l'aide de l'Armée patriotique rwandaise (APR).

– Mais le HCR fait partie d'un système. Il a le pouvoir que lui donnent les Etats.

– Le HCR n'est pas le seul responsable, mais il a une responsabilité symbolique et opérationnelle primordiale en matière d'exode. La mission spécifique que la communauté des Etats lui a confiée *est d'octroyer le statut de* réfugié en fonction de certains critères. Il n'a jamais été dit que tous les gens qui franchissent une frontière à cause d'une situation de violence sont automatiquement des réfugiés. Si les fugitifs sont des criminels avérés, le HCR n'est pas chargé de leur accorder le statut enviable de réfugié. En le faisant, on encourageait, d'une certaine manière, le crime parfait. D'un côté de la frontière, on massacrait en toute impunité, de l'autre on devenait une victime ! C'est ce système-là que l'humanitaire, pour son plus grand malheur, a contribué à mettre en place à la frontière zaïro-rwandaise.

– Certains Etats sont-ils allés, eux aussi, au-delà de ce qui est humanitairement acceptable ?

– L'implication de la France, non pas dans le génocide – il est absurde de penser que les Français soutenaient l'extermination des Tutsis – mais aux côtés du pouvoir hutu alors qu'il était avéré que ce pouvoir était exterminateur, fait que notre pays a joué lui aussi un rôle inacceptable. Un rôle dont il faut maintenant analyser les causes et les conséquences ; c'est la tâche de la mission d'information parlementaire.

– Cela vous paraît-il bien parti ?

– La mission a une tâche difficile, et il est prématuré de porter un jugement. Ce que je trouve préoccupant, par contre, c'est le huis clos imposé aux fonctionnaires et aux militaires en service qui ont été associés aux évènements. Le huis clos n'est pas scandaleux en soi, mais il aurait dû être l'exception ; or il devient la règle. En plus, c'est une maladresse insigne car cela suggère que l'on cherche à cacher au public des choses embarrassantes.

– L'affaire du Rwanda ne risque-t-elle pas de compliquer la tâche des humanitaires français dans la région ?

– La question des origines nationales est parfois une source de difficultés. Au Rwanda, du fait de la *politique de Paris, tous les Français* étaient soupçonnés d'être des agents du pouvoir hutu, et la position de MSF-France est vite devenue intenable. Ce type de difficulté a été aggravé, ces dernières années, par l'engagement massif des Etats dans le champ de l'humanitaire. A partir du moment où l'on a des soldats, des diplomates et des fonctionnaires d'un Etat qui avancent sous la bannière de l'humanitaire, la distinction entre leur statut et celui des ONG est encore plus difficile à *faire qu'avant*. En effet, pour beaucoup de pays du tiers monde, il était déjà difficile de concevoir l'existence d'organisations autonomes indépendantes des pouvoirs nationaux.

» Si l'on ajoute à cela les moyens énormes mis en œuvre sous l'étiquette humanitaire par les Etats, par les Nations unies et par les grandes ONG qui sous-traitent des quantités croissantes de fonds européens, le statut de*vient de plus* en plus ambigu. On passe d'une économie de la demande à une économie de l'offre, à une aide humanitaire presse-bouton accordée de façon automatique et parfois indiscriminée. Or l'humanitaire n'a pas vocation a être un Père Noël universel. Et, contrairement à ce que pensent beaucoup d'Européens, cette richesse insolente n'est pas toujours bien accueillie par des populations qui ont leur fierté. On voit apparaître, notamment en Afrique, une hostilité ouverte à cet humanitaire-là, arrogant et conquérant.

– Comment analysez-vous l'absence de secrétariat d'Etat à l'action humanitaire *dans le* gouvernement de Lionel Jospin ?

– Je pense que c'est une bonne chose. Pour moi, c'est au niveau administratif et opérationnel que doit se situer le rôle de l'Etat dans les grandes opérations humanitaires internationales. Pas au niveau politique et gouvernemental. En ce sens, cette disparition est peut-être la leçon tirée du passé. Au fil des gouvernements, on a vu l'humanitaire d'Etat s'épuiser et *son discours se réduire jusqu'à* l'insignifiance. Lors de la chute de Srebrenica et lors du génocide rwandais, deux affaires très politiques, le secrétariat d'Etat a gardé le silence. Le masque est tombé : ce sous-ministère était simplement là pour enjoliver la politique du gouvernement et pour lui donner un supplément d'âme.

» Au-delà de ce constat, cette suppression pourrait bien signifier la fin du militaro-humanitaire triomphant. Pendant six ans, de la guerre du Golfe jusqu'à l'opération « Turquoise », l'humanitaire a été réduit à des déploiements logistiques et à une rhétorique vertueuse. On l'a vu tout particulièrement en Somalie, au Kurdistan, en Bosnie et au Rwanda ; quatre opérations qui ont été des échecs à la fois en termes politiques, tactiques et médiatiques. Je parle souvent de ces questions avec des officiers français qui avaient trouvé, après la guerre froide, une nouvelle forme de légitimité et d'opérationalité dans l'humanitaire. Leur enthousiasme s'est beaucoup refroidi. Ils obéiront aux ordres, bien sûr. Mais, sur leur rôle humanitaire, on les sent, aujourd'hui, plus partagés, plus prudents. »

Propos recueillis par Roland-Pierre Paringaux


DESSIN IVAN SIGG

Un médecin et un militant

NÉ EN 1950 à Jérusalem, où son père, résistant français et militant sioniste, avait brièvement émigré, Rony Brauman a eu, très tôt, une vocation pour la médecine et pour l'activisme politique. La combinaison des deux en fera l'un des meilleurs praticiens et théoriciens contemporains de l'action humanitaire.

En mai 1968, le jeune homme est gauchiste tendance mao et pro-palestinien. Dix ans plus tard, diplôme de pathologie tropicale en poche, on le retrouve dans les camps de réfugiés de la frontière khméro-thaïlandaise avec Médecins sans frontières (MSF).

C'est l'époque du grand désenchantement occidental à l'égard des révolutions communistes indochinoises, à commencer par le maoïsme génocidaire des Khmers rouges. C'est aussi celle de la scission à la tête de MSF, Bernard Kouchner quitte le mouvement pour créer Médecins du monde. Elu président de la célèbre organisation des *French Doctors* en 1982, Rony Brauman va en faire la première ONG d'aide médicale d'urgence au monde. Une ONG universellement reconnue et respectée, qui intervient dans tous les grands drames et conflits (Afghanistan, Salvador, Ethiopie, Bosnie, Rwanda) pour soulager les souffrances, mais aussi pour témoigner.

Courageuses et souvent prémonitoires, certaines prises de position politico-humanitaires lui vaudront inimitiés et polémiques. Sous sa présidence, MSF se démarquera de l'humanitaire d'Etat et se rapprochera, à travers la fondation Liberté sans frontières, de penseurs libéraux. Toujours conseiller de MSF, Rony Brauman termine actuellement un film, *Le Spécialiste*, tiré des archives vidéo du procès d'Adolf Eichman (*Le Monde* du 24 septembre 1997).

R.-P. P.


RONY BRAUMAN

Ernest-Antoine Seillière, président du CNPF, au « Grand jury RTL-"Le Monde"-LCI »

« Ce qui fait la richesse des entrepreneurs doit être respecté pour qu'ils continuent à travailler »

« Le CNPF entend-il favoriser ou non l'ouverture des négociations, prévues par la loi, sur le passage aux 35 heures ?

– Puisque la loi a été votée et que, en l'an 2000, il va falloir être aux 35 heures, il faut, bien entendu, s'en occuper. Au CNPF, nous avons renvoyé de façon décentralisée le *problème sur le terrain*. Nous avons dit aux entrepreneurs : "Vous allez regarder votre problème en face. Si vous pouvez engager des négociations, faites-le ! Si vous ne voulez pas, ne le faites pas et dites-nous pourquoi, de façon que nous puissions en rendre compte." Et si des négociations s'ouvrent et échouent, nous pourrons rassembler l'argumentaire pour en faire part au gouvernement.

» Si, bien entendu, des sociétés *diverses sont capables de mettre* en œuvre les 35 heures, dans le cadre d'un accord avec leurs salariés, bravo ! Il ne faut pas, en effet, que le CNPF, *qui a essayé de s'opposer* aux 35 heures tant qu'elles étaient en débat, soit considéré comme hostile à la réussite d'une négociation dans l'entreprise à partir du moment où cela devient la règle du jeu. Nous sommes réalistes.

– Ces négociations sont-elles, pour vous, l'occasion de faire progresser le dialogue social ?

– Nous avons dit, dès le départ, que l'inscription des 35 heures dans une loi n'est pas de nature à faire *progresser le dialogue social*. Qu'est-ce que le dialogue social, en effet ? C'est, dans le cadre le plus décentralisé possible, la prise en compte, entre l'entrepreneur et les salariés, de la réalité de l'entreprise. A partir du moment où l'on décrète que le résultat – les 35 heures – sera obtenu en l'an 2000, nous estimons qu'il y aura une grande difficulté à obtenir des partenaires sociaux qu'ils donnent, en échange, ce dont l'entrepreneur a besoin.

» *Il va raccourcir le plan de tra*vail, il va avoir moins de travail à sa disposition : il faut qu'il ait moins de salaires à distribuer, ou bien qu'il *ait pu réorganiser le travail de telle* manière qu'il puisse, en fait, compenser la réduction du travail par son organisation. Donc, il va demander aux partenaires sociaux, aux salariés, de lui donner quelque chose en échange. Or c'est très difficile à partir du moment où l'on a *affirmé au départ, par la loi*, que les 35 heures sont acquises !

» Nous avons voulu, tout de même, qu'on donne le maximum de chances à ce dialogue, et nous avons demandé qu'il soit décentralisé dans les métiers très différents les uns des autres. Tout le monde comprend qu'il y a une grande différence entre les 35 heures dans l'industrie chimique et les 35 heures dans l'assurance. Il faut donc, dans chaque métier et, si possible, dans chaque entreprise, voir les choses en face. Nous sommes dans cette phase de prise en compte de la réalité sur le terrain, phase que nous souhaitons et dans laquelle nous ne *donnons strictement aucune ins*truction.

» Croyez bien qu'une entreprise qui cherchera les subventions, qui *conclura un accord "loi Aubry"* et qui y trouvera satisfaction, cela nous va très bien ! Nous sommes tout à fait pragmatiques et, quand on nous accuse de vouloir donner des mots d'ordre sur les conventions collectives, on nous fait un procès d'intention.

– *Essayez-vous, aujourd'hui,* de négocier quelque chose avec le gouvernement ?

– Nous essaierons certainement, le moment venu, d'apporter au gouvernement la réalité du terrain. Je ne sais pas exactement à quel moment cela pourra être fait. A mon avis, on verra tout de même, assez sensiblement, avant la fin de l'année, si les 35 heures pénètrent ou pas la réalité économique et sociale de l'entreprise.

» Le régime et le nombre des heures supplémentaires sont un point-clé de la négociation, de même que l'annualisation, le régime des cadres et celui du SMIC. *Enormément de choses sont à pré*ciser et seront précisées, nous l'espérons. Si elles ne le sont pas, ce sera notre rôle – et un rôle combatif – *que de faire comprendre pourquoi* cela ne marche pas.

– Vous avez qualifié l'éventuelle intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune de "casus belli". Allez-vous partir en guerre, sur ce sujet, *comme vous l'aviez fait, à l'au*tomne, sur les 35 heures ?

– Je sens bien le phénomène qui se met en place et qui, s'il était accéléré, entraînerait un déclin économique. Attention à ne pas considérer les riches comme des gens sur lesquels on peut tirer sans cesse ! Ce qui fait la richesse des entrepreneurs doit être respecté pour qu'ils continuent à travailler comme ils le font.

– Certains gros contribuables disent pourtant, eux-mêmes, que l'ISF est un impôt mal conçu, qui frappe les millionnaires mais épargne les milliardaires…

– La *justice* fiscale est une affaire très subjective et très politique. Si, pour rattraper je ne sais quel cas particulier, sur lequel on met volon*tiers l'accent médiatiquement, on* se prépare à jeter un nouveau filet fiscal sur des dizaines de milliers d'entrepreneurs petits et grands…

– … Vous pensez au cas de François Pinault ?

– Je ne suis pas là pour donner des noms…

– *Comment expliquez-vous* que la quatrième fortune française – 30 milliards de francs – ne paie pas l'impôt ?

– M. Pinault est très bien conseillé ; il agit dans le cadre de la loi. Mais ce qui arrive à X, Y ou Z m'est complètement égal ! Moi, je défends les entrepreneurs de terrain *et je leur dis : "Chers amis entre*preneurs, on va vous défendre pour essayer d'éviter que vous n'ayez à payer une nouvelle taxe !" Les conséquences de l'extension de l'ISF à l'outil de travail seraient catastrophiques. Il y a des milliers et des milliers d'entrepreneurs qui, dans ce cas, se prépareraient à arrêter leur entreprise, à la céder ou, éventuellement, à poursuivre leur activité ailleurs. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Defrain, Patrick Jarreau et Pierre-Luc Séguillon



Le Monde

Dynamique de paix

IL Y A 50 ANS, DANS LE

La condamnation de

هكذا من الأصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Dynamique de paix en Ulster

UN cycle vertueux paraît amorcé en Irlande du Nord. Tout se passe comme si rien ne devait enrayer la mécanique de paix enclenchée par quelques hommes courageux. Le premier ministre britannique, Tony Blair, son collègue de Dublin, Bertie Ahern, en passant par deux sages de la province, l'un chez les protestants, David Trimble, l'autre chez les catholiques, John Hume, sont au nombre de ceux-là.

En avril, ils concluaient l'accord dit du Vendredi saint, chargé de mettre fin à ce trop vieux conflit d'Ulster, séquelle de la partition, en 1921 : la violence politique y a fait plus de quatre mille morts en une vingtaine d'années. Fin mai, ils ont su convaincre les électeurs de République d'Irlande et ceux du nord de l'île – toujours sous souveraineté britannique – d'approuver, massivement, par référendum, ledit accord. Enfin, dimanche 28 juin, la publication des résultats définitifs du scrutin qui, la semaine dernière, a donné naissance à une Assemblée autonome d'Ulster leur a apporté une nouvelle satisfaction. Le camp des modérés, celui des hommes de paix, l'a emporté.

Le message est clair : pour la deuxième fois en quelques semaines, les électeurs d'Irlande du Nord ont voté pour les partis qui soutiennent l'accord de paix. C'est vrai chez les unionistes – ces protestants, majoritaires dans la province et qui veulent maintenir l'"union" avec la Grande-Bretagne –, où la formation de David Trimble arrive, de justesse, en tête (en nombre de sièges). C'est vrai chez les catholiques, puisque le parti de John Hume devient le deuxième parti en importance d'Ulster. Quelques esprits chagrins feront remarquer que le ténor de l'extrémisme protestant, Ian Paisley, ne fait pas un mauvais score. Certes. Mais, à l'aune de l'objectif qu'il s'était fixé, le révérend Paisley est battu : il n'obtient pas assez de sièges pour bloquer le fonctionnement de cette Assemblée.

Plus versatile encore que beaucoup d'autres, une certaine mode médiatique voudrait que M. Blair, finalement, serait quelque peu décevant. Dans certains milieux, on le dit volontiers plus attaché à son image et à ses relations publiques qu'au fond des choses. Ce qui se passe en Ulster prouve le contraire. Le premier ministre a pris de gros risques et amorcé en Irlande du Nord un virage qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait encore réussi à négocier.

Les partisans de la violence ne s'y trompent pas. Ils vont s'employer à casser la dynamique de paix qui s'installe en Irlande du Nord. Des dissidents de l'IRA préparent des attentats ; les extrémistes protestants des défilés provocateurs. Les uns et les autres ne vivent que par le conflit. Rien ne leur est plus étranger et rien n'est plus dangereux pour leur cause que l'évolution qui se profile dans la province. Elle peut être résumée d'un mot : le compromis. Dans la culture de l'Ulster, qui a trop longtemps privilégié idéalisme sectaire et passion religieuse, le "compromis" est subversif. Il doit continuer à l'emporter.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry. Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS LE MONDE

La condamnation de Tito

LA RÉSOLUTION prise par le bureau d'information des partis communistes, dans sa dernière réunion qui s'est tenue les 19, 20 et 21 juin en Roumanie, a produit l'effet d'une véritable bombe. Dans cette longue résolution publiée hier à Prague, le Kominform ne prononce rien de moins que l'expulsion de Tito et de son régime de la *« famille des partis communistes fraternels »*.

Le maréchal Tito est accusé de toutes les déviations même les plus contradictoires, telles que la déviation nationaliste et la déviation trotskiste. Il semble en définitive que la plus grave faute du dictateur yougoslave soit, aux yeux soviétiques, de s'être montré trop indépendant et de s'être plié trop insuffisamment (comme en Grèce, à Trieste, en Autriche) aux nécessités de la diplomatie de Moscou. Cet exemple d'insubordination larvée pouvait être contagieux. En politique intérieure la résolution du Kominform est plus explicite. Elle reproche à Tito et à ses lieutenants des nationalisations hâtives, bureaucratiques et démagogiques, la mauvaise organisation du Parti communiste, la faveur accordée aux paysans, au détriment des ouvriers. Les dirigeants yougoslaves ont eu l'audace de faire surveiller des militaires soviétiques en mission et accusé le parti bolchevique russe de dégénérescence.

Tito avait toujours passé pour le plus zélé des chefs de gouvernement communistes. Belgrade se trouvait à l'extrême pointe de l'obédience soviétique et fut choisie à ce titre comme siège du Kominform. Faut-il croire qu'en quelques mois les choses ont changé ?

(30 juin 1948.)

Une bonne et une mauvaise nouvelle à Prague

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES anticipées des 19 et 20 juin en République tchèque ont apporté peu de réponses aux problèmes de cette société agitée depuis un an par une crise économique, politique, et, plus généralement, par une perte de confiance dans la *« transition »* post-communiste.

Tous les espoirs, à commencer par ceux formulés par le président Vaclav Havel, de voir un *« éclaircissement et un renouveau »* de la scène politique, pour permettre, entre autres, une relance des réformes économiques et la préparation de l'intégration à l'Union européenne, semblaient placés dans le résultat des urnes. Ces élections étaient en effet perçues comme une porte de sortie à la crise déclenchée en novembre 1997 par la démission du gouvernement de l'ultra-libéral Vaclav Klaus, éclaboussé par un scandale de financement de parti et affaibli par la dévaluation de la couronne.

L'appel du président Havel en faveur d'une alternance, après six ans de gouvernement Klaus, ne s'est pas réellement concrétisé. L'opposition sociale-démocrate est arrivée en tête (32,3 % des voix) mais les trois partis de centre-droit, dont celui de M. Klaus, ont ensemble amélioré leur score de 1996, date du dernier scrutin législatif.

L'électorat a pourtant suivi M. Havel sur un point, d'importance : les républicains, l'extrême droite tchèque, ont été éliminés du Parlement. Cette formation y était entrée en 1992, du temps de la Tchécoslovaquie, et symbolisait depuis, par ses déclarations racistes, tout ce qui se dégradait dans l'image de la démocratie tchèque. Elle détenait 18 sièges (sur 200) à l'Assemblée. Elle n'a obtenu que 3,9 % des suffrages (en dessous de la barre des 5 % nécessaires pour être représenté).

La xénophobie des républicains, leur attitude haineuse contre les Tsiganes, leurs attaques contre les Allemands (dossier des Sudètes), empoisonnaient assurément l'atmosphère. Leur disparition du Parlement tchèque et les déboires judiciaires auxquels ils pourraient être affrontés – la police enquête sur des malversations financières – signalent-ils l'effritement de leur assise dans l'opinion publique ? On peut espérer que les scènes de discrimination et de violence contre les Tsiganes en Bohême-Moravie, qui ont poussé certains membres de cette communauté à fuir vers d'autres pays (Canada, Angleterre), ne se répéteront plus. Des analystes soulignent néanmoins que la plupart des partis politiques représentés au Parlement ont repris à leur compte des éléments de rhétorique d'extrême droite sur les Tsiganes et les étrangers, perçus comme *« importateurs »* de criminalité.

La mise à l'écart des républicains est le principal résultat, positif, de ces élections, salué par l'ensemble des commentateurs tchèques. L'autre, moins encourageant, est la perspective de longues et difficiles négociations pour former un gouvernement. Le chef du parti social-démocrate (CSSD), Milos Zeman, chargé par le président Havel de former le nouveau cabinet, s'attend à ce que les discussions durent *« plusieurs semaines »*. Alors que la droite tchèque est rongée par des animosités personnelles et que le centre-gauche ne dispose pas de majorité solide à l'Assemblée, la solution qui sera retenue s'annonce fragile. Le pays aurait pourtant besoin d'un mandat solide pour sortir du marasme.

RÉCESSION AU PREMIER TRIMESTRE

La République tchèque a connu une récession au premier trimestre avec un recul de 0,9 % du produit intérieur brut, pour la première fois depuis 1993, l'année de sa création après la division de la Tchécoslovaquie. La production industrielle progresse peu. Le bâtiment est en crise profonde. La consommation des ménages est en recul en raison de la diminution du pouvoir d'achat. Le déficit budgétaire se creuse. Le chômage devrait atteindre 6 % à la fin de l'année, l'inflation 12 %. Boudé par les investisseurs étrangers, le pays n'a accueilli que 33 millions de dollars (200 millions de francs) d'investissements au premier trimestre et la Bourse de Prague est, avec celle de Bratislava, la moins intéressante de la région. Pour renouer avec la croissance, les partis de droite prônent l'achèvement, au plus vite, des privatisations, en particulier celle des trois plus grosses banques du pays. Les sociaux-démocrates, eux, veulent aller plus lentement et parlent d'un rôle accru de l'Etat auprès des entreprises.

La droite, si elle est amenée à terme à former le prochain gouvernement (en cas d'échec des négociations menées par M. Zeman), devra prouver qu'elle est capable de rénover son discours concernant des domaines jusqu'à présent laissés à l'abandon. Dans l'éducation, la santé, la culture, le droit, les relations Eglises-Etat, la décentralisation, l'environnement, les transformations se font attendre. Durant ses années passées au pouvoir, Vaclav Klaus pensait s'en remettre, en la matière, à la *« main invisible du marché »*. Or, tous ces dossiers figurent au menu des négociations avec Bruxelles sur l'intégration dans l'Union européenne. En cas d'instabilité politique prolongée à Prague – où journalistes et diplomates prennent les paris sur la date des prochaines élections anticipées – les Tchèques s'exposent à de nouveaux retards, dans la course vers l'Europe, face à leurs voisins polonais et hongrois.

Martin Plichta

White-spirit (1) *par Dominique Rondot*



L'Allemagne réconciliée avec la haute technologie

Suite de la première page

Le ministre de l'environnement, Angela Merkel, a dénoncé *« le cartel du silence des ingénieurs »* qui connaissaient toute l'affaire depuis les années 80. Le gouvernement court au-devant d'une crise majeure : au début de 1999, il devra organiser un nouveau convoi de combustibles usés, la centrale de Stade en Basse-Saxe ayant épuisé ses capacités de stockage. Lorsqu'on sait que, avant le scandale, ce genre d'opération nécessitait la présence de dizaines de milliers de policiers pour faire face aux manifestants antinucléaires, on voit mal comment elle pourra être renouvelée. Mais, faute de convoi, il faudra mettre en sommeil la centrale de Stade, créant un précédent qui ne fera qu'accentuer la pression en faveur d'une sortie générale du nucléaire.

L'Allemagne oppose, plus qu'ailleurs, la « bonne » et la « mauvaise » technologie. Les transports font partie de la première, le nucléaire de la seconde. Associé en France à la paix, la sécurité nationale et l'indépendance énergétique, l'atome évoque outre-Rhin Hiroshima, la crainte d'un conflit nucléaire limité à l'Allemagne pendant la guerre froide et Tchernobyl, qui avait fait doubler en 1986 le nombre des opposants à l'énergie atomique.

Le pays qui a obtenu une soixantaine de prix Nobel scientifiques entretient avec la science des rapports de fascination-répulsion. Le poids de l'histoire est lourd : la science mise au service de l'horreur, les crimes des médecins nazis qui ont longtemps rendu impossible le développement de la génétique en Allemagne. *« L'histoire nazie a renforcé à gauche le sentiment : ne touchez pas l'homme ! »*, explique le député Vert européen Daniel Cohn-Bendit.

D'autre part, *« les Allemands ont un comportement romantique vis-à-vis de la nature et ont peur de la technique car celle-ci va contre la nature »*, analyse le député Vert Manuel Kiper. Cela explique non seulement le rejet du nucléaire et des manipulations génétiques, activités scientifiques « invisibles » aux conséquences non mesurables, mais aussi de l'industrialisation en général, dans un pays recouvert d'usines, pollué par le laisser-aller communiste dans l'ancienne RDA, dont la densité de population est 2,4 fois supérieure à celle de la France.

A ces exceptions près, l'Allemagne est en voie de réconciliation avec la haute technologie. La situation s'est considérablement améliorée dans les biotechnologies. Certes, la population, qui a la phobie de l'empoisonnement, reste fondamentalement opposée à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture. Mais elle accepte la biotechnologie en médecine curative.

Les Verts ont beaucoup évolué. Dans les années 80, ils étaient contre les fichiers informatiques ou la création de réseaux, ancêtres d'Internet, craignant de voir ressurgir Big Brother. *« Tout cela est dépassé »*, explique M. Kiper. Les écologistes luttent aujourd'hui contre les greffes exogènes, la station spatiale habitée ou le train à suspension magnétique qui doit relier Hambourg à Berlin.

Les Verts ont-ils reculé en rase campagne ? Non. Ils ont imposé dans la société une bonne part de leurs idées. Industriel n'est plus forcément synonyme de pollueur. L'Allemagne a fait de gros progrès dans la protection de l'environnement, même si elle rejette encore 75 % de dioxyde de carbone par habitant dans l'atmosphère de plus que la France – à cause de ses centrales électriques au lignite et au charbon. Avec la disparition de l'industrie lourde, progrès technique et écologie apparaissent de plus en plus compatibles, sauf lorsqu'il s'agit de bâtir de nouvelles infrastructures : construire une autoroute ou un aéroport est un véritable parcours d'obstacles en Allemagne, y compris dans l'ancienne RDA.

LE SUCCÈS DES BIOTECHNOLOGIES

Enfin, la hausse du chômage, qui a franchi la barre des 4 millions en janvier 1994, a modifié l'ordre des priorités de la population, moins soucieuse de l'écologie que dans les années 80, temps béni du plein emploi et de la protection sociale absolue. Pour pouvoir conserver son niveau de vie et son système de protection sociale élevé, et, surtout, pour combler l'écart traumatisant qui se creusait avec les Etats-Unis, l'Allemagne a compris qu'elle devait avoir ses métiers à forte valeur ajoutée et relancer l'offensive technologique.

La Bavière a ouvert le feu il y a quatre ans, investissant les produits de ses privatisations dans ses universités, la recherche et le développement. Le capital-risque, jusqu'à présent inexistant, prend son essor depuis deux ans, notamment en Bavière.

Les biotechnologies, désormais mieux acceptées et moins visibles par la population que le nucléaire, peuvent commencer à prospérer : le Parlement a assoupli en 1993 une loi de 1990 sur la génétique qui entravait la recherche nationale. Depuis, le nombre des entreprises en biotechnologies a presque décuplé, pour dépasser les quatre cent cinquante. *« En biologie, les scientifiques allemands ont longtemps fait de la science sans applications économiques. Depuis quelques années, il y a une croissance des créations d'entreprise, car de nombreux scientifiques étaient au chômage. Au regard de l'expérience américaine, ils ont vu que l'on pouvait devenir millionnaire en créant sa société »*, explique M. Kiper.

Le candidat social-démocrate (SPD) au poste de chancelier, Gerhard Schröder, chante un hymne à la croissance et à l'innovation, seuls moyens de lutter contre le chômage. Il a, même appelé dans son équipe de campagne un « Bill Gates » allemand, Jost Stollmann, devenu multimillionnaire, fondateur, en 1984, d'une des rares récentes *success stories high-tech* allemandes, l'entreprise de services informatiques Compunet.

Arnaud Leparmentier

RECTIFICATIF
ISLAM

Une coupe malencontreuse a rendu difficile la compréhension d'une citation de *Leïla Babès* dans un article consacré à une formation sur l'islam à l'Université catholique de Lille (*Le Monde* du 27 juin). La phrase complète est : *« Notre but immédiat est de fournir en peu de temps une meilleure connaissance de l'islam, à partir d'un enseignement universitaire de qualité. »*

STRATÉGIE L'absorption de la Générale de Belgique par Suez-Lyonnaise, achevée vendredi 26 juin, met un terme au chantier engagé en 1997 par la firme française : créer un groupe de services collectifs suffisamment riche pour croître rapidement. ● SES CONTOURS ont été redessinés *à coups de cessions, dont le* total dépasse 30 milliards de francs. D'autres ventes d'actifs sont programmées jusqu'en 1999. ● LES PÔLES PRIORITAIRES de Suez-Lyonnaise *sont désormais l'eau, l'électricité* et les déchets. Moins centrale dans la stratégie du groupe, la communication a récemment été confortée par de bons résultats. ● LA DERNIÈRE INCONNUE *reste l'avenir de* GTM (bâtiment, travaux publics) au sein de Suez-Lyonnaise. *La prochaine* tâche de Gérard Mestrallet, président du directoire, sera de faire de ce nouveau champion français un groupe réellement mondial.

Suez, un groupe complètement rebâti en trois ans

Depuis son arrivée à la tête du conglomérat, Gérard Mestrallet a vendu la banque pour investir dans les services industriels. Il veut profiter de la fin des monopoles publics dans l'eau, l'électricité et les déchets pour construire un leader mondial

L'ISSUE ne faisait pas de doute. Dix ans après être arrivé comme « chevalier blanc » au secours de la Générale de Belgique attaquée par Carlo De Benedetti, Suez-Lyonnaise des eaux a finalement absorbé complètement le grand conglomérat belge. Pour acquérir les 36,5 % des actions non détenues par le groupe français et réparties en Bourse, une offre publique d'échange a été lancée. Close vendredi 26 juin, l'opération, selon des sources bancaires, aurait été couronnée de succès. Suez détiendrait plus de 90 % des titres, conformément à son objectif, et pourra atteindre les 100 %.

Avec cette opération se clôt le premier chapitre de la constitution de l'ensemble né de la fusion de Suez et de la Lyonnaise des eaux en avril 1997. Le nouveau groupe a redéfinit ses contours autour de ses métiers principaux : l'eau, l'électricité, les déchets. Pour s'y concentrer, Suez-Lyonnaise a cédé plus de 30 milliards d'actifs financiers et immobiliers, la Générale de Banque a été fondue avec le groupe d'assurance néerlando-belge Fortis, la Générale de Belgique a été absorbée. D'autres opérations sont programmées, comme le désengagement de Sofinco (crédit à la consommation) en 1999, la baisse de la participation dans Fortis de 25 % à 20 % dès cette année, la vente des titres détenus dans AXA, la sortie définitive de l'immobilier. Ces nouvelles cessions dépasseraient 15 milliards de francs, auxquelles viendrait s'ajouter la vente prévisible des actions Arbed, Union minière ou Recticel.

Deux interrogations subsistent concernant la communication et le BTP. La communication ne fait pas partie du cœur stratégique mais le groupe va y demeurer et y investir : il mettra en particulier 2 milliards de francs dans l'adaptation de ses réseaux de télévision par câble de façon à pouvoir offrir du téléphone conformément à l'autorisation donnée la semaine passée par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART).

ACTIONNAIRE DE M 6

Dans l'audiovisuel, le groupe est également actionnaire de la chaîne hertzienne M 6 et du bouquet satellitaire TPS, concurrent de Canal Satellite. Le président du directoire, Gérard Mestrallet, a voulu écarter les interrogations sur la pérennité de cette activité, sur Radio Classique, samedi 27 juin, en déclarant : « *Je pense personnellement qu'il y a de la place pour deux bouquets en France.* » Le nombre des abonnés de TPS s'élève à 450 000, soit 200 000 de plus que l'objectif initialement fixé pour le milieu de 1998.

La seconde interrogation concerne GTM. Classé dans les métiers dits « d'appui » de Suez-Lyonnaise, le pôle « bâtiment et travaux publics » (BTP) a été peu rentable pendant des années. GTM a abandonné une grande partie de son activité construction pour des métiers plus profitables (installation électrique, offshore, grands ouvrages d'art). Il est en voie de redressement, mais a-t-il vocation à rester dans le groupe ? Avant de trancher, les dirigeants de Suez-Lyonnaise ont décidé d'attendre les résultats de GTM en 1998.

Suez-Lyonnaise, ayant perdu ses allures de gros conglomérat doté d'énormes ressources, doit maintenant entamer sa reconstruction. « *La partie la plus difficile commence* », reconnaît Jérôme Monod, président du conseil de surveillance. En 2002, le groupe veut figurer parmi les leaders mondiaux dans les services collectifs et doubler son résultat net opérationnel par action.

EFFERVESCENCE

« *Nous sommes prêts à nous développer dans tous nos métiers centraux, sans exclusive. Toutes les régions nous intéressent, l'Asie, les Etats-Unis, l'Amérique latine, l'Europe. Tout dépendra des occasions qui s'y présenteront* », dit Gérard Mestrallet. Après avoir investi 30 milliards de francs en 1997, le groupe a déjà dépensé 20 milliards depuis le début de l'année, dont la moitié en croissance externe. « *Le rythme d'investissement va s'accroître encore* », assure M. Mestrallet.

Sa chance est d'arriver au moment où ses marchés, jusqu'alors très cloisonnés par métiers et par pays, sont en pleine transformation. Dans les pays industrialisés, les monopoles publics de l'eau et de l'électricité volent en éclats sous les coups de boutoir de la déréglementation et des privatisations.

Des métiers apparaissent, comme celui de courtier en énergie, tandis qu'émergent de nouveaux besoins dans les pays en voie de développement.

Suez-Lyonnaise veut tirer parti de cette effervescence. L'an dernier, Tractebel, sa très performante filiale belge présente dans le gaz et l'électricité, a profité des changements dans le secteur de l'énergie pour multiplier ses implantations aux Etats-Unis, en Thaïlande, au Pérou. Sa base installée à l'étranger (14319 Megawatts) équivaut à celle des installations en Belgique. Le groupe belge parait prêt à aller partout où il peut gagner de l'argent, y compris en France. « *Si les conditions économiques le permettent, nous sommes prêts à considérer le marché français comme les autres marchés mondiaux, c'est-à-dire ouvert à la concurrence* », affirme M. Mestrallet. Il précise qu'Elyo, filiale française du groupe, sera l'autre instrument du groupe pour la conquête du marché français de l'énergie.

Dans le secteur de l'eau, le groupe se classe au premier rang mondial avec 72 millions de personnes desservies en eau potable, dont 24 millions de contrats gagnés l'an dernier. Dans le traitement des déchets, sa filiale Sita a repris les activités hors Etats-Unis de BFI, le numéro deux américain, ce qui lui a permis de doubler de taille.

PRESSER LE PAS

Mais la concurrence étrangère s'avive face aux deux leaders français que sont Vivendi (ex-Générale des eaux) et Lyonnaise. Les britanniques Thames Water ou Scottish Power répondent à tous les grands appels d'offres internationaux, le gazier américain Enron regarde vers les métiers de l'électricité et vers les services collectifs. Après avoir pris pied en Espagne, il étudie une prise de participation dans la Saur, filiale de services collectifs du groupe Bouygues. Les Allemands comme RWE et Veba semblent avoir aussi des ambitions même s'ils tardent à concrétiser leur stratégie dans ces secteurs.

Face à ces nouveaux concurrents, Suez-Lyonnaise est décidé à presser le pas. Fort d'une recherche, d'un savoir-faire et de technique acquis en gérant de grandes concessions à travers le monde, Suez-Lyonnaise veut accentuer son avance dans les mois qui viennent. Sa première difficulté va être de ne pas dépenser inconsidérément les milliards dont il dispose pour faire de la croissance à tout prix. La seconde sera de bâtir un groupe mondial, avec des cadres dirigeants issus de tous les pays. Pour l'instant, le groupe est encore trop marqué par une culture franco-française.

Martine Orange

Métiers centraux et métiers d'appui

Suez-Lyonnaise a affiché en 1997 un bénéfice de 4 milliards de francs pour 190 milliards de chiffres d'affaires. Il s'est fixé *quatre axes de développement.*

● **L'énergie.** Numéro deux européen dans l'électricité, figurant parmi les premiers distributeurs de gaz, le groupe a réalisé, l'an dernier, au travers de sa filiale belge Tractebel et sa filiale française Elyo, 64 milliards de francs de chiffre d'affaires (34 % du total) et 874 millions de résultat dans le secteur. A la suite de l'OPE sur la SGB, Tractebel contribuera à hauteur de la moitié aux bénéfices du groupe, contre un tiers en 1997.

● **L'eau.** Premier distributeur d'eau potable dans le monde avec 72 millions de personnes desservies, le groupe y réalise un *chiffre d'affaires de 30 milliards de* francs et 1,4 milliard de bénéfices. L'activité internationale totalise désormais près des trois quarts des profits.

● **Les déchets.** Numéro un européen depuis le rachat d'une partie des activités de BFI, la filiale propreté du groupe, Sita, va passer de 11 à 17 milliards de francs de chiffre d'affaires. L'ensemble de l'activité a réalisé 318 millions de bénéfices l'an dernier.

● **Communication.** Limitée à l'Europe, cette activité, au travers de M 6, TPS, Lyonnaise Câble, a réalisé 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires. Elle était en perte l'an dernier de 53 millions, à la suite des frais de lancement de TPS et du développement du câble.

● **Les métiers d'appui.** La construction avec le groupe GTM (45 milliards de chiffre d'affaires et 212 millions de contribution au résultat du groupe) ; les activités financières et industrielles (Fortis-Générale de banque, Sofinco, La Hénin, Crédisuez, Suez Industrie, Union minière, Recticel et Arbed). Elle ont apporté une contribution de 830 millions de francs aux bénéfices.

La Corée du Sud met cinq banques en liquidation

ALORS QUE le Japon tarde toujours à prendre des mesures énergiques pour assainir son système bancaire, la Corée du Sud semble, pour sa part, décidée à agir. Le gouvernement coréen a annoncé, lundi 29 juin, la fermeture de cinq banques que la crise économique et financière dans le pays avait placées en très grande difficulté.

La chute du won, qui a perdu la moitié de sa valeur face au billet vert en un an, a eu pour conséquence d'alourdir considérablement la charge de la dette libellée en dollars des établissements financiers sud-coréens ; le plongeon de la Bourse de Séoul, de son côté, a fortement diminué la valeur des portefeuilles boursiers détenus par les institutions bancaires ; la récession économique, enfin – le produit intérieur brut (PIB) sud-coréen pourrait reculer d'environ 5 % cette année après avoir connu des taux de croissance de près de 10 % depuis plusieurs années –, en entraînant la fermeture de nombreuses entreprises, se traduit pour les banques par un gonflement du stock de leurs créances non récupérables.

GARANTIE GOUVERNEMENTALE

« *Nous prenons aujourd'hui des mesures concernant cinq banques en situation difficile qui ont été considérées comme non viables en raison de sérieux problèmes de gestion* », a déclaré lundi Lee Hun-Jae, responsable de la Commission de supervision financière (FSC). Il a indiqué que ces cinq établissements allaient être absorbés par des banques en meilleure santé : Daedong sera reprise par Kookmin Bank, Dongnam par Housing & Commercial Bank, Donghwa par Shinhan Bank, Chungchong Hana et Kyungki par Koram Bank. De façon plus précise, seuls les actifs de bonne qualité seront repris, les mauvaises créances (évaluées à 75 milliards de francs) étant pour leur part transférées au fonds public Korean Asset Management.

M. Lee a mis en garde les épargnants contre tout mouvement de panique et a souligné que le gouvernement garantirait les dépôts (plus de 100 milliards de francs).

La décision gouvernementale, qui s'inscrit dans le cadre de l'accord signé avec le Fonds monétaire international (FMI) prévoyant un prêt de 57 milliards de dollars, a provoqué la colère des employés des cinq établissements concernés – le siège de la Donghwa a été occupé – et celle des syndicats des banques sud-coréennes. Un de leurs représentants a appelé, lundi, à une grève générale illimitée à partir du 15 juillet dans toutes les banques du pays.

P.-A. D.

Generali poursuivra une stratégie offensive de croissance externe

ANTOINE BERNHEIM était complètement « *serein* » quelques minutes avant le début de l'assemblée générale de Generali, samedi 27 juin, qui devait renouveler son mandat de président. Les faits lui ont donné raison, cinq heures plus tard, dans la tradition italienne des assemblées générales à rallonge. Le conseil d'administration l'a renouvelé pour trois ans et a nommé deux nouveaux administrateurs.

Les prochaines années promettent d'être encore offensives, si l'on en croit le discours de M. Bernheim, tantôt en français, tantôt en italien teinté d'un fort accent français. La politique de croissance externe du groupe est loin d'être terminée. La présence de l'assureur transalpin est jugée par son président « *totalement insuffisante en Grande-Bretagne* ». De même qu'en assurance-dommages en France, où « *il faudra la développer d'une manière ou d'une autre* », ou en Italie, où il est pourtant leader du marché. Le groupe souhaite élargir son assise en Amérique du Sud, notamment en Argentine au Mexique ou au Venezuela. Parallèlement, le « lion de Trieste » reste seul en lice pour l'acquisition de la Banca della Svizzera Italiana (BSI), filiale de la Société de Banque suisse (SBS), spécialisée dans la gestion d'actifs, qui gère 40 000 milliards de lires (134 milliards de francs) d'actifs. L'assureur italien bénéficie d'une négociation exclusive, tandis que neuf banques étaient en compétition au départ. « *Nous espérons que l'accord sera conclu dans des délais relativement brefs* », a souligné Gianfranco Gutty, vice-président administrateur délégué de Generali.

SURENCHÈRE

L'assureur italien restera dans les annales de la finance européenne pour l'année 1997. Il a créé l'événement en lançant, le 13 octobre dernier, à la surprise générale, une OPA (offre publique d'achat) sur les AGF, savamment orchestrée par M. Bernheim, également associé-gérant de la banque d'affaires Lazard. Ce qui a été appelé en Italie « *la bataille de France* » s'est plutôt bien terminé pour Generali. Au terme d'une lutte qui a vu l'allemand Allianz surenchérir à l'OPA de l'italien, les AGF sont passées sous pavillon allemand, Generali récupérant AMB, troisième assureur outre-Rhin, et les filiales du français Athéna, GPA et Proxima. Il devient ainsi le troisième assureur européen, derrière Allianz et Axa-UAP, mais devant Zurich-BAT. L'année 1997 a vu également le rachat de la compagnie israélienne Migdal (8 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Mais l'autre question majeure de l'assemblée générale de samedi tenait aux rumeurs de ces dernières semaines, qui laissaient entendre que M. Bernheim, premier président non italien de Generali depuis 1995, pouvait être remercié. Ce qui tenait en haleine toute la presse italienne et son secteur financier n'a finalement été qu'une tempête dans un verre d'eau. Un éventuel désaccord entre les deux principaux actionnaires de Generali, la banque d'affaires Mediobanca (5,87 % du capital) et Lazard, qui détient, via Euralux, 4,76 % du capital de Generali, a été complètement démenti par M. Bernheim, âgé de soixante-treize ans. « *Il n'y a jamais eu le moindre désaccord entre Mediobanca et Lazard concernant la stratégie du groupe Generali* », a-t-il précisé. Certes, il y a eu des discussions au moment de l'OPA sur les AGF, mais « *sur le fond, l'accord a été complet et total* ».

Sur le reste, « *j'ai lu qu'il était question de fractures, de guerre, je ne l'ai jamais senti. Je suis resté vice-président de Mediobanca* », a poursuivi M. Bernheim, avec sa verve habituelle. En ajoutant que, « *à titre personnel, Enrico Cuccia* (président nonagénaire de la banque) *est un ami depuis 35 ans (...) Il n'y a jamais eu la moindre ombre dans nos rapports* ». Les éclaircissements sur les rapports entre la puissante banque d'affaires italienne et l'assureur transalpin ont été donnés, ce que les actionnaires attendaient. « *Je suis le plus vieux administrateur de la compagnie* », a-t-il rappelé. Mais qu'en est-il réellement ?

L'affrontement en public n'est guère dans la trandition des relations d'affaires en Italie. La banque milanaise, qui souffre aujourd'hui d'une image moins prestigieuse, en raison de ses échecs successifs (*Le Monde* du 5 juin), n'était pas dans une poisition confortable pour faire entendre sa voix, d'autant plus que le bilan de la présidence de M. Bernheim est pour le moins satisfaisant.

RÉPONSES CLAIRES

Les liens entre Lazard et Mediobanca, qui ont des participations croisées, n'en ont pas moins été distendus ces derniers mois. Gerardo Bragiotti, proche de M. Cuccia, a été « démissionné » par la banque milanaise en décembre dernier. Il a peu après été recruté par Lazard, ce qui a fortement déplu à Mediobanca. De plus, cette dernière a soutenu le rapprochement entre les deux banques transalpines Banca Commerciale Italiana (Comit) – dans laquelle Generali détient 5 % – et Banca di Roma, projet qui a achoppé il y a quelques semaines.

Bien que M. Bernheim ait rappelé que « *la position de Generali a consisté à simplement observer, n'ayant jamais d'attitude systématique* », il était, sans le montrer ouvertement, opposé à cette fusion, aux côtés de Paribas, autre actionnaire de la Comit. A ceux qui s'interrogeaient sur la stratégie de Generali et qui pouvaient souhaiter son départ, M. Bernheim s'est efforcé d'apporter des réponses claires.

Pascale Santi

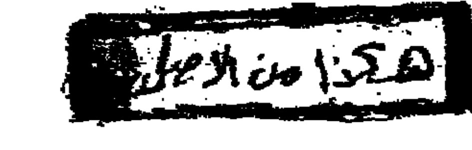
Le troisième assureur européen

Le groupe Generali est le premier assureur italien (15,7 % de part de marché), le 7e français (4 % de part de marché avec 35 milliards de chiffre d'affaires), et le 3e allemand (7,5 % de part de marché).

● **Chiffre d'affaires :**
138,8 milliards de francs en 1997, 204,5 milliards en 1998 en ajoutant AMB (60 milliards), GPA et Proxima.

● ***Bénéfice net consolidé :***
3,5 milliards de francs en 1997, en hausse de 29,7 %. Bénéfice net prévu à environ 4,25 milliards en 1998. Objectif de retour sur fonds propres de 10 % en 1998 (10,1 % en 1997).

● **Actifs gérés :** 510 milliards de francs en 1997, 852 milliards de francs en 1998.



Les bonbons Ment

TROIS QUESTIONS A...
ERNST ULRICH VON WEIZSACKER

La poste néerland
pour financer son

Plusieurs statuts en Europe

Les bonbons Mentos se veulent bons aussi pour l'environnement

Le fabricant néerlandais de confiseries Van Melle est un pionnier de la production « verte », ce qu'il est loin de considérer comme une mode puisqu'il est aussi un adepte du « développement durable »

Les ressources naturelles *manqueront si l'industrie n'adapte pas ses processus de production. Certaines entreprises commencent à prendre conscience qu'il leur faut créer un système économique viable pour les générations futures, intégrant des considérations environnementales en amont, dès la création de nouveaux produits. Ce « développement durable »* passe aussi par l'emploi de méthodes de production plus économes en ressources naturelles. Le groupe néerlandais Van Melle, qui réalise un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs dans la confiserie (bonbons Mentos et Fruit Tella), a recours à des éoliennes et plante des arbres – *comme* par exemple sur son site de Breda aux Pays-Bas – pour réduire les émanations de gaz à effet de serre. Des financiers commencent à créer des fonds pour investir dans de telles *initiatives.*

AU BEAU MILIEU de la plaine, à Tarczyn, en Pologne se dresse, impérial, un surprenant étui de bonbon Mentos de 50 mètres de haut... C'est le pilier décoré d'une éolienne qui alimente une usine du groupe néerlandais de confiserie Van Melle : installée depuis 1996, elle produit 70 % des besoins en électricité du site.

> Réduction de la consommation d'eau et de gaz, diminution des déchets solides : une liste précise d'actions est dressée. Après quatre ans, les résultats sont concluants

L'entreprise, connue internationalement par ses marques Mentos et Fruit Tella, n'en est pas à son premier engagement écologique : la toiture de son site de production à Breda, aux Pays-Bas, est couverte de 2 500 mètres carrés de capteurs solaires qui chauffent l'eau utilisée pour la production. Autre originalité de taille : les bâtiments de Breda sont entourés d'environ 500 arbres qui absorbent, par photosynthèse, plus du tiers des émanations de CO_2, un des gaz à effet de serre dégagé par l'activité industrielle de l'usine.

Derrière ces actions atypiques, un homme, Izaak Van Melle, PDG de l'entreprise fondée en 1900 par son grand-père. Ce grand Néerlandais de cinquante-sept ans est pourtant loin de l'image classique de l'« écolo ». Depuis qu'il a pris les rênes en 1975, il s'est fait l'artisan de la croissance du groupe. Pour désenclaver sa société d'un marché domestique limité, il a développé ses marques en Asie, aux Etats-Unis et scellé des accords de distribution internationaux, comme en Espagne avec Chuppa Chups. L'entreprise ne réalise plus que 12 % de son chiffre d'affaires sur son marché historique aux Pays-Bas. Sur les dix dernières années, son chiffre d'affaires a crû en moyenne de 10 % par an, pour atteindre 2,7 milliards de francs en 1997.

Mais Izaak Van Melle cherche à concilier affaires et convictions écologiques. *« L'économie n'a pas d'avenir si, pour produire, nous diminuons les ressources disponibles sur la planète. Les experts confirment que l'eau sera limitée. En polluant trop l'air, nous réduisons le rendement agricole. Si rien ne se fait, le problème écologique deviendra un vrai problème économique »*, explique-t-il.

Pour mettre en pratique sa foi, le PDG se fixe comme but d'atteindre, d'ici à 2005, *« un "développement durable" : faire que notre activité n'ait plus d'effet néfaste sur l'environnement, ou que ces effets restent dans des limites supportables ».*

Par cet engagement, l'entreprise rejoint les sociétés – en nombre encore très limité – qui, pour créer un système économique viable pour les générations futures, intègrent des considérations environnementales en amont, dès la création de nouveaux produits ou dans l'élaboration de nouvelles méthodes de production (*Le Monde* du 29 mai).

Van Melle a procédé par étapes. *« Nous avons démarré sur un site de production test, notre usine de Breda*, explique Izaac Van Melle. *Un audit environnemental nous a permis de découvrir quels étaient nos problèmes. »* Réduction de la consommation d'eau et de gaz, diminution des déchets solides : une liste précise d'actions est dressée. Après quatre ans d'expérimentation *in situ*, les résultats sont concluants. En adaptant les outils de production et augmentant les contrôles, *« nous utilisons pratiquement deux fois moins d'eau pour produire la même quantité ».* Les énergies solaire et éolienne permettent de réduire de moitié la consommation de gaz par tonne produite. Même succès pour les déchets solides rejetés par l'usine. Ils ont très fortement diminué et les deux tiers sont maintenant recyclés.

« Tout cela a un coût. L'énergie éolienne coûte environ 15 % plus cher que l'électricité classique. Par contre, notre facture pour le ramassage des déchets s'est fortement allégée. » Après cette période de test grandeur nature, l'entreprise programme maintenant de généraliser ces pratiques sur ses huit autres sites de production dans le monde, aussi bien en Indonésie qu'au Brésil ou en Chine. La famille fondatrice ne possède plus que 10 % du capital. L'entreprise, cotée en Bourse, doit faire face à un actionnariat classique, aux fortes attentes de rentabilité à court terme. *« Nos actionnaires sont d'accord avec notre politique, tant que la rentabilité ne baisse pas*, note avec humour M. Van Melle. *Pour les faire adhérer au projet, nous avons seulement communiqué fortement, principalement dans le rapport annuel. Nous en avons fait fuir certains, mais attiré d'autres. »* Le cours de l'action de l'entreprise a doublé depuis quatre ans. *« Il nous est impossible de quantifier financièrement les bénéfices pour l'entreprise »*, remarque M. Van Melle. En interne, la direction remarque cependant une réelle adhésion des employés au projet. *« Nous recrutons facilement*, ajoute-t-il, *car nous avons une bonne image. »*

L'entreprise Van Melle a certainement pris une forte avance dans la mise en pratique du développement durable (*sustainability*, en anglais). Encore isolé, même dans son pays, cet exemple vient d'être salué par le gouvernement et la famille royale qui ont visité les usines. *« C'est une belle histoire »*, a ironisé un industriel hollandais venu écouter le témoignage de l'entreprise de confiserie. *« Dans leurs perspectives étriquées de ce qui leur paraît urgent*, répond M. Van Melle, *les entreprises ne se posent pas les bonnes questions. »* Dans un pays pourtant montré en exemple par les mesures gouvernementales prises pour l'environnement, Izaak Van Melle fait encore figure de pionnier.

L. Be.

Un fonds de placement à principes

Depuis son introduction en Bourse en mai 1997, le Sustainable Performance Group (SPG), à Zurich en Suisse, gère un fonds de placement qui investit de façon ciblée : *« Nous recherchons des sociétés qui présentent trois types de priorité : rentabilité financière, politique environnementale et qualité sociale. Des entreprises qui œuvrent pour un développement durable du système économique »*, précise Reto Ringger, directeur de SPG. Le fonds, qui atteint 600 millions de francs suisses (2,4 milliards de francs) et provient principalement *« de fonds de pension et de compagnies d'assurances suisses et allemandes »*, est en pleine expansion. Il a investi dans Swiss Re, Sun Microsystems, Henkel ou Helwett-Packard. En 1997, sa performance a été supérieure de 15 % à la moyenne du marché.

Au sein du secteur automobile, SPG a élu Volkswagen, Toyota et Daimler-Benz, qui travaillent sur l'amélioration du poids des voitures, les modèles électriques et les nouveaux moteurs hybrides batterie-essence.

TROIS QUESTIONS À...

ERNST ULRICH VON WEIZSÄCKER

1 En tant que président de l'institut Wuppertal, organisme allemand qui travaille sur les relations entre écologie et économie, que pensez-vous de l'attitude de Van Melle ?

J'ai un très grand respect pour ce qu'accomplit cette entreprise. Toutes les industries ont un rôle à tenir. Les défis sont de taille : la planète perd chaque jour au moins vingt espèces végétales ou animales. Il faut réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO_2) pour contrôler les risques d'un changement de climat.

L'utilisation que l'on fait également de l'eau ne peut pas durablement continuer. Entre 1900 et 1995, la population mondiale a triplé alors que la consommation d'eau a été multipliée par six. Les ressources naturelles risquent de manquer.

2 Est-ce réaliste de demander à une entreprise d'avoir une attitude « verte » tout en étant *compétitive* ?

Bien sûr. Pour les entreprises, la grande tendance du futur est qu'elles vont devoir produire autant en utilisant moins de ressources. La plupart des nouveaux procédés pour atteindre ces objectifs sont déjà rentables. D'ailleurs, les portefeuilles d'actions « écologiques », qui garantissent que leurs placements se font dans des entreprises qui ont une approche « environnementale », se développent.

De nombreuses banques s'y intéressent, particulièrement en Suisse. Les performances financières de ces placements dépassent la moyenne du marché.

3 Les ministres de l'environnement de l'Union européenne sont parvenus le 17 juin à un accord destiné à remplir les engagements européens pris à Kyoto en décembre dernier. Qu'en pensez-vous ?

L'Europe a joué un rôle très constructif dans l'élaboration du protocole à Kyoto. Son but est de stabiliser les émanations de gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone (CO_2) : chaque pays développé doit s'engager. Le problème est que les Etats-Unis et la Russie peuvent bloquer entièrement le processus s'ils ne ratifient pas le protocole. En cela, une attitude favorable du secteur privé, comme celle de Van Melle, peut contribuer à convaincre les pays hésitants de se joindre à cet effort commun pour préserver le climat de la planète.

Propos recueillis par Laure Belot

La poste néerlandaise entre en Bourse pour financer son expansion mondiale

AMSTERDAM
de notre correspondant

Rude journée pour le patron de la poste néerlandaise. Lundi matin, Ad Scheepbouwer, le président de TNT Post Group (TPG), lançait à Amsterdam la première cotation de la première société postale au monde à faire son entrée en Bourse. Le soir, il était à New York pour clôturer le marché. Car TPG a vu les choses en grand. Outre l'AEX d'Amsterdam – où le titre, bien accueilli, ouvrait à *49,5 florins (148,5 francs)* – et Wall Street, la firme est cotée à Londres et à Francfort.

Le vendredi précédant cette première mondiale, les actionnaires de KPN, les PTT néerlandaises, avaient donné leur feu vert à la scission de la société en deux groupes distincts. Tout comme pour la nouvelle KPN Telecom, l'Etat sera actionnaire minoritaire de TPG, avec 44 % des parts.

La naissance de TPG était en fait *inéluctable depuis l'achat*, pour près de 2,7 milliards de florins (8 milliards de francs), de l'australien TNT. En octobre 1996, les PTT néerlandaises devenaient donc le quatrième groupe mondial de logistique et de messagerie express. Le chiffre d'affaires de la branche postale représentait alors la moitié du total, et un tiers du résultat d'exploitation. Rentable, réalisant 60 % de ses résultats à l'étranger, la combinaison poste/TNT pouvait tenter toute seule l'aventure boursière.

PEU ENDETTÉ

Aujourd'hui, TPG affiche 15,3 milliards de florins de chiffre d'affaires et 1,32 milliard de résultat d'exploitation. Le groupe emploie plus de 100 000 salariés dans plus de 200 pays. Très peu endetté, à peine 11 % des fonds propres, il est armé pour procéder à des acquisitions. Le PDG de TPG souhaite mettre l'accent sur la messagerie express et la logistique, deux secteurs dont les potentiels de croissance sont supérieurs à 10 %, estime-t-on au siège de La Haye. Début 1998, Ad Scheepbouwer déclarait : *« Je serais étonné si nous ne finissions l'année sans un rachat d'envergure. »* TPG veut se développer au sud de l'Europe, en France et en Scandinavie.

Dans l'Hexagone, TPG cherche à se rapprocher de la filiale de La Poste, Chronopost.

Alain Franco

Plusieurs statuts en Europe

Dans l'Union européenne, seule la poste néerlandaise est une société privée. Dans six pays, les postes sont des organismes de droit public. C'est le cas en France, au Royaume-Uni, en Belgique, en Espagne, au Danemark, au Luxembourg.

Dans huit autres pays, les postes sont des sociétés de droit privé mais à capitaux d'Etat. C'est le cas en Irlande, en Grèce, au Portugal, en Suède, en Finlande, en Autriche, en Allemagne et en Italie. Mais, en Allemagne, l'ouverture du capital au secteur privé et l'entrée en Bourse sont prévues pour l'an 2000. Le résultat des élections générales à l'automne 1998 sera sans doute déterminant sur ce point. En Italie, la poste a été transformée en société anonyme cette année. En avril, le quotidien *Il Tempo* avait même affirmé que le gouvernement envisageait la privatisation de cet organisme, connu pour son mauvais fonctionnement.

PSA commence à unifier sa politique sociale par l'intéressement

LA DIRECTION de PSA Peugeot Citroën a signé, vendredi 26 juin, avec six syndicats (CFDT, CGC, CFTC, FO, CAT, CSL) un accord d'intéressement concernant les 93 500 personnes du groupe dans son entier qui symbolise la nouvelle politique sociale unifiée qu'entend mener Jean-Martin Folz, président du directoire. Jusqu'à présent, Peugeot et Citroën menaient des politiques sociales séparées, avec chacune un accord d'intéressement. Deuxième changement : l'assiette de calcul a été modifiée afin de rendre l'intéressement plus attractif. Les critères précédents n'avaient pas permis à Citroën de verser de prime d'intéressement depuis 1989. Chez Peugeot, la dernière remonte à 1991. Désormais, le seuil de déclenchement est une marge opérationnelle brute du groupe dépassant 1 milliard de francs. Dans ce cas, 3 % de la marge opérationnelle des sociétés entrant dans le périmètre de l'accord seront répartis pour 1998, 1999 et 2000. Pour 1999 et 2000, 0,5 % supplémentaire pourra être réparti en fonction de l'évolution d'objectifs sectoriels de progrès (qualité, délais, sécurité, démarches participatives...) signés par chaque établissement.

M. Folz a fixé comme objectif que la marge opérationnelle atteigne 5 milliards de francs. Si cet objectif est atteint, l'intéressement, dont la répartition est proportionnelle au salaire, représenterait entre 1 160 et 1 617 francs.

Dans la même stratégie d'unification de la politique sociale, direction et syndicats de Citroën renégocient le statut, celui-ci devant se confondre à terme avec celui de Peugeot.

Frédéric Lemaître

La publicité française manque d'inspiration

Trop sages, les campagnes françaises n'ont guère brillé au Festival international de la publicité. Elles lassent à force de vouloir rassurer les annonceurs. Mais la nécessité de créer des campagnes européennes ou mondiales devrait les obliger à évoluer

CANNES
de notre envoyée spéciale

Les publicitaires français seraient-ils moins doués que leurs homologues anglo-saxons ou sud-américains ? Probablement pas. Reste que la contre-performance des campagnes tricolores au 45e Festival international de la publicité, du 21 au 27 juin à Cannes (Var), la plus importante manifestation du genre, qui a accueilli quelques 7 000 participants – un record –, laisse perplexe. Quarante-trois directeurs de création représentant une trentaine de pays s'y sont réunis à huis clos pour juger les meilleures créations 1997 dans la presse, en affichage et à la télévision, sur les cinq continents.

Quelques 12 000 campagnes de presse, affichage et télévision venues d'une soixantaine de pays ont été présentées – 4926 spots et 7 097 annonces. Le jury, présidé par le Français Jean-Marie Dru, directeur international de BDDP/TBWA, en a récompensé environ deux cents. Les créations américaines, traditionnellement très nombreuses (685 annonces et un peu plus de 1 000 films), ont remporté une cinquantaine de Lions, sorte d'Oscars de la pub. Les Britanniques en ont raflé autant.

La publicité brésilienne, dont les performances avaient déjà surpris le jury l'an dernier, a été encore plus primée cette année et est apparue comme la nouvelle référence latine. L'agence DM9-DDB Publicidade de Sao Paulo a d'ailleurs été consacrée agence la plus créative de l'année. Alors qu'ils faisaient figure d'Eldorado l'an dernier, les pays asiatiques sont absents du palmarès, à l'exception de Singapour et de la Corée.

La France, quant à elle, a presque fait chou blanc en ne décrochant que sept prix : un Lion pour une affiche Kookaï et un film France Télécom (BBDO Paris), et cinq Lions pour les films Axe (Ammirati Puris Lintas), 406 Peugeot (Euro RSCG BETC), Volkswagen Sharan et Fnac (DDB France), pour 500 créations présentées. *Une déconfiture « à la française »* qui ne relève plus de l'accident de parcours.

Censées être fraîches et directes afin d'être vues, les campagnes hexagonales se cantonnent aux scénarios complexes. *« Nous fabriquons de jolies images, éventuellement sexy, sur lesquelles on bavarde : une voix off est omniprésente pour expliquer ce que l'on voit déjà à l'écran. C'est tout sauf direct et malin »*, reconnaît Bruno Lacoste, directeur de création à l'agence BL/LB. *Loin* d'être l'apanage des spots télévisés, la surcharge, les hésitations, le manque de simplicité se remarquent aussi en presse et affichage : *« Les idées ne sautent pas au visage comme elles le devraient*, analyse Bernard Bureau, juré français du Festival et directeur de création d'Ogilvy & Mather France. *Les annonces sont souvent encombrées de tas de détails inutiles, de logos trop grands, de textes trop longs. »* Et Serge Fichard, de l'agence BBDO Paris, d'ironiser : *« Si la nature a horreur du vide, les annonceurs aussi ! »*

A contrario, les annonces sud-américaines (brésilienne, argentines *ou porto-ricaines) donnent une le*çon de simplicité visuelle. Pour vendre le Tylenol, un médicament contre la migraine, l'agence Grikgo Saatchi & Saatchi (Montevideo) choisit un portrait de Fidel Castro et lui épingle une photo de Jean-Paul II sur le front, puis répète l'exercice sur une autre annonce avec Bill Clinton qui se retrouve affublé d'une Monica Lewinsky plantée sur le crâne. Aucun texte ne se surajoute au clin d'oeil fait à l'actualité.

CONSENSUEL ET ENNUYEUX

L'agence Young & Rubicam de Sao Paulo, elle, vante la mayonnaise allégée Hellmann's en montrant une *étiquette* tombant en plis au bas de la bouteille, évoquant la silhouette d'une femme dont les vêtements tombent parce qu'elle a trop maigri. La marque, discrète, est surmontée du slogan *« 100 % de goût, 50 % de calories »*.

La majorité des publicitaires se disent pourtant convaincus que la publicité ne doit plus se limiter à expliquer les avantages du produit puisque, souvent, les consommateurs les connaissent déjà. Pour autant, *« nous n'oserions pas montrer certains succès brésiliens à nos clients ; on les aurait jugés simplistes »*, affirme Jean-Marie Dru. Il y a aussi la frilosité des annonceurs. *« Les idées nouvelles font forcément peur*, explique Serge Fichard. *Or, les annonceurs français, contraints par un retour sur investissement, refusent de prendre des risques. »*

Ils multiplient donc les tests, comme autant de garanties d'acceptabilité : le *story-board* est soumis à des consommateurs (qui ne peuvent pourtant imaginer le résultat final à partir de seules esquisses), avant d'être réalisé puis re-testé. Les dernières aspérités sont ensuite gommées au montage et, au final, le message est consensuel, lisse et ennuyeux.

Toutefois, ce schéma devrait évoluer. *« Comme 50 % des campagnes sont désormais européennes, voire mondiales, on va être obligé de concevoir de plus en plus d'images directes et qui parlent d'elles-mêmes. Ne serait-ce que pour éviter d'avoir à les traduire en plusieurs langues »*, prévoit Pascal Grégoire, directeur de création d'Euro RSCG GBHR, qui commencera par afficher dans les couloirs de son agence les petits bijoux brésiliens. Histoire de donner le « la » à ses troupes.

Florence Amalou

Les jeans Diesel, annonceur de l'année

« FRANCHEMENT, qui remarque dans la rue la différence entre un jean à 300 francs et un jean à 600 ? Personne, affirme Maurizio Marchiori, le directeur de la publicité de la firme Diesel. *Mais le jean Diesel à 600 francs sera quand même acheté. Pour ce qu'il y a autour. »* Et « ce qu'il y a autour », ce sont les valeurs affectives, l'univers imaginaire que la publicité associe à la marque. C'est en tout cas à partir de ce postulat que Renzo Russo, patron de l'entreprise de prêt-à-porter Diesel, a conçu ses campagnes publicitaires depuis neuf ans.

*Avec succès. Il a remporté le Grand Prix de l'annon*ceur de l'année, samedi 27 juin, à l'occasion du Festival international de la publicité de Cannes. Un couronnement qui met cette petite entreprise italiennne à égalité avec des ténors mondiaux de la publicité et du chiffre d'affaires comme Nike, Levi's, British Airways ou Pepsico.

Diesel, installé depuis 1978 à Molvena, près de Venise, a rapidement grandi. Son chiffre d'affaires était de 18 millions de francs en 1984 et atteindra 1,8 milliard de francs en 1998, grâce à la conquête des plus importants marchés d'Europe, notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La publicité de Diesel, innovante et agressive, n'est sans doute pas étrangère à ce succès.

Les équipes de l'entreprise, dont la moyenne d'âge est de vingt-quatre ans, ont conçu depuis 1991, avec l'aide technique de l'agence de publicité DDB Paradiset (Danemark), plus d'une centaine d'annonces et de films. La PME consacre 5 % de son chiffre d'affaires annuel à la promotion de « la pensée libre », version Diesel. Mises bout à bout, ces annonces forment une frise faite de photos et de textes, souvent comiques, présentant une certaine parenté avec l'univers surréaliste. Les figurants viennent de la rue plutôt que des castings de comédiens.

Ici, les tests consommateurs n'existent pas. « Nous ne voulons pas répondre aux attentes des gens, mais plutôt nous présenter, pour qu'ils nous choisissent pour ce que nous sommes », revendique Maurizio Marchiori. Une seule consigne : inventer des histoires originales et drôles autour du slogan « Diesel, pour une vie réussie » *(for successful living)*. Et chacun des trois cents salariés est ouvertement appelé à participer.

Les publicités Diesel, encore peu connues en France, devraient apparaître à l'occasion de la prochaine collection pour distraire les jeunes, notamment les 15-25 ans. Et accessoirement leur vendre des jeans à 600 francs.

Fl. A.

Les audiences du Mondial à la télévision

■ **ITALIE-NORVÈGE** (samedi 27 juin, France 2 à 16 h 30) : 3 809 300 téléspectateurs, 47,2 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 1 570 600, 19,5 % ; France 3 : 565 500, 7 % ; M 6 : 703 800, 8,7 % ; La Cinquième : 279 500, 3,5 %.

■ **BRÉSIL-CHILI** (TF 1 à 21 heures) : 5 620 000 téléspectateurs, 35,8 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 3 299 800, 21 % ; France 3 : 2 784 200, 17,7 ; M 6 : 1 629 100, 10,4 % ; Arte : 361 100, 2,3 %.

■ **FRANCE-PARAGUAY** (dimanche 28 juin, TF 1 à 16 h 30) : 9 237 500 téléspectateurs, 66,6 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 1 095 200, 7,9 % ; France 3 : 461 900, 3,3 % ; M 6 : 710 400, 5,1 % ; La Cinquième : 280 300, 2 %.

■ **DANEMARK-NIGERIA** (France 2 à 21 heures) : 4 620 700 téléspectateurs, 24,1 % de parts d'audience. A la même heure sur TF 1 : 7 010 100, 36,6 % ; France 3 : 2 573 600, 13,4 % ; M 6 : 2 397 800, 12,5 % ; Arte : 738 600, 3,9 %.

★ Sources : Médiamat, Médiamétrie, Traitement CREDOME-Publicis, auprès des individus de 15 ans et plus.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE : Christian Brégou cesse sa mission au sein du** groupe Hersant. L'ancien PDG de CEP-communication avait été chargé de mission par Yves de Chaisemartin sur le *« développement du groupe »*. M. Brégou n'a pas souhaité prolonger sa mission qui se termine le 30 juin. Son départ intervient alors qu'il a joué un rôle crucial dans le schéma de recapitalisation du *Figaro* présenté par M. de Chaisemartin (*Le Monde* du 27 juin).

■ **La coopérative des salariés de *Nice-Matin* a contesté les** conditions d'achat du quotidien régional par le groupe Hachette. Lors de l'assemblée générale des actionnaires, vendredi 26 juin, la coopérative a refusé d'entériner la cooptation comme administrateurs des cinq représentants d'Hachette.

■ **TÉLÉVISION : la participation de 24,9 % détenue par Canal** Plus dans la chaîne allemande Vox est à vendre, a confirmé la chaîne cryptée, vendredi 26 juin. Ruppert Murdoch, détenteur de 49,9 % du capital, devra obtenir l'accord de la CLT-UFA, actionnaire à 24,9 %, pour racheter la part de Canal PLus.

■ **RADIO : Henry Laurent, directeur général de radio Nostalgie**, quitte ses fonctions. Alain Weill, directeur du groupe NRJ, devient président de cette station. Marc Laufer et Christophe Sabot, respectivement directeur des réseaux et directeur des programmes du groupe NRJ, occuperont les mêmes fonctions à Nostalgie.

Les producteurs indépendants attaquent Arte et La Cinquième pour diffusion illicite

LA MAUVAISE HUMEUR monte entre le Syndicat des producteurs indépendants (SPI) et Arte-La Cinquième. Le désaccord vient du fait que les chaînes publiques n'ont toujours pas réglé les droits nécessaires à la diffusion de leurs programmes sur le bouquet numérique francophone payant en Afrique et sur la Banque de programmes et de services (BPS) de La Cinquième.

Lundi 15 juin, par le biais de trois lettres adressées à Jérôme Clément, président d'Arte et de La Cinquième, Michel Propper, président du SPI, affirme qu'*« un accord avec les producteurs aurait dû être préalable à toute utilisation »* des programmes d'Arte et de La Cinquième sur le bouquet africain qui a démarré officiellement à Abidjan (Côte d'Ivoire) fin janvier (*Le Monde* du 3 février).

« De plus, cette diffusion intempestive place depuis six mois les producteurs en porte-à-faux vis-à-vis des ayants-droit et leur porte un préjudice évident puisque cette commercialisation supprime autant de marchés potentiels pour eux », souligne une des lettres. *« Le rayonnement de la culture fançaise ne peut être basé sur de la contrefaçon »*, affirme Michel Propper.

DEUX ANS DE PRISON

Il rappelle l'article 335-4 alinéa 1 du code de la propriété intellectuelle, qui *« punit de deux ans d'emprisonnement et de 1 million de francs d'amendes »* la télédiffusion de programmes *« réalisée sans l'autorisation, lorsqu'elle est exigée, de l'artiste interprète, du producteur (...) ou de l'entreprise de communication audiovisuelle »*.

Le syndicat affirme aussi que La Cinquième a procédé *« au lancement de la BPS, avec des programmes dont elle ne détenait pas les droits. Vous nous avez assuré qu'il s'agissait d'une phase expérimentale – ce qui ne retire rien au caractère illicite de votre démarche – et avez reconnu qu'un accord avec les producteurs s'imposait effectivement... à ce jour non intervenu »*.

Le SPI estime donc que le caractère *« flou et sans fin »* des réunions destinées à trancher ce litige *« n'est plus admissible »*. Pour la diffusion sur le bouquet africain aussi bien que sur la BPS, le SPI demande donc *« de régler immédiatement ces problèmes de droits, tant pour le passé que pour l'avenir... ou de cesser immédiatement ces diffusions »*.

Si aucun accord n'aboutit, Jérôme Clément, président d'Arte-La Cinquième, envisage l'arrêt, fin juin, de la diffusion sur le bouquet africain.

Nicole Vulser

Bertelsmann rachète l'éditeur allemand Berlin Verlag

PREMIER ÉDITEUR européen et troisième groupe d'édition, médias et communication dans le monde derrière les américains Time Warner et ABC/Disney, Bertelsmann avait récemment défrayé la chronique en rachetant l'éditeur américain Random House, ce qui lui a permis d'accéder au rang de premier éditeur mondial en langue anglaise (*Le Monde* du 25 mars).

Le géant allemand a annoncé, dimanche 28 juin, une nouvelle acquisition, cette fois-ci en Allemagne : Berlin Verlag, jeune maison indépendante à succès. Lancée en 1994, elle a publié des écrivains de renom comme Nadime Gordimer, Margaret Atwood ou Viktor Jorofeiw. Spécialisée dans la littérature, Berlin Verlag a été consacrée en Allemagne en 1996 *« éditeur de l'année »*.

L'un des cofondateurs, Arnulf Conradi, cinquante-quatre ans, conserve ses responsabilités de sociétaire-gérant. Il ajoute celles de président du directoire de Siedler, éditeur considéré comme l'un des plus réputés en Allemagne dans le secteur du livre politique et historique, dont Bertelsmann avait déjà pris le contrôle en 1983. Son fondateur, Wolf Jobst Siedler, soixante-douze ans, prend sa retraite pour des raisons d'âge et de santé.

Selon *Welt am Sonntag* du 28 juin, Bertelsmann aurait acheté la majorité de Berlin Verlag, mais aucune précision n'a été donnée en la matière, ni sur le montant de la transaction. Le groupe se borne à préciser avoir racheté les parts de deux des actionnaires fondateurs, l'homme d'affaires suisse Ulf Reinhard et l'un des éditeurs allemands les plus prestigieux, Siegfried Unseld, patron des éditions Suhrkamp. L'Office fédéral des cartels devra donner son accord à cette nouvelle concentration.

هكذا من الأصل

AGENDA

MARDI 30 JUIN

● **Japon :** taux de chômage en mai et compte rendu de la réunion du Comité de politique monétaire de la Banque du Japon.
● **Allemagne :** inauguration officielle à Francfort de la Banque centrale européenne.
● **France :** statistiques sur les demandeurs d'emplois en mai.

MERCREDI 1er JUILLET

● **Etats-Unis :** premier jour de la réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale et *présentation de l'indice* composite des principaux indicateurs économiques pour mai.
● **Russie :** examen du plan « anticrise » par la Douma.

JEUDI 2 JUILLET

● **Japon :** le gouvernement arrête son plan de « banque-relais » pour assainir le secteur bancaire. Présentation des dépenses des ménages en mai.
● **Etats-Unis :** statistiques de l'emploi en juin et état des commandes industrielles à fin mai.
● **Allemagne :** symposium organisé par la Bundesbank et le Fonds monétaire international (FMI) sur le rôle du FMI en présence de son directeur général, Michel Camdessus, et de Hans Tietmeyer, président de la banque centrale allemande.

VENDREDI 3 JUILLET

● **France :** note de conjoncture de l'Insee.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BOEING : la Chine a acheté 27 Boeing,** d'une valeur de 1,2 milliard de dollars.

● **SIEMENS : un dirigeant du groupe américain Westinghouse,** *Randy Zwirn*, va entrer chez Siemens après le rachat par le groupe allemand de la division PowerGen (centrales *électriques conventionnelles*) de Westinghouse, selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel.*

● **VOLKSWAGEN : le groupe allemand veut redonner vie au** constructeur de voitures de luxe Horch en ouvrant une usine en Saxe (ex-RDA), affirme le journal dominical *Welt am Sonntag.*

● **INTEL : le groupe américain lance** le 30 juin son microprocesseur Xeon (vendu entre 1 100 et 2 800 dollars) avec lequel il entend se faire une place sur les marchés des puissantes stations de travail et des gros ordinateurs-serveurs.

SERVICES

● **FNAC : la filiale de Pinault-Pintemps-Redoute a** signé un accord de principe avec *le brésilien Atica/Scipione, pour* l'acquisition de sa filiale de distribution de livres et de disques, qui compte trois magasins à Sao Paulo et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 220 millions de francs.

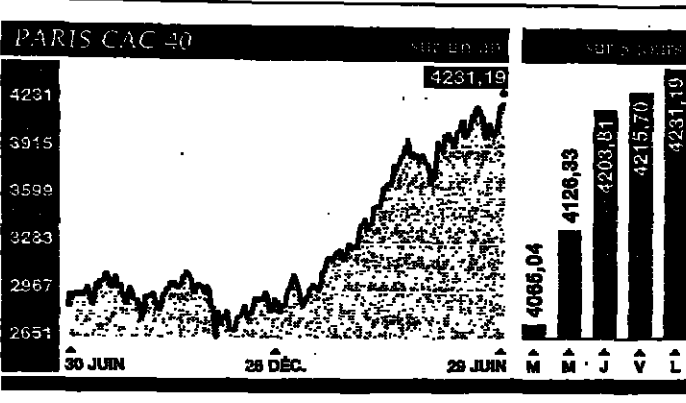
● **IBERIA : le gouvernement espagnol a repoussé** au premier trimestre 1999 la privatisation de la compagnie aérienne, en raison de divergences sur sa valeur.

● **MANNESMANN : le groupe allemand a porté de 49,8 % à 74,9 %** sa participation dans l'opérateur téléphonique Arcor, *en rachetant 25,1 % aux chemins* de fer allemands Deutsche Bahn.

● **DEUTSCHE TELEKOM : l'opérateur aurait cédé 3 % du marché allemand** du téléphone (en minutes de communication) à ses concurrents en six mois, selon *Focus Magazine.*

● **MICROSOFT : le groupe américain a vendu 250 000 copies de son logiciel** Windows 98 le premier jour de son lancement, le 25 juin, selon la société d'études de marché PC Data.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Indices boursiers

Europe 12 h 30	Cours 29/06	Var. % 26/06	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	4231,19	0,37	41,09
- SBF 120	2660,10	0,36	39,69
- SBF 250	2715,70	0,50	39,63
- SECOND MAR.	2395,91	0,01	32,36
- MIDCAC	2123,63	0,28	33,69
LONDRES FT100	5680,70	0,08	14,51
AMSTERDAM AEI	1133,74	0,38	29,89
BRUXELLES BEL	3391,57	0,14	40,25
FRANCFORT D30	5910,35	0,88	38,08
MADRID IBEX35	10195,70	0,85	40,53
MILAN MIB30	33856	1,14	35,78
SUISSE SMI	7665	0,62	25,53
STOXX 666	297,00	0,01	—
EURO STOXX 326	310,64	0,08	—
STOXX 50	3411,18	0,10	—
EURO STOXX 50	3306,75	0,04	—

Monde	Cours 26/06	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8944,54	0,10	13,10
- SP 500	1133,20	0,35	16,77
- NASDAQ	1869,55	0,34	18,05
BUENOS-AIRES M.	540,55	−0,46	−21,37
JOHANNESBURG	5137,13	−1,51	9,58
MEXICO BOLSA	250,64	−2,49	−25,08
SANTIAGO IPSA	63,65	1,65	−25,96
SAO PAULO BOU.	7464	−0,67	−7,19
TORONTO FSE I.	7356,66	0,33	9,54
ASIE 10 h 15	29/06	26/06	31/12
BANGKOK SET	97,02	−0,40	−32,18
HONGKONG H.	8460,71	−1,71	−21,10
SÉOUL	34,48	−1,09	−18,56
SINGAPOUR ST.	1031,45	−0,38	−29,31
SYDNEY ALL O.	2021,10	0,43	0,18
TOKYO NIKKEI	15365,73	1,02	0,70

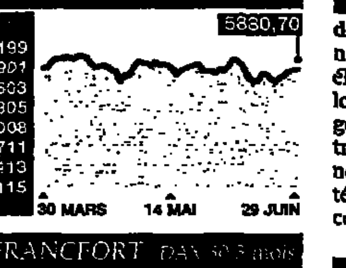
Principaux écarts au règlement mensuel

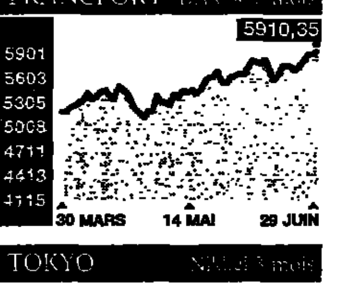
Hausses	Cours 26/06	Var. % 25/06	Var. % 31/12
ALTRAN TECHNO.	1311	+8,25	+165
ALCATEL ALSTH.	1265	+3,85	+65,36
LABINAL	2280	+3,84	+34,38
CHARGEURS	499	+3,58	+38,33
SAINT-GOBAIN	1151	+3,50	+34,61
CAN	182,90	+3,29	+10,59
VALEO	606	+3,23	+56,29
BIS	670	+3,07	+38,59
CPR	590	+2,85	+2,04
C.C.F.	493	+2,69	+20,24

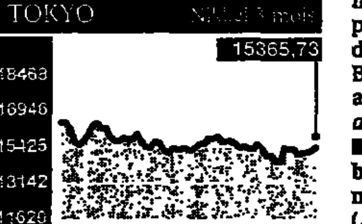
Baisses	Cours 26/06	Var. % 25/06	Var. % 31/12
UIF	265,70	−9,63	+1,98
GRANDVISION	132	−5,23	−22,45
TECHNIP	739	−4,82	+14,96
GROUPE GTM	893	−4,21	+51,35
REXEL	2603	−4,04	+38,64
RENAULT	349,50	−3,81	+101,12
LEGRAND ADP	1039	−3,73	+35,70
UNION ASSUR.F	910	−3,70	+15,18
COFLEXIP	771	−3,50	+15,93
FIMALAC SA	703	−3,42	+47,48

PARIS SBF 250 3 mois
2715,70
2723 2659 2596 2532 2468 2405
30 MARS 14 MAI 29 JUIN

NEW YORK Dow Jones 3 mois
8944,54
9702 9154 8696 8178 7669 7161 6653 6145
30 MARS 14 MAI 26 JUIN







LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

LA BOURSE de Paris a débuté la semaine sur une note optimiste, lundi 29 juin, puisqu'elle a effacé le précédent record historique qui datait de vendredi 26 juin. A l'ouverture, l'indice CAC 40 a progressé de 0,60 %, à 4 241,05 points. Les spécialistes se montrent toujours confiants. Ainsi, la Caisse des dé*pôts et consignations s'appuie sur* une prévision de croissance des bénéfices de 13 % cette année pour anticiper une hausse de l'indice CAC 40 vers *4 600*, voire *5 000* points. Les titres Metaleurop, Saupiquet, CIC actions et Altran Technologies ont affiché les meilleurs performances, lundi matin. L'action Rhodia a poursuivi sa hausse, avec un nouveau gain de 2,4 %, à 178,1 francs. A la baisse, le titre Lafarge a abandonné 3,4 % et celui de Sodexho a perdu 3,1 %. Vendredi 26 juin, l'indice CAC 40 avait décroché son quarantième record en terminant la séance à 4 215,70 points.

FRANCFORT

LUNDI 29 JUIN, la Bourse allemande a débuté la semaine sur une hausse de 0,58 %, à 5 904,96 points. Les investisseurs ont été sensibles aux propos rassurants de la Banque du Japon sur l'état de l'économie nippone. La bonne tenue du dollar a bénéficié aux valeurs exportatrices. L'action du réassureur Munich Re *a progressé de 6* marks avant la publication de ses résultats.

LONDRES

VENDREDI 26 JUIN, l'indice Footsie 100 de la Bourse de Londres avait progressé de 0,32 %, à 5 877,4 points. L'ouverture en hausse de la Bourse américaine a permis aux valeurs de se reprendre dans l'après-midi alors qu'elles avaient commencé en baisse. Cependant, le manque de clarté de l'horizon monétaire et économique au Royaume-Uni tempère l'optimisme.

TOKYO

LUNDI 29 JUIN, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance en hausse de 1 %, à 15 365 points. Les investisseurs ont bien accueilli les discussions en vue d'un rapprochement entre la banque LTCB et Sumitomo Trust and Banking.

NEW YORK

VENDREDI 26 JUIN, la Bourse américaine avait terminé en légère hausse de *0,1 %*, à *8 944,58* points. Des prises de bénéfice avant le week-end avaient érodé la progression de l'indice. Le titre General Motors avait reculé après la révision à la baisse par la firme de courtage Goldman Sachs de son estimation du bénéfice par action du groupe pour 1988. Les opérations nord-américaines du premier contructeur automobile mondial sont pratiquement paralysées en raison d'une grève massive.

Valeur du jour : Infogrames fait appel au marché

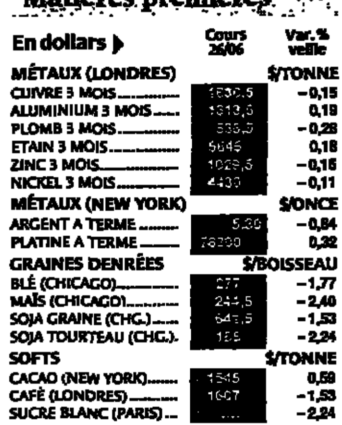
VENDREDI 26 JUIN, Infogrames Entertainment, numéro un européen de l'édition et de la distribution de logiciels de loisir, a surpris le marché en annonçant le lancement d'une troisième augmentation de capital en deux ans. Son titre a *immédiatement reculé de 2,4 %, à 368,9 francs.* Du 29 juin au 3 juillet, le groupe émettra des actions assorties de bons de souscription pour un montant ini*tial de 597 millions (l'exercice des* bons d'ici au 30 juin 2001 pourrait rapporter 358 millions supplémentaires).

Infogrames Entertainment
Action en francs à Paris
368,9
450 400 350 300 250 200 150
2/1 27/2 24/4 19/6

Le groupe lyonnais entend poursuivre une stratégie de croissance menée à un rythme soutenu depuis trois ans. En rachetant successivement l'éditeur britannique de logiciels Ocean en 1996 et la branche spécialisée du groupe Philips (Philips Media) en juin 1997, Infogrames Entertainment est parvenu à hisser son chiffre d'affaires de 262 millions en juin 1995 à 1,3 milliard de francs (chiffre attendu pour l'exercice qui se termine *fin juin 1998) avec un objectif de résultat net proche de* 90 millions de francs. Après chacune de ses acquisitions, le groupe avait fait appel au marché (220 millions de francs en février 1996 et 400 millions d'obligations convertibles en *juin 1997*). Ces augmentations de capital étaient nécessaires pour financer la croissance externe et interne, puisque le groupe investit 150 millions de francs par an pour la production de nouveaux logiciels.

Au premier semestre de l'exercice 1997-98, toutefois, le groupe était parvenu pour la première fois depuis sa création à dégager un autofinancement net, ce qui, dans l'esprit des spécialistes, semblait écarter un nouvel appel au marché. Mais Infogrames n'entend pas *s'arrêter* en aussi bon chemin. Il veut aujourd'hui aborder le marché américain, de loin le plus important d'une *industrie mondiale de logiciels de* loisir dont la taille est estimée à 72 milliards de francs. Infogrames réalise 80 % de ses ventes en Europe. Sa présence aux Etats-Unis se limite, pour l'instant, à la vente de licences pour un montant proche de 250 millions de francs. Et le marché américain est actuellement en pleine restructuration. Les leaders y consolident leurs positions (Eletronic Arts a racheté Maxis et Learning Company a acquis Broderbund). Infogrames doit se dépêcher s'il veut y acquérir une place significative. L'augmentation de capital lui permettra de *saisir toutes les occasions d'alliances ou d'acquisitions.* Avec un catalogue très fourni de jeux sur consoles (Sony et Nintendo) et sur CD-ROM et avec le premier réseau de distribution européen de jeux vidéo, Infogrames peut devenir un partenaire intéressant pour un groupe américain.

Enguérand Renault



Matières premières

En dollars	Cours 26/06	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1632,5	−0,15
ALUMINIUM 3 MOIS	1313,5	0,19
PLOMB 3 MOIS	535,5	−0,28
ETAIN 3 MOIS	5645	0,18
ZINC 3 MOIS	1028,5	−0,16
NICKEL 3 MOIS	4430	−0,11
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,30	−0,84
PLATINE A TERME	378,00	0,32
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	277	−1,77
MAÏS (CHICAGO)	244,5	−2,40
SOJA GRAINE (CHG.)	643,5	−1,53
SOJA TOURTEAU (CHG.)	185	−2,24
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1545	0,59
CAFÉ (LONDRES)	1607	−1,53
SUCRE BLANC (PARIS)	....	−2,24

Pétrole

En dollars	Cours 26/06	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	13,21	—
WTI (NEW YORK)	....	—
LIGHT SWEET CRUDE	14,21	1,10

Or

En francs	Cours 26/06	Var % 25/06
OR FIN KILO BARRE	66300	+0,18
OR FIN LINGOT	67750	+0,79
ONCE D'OR LONDRES	293,65	+0,17
PIÈCE FRANCE 20 F	385	−0,31
PIÈCE SUISSE 20 F	328	+0,61
PIÈCE UNION LAT. 20 F	326	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	2780	−6,76
PIÈCE 10 DOLLARS US	1425	−1,21
PIÈCE 50 PESOS MEX	2145	−0,70

MONNAIES

● **Yen :** la monnaie japonaise s'est légèrement reprise face au dollar, lundi 29 juin, après la publication du rapport trimestriel sur l'économie japonaise, moins mauvais que prévu. Le billet vert s'échangeait à 141,95 *yens,* contre 142,15 yens vendredi.
Si l'indice de confiance de la grande industrie japonaise est *tombé à son plus bas niveau* depuis quatre ans en juin, à − 38 points, ce chiffre est légèrement meilleur que ce que les analystes *prévoyaient.*
● **Dollar :** le billet vert s'inscrivait en hausse, lundi matin 29 juin, face aux devises européennes. Il cotait *6,0715 francs et 1,8111 mark.* La monnaie américaine était soutenue par les déclarations du président de la Banque centrale européenne *(BCE), Wim Duisenberg,* selon lesquelles les taux d'intérêt à court terme dans l'« Euroland » devraient converger vers les niveaux *les plus bas observés sur le* Vieux Continent.

Cours de change

29/06 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,03	6,64	10,06	3,98	2,97	4,25	0,34	3,35	—
DM	1,81	1,98	3,02	1,19	0,89	0,13	0,99	—	0,30
LIRE (100)	1785,11	1852,83	2975,33	1171,30	874,31	1253,81	—	985,52	293,96
YEN (100)	142,33	155,76	237,35	93,39	69,72	—	7,98	78,59	23,45
FLORIN	2,04	2,23	3,40	1,34	—	1,43	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,52	1,67	2,54	—	0,75	1,07	0,09	0,84	0,25
LIVRE	0,60	0,66	—	0,39	0,29	0,42	0,03	0,33	0,10
ECU	0,91	—	1,52	0,60	0,45	0,64	0,51	0,50	0,15
DOLLAR	—	1,09	1,67	0,66	0,49	0,70	0,06	0,55	0,16

Taux d'intérêt (%)

Taux 26/06	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,35	3,42	4,82	5,37
ALLEMAGNE	3,35	3,62	4,75	5,34
GDE-BRETAG.	7,38	7,84	5,64	5,46
ITALIE	5,19	4,89	5,06	5,59
JAPON	0,50	0,40	1,54	—
ÉTATS-UNIS	5,63	5	5,45	5,63
SUISSE	2,33	2,06	3,13	4,14
PAYS-BAS	3,35	3,75	4,81	5,35

Matif

Cours 12 h 30	Volume 29/06	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	43855	104,66	104,58
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	8482	96,33	96,32

Marché des changes

Devises 17 h 35	Cours BDF 26/06	Achat 26/06	Vente 26/06
ALLEMAGNE (100)	335,23	322	348
AUTRICHE (100)	47,65	48,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,68	16,78
CANADA	4,11	3,79	4,38
DANEMARK (100)	88,32	83	93
ESPAGNE (100)	3,94	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	6,05	5,70	6,30
FINLANDE (100)	110,38	105	118
GDE-BRETAGNE	10,05	9,60	10,45
GRÈCE (100)	1,99	1,75	2,25
IRLANDE	8,43	8,03	8,87
ITALIE (1000)	3,40	3,18	3,66
JAPON (100)	4,25	4,08	4,43
NORVÈGE (100)	79,63	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,45	—	—
PORTUGAL (100)	3,27	2,96	3,65
SUÈDE (100)	75,07	71	81
SUISSE (100)	397,79	385	409

TAUX

● **France :** le marché obligataire a ouvert en légère hausse, lundi 29 juin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 6 centièmes, à 104,63 points. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg a plaidé pour une harmonisation des taux courts à un bas niveau dans les onze pays de la zone euro, dans un entretien au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* daté de lundi. Il a estimé que le niveau actuel des taux du loyer de l'argent est adapté en Allemagne et en France, si l'on prend en compte le fait que le cycle économique dans ces deux pays n'est pas aussi avancé que celui d'autres Etats comme l'Irlande ou encore les Pays-Bas. En raison du poids économique important de l'Allemagne et de la France dans l'espace euro, une convergence des taux courts à un bas niveau est souhaitable, a-t-il ajouté.

ÉCONOMIE

Cinq banques fermées en Corée du Sud

LE GOUVERNEMENT sud-coréen a annoncé lundi 29 juin la fermeture de cinq banques en difficulté, donnant le signal d'un « big bang » financier dans le secteur bancaire national sinistré par la crise. La Commission de supervision financière (FSC) a indiqué que les banques Chungchong, Daedong, Dongnam, Donghwak et Kyungki allaient être reprises par cinq établissements en meilleure santé financière.
A la suite de cette annonce, les syndicats des employés de banques du pays ont appelé à une grève *illimitée* à partir du 15 juillet pour protester contre *« ces fusions imposées » (lire page 18).*

■ **FRANCE : l'activité dans l'industrie française** devrait continuer à progresser à un rythme élevé dans les prochains mois, selon les chefs d'entreprise interrogés en juin par l'Insee. Les industriels ont cependant constaté un net ralentissement de leur activité en juin, après la très forte accélération du mois précédent.

■ **EURO : le président de la Banque centrale européenne** (BCE), Wim Duisenberg, a plaidé pour une harmonisation des taux d'intérêt à court terme à un bas niveau dans les onze pays de la zone euro, dans un entretien au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* daté de lundi.
■ **M. Duisenberg** a déclaré samedi 27 juin qu'il pourrait remplir jusqu'à son terme son mandat de huit ans à la tête de la BCE, s'il le décidait, et qu'il n'y avait *« aucun accord sur un retrait anticipé ».*
■ **Le président de la République,** Jacques Chirac, a réaffirmé dimanche 28 juin au Cap (Afrique du Sud) qu'il n'avait *« aucun doute »* sur le respect de la parole du Néerlandais Wim Duisenberg.
■ **La Grèce « se trouve sur la bonne voie »** et son adhésion à l'UEM en 2001 est *« absolument réalisable »,* a déclaré à un journal grec le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg.

■ **ROYAUME-UNI : 58 % des Britanniques** sont résolument contre l'abandon de la livre sterling au profit de l'euro, alors que seulement 28 % sont en faveur de la monnaie unique, selon un sondage Mori publié lundi 29 *juin* dans le *Sun.*

■ **RUSSIE : le Fonds monétaire international** prévoit de proposer à la Russie un prêt de stabilisation remboursable sur dix ans, a indiqué dimanche 28 juin le représentant du FMI à Moscou, Martin Gilman, cité par l'agence Interfax.

■ **JAPON : le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin** s'est déclaré lundi 29 juin *« profondément inquiet »* de la faiblesse du yen et a estimé que les pays asiatiques devaient *« changer et se réformer »* pour sortir de la crise.
■ **La production industrielle** a décliné pour le quatrième mois consécutif en mai, s'inscrivant en recul de 2 % sur son niveau d'avril, a annoncé lundi 29 juin le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI).
■ **L'indice de confiance** dans la grande industrie japonaise est tombé à son plus bas niveau depuis quatre ans en juin (− 38 points), selon l'enquête trimestrielle de conjoncture *« Tankan »* de la Banque du Japon (BoJ), diffusée lundi à Tokyo.
■ **Les ventes de détail au Japon** ont baissé de 0,9 % en mai par rapport à leur niveau du même mois de 1997.

■ **CHINE : le président américain Bill Clinton a apporté son** soutien à la Chine samedi 27 juin en faveur du maintien de la parité du yuan chinois.

■ **PAKISTAN : la roupie pakistanaise** a été dévaluée samedi 27 juin de 4,2 % par rapport au dollar, ont annoncé des responsables de la Banque centrale : la Banque d'Etat du Pakistan (SBP) a fixé le nouveau cours à 46 roupies pour 1 dollar, au lieu de 44,05 roupies.







NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

3e arrondissement

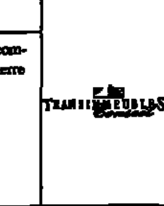
Le Clos Ste Elisabeth
3, rue Sainte-Elisabeth
75003 Paris

Réalisation :
TRANSIMMEUBLES
Commercialisation :
TRANSIMMEUBLES CONSEIL
Tél. 01 47 03 48 63



AU CENTRE DE PARIS

Dans un quartier commerçant, bien desservi en transport en commun. Un immeuble neuf de 6 étages respectant les façades pierre de taille de la rue. Appartements traversant sur rue et jardin.
11 appartements : studio, 2/3 pièces et 4/5 pièces.
A partir de 20 000 F le m²
Parking : 150 000 F
Boxe : 180 000 F
Livraison septembre 1999



8e arrondissement

L'Elysée Saint-Honoré
19-20-22, rue de Penthièvre
75008 Paris
LANCEMENT COMMERCIAL
Réalisation :
GEORGE V PROMOTION
114, rue Victor Hugo
92686 Levallois-Perret Cedex
Commercialisation :
PERICLÉS CONSULTANTS
Tél. 01 55 21 07 21
Fax 01 55 21 07 22



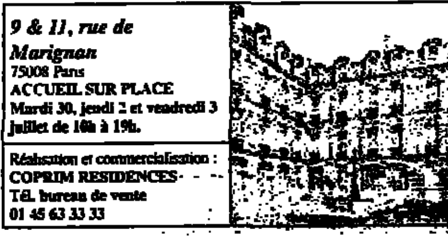
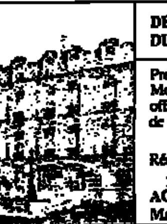
A 50 mètres de l'avenue Matignon en plein cœur du VIIIe

Magnifique ensemble de deux immeubles aux façades centenaires autour d'un vaste jardin intérieur.
Luxueux appartements et duplex du studio au 6 pièces
Possibilité d'amortissement Périssol
Livraison 4ème trimestre 1999
Tél. 01 55 21 07 21




9 & 11, rue de Marignan
75008 Paris
ACCUEIL SUR PLACE
Mardi 30, jeudi 2 et vendredi 3 juillet de 10h à 19h.

Réalisation et commercialisation :
COPRIM RESIDENCES
Tél. bureau de vente
01 45 63 33 33

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS
DU 2 PIÈCES AU 5 PIÈCES

Prestigieuse rénovation dans le périmètre immédiat de l'avenue Montaigne et des Champs-Elysées. Le 9 & 11, rue de Marignan offre tous les charmes d'un hôtel particulier du Second Empire et de prestations haut de gamme. *Parkings en sous-sol.*

Réalisation : COPRIM RESIDENCES

ACCUEIL SUR PLACE
Mardi 30, jeudi 2 et vendredi 3 juillet de 10h à 19h.



14e arrondissement

Emeraude Parc
Avenue Reille 75014 Paris
Face au Parc Montsouris
NOUVEAU

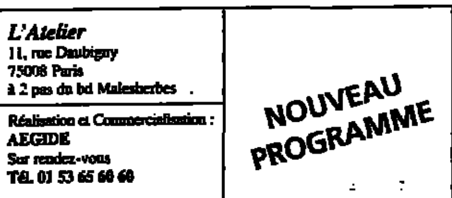
1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9h à 19h.



Très beaux appartements du studio au 5 pièces (parkings et caves en sous-sol) et rare : 3 maisons de 132 m² hab. avec terrasses et jardins. Déjà lancement de la 2e tranche. Prix à partir de 23 800 F le m² hors parking.

France Construction vous propose une nouvelle résidence à 2 pas du Parc Montsouris. Calme et verdure, conception contemporaine : larges ouvertures, balcons ou terrasses "à vivre", aux prestations de qualité étudiées dans les moindres détails, pour vous garantir confort et sécurité au quotidien.
Pour concevoir l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction, et bénéficier du meilleur choix, appelez dès maintenant le 01 46 03 22 00.

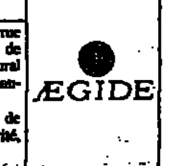
Bureau de vente sur place : Avenue Reille, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.



15e arrondissement

Le Fondary
19, rue Fondary 75015 Paris

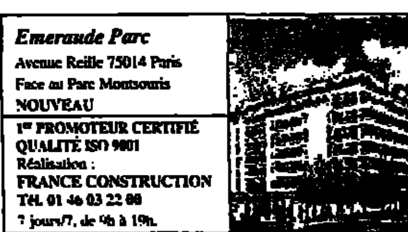
Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Residentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. 01 55 38 23 23
Internet : http://www.stimbatir.fr



APPARTEMENTS DU STUDIO AU 5 PIECES
LIVRAISON HIVER 98

Au cœur du 15e arrondissement, dans une rue calme, une résidence de grand standing. Prestations de qualité, appartements avec balcons, terrasses ou jardins privatifs.
Conseils sur les mesures investisseurs, amortissement Périssol.

Bureau de vente : 18, rue de l'Abbé Groult. Ouvert lun, jeu et ven de 14h à 19h, sam, dim et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 55 38 25 38 Fax 01 41 10 85 35.



15e arrondissement

Les Patios du Soleil
Rue de Chambéry 75015 Paris
NOUVEAU

1er PROMOTEUR CERTIFIE QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92100 Boulogne
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9h à 19h.

NOUVEAU

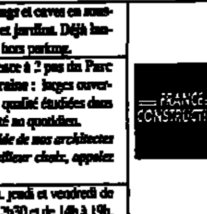
TRÈS BELLE RÉSIDENCE DE 56 APPARTEMENTS DU STUDIO AU 5 PIÈCES.

France Construction vous propose dans un environnement calme et résidentiel, une nouvelle résidence sur un grand jardin paysager à proximité immédiate des services, transports et du square Georges Brassens avec une grande variété d'appartements avec balcons, terrasses, parkings et caves en sous-sol. Conception et prestations de grand standing étudiées dans les moindres détails pour vous assurer confort et bien-être.
Prix de lancement
Pour concevoir l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction. Téléphonez dès maintenant au 01 46 03 22 00 de 9h à 19h pour bénéficier du meilleur choix et des prix de lancement.

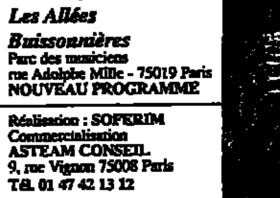
16e arrondissement

145, bd Murat
75016 Paris

Réalisation et Commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : 01 55 38 23 23
Internet : http://www.stimbatir.fr



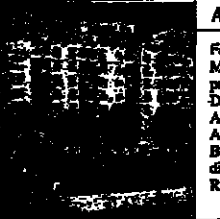
Venez découvrir le calme du 16e arrondissement, à proximité immédiate des quais de Seine et des commerces. Une superbe résidence aux prestations luxueuses de 20 appartements et de 2 maisons avec parking et jardin privatif.
Exemples de prix : studio 19,05 m² hab. à partir de 550 000 F
4 pièces 91,29 m² hab. à partir de 2 540 000 F parking et cave inclus.
Bureau de Vente : 11-13, rue Wilhem - Paris 16e
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h.
samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 42 24 05 26 ou 01 55 38 23 23



17e arrondissement

L'Atelier
11, rue Daubigny
75008 Paris
à 2 pas du bd Malesherbes

Réalisation et Commercialisation :
AEGIDE
Sur rendez-vous
Tél. 01 53 65 60 60



STUDIO, 2/3 PIÈCES, 5 PIÈCES, 7 PIÈCES EN DUPLEX
Livraison 2è trimestre 1999

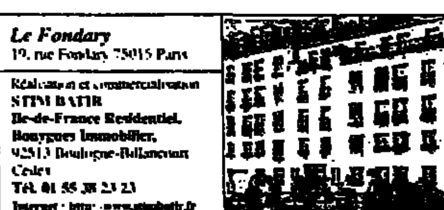
A proximité du Parc Monceau et du quartier commerçant de la rue Lévis, dans une rue calme, découvrez une petite résidence de 5 appartements dont un duplex avec terrasse. L'esprit architectural de l'immeuble actuel (ateliers d'artiste) sera conservé : grande hauteur sous plafond, verrières, terrasse.
Prestations haut de gamme : parquet, marbre dans les salles de bains, mezzanine, volets électriques, équipements de sécurité, Parkings. Plans personnalisés
AEGIDE sur rendez-vous : 01 53 65 60 60



19e arrondissement

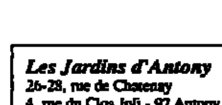
Les Allées Buissonnières
Parc des musiciens
rue Adolphe Mille - 75019 Paris
NOUVEAU PROGRAMME

Réalisation : SOFERIM
Commercialisation
ASTEAM CONSEIL
9, rue Vignon 75008 Paris
Tél. 01 47 42 13 12




A 200 m du métro Porte de Pantin

Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'orée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons. GAZ ET QUALITEL.
Du studio au 6 pièces. 50 appartements de disponibles.
A partir de 17 500 F le m² hors parking
Amortissement Périssol
Bureau de vente sur place ouvert : lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h et samedi de 10h à 13h et de 14h30 à 19h.
Rue Adolphe Mille, 75019 Paris. Tél. 01 42 45 17 59.

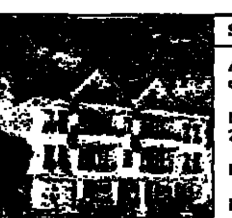


RÉGION PARISIENNE

92 Antony

Les Jardins d'Antony
26-28, rue de Chatenay
4, rue du Clos Joli - 92 Antony

Réalisation et Commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt cedex
01 55 38 23 23
Internet : http://www.stimbatir.fr

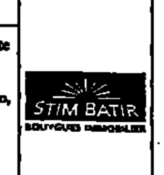
SPÉCIAL PÉRISSOL 98

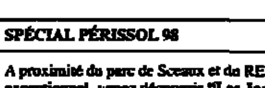
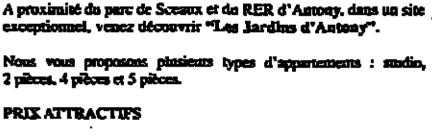
A proximité du parc de Sceaux et du RER d'Antony, dans un site exceptionnel, venez découvrir "Les Jardins d'Antony".

Nous vous proposons plusieurs types d'appartements : studio, 2 pièces, 4 pièces et 5 pièces.

PRIX ATTRACTIFS

Renseignements et ventes au : 01 55 38 25 38





VENTES

PARIS 3e
ST-MARTIN : 6 P.

PARIS 4e
2 P., 425 000 F
MARAIS
studio poutres 385 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01
ARSENAL : 4/5 P.
standing 2e asc.,
2 645 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01
ARSENAL Pres Seine
gd studio moderne 598 000
A.I.M. 01-53-01-99-01
ILE-SAINT-LOUIS 3 p
A renover imm. XVIIe.
A.I.M. 01-53-01-99-01

PARIS 5e
PANTHEON : 3/4 pces
avec balcon 1 490 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01

PARIS 7e
RUE MALAR. Luxueux 58 m²
2 p., 3e et., park. 1 980 000 F
Tel. : 01-47-05-24-25

PARIS 8e
Av MARCEAU : duplex
idéal pour prof. libérale 4 p.
volume 2 600 000 F.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 9e
2 P. RUE CADET
520 000 F. 01-34-60-39-08

هكذا من الأصل

IMMOBILIER

FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS

PARIS NOTAIRES services

VENTE D'IMMEUBLE ET IMPÔTS LOCAUX

Lors de la vente d'un bien immobilier (appartement ou maison) se pose le problème de la répartition des impôts locaux afférents au bien vendu : taxe d'habitation et impôts fonciers.

***La taxe d'habitation** de l'année en cours incombe à l'occupant (propriétaire ou locataire) au 1er janvier de l'année considérée.*

L'acquéreur qui n'était pas encore propriétaire au 1er janvier n'aura pas conséquent rien à régler à ce titre, sinon dans l'immeuble qu'il occupait précédemment.

Le vendeur, à condition que le bien ait été libre de tout meuble ou de tout occupant au 1er janvier, pourra demander par simple lettre au Centre des Impôts dont dépend le bien, un avis de dégrèvement de cet impôt.

***Pour les impôts fonciers et taxes d'enlèvement des ordures ménagères**, il est d'usage d'en prévoir conventionnellement dans l'acte de vente une répartition "prorata temporis", le vendeur supportant sa quote part du 1er janvier au jour de la vente, l'acquéreur le surplus.*

L'avis de paiement n'étant émis qu'en fin d'année (septembre ou octobre), le vendeur en reste le seul redevable légal vis à vis de l'administration fiscale. Il devra donc la régler en totalité et appeler à l'acquéreur sa quote part prévue à l'acte.

Dans un souci de simplification, les notaires conseillent de plus en plus souvent au vendeur de se munir de l'avis d'imposition de l'année précédente et le jour de la vente, les parties en font la répartition entre elles, à titre forfaitaire et définitif.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES IMMEUBLES

LOCATAIRE BANQUE
78 St-Germain, emplact n° 1 bon rapport. 01-45-08-53-84

FONDS DE COMMERCE

93300 AUBERVILLIERS
5 mn de Paris, gar. Renault. VL. mécanique, tôlerie, *peinture, en activité depuis* 30 ans, dont 11 ans par la société sessionnaire, 6 salariés, 1 496 m² de locaux, tr. b. ét. dont burx, ateliers, et appt 4 p. Loyer mens. 19 000 F. CA moyen : 4 MF. Px du fonds, matériel compris : 2,9 MF. Dossier complet avec plan d'arch. D.P.L.G. : T. : 01-43-52-09-36

LOCATIONS IMMOBILIER D'ENTREPRISE

PLAISIR (78)
A LOUER
3 900 m² DIVISIBLES
Entrepôts-burx, 200 F. Le m m²/an. 01-30-49-18-00

VENTES APPARTEMENTS

PARIS 3e

ST-MARTIN : 6 P.
Volume I Asc. 2 850 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 4e

BASTILLE, 2 p. de charme 6e ét. mansardé 498 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

2 P., 425 000 F
à rénover, cuis., s. d'eau.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

MARAIS : en bon état studio poutres. 385 000 F.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

ARSENAL : 4/5 P.
standing, 2e asc., 2 645 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

ARSENAL. Près Seine gd studio moderne 598 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

ILE-SAINT-LOUIS, 3 p. A rénover, imm. XVIIe.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 5e

PANTHÉON : 3/4 pces avec balcon. 1 490 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 7e

RUE MALAR. Luxueux 58 m² 2 p., 5e ét., park. 1 980 000 F
Tél. : 01-47-05-24-25

PARIS 8e

AV. MARCEAU : duplex idéal pour prof. libérale 4 p. volume 2 800 000 F.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 9e

2 P. RUE CADET
520 000 F. 01-34-60-39-08

PARIS 10e

CANAL-ST-MARTIN
Mº Louis-Blanc, bel imm. rénové asc. 7e ét., 2 p. à aménager 590 000 F + appts occupés. 01-47-04-68-66

PROX. GARE EST
2 pces, 41 m², gardien, 6e ét. asc., très calme, entrée, séj. chbre, s.d.b., w.c., chauf. gaz indiv., cuis. aménagée, cave, très bon état, agences s'abst. Tél. : 01-42-09-27-87

PRÈS CANAL ST-MARTIN superbe appart. atypique living, 1 chbre, 78 m² sur vaste cour plantée, calme, lumière, impeccable. 1 480 000 F. 01-47-00-77-27

PARIS 11e

BASTILLE : 3/4 P.
volume I imm. pierre de t. Asc. Parking 1 950 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

STUDIO 310 000
Près Bastille, 6e ét., asc.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 12e

5 P. + TERRASSE
imm. moderne, étage élevé. Vue panoramique
2 550 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 13e

Pr B.-aux-Cailles, mais. s/3 nivx 4/5 p. 150 m², charme, jdinet sol park. 01-43-35-18-36

PARIS 14e

Montparnasse récent magnif. stud. tt cft rén. ss vis-à-vis 29 m² soleil. 01-43-35-18-36

RUE D'ARCUEIL, studio 35 m², tt cft, 4e asc. 590 000 F. Exclusif Viou. 01-45-08-53-84

Proche Montsouris stand. 1993, séj., 3 ch., cuis., 2 bns, 90 m², balc. calme, sol., park. 01-43-35-18-36

Alésia pdt, asc., liv. s. à mang. + 4 chb. gde cuis., 2 bains, 145 m², chf gaz. 01-43-35-18-36

AU CŒUR DE MONTPARNASSE

BEAUX STUDIOS 32 m² cuis. et s. de bains indép.
Px : 544 000 F refaits

Bureau de vente sur place du lundi au samedi
11 h à 13 h et 14 h à 19 h

8/20, rue Cdt-Mouchotte
SEFIMEG
01-43-20-78-24

PARIS 15e

Sèvres-Lecourbe, imm. 1930, asc. 4 p. + bur. 80 m² étage élevé urgt. 01-43-35-18-36

PARIS 16e

T2/3 Janson bourgeois r.d.c., parking, entrée, w.c., cuis., s.d.b., séj., chbre, 45 m². Px : 990 000 F. Tél. : 06-14-02-93-12

Mº Muette
superbe triplex, 6e, asc., dble expos. très clair + parking 4 900 000 F.
RIVAL. 01-47-04-66-66

78 YVELINES

LE CHESNAY.
Px Versailles RD
Exclus. 5 p. ds imm. 1955. 4 chbres, 4 expos., vue dég., *prox. ttes commodités* TBE 1 260 000 F. 01-39-24-17-77

LE CHESNAY. Px centre ccial. Magnifique 6 p., 5 chbres, 2 sdb, gd séj. sur terrasse et jard. Petite copro. 2 550 000 F. 01-39-24-17-77

92 HAUTS-DE-SEINE

750 000 F
7e ét., asc., 2 p., tt conf., Exelmans.
Tél. : 01-46-37-04-18 (mat.)

COURBEVOIE récent 4 p., 95 m², dble expos. rue et chbres s/jardins, s. de bains, s. d'eau avec w.c. + *w.c. séparé*, cellier, park. s.-sol inclus. 1 150 000 F
GÉRER. 01-42-65-03-03

NEUILLY, récent s/jardins intérieurs, studio, 34 m² + balc., cuis. s. de bains, cave, park. en s.-sol inclus. 620 000 F
GÉRER. 01-42-65-03-03

LA GARENNE-COLOMBES
Prox. Courbevoie-La Défense, charme et caractère. Anc. usine, *entièrement remise à neuf.* Studio au 5 p. à partir de 13 700 F TTC/m². Livraison 2e trimestre 99. Possib. prêt 5,5 % taux fixe. Périssol.
Tél. : 01-46-88-38-71

Province

Genève sortie Tram 12, 2 p. gd stand. 190 000 F, chambrette 35 000 F
Tél. : 01-43-37-65-73
04-50-37-43-17

MAISONS

La Celle-St-Cloud
mais. d'architecte 9 p. sur ter. 853 m² arboré, gare et commodités, part. Px : *3,650 MF, ou 3,380 MF*
Tél. : 01-39-69-40-52

Province

Roussillon, gde maison carac., 5 ha terres, gde cuisine, séj. salon, cheminée, bureau, 6 ch., 4 s.d.b. + F3 gardien, dépendances, piscine, 5 millions, Cogimo, 66300 Thuir. 04-68-53-40-06

Ile-d'Arz, golfe du Morbihan, mais. 1991, terrain 650 m², s. de séj., 3 chbres, cuis. équip., 2 s. de b., garage, px : 1,250 MF.
Tél. : 02-97-44-30-64

Dpt 36, vd mais. XVIIe, centre bourg, 220 km Paris, gd mais. av. jard. + grange. Px : 800 000 F.
Tél. : 02-54-49-82-95 ap. 20 h

PROPRIÉTÉS

Paris Rég. parisienne

Propriété à vendre dans forêt Chanteloup-en-Brie (77) *proximité* : SNCF-RER (1 A) Autoroute A 4-104
Tél. : 01-64-30-34-48 - 01-64-12-74-52
150 m² habitables comprenant 2 logements indépendants
● de 50 m² (cuisine-séjour, chambre, S.E., entrée w.c.),
● de 100 m² (cuisine, séjour, 2 chambre, s. d. b., entrée w.c.)
Rez de jardin de 150 m² comprenant garage 2 voitures, 1 grande chambre, 1 bureau, chaufferie (gaz de ville), buanderie, s. b. w.c., atelier, 2 caves)
Grenier de 150 m² comprenant 1 grande chambre *avec c.d.t.* w.c.
Sur 1 900 m² de jardin paysagé bordé de bois.

VERSAILLES RD
Belle Meulière TBE
Exclus. 10 p., 6 chbres 2 sal. s. à m. jardinet. Empl. de choix s-sol total. 4 190 000 F. 01-39-24-17-77

Province

CANNES RESID.
STUD. + jard. privé 320 000 F
2 p. + jardin privé 680 000 F
01-42-94-09-38

A 5 km au sud de Genève villa-chalet de 300 m², terrain de *1 240 m², 10 pièces, prix* 1 850 000 F.
Tél. : 04-50-43-60-40

SUISSE NORMANDE
Abbaye XIIIe s., I.S.M.H. *450 m², porterie, salle* capitulaire, tour, jard. médiéval. M.H. labyrinthe : buis. et ifs, étang, ruisseau, terres 18 ha, primé *chefs-d'œuvre en péril.* P. : 3,3 MF.
T. soir : 02-31-25-20-70

NICE : résid. villa. prov. 1968, 7 p. en 2 appt de 5 p. et 2 p., comm. gar., dble, calme, qualité de vie, prox. écoles, commerces. Px: 2,5 MF.
Part. : 04-92-09-27-62 (rép.)

Part. vd 48 km La Rochelle, ppté d'agrément boisée 31 ha clôturés chasse (bécasse, palombe) détente (chalet léger hab.) eau, jard. verger, matériel, rentabilité, frais réduits. Px demandé 1,070 MF, 02-40-73-62-99 h.b.

CHARENTE-PÉRIGORD
2 h 20 TGV Paris
12' centre Angoulême
Demeure sur 1,50 hect. Parc arboré, gdes terrasses Maison avec tour Pisc. couverte, tennis quick Vaste séjour, 6 chbres, 2 sdb + 2 s.e.
Bureau, auditorium, labo-photo
2,4 MF Doc sur demande
Particulier :
Tél. : 05-45-60-63-45

MAISON DE CAMPAGNE
Prox. Vendôme, Paris TGV 1 h 15, 230 m² hab., terr. arboré 5 000 m².
Px : 950 000 F
Tél. : 02-54-80-39-26

PAVILLONS

A VENDRE
proche écoles et commerces 40 mn de Paris-Gare de Lyon
Pavillon plain-pied 5 pièces 90 m² habitables sur terrain de 502 m²
Grand séjour équipé d'un *récupérateur de chaleur.*
Garage
Prix : 850 000 F
Tél. : 01-64-41-07-84
52, rue de Sancerre
77176 Savigny-le-Temple

TERRAINS

Terrains industriels 83 ha, ter. ancien chantier naval N.Y. Boelwerf Vlaanderen B-9140 TEMSE situés sur l'Escaut 20 km sud Anvers au centre triangle industriel Anvers-Gand-Bruxelles, possib. de scission et améng. indiv. et artisanales ttes pers. intéressées prière d'écrire ou faxer avant 31 août 98 aux curateurs de N.V. Boelwerf Vlaanderen
André Mette Penningen
avocat curateur
Belseledorp 68
B - 9111 Belsele
Fax : 00323/7721396
Dani De Clercq
avocat curateur
Rozenlaan 30
B - 9111 Belsele
Fax : 00-325/772104
00323/772104
Jozef Dauwe
avocat curateur
Leo Du Boisstr 46
B - 9280 Lebbeke
Fax : 003252/413667

ACHATS APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m² Paris. Paiement comptant chez notaire. 01-48-73-48-07

Rech. URGENT 100 à 120 m² *PARIS, paiement comptant* chez notaire. 01-48-73-48-07

CHÂTEAU À VENDRE

Propriété ancienne de 24,3 hectares, située dans les Ardennes Belges. Comprend le château avec centre sportif et appartements.
Exceptionnel et luxueux. Convient à différents usages, résidence, dont hôtel, siège de société, centre de formation. *Possibilité d'extension*, option sur des terres limitrophes à la propriété.

M. Eric de Clercq Zubli, Amsterdam, Pays-Bas.
Fax : +31 20 661 15 66.

Jones Lang Wootton
INTERNATIONAL REAL ESTATE CONSULTANTS

LOCATIONS OFFRES VIDES

Paris 9e
Cadet beau 2/3 p., 55 m² 4e s/cour arborée.
4 500 + ch. 01-44-94-04-40

ETUDE LAFFITTE

01-40-45-76-11

LES JARDINS LECOURBE

179, R. LECOURBE

EN LOCATION
sans commission d'agence
Disponible immédiatement

RÉSIDENCE NEUVE 3 et 4 PIÈCES

SUR PLACE 6 jrs/7, 10 h à 19 h

Paris 16e
Egl. Auteuil, beau 4 p. 98 m², 5e, asc., p. de t. stand.
9 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 8e
Madeleine, 3 p. 82 m². Impeccable 8 105 + ch. 4 p. 120 m². Charme.
11 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 8e
F.-Roosevelt, 6 p. 200 m² Triple récept., 3 chbres.
18 000 + ch. 01-44-94-04-40

Paris 2e
Montorgueil, studio meublé 6e, asc. Clair.
2 750 net. 01-44-94-04-40

Paris 20e
Jourdain, beau studio 40 m², imm. récent.
2 700 + ch. 01-44-94-04-40

95 Val-d'Oise
MONTMORENCY
limite Enghien, 5' gare 4 p., 104 m², park., splendide résid. parc
GTF : 01-48-00-89-89

6e Bonaparte, Beaux Arts très bel imm., 18e s., séj. + 2 chbres, 3e étage.
9 400 + ch. 01-45-71-01-40

A louer
Stud. rf très clair. Métro Censier-Daubenton, 5, rue des Lyonnais. Kitchenette, équip., s. d. bains avec w.c. Cour privative, cave, digicode, interphone : 3 100 F.
Tél. : 01-43-54-72-33 à part. de 18 h

92 Levallois
3 p., 4e ét. s/asc., 62 m², cuis. s. de bains. Ref. nf, 5 474,25 F cc.
SERFATY. 01-47-89-53-13
06-09-51-34-46

Paris 9e
Notre-Dame-de-Lorette. Bel imm., 3e ét. asc., 74 m² 4 p. 7 772,50 F cc.
SERFATY. 01-47-89-53-13
06-09-51-34-46

Studio état neuf tout équipé, 5e étage PARMENTIER, 2 300 charges comprises.
Tél. : 01-45-23-28-24

Rue St-Dominique (métro Latour-Maubourg et *Ecole-Militaire), agréable* 2 p., s. de b., cuis. équip., ch., eau ch. imm., loyer mens. cc.
6 028 F. 01-45-51-07-24

***Métro Louvre 1er arr.*, appt** 55 m², 3 p., séj., 2 chbres, cuis., sdb, chauf., imm., 6 099,60 F cc.
Cabinet SERFATY
01-47-89-53-13
06-09-51-34-46

OFFRES MEUBLÉES

Loue château XVIIe restauré, Hérault, 35 km mer, tt conf., 11 personnes, piscine du 1er au 15 juillet : 20 000 F ; du 16 au 31 août : 25 000 F.
Tél. : 04-67-88-73-34

Part. villa Arcachon. Abatilles, 2 chbres + pet. chbre, parc privé, 1 500 m², juil. : 14 000 F ou quinzaine.
Tél. : 05-56-07-64-54

HAUTE-SAVOIE
Pour vos vacances, loue chalet 800 m alt., 35 min lac de Genève.
Tél. : 04-50-97-26-11

DEMANDES VIDES

MASTER GROUP
47, r. Vaneau, 75007 Paris rech. appts vide ou meublé. Toutes surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS
01-42-22-98-70

Urgent : famille cherche appartement 4/5 pièces Paris *ou proche banlieue*, 7 000 F. Tél. (heures de bureau) : 01-48-05-20-78

VACANCES

Vos vacances inoubliables Périgord près Sarlat loue Manoir 18e + piscine du 04 au 11 juil. ou sept. calme, rare, petit px
05-53-28-60-17

AGENDA

GARDE D'ENFANTS

Recherche pour septembre 1998 étudiante pour baby-sitting contre chambre de service (entièrement meublée avec douche et coin cuisine) dans quartier Rennes-Montparnasse
Tél. : 01-42-22-41-67 (après 19 heures).

DEUX ROUES

Vds Vespa 125 blanc an. 85, 46 000 km, TBE, 6 900 F à débattre.
Tél. : 01-48-92-92-65 ap. 19 h

AUTOMOBILES

Vends Porsche 914/6 cyl. 1971, couleur vert anglais. *Bon état général.* Jantes Fuchs. Embrayage et moteur refaits. Factures récentes. Contrôle technique OK. 55 000 F à débattre.
06-09-18-50-82 - 01-48-42-55-43

VACANCES TOURISME LOISIRS

Vacances scolaires
HOME D'ENFANTS
JURA

(900 m altitude près frontière suisse)
Agrément jeunesse et sports
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIe, confortablement rénovée.
Tél. : 03-81-38-12-51

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 29 JUIN

Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS
CAC 40 : +0,41 %
4233,00

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	1075	1061	-1,30	+9,38
Cr.Lyonnais(T.P.)	963	965	+0,20	+4,88
Renault (T.P.)	2889	2890	+0,03	+61,45
Rhone Poulenc(T.P)	3200	3030	-5,31	+32,89
Saint Gobain(T.P.)	1380	1360	-1,44	+6,25
Thomson S.A (T.P)	1015	1015	—	+6,64
Accor	1725	1740	+0,86	+55,48
AGF	349	348,80	-0,05	+9,37
Air Liquide	1035	1040	+0,48	+24,18
Alcatel Alsthom	1265	1269	+0,31	+65,88
Alstom	204	203,50	-0,24	[illegible]
Altran Techno. #	1311	1390	+6,02	+202,17
Atos CA	1400	1425	+1,78	+83,63
Axa	667	675	+1,19	+44,94
Bail Investis.	953	956	+0,31	+19,64
Bazar Hot. Ville	740	725	-2,02	+21,64
Bertrand Faure	465	468	+0,64	+9,97
BIC	435,10	443,90	+2,02	+1,04
BIS	670	666	-0,59	+35,77
B.N.P.	495,90	499	+0,62	+55,98
Bollore Techno.	1175	1190	+1,27	+57,82
Bongrain	2960	2970	+0,33	+36,92
Bouygues	1095	1099	+0,36	+61,14
Bouygues Offs.	256,20	261,50	+2,06	+3,72
Bull#	95,10	96	+0,94	+51,41
Canal +	1131	1148	+1,50	+2,59
Cap Gemini	974	977	+0,30	+104,09
Carbone Lorraine	530	540	+1,88	+43,61
Carrefour	3839	3845	+0,15	+22,45
Casino Guichard	469	474,50	+1,17	+41,64
Casino Guich.ADP	323,50	324	+0,15	+22,96
Castorama Dub.(Li)	1035	1047	+1,15	+43,42
C.C.F.	496	497,90	+0,38	+20,70
Cegid (Ly)	1200	1218	+1,50	+98,69
Cerus Europ.Reun	41,50	40,75	-1,80	+18,11
CGIP	3265	3225	-1,22	+49,30
Chargeurs	498	501	+0,60	+39,16
Christian Dalloz	771	771	—	+11,09
Christian Dior	732	740	+1,09	+19,93
CIC - ACTIONS "A"	620	620	—	[illegible]
Ciments Francais	358,40	352	-1,78	+52,38
Clarins	556	556	—	+20,34
Club Mediterranee	536	530	-1,11	+26,83
Coflexip	771	779	+1,03	+17,14
Colas	■ 1187	[illegible]	+1,51	[illegible]
Comptoir Entrep.	14,85	[illegible]	-1,68	[illegible]
Comptoirs Mod.	3140	[illegible]	-0,03	[illegible]
CPR	500	[illegible]	-0,40	[illegible]
Cred.Fon.France	104,50	[illegible]	-2,87	[illegible]
Credit Lyonnais CI	612	[illegible]	+0,16	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	580	[illegible]	+0,86	[illegible]
Damart	4650	[illegible]	-1,07	[illegible]
Danone	1785	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dassault-Aviation	1980	[illegible]	-0,25	[illegible]
Dassault Electro	691	[illegible]	+2,74	[illegible]
Dassault Systemes	291,70	291	-0,23	[illegible]
De Dietrich	400	400	—	[illegible]
Deveaux(Ly)#	960	979	+1,97	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	70,40	[illegible]	-0,63	[illegible]
Dexia France	810	[illegible]	-0,86	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	161	162,20	+0,74	[illegible]
Dynaction	236,80	[illegible]	+1,35	[illegible]
Ecia	1700	[illegible]	+0,58	[illegible]
Eiffage	554	[illegible]	+0,90	[illegible]
Elf Aquitaine	829	[illegible]	+0,48	[illegible]
Eramet	246,60	244,90	-0,68	[illegible]
Eridania Beghin	1340	[illegible]	+0,82	[illegible]
Essilor Intl	2540	[illegible]	+0,78	[illegible]
Essilor Intl.ADP	2230	[illegible]	-0,04	[illegible]
Esso	576	[illegible]	+1,04	[illegible]
Eurafrance	3750	[illegible]	+0,26	[illegible]
Euro Disney	12,60	[illegible]	-1,58	[illegible]
Europe 1	1363	[illegible]	+1,61	[illegible]
Eurotunnel	6,80	6,75	-0,73	[illegible]
Fimalac SA	705	710	+0,70	[illegible]
Finextel	126	[illegible]	—	+17,20
Fives-Lille	532	[illegible]	-1,12	[illegible]
France Telecom	411,10	[illegible]	+1,67	[illegible]
Fromageries Bel	5180	[illegible]	—	[illegible]
Galeries Lafayette	6100	[illegible]	+0,49	[illegible]
GAN	162,90	160,50	-1,47	[illegible]
Gascogne	620	620	—	[illegible]
Gaumont #	473	[illegible]	-1,05	[illegible]
Gaz et Eaux	335	[illegible]	-0,89	[illegible]
Geophysique	880	[illegible]	+1,93	[illegible]
G.F.C	656	[illegible]	+0,45	[illegible]
GrandVision	192	197	+2,60	[illegible]
Groupe Andre S.A.	715	715	—	[illegible]
Groupe GTM	613	[illegible]	+0,81	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	166,90	163	-2,33	[illegible]
Guilbert	945	927	-1,90	[illegible]
Guyenne Gascogne	2445	2450	+0,20	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1629	1640	+0,67	[illegible]
Havas Advertising	1218	1217	-0,08	[illegible]
Imetal	818	827	+1,10	[illegible]
Immeubl.France	495,20	495	-0,04	[illegible]
Infogrames Enter.	368,90	376,60	+2,08	[illegible]
Ingenico	164,80	163,10	-1,03	[illegible]
Interbail	164,10	166	+1,15	[illegible]
Intertechnique	1650	1655	+0,30	[illegible]
ISIS	750	754	+0,53	[illegible]
Jean Lefebvre	500	[illegible]	—	[illegible]
Klepierre	1187	1190	+0,25	[illegible]
Labinal	2080	2170	+4,32	[illegible]
Lafarge	638	623	-2,35	[illegible]
Lagardère	251	[illegible]	-0,15	[illegible]
Lapeyre	375	[illegible]	+0,69	[illegible]
Lebon (Cie)	288	[illegible]	-3,12	[illegible]
Legrand	1622	[illegible]	+2,03	[illegible]
Legrand ADP	1090	[illegible]	+0,09	[illegible]
Legris Indust.	292	[illegible]	-0,47	[illegible]
Locindus	876	[illegible]	+0,91	[illegible]
L'Oreal	3385	[illegible]	-0,50	[illegible]
LVMH Moet Hen.	1199	[illegible]	+1,34	[illegible]
Marine Wendel	1115	[illegible]	—	[illegible]
Metaleurop	50	[illegible]	+4,60	[illegible]
Metrologie Inter.	19,60	[illegible]	—	[illegible]
Michelin	356	[illegible]	-0,33	[illegible]
Montupet SA	■ 2424	[illegible]	+0,24	[illegible]
Moulinex	155	[illegible]	—	[illegible]
Natexis	■ 382	[illegible]	-0,26	[illegible]
Norbert Dentres.#	240	[illegible]	+3,25	[illegible]
Nord-Est	132	[illegible]	—	[illegible]
Nordon (Ny)	525	[illegible]	—	[illegible]
NRJ #	935	[illegible]	+0,85	[illegible]
Olipar	70	[illegible]	+0,42	[illegible]
Paribas	647	[illegible]	+0,30	[illegible]
Pathe	1150	[illegible]	+2,95	[illegible]
Pechiney Act Ord A	239	[illegible]	+0,83	[illegible]
Pernod-Ricard	417,50	[illegible]	-0,35	[illegible]
Peugeot	1375	[illegible]	-1,09	[illegible]
Pinault-Print.Red	4990	[illegible]	+2,20	[illegible]
Plastic Omn.(Ly)	887	[illegible]	+0,78	[illegible]
Primagaz	517	[illegible]	+1,54	[illegible]
Promodes	3450	[illegible]	-0,86	[illegible]
Publicis #	1020	[illegible]	-0,29	[illegible]
Remy Cointreau	117,30	[illegible]	+1,02	[illegible]
Renault	340,50	[illegible]	+0,58	[illegible]
Rexel	2562	[illegible]	+0,66	[illegible]
Rhodia	174	[illegible]	+1,32	[illegible]
Rhone Poulenc A	344	[illegible]	-1,01	[illegible]
Rochefortaise Com.	708	[illegible]	+0,28	[illegible]
Rochette (La)	28,70	[illegible]	-0,52	[illegible]
Royal Canin	345,10	[illegible]	—	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	8000	[illegible]	+0,62	[illegible]
Sade (Ny)	239	[illegible]	+0,29	[illegible]
Sagem SA	4698	[illegible]	+0,04	[illegible]
Saint-Gobain	■ 1133	[illegible]	+2,11	[illegible]
Salvepar (Ny)	571	[illegible]	+1,40	[illegible]
Sanofi	705	[illegible]	-0,14	[illegible]
Saupiquet (Ns)	540	[illegible]	+7,59	[illegible]
Schneider SA	490	[illegible]	-0,30	[illegible]
SCOR	390	[illegible]	-1,53	[illegible]
S.E.B.	857	[illegible]	+0,11	[illegible]
Sefimeg CA	419,80	[illegible]	-0,66	[illegible]
SEITA	270	[illegible]	-0,81	[illegible]
Selectibanque	86,05	[illegible]	—	[illegible]
SFIM	952	[illegible]	+1,26	[illegible]
SGE	277	[illegible]	+0,72	[illegible]
Sidel	444	[illegible]	+1,08	[illegible]
Silic CA	1114	[illegible]	-0,35	[illegible]
Simco	510	[illegible]	+0,19	[illegible]
S.I.T.A	1575	[illegible]	-2,15	[illegible]
Skis Rossignol	106,80	[illegible]	-0,65	[illegible]
Soc.Fonc.Lyonnai.#	960	[illegible]	-0,93	[illegible]
Societe Generale	1215	[illegible]	+1,39	[illegible]
Sodexho Alliance	1245	[illegible]	-3,53	[illegible]
Sogeparc (Fin)	423	[illegible]	+1,18	[illegible]
Sommer-Allibert	313	[illegible]	—	[illegible]
Sophia	290	[illegible]	+0,37	[illegible]
Spir Communic. #	512	[illegible]	-2,53	[illegible]
Strafor Facom	590	[illegible]	—	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	■ 1030	[illegible]	-0,19	[illegible]
Synthelabo	1013	[illegible]	+0,39	[illegible]
Technip	730	[illegible]	+1,36	[illegible]
Thomson-CSF	233	[illegible]	+0,21	[illegible]
Total	771	[illegible]	+1,42	[illegible]
UIF	445,70	[illegible]	+4,01	[illegible]
Unibail	792	[illegible]	-0,25	[illegible]
Union Assur.Fdal	910	[illegible]	+3,62	[illegible]
Usinor	94	[illegible]	+0,74	[illegible]
Valeo	638	[illegible]	+0,94	[illegible]
Vallourec	475	[illegible]	-2,10	[illegible]
Via Banque	193	[illegible]	-0,51	[illegible]
Vivendi (ex CGE)	1265	[illegible]	+1,10	[illegible]
Worms (ex.Someal)	107,50	[illegible]	+0,93	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1655	[illegible]	+1,32	[illegible]
Elf Gabon	945	[illegible]	-0,31	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	138	[illegible]	+0,94	[illegible]
Adecco S.A.	2433	[illegible]	+3,16	[illegible]
Adidas-Salomon AG#	1069	[illegible]	-0,46	[illegible]
ALLIANZ AG	2003	[illegible]	+0,34	[illegible]
American Express	660	[illegible]	+1,81	[illegible]
Anglo American #	208,10	[illegible]	+0,43	[illegible]
Anglogold Ltd #	230	[illegible]	+4,34	[illegible]
Arngold #	221,50	[illegible]	-2,57	[illegible]
Arjo Wiggins App.	20,10	[illegible]	—	[illegible]
A.T.T. #	350,30	[illegible]	+0,91	[illegible]
Banco Santander #	● 149,90	[illegible]	+8,60	[illegible]
Barrick Gold #	111,70	[illegible]	+0,71	[illegible]
B.A.S.F. #	290	[illegible]	—	[illegible]
Bayer #	306,50	[illegible]	+0,97	[illegible]
Crown Cork ord.#	284,20	[illegible]	+1,16	[illegible]
Crown Cork PF CV#	260	[illegible]	+0,80	[illegible]
Daimler Benz #	595	[illegible]	+1,51	[illegible]
De Beers #	107	[illegible]	-0,65	[illegible]
Deutsche Bank #	508	[illegible]	+1,96	[illegible]
Diageo PLC reg.#	70,80	71	+0,28	[illegible]
Dresdner Bank	328	[illegible]	-0,30	[illegible]
Driefontein #	30,20	[illegible]	-1,98	[illegible]
Du Pont Nemours #	440	[illegible]	+3,15	[illegible]
Eastman Kodak #	413,70	[illegible]	+3,45	[illegible]
East Rand #	1,37	[illegible]	-2,18	[illegible]
Echo Bay Mines #	14,75	[illegible]	-2,71	[illegible]
Electrolux #	114,90	[illegible]	-0,17	[illegible]
Ericsson #	175	[illegible]	—	[illegible]
Ford Motor #	350	[illegible]	+1,02	[illegible]
Gencor act.regr.	9,15	[illegible]	-8,19	[illegible]
General Elect. #	545	540	+0,73	+22,27
General Motors #	400,10	407	+1,72	+15,52
Gle Belgique #	1017	1055	+3,73	+87,22
Harmony Gold #	24	23,50	-2,08	+69,06
Hitachi #	36,25	37	+2,06	-14,64
Hoechst #	301	301	—	+47,64
I.B.M #	677	690	+1,92	+10,40
I.C.I #	99,50	101,50	+2,01	+9,13
Ito Yokado #	270	274,80	+1,77	-8,85
Kingfisher plc #	99	101,20	+2,22	+16,38
Matsushita #	88,35	90,95	+2,94	+3,76
Mc Donald's #	414	419,50	+1,32	+47,29
Merck and Co #	804	800	-0,49	+24,80
Mitsubishi Corp.#	35	34,80	-0,57	-22,56
Mobil Corporat.#	472	[illegible]	—	+7,22
Morgan J.P. #	711	718	+0,98	+8,81
Nestle SA Nom. #	12970	13180	+1,61	+47,42
Nipp. MeatPacker #	69,50	70	+0,71	-14,65
Nokia A	417,40	425,90	+2,03	+96,09
Norsk Hydro #	262,10	268	+2,25	-8,21
Petrofina #	2445	2400	-1,84	+9,53
Philip Morris #	242	240,20	-0,74	-10,80
Philips N.V #	524	512	-2,29	+38,79
Placer Dome Inc #	67	67	—	-8,84
Procter Gamble	549	547	-0,36	+13,72
Quilvest	340	344	+1,17	+14,34
Randfontein #	12,80	12,80	—	+48,85
Rio Tinto PLC #	70	69,10	-1,28	-7,24
Royal Dutch #	338,30	338	-0,08	+3,98
Sega Enterprises	102,70	104,20	+1,46	-5,22
Schlumberger #	408	408,50	+0,12	-16,44
Shell Transport #	42,45	43,40	+2,23	-0,60
Siemens #	363,60	370,80	+1,98	+3,28
Sony Corp. #	494	501	+1,41	-6,47
STmicroelectronics	430	432	+0,46	+15,97
Sumitomo Bank #	56,90	58,15	+2,19	-13,72
T.D.K #	440	435	-1,13	-1,53
Telefonica #	279,90	283,50	+1,28	+61,58
Toshiba #	24	24,20	+0,83	-0,82
Unilever #	498	492,50	-1,10	+32,53
United Technol. #	545	548	+0,55	+24,54
Volkswagen A.G #	5940	5990	+0,84	+83,66
Yamanouchi #	120	120	—	-4,78
Zambia Copper	10,45	11,05	+5,74	-14

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 29 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq.9% 91-02	—	5,918
CEPME 9% 89-99 CA#	105,50	7,816 ↑
CEPME 9% 92-06 TSR	125,60	0,222 d
CFD 9,7% 90-03 CB	121,30	3,907
CFD 8,6% 92-05 CB	121,91	3,346 ↑
CFF 10% 88-98 CA#	101,77	6,932 d
CFF 10,25%90-01CB#	114,23	8,061
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,22	8,853 o
CNA 9% 4/92-07	128,83	1,455 ↓
CRH 8,6% 92/94-03 ■	—	0,071
CRH 8,5% 10/87-88#	103	2,723
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,66	3,228
EDF 8,6% 92-04 #	119,46	1,979
Finansder 9%91-06#	128,10	5,375 ↓
Finansd.8,6%92-02#	113,08	3,676 ↑
Floral9,75% 90-99#	—	9,362 d
OAT 9/85-98 TRA	—	3,487
OAT TMB 87/99 CA#	100,01	1,523 o
OAT 8,125% 89-99 #	103,78	0,846 ↑
OAT 8,50%90/00 CA#	—	2,236 ↑
OAT 85/00 TRA CA#	101,65	4,422 d
OAT 10%5/85-00 CA#	110,52	0,986 ↑
OAT 89-01 TME CA#	100,15	1,855 ↓
OAT 10% 90-01 ecu	—	3,452 d
OAT 7,5%7/86-01 CA#	109,08	7,027
OAT 8,5% 91-02 ecu	—	2,538
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,18	5,300
OAT 8,50% 89-19 #	—	5,822 d
OAT.8,50%92-23 CA#	—	1,584
SNCF 8,8% 87-94CA	104,81	3,616 ↑
Suez Lyon.Eaux 90	1055	

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		54,50	[illegible]
Baccarat (Ny)	◆	903	[illegible]
Bains C.Monaco		790	[illegible]
Bque Transatlantl.	◆	268,20	[illegible]
Bidermann Intl	◆	110	[illegible]
Centenaire Blanzy		585	[illegible]
Champex (Ny)	◆	26,30	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	3300	[illegible]
Generali Fce Assur		1851	[illegible]
Continental Ass.Ly.	◆	724	[illegible]
Darblay	◆	551	[illegible]
Didot Bottin		896	[illegible]
Eaux Bassin Vichy	◆	2360	[illegible]
Ent.Mag. Paris		2020	[illegible]
Fichet Bauche		39,75	[illegible]
Fidel		67	[illegible]
Finalens		275	[illegible]
F.I.P.P.	◆	233	[illegible]
Fonciere (Cie)		925	[illegible]
Foncina #	◆	602	[illegible]
Francarep	◆	330	[illegible]
From. Paul-Renard	◆	1051	[illegible]
Gevelot		1281	[illegible]
G.T.I (Transport)		414	[illegible]
Immobail		240	[illegible]
Immobanque		712	[illegible]
Lucia		85	[illegible]
Monoprix	◆	470	[illegible]
Metal Deploye	◆	400	[illegible]
Mors		7,55	[illegible]
Navigation (Nle)		130	130
Optorg		475	[illegible]
Paluel-Marmont ech	◆	460	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)		1055	[illegible]
Parfinance		320,10	[illegible]
Paris Orleans		398	[illegible]
Promodes (CI)		2279	2279
PSB Industries Ly		719	[illegible]
Rougier #		398	[illegible]
Saga		185	[illegible]
S.I.P.H.	◆	250	[illegible]
Sofragi	◆	5180	[illegible]
Taittinger		4700	[illegible]
Tour Eiffel	◆	545	[illegible]
Vicat		595	[illegible]
Caves Roquefort		2100	[illegible]
Elyo	◆	361	[illegible]
Finaxa		595	[illegible]
Gaillard (M)		1620	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	211,50	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg		2050	[illegible]
Hotel Lutetia		536	[illegible]
Hotels Deauville		1022	[illegible]
L.Bouillet (Ly)	◆	397	[illegible]
Lloyd Continental	◆	10550	[illegible]
Matussiere Forest		76	[illegible]
Moncey Financiere		3000	[illegible]
M.R.M. (Ly)		498	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	129,50	[illegible]
Poliet		533	[illegible]
Sabeton (Ly)		806	[illegible]
Samse (Ly)	■	1384	[illegible]
Sechilienne (Ly)	■	1378	[illegible]
Sucr.Pithiviers		3200	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)		267	[illegible]
Teleflex L.Dupont#		110,10	[illegible]
Union Gle Nord(Li)		327,90	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	543	543
Fiat Ord.	26	25,05
Gold Fields South	65	65
Kubota Corp.	12,25	12,25
Montedison act.ep.	9,45	9,45
Olympus Optical	50	50
Robeco	669	673
Rodamco N.V.	165,90	166,70
Rolinco	594	595
Sema Group Plc #	308	306
Solvay SA	460	472

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 29 JUIN

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	◆	59,90	59,90
AFE #		950	950
Aigle #		550	541
Albert S.A (Ns)	◆	230	230
Arkopharma #		482	475
Assystem #		266	268
Bque Picardie (Li)	◆	983	983
Bque Tarneaud(B)#		391,10	391
Bque Vernes	◆	145	145
Beneteau CB#		810	841
B I M P		132	132
Boiron (Ly)#		475	475
Boisset (Ly) #		300	300
But S.A.	◆	336	336
C.E.E #		170	161,50
Change Bourse (M)		212	210
CNIM CA#		272	270
Codetour		404	403,10
Comp.Euro.Tele-CET		353	357
Conflandey #		339,20	339,10
C.A. Hte Normandie		320	328
C.A. Paris IDF		967	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine		307,90	307,90
C.A.Loire Atl.# Ns		306	304,90
C.A.Pas de Calais		585	585
C.A.du Nord#(Li)		479	475
C.A. Oise CCI		342	345
C.A. Somme CCI		340	340
C.A.Toulouse (B)		434	434
Groupe J.C.Darmon		690	658
Devanlay S.A.	◆	722	722
Devernois (Ly)		562	562
Ducros Serv.Rapide		44,50	42,50
Emin-Leydier (Ly)#		446,50	456
Europ.Extinc.(Ly)		490	489
Expand s.a	■	1493	1520
Factorem		840	839
Faiveley #		233	232
Finacor		36	34
Fininfo		1085	1076
Assur.Bq.Populaire		620	620
Gautier France		369	361,40
Gel 2000	◆	39	[illegible]
GEODIS #		450	[illegible]
GFI Industries #	●	320	[illegible]
Girodet (Ly) #		24	[illegible]
GLM S.A		206	[illegible]
Gpe Guillin # Ly		258	[illegible]
Kindy #		146,50	[illegible]
Guerbet S.A		211	[illegible]
Hermes Internat.1#		465	[illegible]
Hurel Dubois		829	[illegible]
ICBT Groupe #		220,20	[illegible]
I.C.C.#	◆	195	[illegible]
ICOM Informatique		600	[illegible]
Idianova	◆	118,70	[illegible]
Int. Computer #	◆	72,50	[illegible]
IPBM		61	[illegible]
M6-Metropole TV		1000	[illegible]
Manitou #		1007	[illegible]
Manutan		570	[illegible]
Marie Brizard #		651	[illegible]
Maxi-Livres/Profr#		40	[illegible]
Mecelec (Ly)		94,10	[illegible]
MGI Coutier #		350,10	351
Monneret Jouets Ly#		165,90	162,50
Naf-Naf #		81	82
NSC Groupe (Ny)		910	909
Onet #		925	940
Paul Predault		181	[illegible]
P.C.W.		19	—
Petit Boy #		130	[illegible]
Phyto-Lierac #		237	[illegible]
Pochet	◆	750	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)	◆	228	[illegible]
Radiall #		690	[illegible]
Robertet #		1225	[illegible]
Rouleau-Guichard		320	[illegible]
Securidev #		100	[illegible]
Smoby (Ly) #		604	[illegible]
Sofco (Ly)	◆	13	[illegible]
Sofibus	◆	370	[illegible]
Sopra #		1861	[illegible]
Steph.Kelian #		86	[illegible]
Sylea		557	[illegible]
Teisseire-France		210	[illegible]
TF1		964	[illegible]
Thermador Gpe. #		385	[illegible]
Transiciel		673	[illegible]
Trouvay Cauvin #		186,50	[illegible]
Unilog		2112	[illegible]
Union Fin.France		700	[illegible]
Viel et Cie #		159	[illegible]
Vilmorin et Cie #		620	[illegible]
Virbac		490	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 29 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	34	[illegible]
Belvedere	1260	[illegible]
BVRP	419,50	[illegible]
Cheminex	15	[illegible]
Dwan Duboi	475	[illegible]
Eurofins scientif.	680	[illegible]
FDM Pharma n.	40	[illegible]
Genset	582	[illegible]
Guyanor action B	8,30	[illegible]
Infonie	135,50	[illegible]
Joliez-Regol	95	[illegible]
La Cie Group	168	[illegible]
Olitec	1250	[illegible]
Omnicom	690	[illegible]
Picogiga	245,50	[illegible]
R21 Santé	470	[illegible]
Serp Recyclage	805	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 29 JUIN

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl	◆	1099	[illegible]
Via Crédit (Banque)	◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

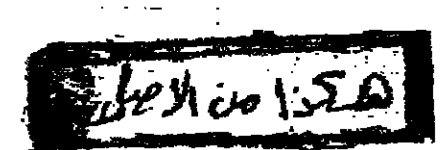
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 26 juin

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		171,92	163,23
Agipi Actions (Axa)		161,77	154,07
BNP 3615 BNP			
Antigone Tresorie		911187	911187
Natio Court Terme		14619	14619
Natio Court Terme 2		397021	397021
Natio Epargne		2215,69	2193,75
Natio Ep. Croissance		4160,32	4079,34
Natio Ep. Patrimoine		177,52	174,04
Natio Epargne Retraite		212,57	208,40
Natio Epargne Trésor		11693,50	11670,16
Natio Euro Valeurs		1466,38	1437,63
Natio Euro Oblig.		1081,02	1070,32
Natio Euro Opport.		1550,23	1519,83
Natio Euro Perspect.		2327,10	2281,47
Natio Immobilier		1821,79	1786,07
Natio Inter		1158,50	1135,78
Natio Monetaire C		5595,12	5595,12
Natio Monetaire D		5256,53	5256,53
Natio Oblig. LT		232,94	228,37
Natio Oblig. MT C		903,58	894,63
Natio Oblig. MT D		873,34	864,69
Natio Opportunités		275,31	269,91
Natio Placement C		80862,44	80862,44
Natio Placement D		75979,81	75979,81
Natio Revenus		1128,85	1117,67
Natio Sécurité		11461,71	11461,71
Natio Valeurs		1906,07	1868,70
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		95243,76	95243,76
Oblig. tres caté.		293,64	289,30
CDC-GESTION			
Livret Bourse Inv. D PEA	◇	1173,49	1139,31
Nord Sud Develop. C	◇	2688,22	2682,85
Nord Sud Develop. D	◇	2407,69	2402,88
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C	◇	324,25	317,50
Patrimoine Retraite D	◇	306,99	300,97
Sicav Associations C	◇	2479,03	2479,03
CDC TRESOR Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
Fonsicav C	◇	20361,09	20361,09
Mutual. dépôts Sicav C	◇	19921,74	19901,84
CAISSE D'EPARGNE Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
Ecur. Act. Futur D PEA	◇	402,28	394,39
Ecur. Capitalisation C	◇	270,04	270,04
Ecur. Expansion C	◇	85733,01	85733,01
Ecur. Géovaleurs C	◇	4770,51	4676,97
Ecur. Investis. D PEA	◇	318,60	312,35
Ecur. Monépremière	◇	11673,39	11673,39
Ecur. Monétaire C	◇	13355,81	13355,81
Ecur. Monétaire D	◇	12379,42	12379,42
Ecur. Tresorerie C	◇	327,68	327,68
Ecur. Tresorerie D	◇	307,25	307,25
Ecur. Trimestriel D	◇	2100,26	2100,26
Eparcourt-Sicav D	◇	192,94	192,94
Geoptim C	◇	13739,23	13536,19
Geoptim D	◇	12620,04	12433,54
Horizon C	◇	2996,90	2938,14
Prévoyance Ecur. D	◇	105,90	105,90
Sensipremière C	◇	14382,16	14346,29
Fonds communs de placements			
Ecur. Capipremière C	◇	12539,75	12514,70
Ecur. Securipremière C	◇	12396,56	12384,18
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM			
Amplia	◇	123079,98	123079,96
Atout Amerique		223,87	218,41
Atout Asie		76,79	74,92
Atout France Europe		1210,88	1181,35
Atout France Monde		292,46	285,33
Atout Futur C		1199,83	1170,57
Atout Futur D		1117,68	1090,42
Coexis		2059,84	2025,41
Dieze		2843,32	2795,29
Elicash	◇	978918,21	978918,21
Eurodyn		3624,26	3535,86
Indicia	◆	2571,69	2514,82
Indocam Convert. C		16332,37	15856,67
Indocam Convert. D		14950,73	14515,27
Indocam Europe Nouv.		14350,11	13932,15
Indocam Hor. Eur. C		1249,60	1213,20
Indocam Hor. Eur. D		1249,60	1213,20
Indocam Multi Oblig.		1006,46	977,15
Indocam Orient C	◆	160,61	153,38
Indocam Orient D	◆	147,24	140,56
Indocam UniJapon		838,98	800,34
Indocam Str. 5-7 C		2019,71	1985,95
Indocam Str. 5-7 D		1444,88	[illegible]
Mone.J C	◇	12250,85	12250,85
Mone.J D	◇	11605,51	11605,51
Oblifutur C		587,69	577,87
Oblifutur D		541,65	532,60
Oraction		1391,75	[illegible]
Revenu-Vert		1202,51	[illegible]
Sévéa	◆	128,48	125,35
Synthésis		19994,91	[illegible]
Univers Actions		309,29	301,75
Uni Associations	◇	120,92	120,92
Uni-Foncier		1925,16	[illegible]
Uni-Régions		2321	2264,39
Univar C	◇	317,47	317,47
Univar D	◇	297,65	297,65
Univers-Obligations		267,74	[illegible]
Fonds communs de placements			
Indocam Dollar 3 m.	◆	16379,89	16058,72
Indocam Val. Restr.	◆	19189,93	[illegible]
Optalis Dynamiq. C	◆	123,36	[illegible]
Optalis Dynamiq. D	◆	122,12	[illegible]
Optalis Équilib. C	◆	118,33	[illegible]
Optalis Équilib. D	◆	115,32	[illegible]
Optalis Expansion C	◆	113,30	[illegible]
Optalis Expansion D	◆	113,30	[illegible]
Optalis Sérénité C	◆	110,29	[illegible]
Optalis Sérénité D	◆	105,36	[illegible]
Pacte Sol. Logem.	◆	517,68	[illegible]
Pacte Vert T. Monde	◆	546,74	[illegible]
CIC BANQUES			
Francic		221,83	[illegible]
Francic Pierre		189,73	[illegible]
Europe Régions		326,48	[illegible]
CIC PARIS			
Associc		1109,28	[illegible]
Cicamonde		2016,31	[illegible]
Converticic		505,09	[illegible]
Ecocic		2092,21	[illegible]
Mensuelcic		10095,21	[illegible]
Oblicic Mondial		4221,16	[illegible]
Oblicic Régions		1258,11	[illegible]
Rentacic		167,36	[illegible]
CREDIT LYONNAIS			
Eurco Solidarité		1428,01	[illegible]
Lion 20000 C		17576,32	[illegible]
Lion 20000 D		16444,19	[illegible]
Lion-Associations C		11442,83	[illegible]
Lion-Associations D		10844,37	[illegible]
Lion Court Terme C		27193,45	[illegible]
Lion Court Terme D		23957,72	[illegible]
LionPlus C		1685,94	[illegible]
LionPlus D		1544,35	[illegible]
Lion Trésor		2523,07	[illegible]
Oblilion		2352,54	[illegible]
Sicav 5000		1039,99	[illegible]
Slivafrance		1786,73	[illegible]
Slivam		685,20	[illegible]
Slivarente		258,72	[illegible]
Slivinter		972,18	[illegible]
Trilion		5730,14	[illegible]
Crédit Mutuel FINANCE			
Avenir Alizes		2817,08	[illegible]
CM Option Dynamique		185,78	[illegible]
CM Option Equilibre		315,40	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		214,70	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		955,98	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. C		215,84	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J		23541,50	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde		2093,56	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.		1976,21	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre		1096,47	[illegible]
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		113,65	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		404,32	[illegible]
Saint-Honoré Capital		21439,46	[illegible]
St-Honoré March. Emer.		562,23	[illegible]
St-Honoré Pacifique		576,14	[illegible]
St-Honoré Vie Santé		2291,57	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux	◇	1875,13	[illegible]
Stratégie Actions		1287,33	[illegible]
Stratégie Rendement		2130,79	[illegible]
Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
Amplitude Amérique C	◇	139,54	[illegible]
Amplitude Europe C	◇	229,56	[illegible]
Amplitude Europe D	◇	225,11	[illegible]
Amplitude Monde C	◇	1248,32	[illegible]
Amplitude Monde D	◇	1167,30	[illegible]
Amplitude Pacifique C	◇	77,21	[illegible]
Élanciel France D PEA	◇	276	[illegible]
Élanciel Euro	◇	678,82	[illegible]
Émergence Euro Poste	◇	203,90	[illegible]
Géobilys C	◇	712,37	[illegible]
Géobilys D	◇	666,65	[illegible]
Kaleis Dynamisme C	◇	1354,39	[illegible]
Kaleis Équilibre C	◇	1211,12	[illegible]
Kaleis Sérénité C	◇	1130,90	[illegible]
Latitude C	◇	152,36	[illegible]
Latitude D	◇	135,29	[illegible]
Oblitys D	◇	662,42	[illegible]
Plénitude D PEA	◇	280,01	[illegible]
Poste Gestion C	◇	15308,67	[illegible]
Revenus Trimestr. D	◇	5285,81	[illegible]
Solstice D	◇	2370,29	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		39015,69	[illegible]
Actimonétaire D		30910,61	[illegible]
Cadence 1 D		1077,01	[illegible]
Cadence 2 D		1064,95	[illegible]
Cadence 3 D		1053,99	[illegible]
Capimonétaire C		420,50	[illegible]
Capimonétaire D		370,23	[illegible]
Sogeoblig C/D		9813,16	[illegible]
Interoblig C		318,22	[illegible]
Intersélection France D		497,64	[illegible]
S.G. France opport. C		2964,95	[illegible]
S.G. France opport. D		2806,65	[illegible]
Sogenfrance C		2926,79	[illegible]
Sogenfrance D		2657,16	[illegible]
Sogépargne D		310,25	[illegible]
Soginter C		346,45	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	2108,74	[illegible]
Sogelance D	◆	1715,06	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	◆	380,99	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



SPORTS

Les Ferr

Peugeot

Pete Sampras veut prof

هكذا من الأصل

SPORTS L'écurie Ferrari a réalisé dimanche 28 juin au Grand Prix de France, sur le circuit de Magny-Cours, son premier doublé depuis 1990 et la victoire d'Alain Prost et de Nigel Mansell en Espagne. L'Allemand Michael Schumacher, vainqueur, et son coéquipier, l'Ecossais Eddie Irvine, deuxième, ont devancé David Coulthard, sur McLaren-Mercedes. ● LE PILOTE allemand, après sa victoire dans le dernier Grand Prix du Canada, a signé le trentième succès de sa carrière. Un podium qui relance la course au titre de champion du monde des pilotes, puisque Schumacher se retrouve à six points du Finlandais Mika Hakkinen. ● LES MODIFICATIONS apportées par les ingénieurs de la Scuderia sur les voitures rouges annoncent de possibles rebondissements pour la seconde partie de la saison de formule 1. L'écurie Prost-Peugeot doit encore travailler pour confirmer la fiabilité de ses voitures.

Les Ferrari s'imposent sur le circuit de Magny-Cours

Vainqueur du Grand Prix de France, Michael Schumacher vient signifier que la seconde moitié de la saison de formule 1 va être marquée par une lutte plus serrée avec les McLaren-Mercedes. Eddie Irvine a su résister aux assauts de Mika Hakkinen pour permettre le doublé de la Scuderia

IL NE FAUT jamais négliger les déclarations de Michael Schumacher. Interrogé par *Le Monde*, quelques jours avant le Grand Prix de France de formule 1 à Magny-Cours, le pilote allemand avait précisé : *« Nous avons effectué un gros travail sur la voiture. »* (*Le Monde* du 27 juin). Dimanche 28 juin, sur le circuit de la Nièvre, il a apporté la démonstration que les modifications effectuées par l'écurie Ferrari sur sa F 300 lui permettaient d'aller quelques secondes plus vite que ses adversaires.

Après un deuxième départ, dû à une interruption de la course par les commissaires pour l'immobilisation de la voiture de Jos Verstappen sur la grille, les Ferrari de Schumacher et de Eddie Irvine prennent la tête de la course. *« Eddie et moi, nous avons fait un départ fantastique et nous avons passé les McLaren. C'est un des éléments qui firent la décision dans cette course »*, assure « Schumi », comme l'appellent ses admirateurs allemands.

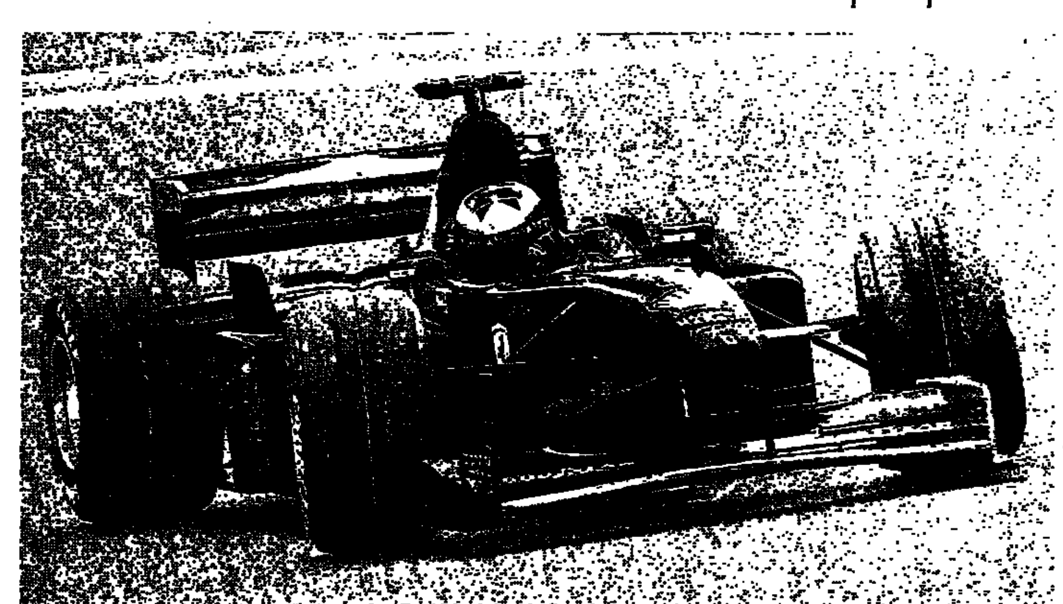
Schumacher devant, Irvine derrière, la Scuderia mène une drôle de danse, qu'elle va poursuivre pendant soixante et onze tours. Dès le premier virage, une stratégie d'équipe s'est en effet mise en action. Alors que Schumacher creuse l'écart en grignotant les secondes qui le séparent de ses poursuivants, Irvine contient les assauts des deux McLaren. Il pousse même à la *faute les pilotes des deux voitures* au moteur Mercedes. Au vingtième tour, impatient de passer l'obstacle qui file ainsi devant lui, le Finlandais Mika Hakkinen tente une manœuvre risquée dans l'épingle du Lycée.

Il prend l'intérieur mais sa voiture part en tête à queue, juste à la sortie de la chicane précédant la ligne droite des stands. Le pilote finlandais perd de précieuses secondes. Il réalise aussi sans doute, à ce moment-là de la course, que ce dimanche les Ferrari sont au meilleur de leur forme. *« J'ai eu quelques occasions de doubler,* assurait-il après l'arrivée. *J'ai essayé, évidemment, mais je ne voulais pas prendre de risques inutiles où l'un ou l'autre aurait pu sortir de la piste. »*

SUCCESSION DE MALCHANCES

De son côté, son collègue d'écurie, l'Ecossais David Coulthard, doit faire face à une succession de malchances. Un embout de tuyau de ravitaillement récalcitrant l'oblige à multiplier les arrêts, souvent très longs, dans son stand pour obtenir le plein de son réservoir. *« Ce n'était pas vraiment un bon jour pour moi,* déclarait, laconique, le pilote qui devait se satisfaire d'arracher la sixième place, synonyme d'un point, en soufflant la place à Jean Alesi (Sauber-Petronas).

Pendant ce temps, Michael Schumacher caracole en tête. L'Allemand tourne régulièrement plus vite que ses adversaires, leur prenant jusqu'à une seconde à chaque passage sur la ligne de chronométrage.


SPORT MOTOR RACING/REUTERS

Michael Schumacher et sa Ferrari F 300.

« Je me suis attaché à bien mener ma course. Les dix secondes que je perds sur la fin de l'épreuve, c'est à cause d'une panne de radio. Je me suis un peu déconcentré. C'est très difficile de le rester lorsqu'on n'a plus de communications », assure Michael Schumacher. Petits soucis, très petits soucis, qui n'empêchent pas le pilote de franchir la ligne d'arrivée en premier.

Derrière lui, son coéquipier a su contenir jusqu'à l'ultime virage les assauts de Mika Hakkinen. Il s'adjuge ainsi la deuxième place, offrant à Ferrari son premier doublé de l'année.

DÉMONSTRATION BRILLANTE

Une démonstration brillante des travaux effectués entre les derniers grands prix par les ingénieurs de la Scuderia.

Trois semaines après le rendez-vous canadien de la formule 1, la nouvelle victoire du double champion du monde et le doublé des Ferrari ont relancé un championnat que certains n'hésitaient pas, il y a peu de temps, à définir comme une « balade » des McLaren-Mercedes. Même si dans l'équipe anglo-allemande on veut croire à un *« retour à la normale sur les tracés de circuits rapides de l'été »*.

Dimanche 28 juin au soir, Michael Schumacher effectuait les comptes de ses dernières victoires. *« Six points de retard sur Hakkinen, ce n'est rien »*, assurait le pilote allemand. Un écart d'autant moins important qu'il était un peu plus conforté dans ses certitudes de disposer désormais d'une Ferrari compétitive, revenue au niveau des McLaren considérées il y a quelques semaines comme les seules dominatrices des circuits.

Cette victoire vient récompenser le rôle de Jean Todt qui fêtait, sur le circuit de Magny-Cours, son cinquième anniversaire au poste de directeur sportif de l'écurire Ferrari. Il a d'ailleurs saisi l'occasion pour annoncer qu'il prolongeait son contrat pour une durée de trois ans.

S. B. (avec AFP et Reuters)

Peugeot maintient sa confiance à l'écurie Prost

L'écurie Prost-Peugeot n'a pas marqué le moindre point dimanche 28 juin lors du Grand Prix de France. Le Grenoblois Olivier Panis s'est classé onzième et son coéquipier italien, Juno Trulli, a été contraint à l'abandon après une sortie de piste au deuxième tour. Le manque de résultats des voitures bleues sur le circuit de Magny-Cours n'a pas empêché le constructeur Peugeot de réaffirmer son engagement aux côtés de l'écurie de l'ancien champion. *Après avoir annoncé le remplacement de Pierre-Michel Fauconnier* par Corrado Proveda à la tête de Peugeot Sport, Jean-Martin Folz, PDG de PSA Peugeot-Citroën, s'est félicité de la progression réalisée dans la conception des voitures, affichant son assurance de *« gagner avec Prost »*.

***« Le côté positif est la confirmation de la fiabilité des voitures. Toute l'équipe va continuer à travailler sur la performance, notamment la semaine prochaine, lors des essais de Silverstone »*, a pour sa part analysé le quadruple champion du monde. Mais les résultats les plus tangibles des nouvelles options sont attendus à l'occasion du Grand Prix de Hongrie, dimanche 16 août.**

Les classements

● **Classement du Grand Prix de France** (8e épreuve comptant pour le championnat du monde de formule 1) : 1. Michael Schumacher (All/Ferrari), les 301,564 km en 1 h 34 min 45 s 026 (moyenne : 190,963 km/h) ; 2. Eddie Irvine (Irl/Ferrari), à 19 s 575 ; 3. Mika Hakkinen (Fin/McLaren-Mercedes), à 19 s 747 ; 4. Jacques Villeneuve (Can/Williams-Mecachrome), à 1 min 6 s 965 ; 5. Alexander Wurz (Aut/Benetton-Mecachrome), à 1 tour ; 6. David Coulthard (G-B/McLaren-Mercedes), à 1 tour ; 7. Jean Alesi (Fra/Sauber-Petronas), à 1 tour.

● **Championnat du monde des pilotes** : 1. Mika Hakkinen, 50 points ; 2. Michael Schumacher, 44 pts ; 3. David Coulthard, 30 pts ; 4. Eddie Irvine, 25 pts ; 5. Alexander Wurz, 14 pts ; 6. Giancarlo Fisichella, 13 pts ; 7. Jacques Villeneuve, 11 pts ; 8. Heinz-Harald Frentzen, 8 pts.

● **Championnat du monde des constructeurs** : 1. McLaren-Mercedes, 80 points ; 2. Ferrari, 69 pts ; 3. Benetton-Mecachrome, 27 pts ; 4. Williams-Mecachrome, 19 pts ; 5. Stewart-Ford, 5 pts ; 6. Sauber-Petronas, 4 pts ; 7. Arrows, 4 pts.

● **Prochaine épreuve** : Grand Prix de Grand-Bretagne, le 12 juillet, à Silverstone.

Pete Sampras veut profiter de Wimbledon pour relancer sa saison

L'ANGLETERRE du tennis est en fête. Pour la première fois depuis 1977, un joueur et une joueuse anglais sont en huitièmes de finale de Wimbledon. Le premier était attendu : Tim Henman était quart-de-finaliste 1997. La deuxième est une belle surprise. Elle s'appelle Samantha Smith et, samedi 27 juin, cette joueuse de vingt-six ans, 94e mondiale, qui bénéficiait d'une invitation, a disposé de l'Espagnole Conchita Martinez, huitième joueuse mondiale et championne de Wimbledon en 1994 (2-6, 6-3, 7-5).

« C'est la plus belle victoire de ma carrière », a commenté Samantha. Elle est la première Britannique a atteindre les huitièmes de finale à Wimbledon depuis Jo Durie et Ann Hobbs, en 1985. Souffrant de fatigue chronique, elle avait été contrainte d'arrêter le sport en 1992. Le temps d'obtenir une licence d'histoire et, quatre ans plus tard, elle a été guérie. Elle a repris sa raquette et, au printemps, elle est entrée parmi les cent meilleures mondiales.

Lundi, en huitièmes de finale – après le traditionnel premier dimanche de fermeture, à Wimbledon –, Samantha Smith devait rencontrer Nathalie Tauziat, tête de série no 16, qui a éliminé sa compatriote Julie-Halard-Decugis (7-6, 3-6, 6-4). La Française s'épanouit toujours joliment sur le gazon anglais : à trente ans, elle dispute son sixième huitième de finale à Wimbledon. En 1997, elle avait été un tour plus loin en battant sa compatriote Sandrine Testud. Celle-ci est toujours là, qui joue à Wimbledon son cinquième huitième de finale d'affilée en Grand Chelem. Elle y trouvera l'Américaine Monica Seles (no 5), qu'elle avait battue au troisième tour lors de Wimbledon 1997.

Hormis le départ de Steffi Graf (no 4) au troisième tour, le tournoi féminin garde ses têtes. Martina Hingis et Lindsay Davenport, les deux premières mondiales, se promènent. Jana Novotna et Arantxa Sanchez-Vicario les nos 3 et 4 devaient attendre lundi pour jouer leur troisième tour. Un tournoi qui est, une fois de plus, bien souvent perturbé par la pluie.

FORTE IMPRESSION

Chez les messieurs, la compétition tourne favorablement à l'avantage de Pete Sampras. Le numéro un mondial et tenant du titre a fait très forte impression en première semaine, où il a balayé le Tchèque Dominik Hrbaty en moins d'une heure et demie avant de disposer du Suédois Mikael Tillstrom, également en trois sets.

A Wimbledon, l'Américain tient à relancer une saison qui va cahin-caha. Il a été éliminé en quarts de finale à l'Open d'Australie, dont il était tenant du titre, et éliminé au deuxième tour des Internationaux de France à Roland-Garros. Il n'a gagné que deux tournois mineurs, à Philadelphie et Atlanta, et a cédé son premier rang mondial au Chilien Marcelo Rios pendant quatre semaines. Les observateurs le disaient en méforme et en pleine crise de confiance, il a retrouvé son jeu qui sied si bien au gazon. Service foudroyant et régulier, rythme parfait vers la volée, Sampras se sent prêt à vaincre à Wimbledon pour la cinquième fois de sa carrière : *« Wimbledon est un nouveau début et le seul moyen de reprendre les choses en main cette année*, a-t-il expliqué. *J'ai beaucoup de bons souvenirs ici. Cet endroit, au fil des ans, m'a donné l'occasion de montrer le meilleur de moi-même. C'est sans aucun doute le tournoi le plus important de ce sport. Si l'on ne peut pas être à la hauteur d'un tournoi comme celui-là, autant ne plus jouer au tennis »*.

Un onzième succès dans un tournoi du Grand Chelem lui permettrait d'égaler la performance de Bjorn Borg et de Rod Laver et de n'être plus qu'à un titre du record de Roy Emerson : *« Je crois que c'est quelque chose de réaliste*, a poursuivi le champion, manifestement de très bonne humeur. *J'ai une chance à jouer ici et une autre occasion se présentera à New York à la fin de l'été. Je crois que je suis assez jeune pour avoir encore quatre ou cinq ans pour y parvenir. »* Lundi, l'Américain passait un sérieux test : il rencontrait le Suédois Thomas Enqvist, 17e joueur mondial.

Les Français, eux, font pâle figure. Après l'élimination de Cédric Pioline, au premier tour, Jérôme Golmard a été sorti, samedi, par Petr Korda au terme d'une rencontre rageante où il a laissé passer de nombreuses occasions de prendre l'avantage (4-6, 7-5, 7-5, 7-5). Sur les six engagés dans le tableau final, il n'en reste qu'un : Sébastien Grosjean, champion du monde juniors 1996, qui s'est hissé au troisième tour, sa plus belle performance dans un tournoi du Grand Chelem.

En raison de la pluie, son match contre l'Espagnol Félix Mantilla, tête de série no 16, a été reporté à lundi. Wimbledon, enfin, a découvert un Mark Philippoussis new-look. Cheveux ras et tennis plus réfléchi, l'Australien a battu le Russe Ievgueni Kafelnikov, septième mondial, au premier tour. Avec lui, les Anglais envisagent un quart de finale intéressant contre Pete Sampras.

Bénédicte Mathieu (avec AFP.)

Le Quinze de France réalise un sans-faute dans l'hemisphère Sud

AU TERME D'UNE VICTOIRE (34-9), SAMEDI 27 JUIN à Suva, face aux joueurs des îles Fidji, le Quinze de France a réalisé un sans-faute dans sa tournée dans l'hémisphère Sud. Après avoir défait deux fois l'équipe d'Argentine (35-18 et 37-12) à Buenos Aires, les vainqueurs du Tournoi des cinq nations ont gagné leur troisième test-match contre les Fidjiens. Avec 106 points inscrits contre 39 encaissés en cinq rencontres, les chiffres ont plaidé en faveur des Français, même si la faiblesse des Pumas et des hommes du Palmier a relativisé leur performance dans cette campagne de rodage avant la Coupe du monde 1999, qui aura lieu en Europe.

« Il nous manque toujours une capacité à être meilleurs et plus forts sur l'impact physique et la volonté d'être concentrés 80 minutes en attaque », a commenté Jo Maso, manager de l'équipe de France. Une défense bien ordonnée, une solidarité sans faille et quelques révelations, comme les joueurs du Stade français Arthur Gomes à l'arrière et Marc Lièvremont au poste de troisième-ligne centre, ont conduit Jo Maso à définir son objectif pour 1999 : *« Etre champions du monde. »*

DÉPÊCHES

■ **MOTO : l'Australien Michael Doohan (Honda) s'est imposé** dans le Grand Prix des Pays Bas, catégorie 500 cm³, samedi 27 juin à Assen. Sur le circuit de la Drenthe, l'Australien a obtenu la quarante-neuvième victoire de sa carrière, remontant ainsi à la deuxième place du classement général, à trois points de son coéquipier italien, Massimiliano Biaggi, nouveau leader du championnat du monde.

■ **VOILE : Christophe Auguin s'est élancé de New York** pour tenter d'améliorer le record de la traversée de l'Atlantique, samedi 27 juin. Le navigateur, à la barre de *Géodis*, accompagné de quatre équipiers, devra améliorer le temps réalisée en 11 jours 13 heures 22 minutes et 58 secondes par le Suédois Ludde Ingvall, sur *Nicorette*.

■ **ATHLÉTISME : les Britanniques, chez les messieurs, et les Russes, chez les dames,** ont gagné la Coupe d'Europe des nations d'athlétisme, samedi 27 et dimanche 28 juin, à Saint-Pétersbourg. Les Françaises se sont classées troisièmes, leurs compatriotes masculins s'attribuant la cinquième place au classement général. Stéphane Cali s'est imposé sur 100 mètres en 10 s 32, réalisant la meilleure performance française de la saison.

■ **BASKET-BALL : après le départ de Phil Jackson,** entraîneur des Chicago Bulls qui a mené l'équipe à son sixième sacre NBA, Michael Jordan s'est interrogé sur son éventuelle retraite des parquets. Samedi 27 juin, à Geenville, en Caroline du Nord, le champion a affirmé ne pas vouloir *« d'un processus de reconstruction »*. *« J'ai la forte impression que le départ de Phil signifie malheureusement cela »* a-t-il ajouté, laissant planer le doute sur sa résolution définitive.

■ **GOLF : l'Ecossais Sam Torrance a remporté** l'Open de France, comptant pour le circuit européen, à l'issue du quatrième tour, dimanche 28 juin, sur le parcours du National (par 72), à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pluies au nord

MARDI, une perturbation venue de l'Atlantique traversera la moitié nord du pays. Elle apporte une *couverture nuageuse importante* accompagnée de pluies faibles. Plus au sud, une dépression se forme sur l'Espagne et des nuages remonteront sur les régions s'étendant des Pyrénées aux Alpes.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – *Le ciel sera très nuageux* tout au long de la journée. Des pluies faibles concerneront la Bretagne et la Normandie le matin puis gagneront progressivement les pays de Loire. Il fera de 18 à 21 degrés.

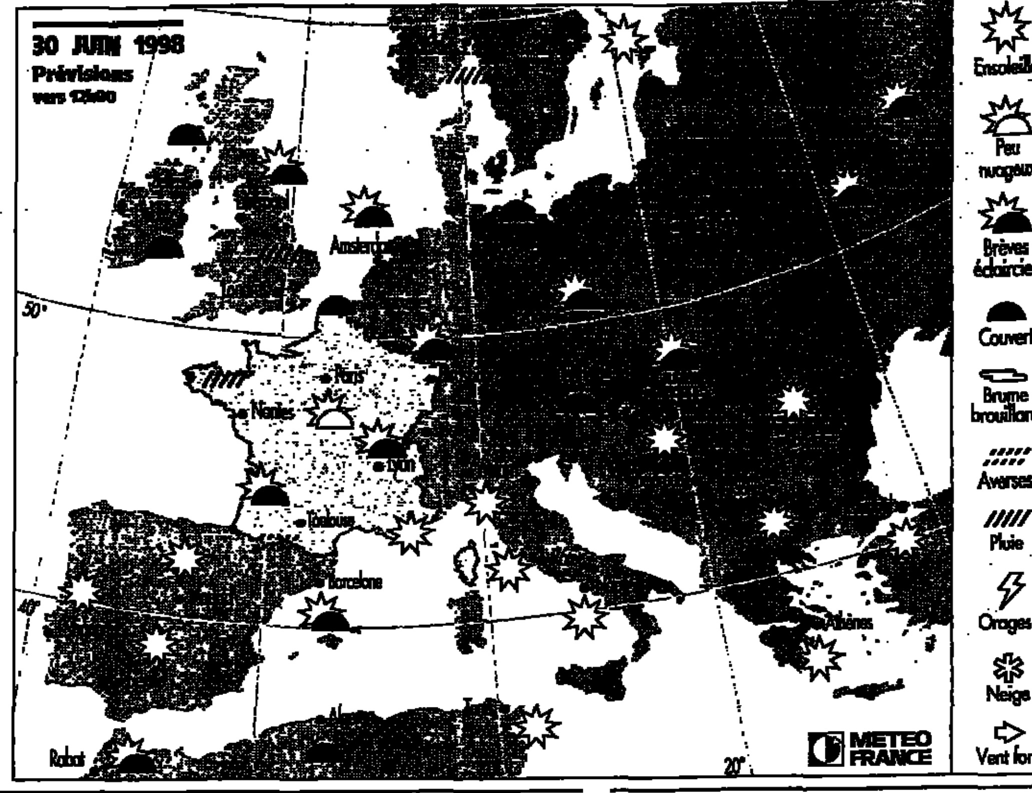
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les nuages arriveront le matin. Ils seront accompagnés de pluies parfois soutenues sur Nord-Picardie et Haute-Normandie, plus faibles sur les autres régions. Il fera de 17 à 23 degrés.

***Champagne, Lorraine, Alsace,* Bourgogne, Franche-Comté.** – En Franche-Comté la journée sera ensoleillée. Ailleurs les nuages d'altitude voileront parfois le soleil le matin. Au fil des heures les nuages s'épaissiront et en fin d'après-midi *des pluies faibles et éparses se déclencheront.* Il fera de 23 à 27 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou-Charentes et nord Aquitaine les passages de nuages élevés n'empêcheront pas une journée ensoleillée. Ailleurs le ciel se chargera l'après-midi et des orages pourront éclater, principalement sur le relief. Il fera de 23 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le Limousin et le nord Auvergne bénéficieront d'une journée ensoleillée. Ailleurs des foyers orageux se développeront sur le relief dans l'après-midi. Il fera de 24 à 32 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les passages de nuages *élevés le long du pourtour méditerranéen* n'altèreront pas une journée dominée par le soleil. Il fera près de 30 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 30 JUIN 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; *C : couvert; P : pluie; * : neige.*

FRANCE métropole		
AJACCIO	19/31	S
BIARRITZ	15/20	N
BORDEAUX	14/23	N
BOURGES	11/23	N
BREST	12/17	P
CAEN	12/17	P
CHERBOURG	12/20	P
CLERMONT-F.	13/26	N
DIJON	13/23	N
GRENOBLE	16/32	N
LILLE	11/17	P
LIMOGES	12/20	N
LYON	17/30	N
MARSEILLE	23/33	S
NANCY	13/21	N
NANTES	12/20	N
NICE	22/28	S
PARIS	13/22	N
PAU	15/20	P
PERPIGNAN	21/30	S
RENNES	12/20	P
ST-ETIENNE	14/26	N
STRASBOURG	12/22	N
TOULOUSE	15/24	N
TOURS	11/21	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/29	P
FORT-DE-FR.	26/30	S
NOUMEA	21/27	N
PAPEETE	22/28	P
POINTE-A-PIT.	26/31	P
ST-DENIS-RÉ.	18/24	N
EUROPE		
AMSTERDAM	*13/16*	*N*
ATHENES	25/34	S
BARCELONE	23/28	N
BELFAST	11/15	C
BELGRADE	18/31	S
BERLIN	14/21	C
BERNE	15/25	S
BRUXELLES	13/16	C
BUCAREST	17/29	S
BUDAPEST	18/26	N
COPENHAGUE	10/15	P
DUBLIN	10/15	C
FRANCFORT	15/18	P
GENEVE	16/26	S
HELSINKI	11/18	C
ISTANBUL	20/27	S
KIEV	15/22	N
LISBONNE	17/24	S
LIVERPOOL	12/18	N
LONDRES	13/19	P
LUXEMBOURG	*11/16*	*P*
MADRID	18/34	S
MILAN	23/33	S
MOSCOU	14/19	N
MUNICH	14/24	N
NAPLES	23/34	S
OSLO	11/14	P
PALMA DE M.	22/33	C
PRAGUE	14/23	N
ROME	20/31	S
SEVILLE	18/33	S
SOFIA	16/29	S
ST-PETERSB.	13/17	P
STOCKHOLM	10/16	S
TENERIFE	15/21	C
VARSOVIE	14/21	C
VENISE	22/27	P
VIENNE	17/23	C
AMÉRIQUES		
BRASILIA	13/26	S
BUENOS AIR.	*9/17*	*C*
CARACAS	25/31	S
CHICAGO	20/26	N
LIMA	18/22	C
LOS ANGELES	20/26	S
MEXICO	16/21	P
MONTREAL	18/26	P
NEW YORK	24/28	P
SAN FRANCIS.	13/19	N
SANTIAGO/CHI	-1/16	S
TORONTO	20/25	P
WASHINGTON	25/31	C
AFRIQUE		
ALGER	23/32	C
DAKAR	24/28	S
KINSHASA	20/29	N
LE CAIRE	21/35	S
MARRAKECH	18/32	S
NAIROBI	12/21	N
PRETORIA	6/20	S
RABAT	*17/23*	*N*
TUNIS	26/41	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	26/31	P
BOMBAY	28/29	P
DJAKARTA	27/31	N
DUBAI	31/43	S
HANOI	27/31	C
HONGKONG	26/30	C
JERUSALEM	20/30	S
NEW DEHLI	29/32	P
PEKIN	23/27	C
SEOUL	22/30	N
SINGAPOUR	26/31	C
SYDNEY	10/15	P
TOKYO	21/27	N

Situation le 29 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 1er juillet à 0 heure TU

CARNET DU VOYAGEUR

■ **INDONÉSIE.** Le voyagiste Jet Tours, qui vient de réouvrir l'Indonésie à la vente, diffuse un tiré-à-part de 4 pages destiné à mettre en valeur la baisse des prix estivaux sur cette destination. Une réduction qui affecte aussi bien les vols avec Garuda que les séjours hôteliers et les circuits programmés par Jet Tours et Jumbo Voyages qui propose notamment un combiné de 12 jours/9 nuits à Bali et à Lombok à partir de 9 047 F (hors taxes d'aéroport) par personne en chambre double et petit déjeuner avec le vol A/R de Paris. Renseignements dans les agences et au 01-46-34-19-79.

■ **CANADA.** Air Canada sera le seul transporteur à relier sans escale, à partir du 13 juillet, l'est du Canada à San José, en plein cœur de la Silicon Valley. Ce vol quotidien au départ de Toronto sera effectué en Airbus 319 de 112 places.

INFORMATIQUE

Un CD-ROM adapte Windows NT à tous les ordinateurs

GÉNÉRALISER l'usage de Windows NT : un objectif que ne renierait pas Microsoft. L'éditeur de ce système d'exploitation, dont la version 5 est annoncée pour l'an prochain, vise le remplacement de tous les autres Windows (3 1, 95 et 98). Pourtant, c'est un Français, André Truong, qui prend le slogan à son compte et pousse ainsi le zèle jusqu'à devancer la stratégie de Bill Gates, le patron de Microsoft.

Quelques jours avant le lancement de Windows 98 (*Le Monde* du 25 juin), la société qu'il a créée en 1995, APCT, a annoncé la commercialisation d'AbsolutBoot, un CD-ROM capable de faire fonctionner Windows NT sur n'importe quelle machine, des PC aux ordinateurs de réseau (NC ou NetPC), en passant par les simples terminaux et les appareils domestiques du type des décodeurs de télévision. En plus de la licence Windows NT, il en coûte de 18 à 180 francs par copie d'AbsolutBoot pour les revendeurs et 1 000 francs pour un achat direct.

« Dans tous les cas, l'économie est instantanée pour l'utilisateur », assure André Truong, qui vise, pour l'instant, le marché des entreprises. Pour réaliser un tel exploit, cet innovateur s'appuie sur un double constat. D'abord, celui de la victoire de NT dans les entreprises, où le système d'exploitation gagne irrésistiblement du terrain dans les serveurs face à Unix et où *« Windows 95 et 98 sont une aberration »*, affirme-t-il.

« DÉGRAISSAGE »

Dès l'an prochain, avec la sortie de Windows NT5, le mouvement devrait s'amplifier. Peu à peu, profitant de la puissance croissante des ordinateurs, en milieu professionnel aussi bien que familial, l'usage de NT devrait se généraliser. André Truong ne néglige pas pour autant les faiblesses du vainqueur... L'un des principaux défauts de Windows NT réside dans sa lourdeur, qui lui interdit de piloter la plupart des PC actuels. C'est en exploitant au mieux cette situation contrastée qu'André Truong veut surfer sur la vague NT pour imposer AbsolutBoot.

« Nous avons dégraissé Windows NT sans dégrader ses fonctionnalités », affirme-t-il. Du coup, le système d'exploitation revu par APCT tient sur un CD-ROM et il fonctionne sur un ordinateur sans disque dur. Tout comme chez les promoteurs des ordinateurs de réseau, APCT ne cultive plus l'intégrisme. Difficile de se passer totalement de disque dur lorsqu'il s'agit d'enregistrer des données personnelles ou confidentielles. Leur stockage sur un autre ordinateur, le serveur, n'est guère rassurant pour l'utilisateur.

Le problème que cherchent à résoudre les tenants de l'ordinateur de réseau ne concerne d'ailleurs pas les données mais les logiciels. En installant ces derniers sur le disque dur de chaque ordinateur, les entreprises voient leur facture de maintenance et de mise à jour de leur parc informatique augmenter. En cas de problèmes de fonctionnement ou d'évolution des logiciels, une intervention sur chaque poste est nécessaire. Soit, dans les grandes sociétés, des milliers d'heures de travail.

Les ordinateurs de réseau (NC) promettent de réduire cette facture en supprimant toute présence des programmes sur les machines. Pris en charge par les serveurs, les logiciels restent à la portée du service de maintenance. Malheureusement, le développement des NC semble moins rapide que prévu. APCT propose une solution qui présente les mêmes garanties d'économie et de sécurité de fonctionnement grâce au CD-ROM qu'il suffit de changer pour installer une nouvelle version.

Le système d'exploitation fonctionne grâce à la création d'une *« image de Windows NT »* qui occupe environ 12 mégaoctets dans la mémoire vive de l'ordinateur. Les applications se trouvent également sur le CD-ROM. Ainsi l'ordinateur, qui doit disposer d'environ 64 mégaoctets de mémoire vive et d'un processeur Pentium, n'a pas besoin de son disque dur pour fonctionner. Le rôle de ce dernier se limite alors à l'enregistrement des données. Une tâche que l'on peut également confier à un lecteur de Zip (100 mégaoctets) ou à un SuperDisk (120 mégaoctets) qui présentent l'avantage d'être amovible. Un nouveau type de machine apparaît ainsi, dotée d'un puissant moteur et insensible à la complexité de gestion des disques durs. L'interrupteur d'un tel ordinateur peut être actionné à tout moment. Et le redémarrage s'effectue sans problème.

Michel Alberganti

Un pionnier français de l'informatique

A 62 ans, André Truong n'a rien perdu de son enthousiasme. Même si ses rêves de pionnier de l'ordinateur personnel se sont rabattus sur le logiciel dans l'ombre de Microsoft. Dès 1973, cet ingénieur, qui a commencé sa carrière en développant des carbotrimètres (datation au carbone 14 et au tricium) chez Schlumberger, est l'un des premiers à créer l'ancêtre du micro-ordinateur, le Micral N, basé sur le processeur 8008 d'Intel qui intégrait 2 700 transistors (le Pentium II en compte 7,5 millions). A l'époque, la société R2E, créée en 1971, vendait cette machine 8 450 francs, soit le prix des PC actuels. Une première production de 500 Micral avait trouvé une application dans les péages d'autoroutes. Mais, en 1978, c'est la fusion avec Bull. L'arrivée du PC d'IBM en 1981 et l'absence de dynamisme de Bull auront raison du Micral. André Truong se cantonne alors dans le conseil aux entreprises, avant de lancer son CD-ROM AbsoluBoot.

DÉPÊCHES

■ **LOTO : les tirages n° 51 du Loto effectués samedi 27 juin ont donné les résultats suivants :**
Premier tirage : 9, 11, 26, 29, 36, 46, numéro complémentaire le 14. Pas de gagnants pour six bons numéros. Rapports pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 911 125 F ; pour cinq bons numéros : 7 060F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 304 F ; pour quatre bons numéros : 152 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 30 F ; pour trois bons numéros : 15 F.
Second tirage : 2, 4, 9, 18, 47, 48, numéro complémentaire le 36. Rapports pour 6 bons numéros : 24 367 335 F. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 77 965 F ; pour cinq bons numéros : *6 545 F* ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 286 F ; pour quatre bons numéros : 143 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 F ; pour trois bons numéros : 14 F.

■ **Depuis le lundi 22 juin**, le *Millionnaire de la Française des jeux* permet à plus de gagnants de remporter jusqu'à 1 million de francs. Chaque tranche de 500 000 billets offre maintenant deux tickets aux trois « TV », au lieu d'un.
Lancé en 1991, il s'agit du jeu le plus populaire de France, avec 8,3 millions de tickets vendus chaque semaine en 1998.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98154

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II										■		
III						■					■	
IV								■				
V		■			■							
VI				■								
VII							■				■	
VIII						■			■			
IX									■			
X				■								

HORIZONTALEMENT

I. Reconnaissance officielle. – II. Plus efficace quand il est sous pression. Ile. – III. Père prolifique, il confia toutes ses filles à la mer. Vertèbre cervicale. – IV. Rejeton bien enraciné. Ne devrait pas être associé au travail. – V. Note. Peintre montmartrois. – VI. Sciées à moitié. Se rinçait l'œil et même les deux. – VII. Défraîchie. Pleine au large. – VIII. Manque de finesse, et pourtant il est grand ouvert. Négation. A fait entrer le PC à la maison. – IX. Nobel allemand, il passa tout aux rayons X. Voyelles. – X. Lettres de touristes. Maintenue à l'écart.

VERTICALEMENT

1. Même dans un fauteuil, ce n'est pas de tout repos. – 2. Supprimer. Plus estimé comme poisson que comme vedette. – 3. Se penchent sur la nature humaine. – 4. Symbole de l'ohm. Populaire et quotidien à Londres. – 5. Bien attachée. Un petit peu. – 6. Partie de la charpente. Pour respirer ou entendre, tout dépend du cabot. Aux bouts du gourdin. – 7. Dépasse la moyenne. Va droit au cœur. – 8. Contracté. Tourne et retourne en tout sens. – 9. Petit groupe. – 10. Aménagé pour prendre des bains. – 11. Coule quand il est noir. Rivière asiatique. Grande ouverte. – 12. *Met définitivement fin au mal.*

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98153

HORIZONTALEMENT

I. Machine-outil. – II. Echafaud. Ode. – III. Dari. Sternes. – IV. Irisés. Rusas. – V. Aïs. Terne. Li. – VI. Têtue. Ae. HIV. – VII. In. Subtilisé. – VIII. Falaise. Tu. – IX. Eta (ETA). Eros. Ses. – X. Récusa. Evase.

VERTICALEMENT

1. Médiatiser. – 2. Acarien. Té. – 3. Christ. Fac. – 4. Hais. USA. – 5. If. Eteules. – 6. Nasse. Bara. – 7. Eut. Ratio. – 8. Oder-Neisse. – 9. Rue. Le. – 10. Tons. Hi. Sa. – 11. Idéalistes. – 12. Lessiveuse.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 76

Les trois directions

On se donne trois directions (1), (2) et (3) sur une surface plane.

On part d'un point A situé sur un cercle, pour tracer la corde AB *selon la première direction. La* corde BC sera parallèle à la deuxième direction, la corde CD à la troisième, la corde DE à la première, et ainsi de suite... les cordes tracées ayant successivement les directions (1), (2), (3), (1), (2), (3), (1)...

Si par hasard la direction à prendre est tangente au cercle au point considéré, on admet que la corde est réduite à un point.

La ligne ainsi tracée peut-elle être infinie, ou retombe-t-on forcément sur le point de départ ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1998

Solution dans *Le Monde* du 7 juillet.

Solution du problème n° 75 paru dans *Le Monde* du 23 juin.

La ligne du RAR a au plus six sections.

On montre d'abord qu'elle ne peut en avoir sept.

En *effet, six sections consécutives ont* une longueur maximale de 32 km (deux groupes de trois sections). Mais, comme les cinq dernières sections totalisent au moins 27 km, la longueur de la première section ne peut excéder 5 km. Si la ligne avait sept sections, on ferait ce raisonnement pour les six premières, puis pour les sections de 2 à 7. On en déduirait que les sections 1 et 2 ont au plus 5 km. En ajoutant le maximum possible (16 km) pour les trois suivantes, on n'atteindrait pas le minimum de 27 km, d'où l'*impossibilité.*

On trouve ensuite une configuration de six sections qui convient : 5 km - 6 km - 5 km - 5 km - 6 km - 5 km.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037




Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

La Gemäldegal

Le minimal et la Renaissance





ART **Le dernier-né des musées berlinois a été inauguré le 12 juin. Erigée dans le Kulturforum, non loin du parc de Tiergarten, la Gemäldegalerie abrite en ses murs une très belle collection – dont l'origine remonte à Frédéric le Grand – de *peintures du* Moyen Age au XVIIIe siècle. Celle-ci est divisée entre les écoles du Nord – représentées notamment par Hans Baldung Grien, Holbein, Bruegel et *Rubens – et celles du Sud –* avec, entres autres, des tableaux de Raphaël ou du Corrège. ● D'UN ABORD anodin, le musée se prête admirablement à l'exposition des toiles, avec *ses toits transformés en gigan*tesques verrières qui permettent au visiteur d'appréhender les tableaux à la lumière du jour. ● LES ŒUVRES présentées aujourd'hui n'avaient pas *été réunies depuis 1939.* Evacuées au début de la seconde guerre mondiale, elles étaient depuis réparties de part et d'autre du mur de Berlin.**

La Gemäldegalerie de Berlin expose la peinture à la lumière du ciel

Après trente ans de tâtonnements, le musée, destiné aux tableaux du Moyen Age au XVIIIe siècle, a été inauguré le 12 juin. Son architecture simple est un écrin de rêve pour les centaines de toiles présentées sous ses gigantesques verrières

GEMÄLDEGALERIE, Kulturforum, Berlin Tiergarten, Matthäikirchplatz. Mo Potsdamer Platz. Tél. : (00) 49-30-8301-465. Ouvert du mardi au vendredi de 10 heures à 18 heures, le samedi et dimanche de 11 heures à 18 heures.

BERLIN
de notre envoyé spécial

Le dernier-né des musées berlinois a été érigé dans le Kulturforum, un complexe situé au sud du parc de Tiergarten qui abrite le Reichstag et la porte de Brandebourg. Avant la chute du mur, l'endroit avait été conçu pour faire pièce à la célèbre « île des musées » qui abritait, à Berlin-Est, le Pergamon, l'Altes Museum, l'Alte *Nationalgalerie et le Kaiser-Frie*drich-Museum, rebaptisé en 1957 Bodemuseum par les Allemands de l'Est.

Un premier concours avait été organisé en 1965, pour implanter les musées d'Etats ouest-allemands sur ce qui devait devenir le Kulturforum. Rolf Gutbrod, né en 1910 à Stuttgart, l'a remporté en 1968. Dix *ans plus tard, il* commença la construction d'un premier musée, le Kunstgerwerbemuseum (Musée *des arts appliqués*), qu'il acheva en 1985. Le bâtiment fut mal reçu, tout comme la personnalité controversée de Gutbrod qui, très marqué par les théories anthroposophiques, puis converti à l'islam, prêchait pour une architecture aux niveaux décalés et aux espaces irréguliers. Le projet qu'il élabora pour la Gemäldegalerie fut également *très critiqué, en particulier à cause* des façades vitrées qui symbolisaient pour l'architecte l'ouverture du musée sur le monde. Un cauchemar pour un conservateur de peintures anciennes.

UNE FAÇADE ANODINE

Un nouveau concours fut lancé en 1986. Il a été gagné par les architectes munichois Heinz Hilmer et Christoph Sattler, également chargés du plan d'urbanisme de la Pots*damer Platz, le cœur du Berlin* d'avant-guerre. Retardée par la réunification des musées, en 1990, et d'âpres discussions entre les partisans d'une réimplantation des collections dans l'ancien Kaiser-Friedrich-Museum (ex-Berlin-Est) et ceux qui voulaient un nouveau lieu et finirent par imposer leur point de vue, notamment en raison du coût prohibitif d'une réhabilitation de l'ancien bâtiment, la construction de la Gemäldegalerie a débuté en 1991.

Le musée a été inauguré le 12 juin. Il a coûté 300 millions de deutschemarks (environ 1 milliard de francs). Les contraintes n'étaient pas minces : il devait s'insérer dans le plan d'ensemble conçu par Gutbrod, et intégrer des édifices existants, comme la villa Parey et le châtaignier de son jardin, mais aussi le palais Gontard, qui abrite la direction générale des musées. A proximité de la Nationalgalerie de Mies Van der Rohe, *de la Staatsbibliothek et* de la Philarmonie de Hans Scharoun, le père spirituel du Kulturforum, il paraît noyé dans l'ensemble des bâtiments à l'architecture plus spectaculaire.

C'est heureux, car l'extérieur du nouveau musée est, pour tout dire, assez moche. Pire, la façade est remarquablement anodine, si on excepte un *appareillage complexe* mariant des pierres de parement en granit taillées en bossage pour la base et un *opus reticulatum* de *terre cuite pour l'étage, un mariage* entre le néoclassicisme prussien et l'architecture italienne, entre le Nord et le Sud, couple classique et infernal de l'histoire de l'art qui se retrouve également à l'intérieur.

UN INTÉRIEUR MERVEILLEUX

L'intérieur, allons-y : contrairement aux façades, c'est une pure merveille. Enfin, pour un musée de peinture, c'est-à-dire, on l'oublie parfois, un endroit qui est d'abord *fait pour montrer des tableaux* : ils sont accrochés sur des murs tendus de velours bleu, rouge, vert ou gris clair, supportant des toits tranformés en gigantesques verrières pour leur dispenser le meilleur éclairage qui soit, la lumière naturelle zénithale. *Les architectes se sont expli*citement référés à une maxime de l'artiste contemporain allemand *Georg Baselitz qui réclamait* pour la peinture *« quatre murs et la lumière du ciel »*. Le directeur du Musée du Louvre, Pierre Rosenberg, *partage l'avis de Baselitz et* l'a souligné dans le quotidien *Berliner Zeitung* : *« Le grand succès de la Gemäldegalerie, c'est la lumière. La lumière du jour permet d'appréhender l'œuvre dans tous ses détails, de suivre les nuances de la couleur. J'ai visité le musée par un jour gris, pluvieux, les tableaux étaient vivants, ils ne ressemblaient plus à ces cartes postales aux couleurs criardes auxquelles tant de musées et galeries nous ont habitués. »* Par beau temps, le résultat est le même : la verrière horizontale qui surplombe chaque salle est coiffée d'un toit en pente, également vitré.

L'espace compris entre le faux plafond et le toit est suffisamment vaste pour permettre une bonne isolation, et des vélums réglables peuvent tamiser un soleil excessif. Après s'être perdu dans le hall *d'entrée gigantesque conçu par* Gutbrod, le visiteur passe dans une rotonde spectaculaire constituée de trois hexagones superposés, as*semblage de dalles de verre trans*lucides, décalés les uns par rapports aux autres et terminés par un dôme. Une sorte de sas, que les architectes ont voulu propice à la méditation, une mise en condition nécessaire pour pénétrer dans la peinture débarrassé des scories du monde extérieur et, disent les méchantes langues, de l'architecture de leur prédécesseur.

De là, trois choix sont possibles : au nord, Multscher ; au sud, Botticelli ; à l'ouest, *Walter de Maria.* Car la rotonde est un point de départ pour la visite d'une collection sagement divisée entre les écoles du Nord, d'une part, primitifs allemands et flamands, peinture baroque hollandaise, jusqu'à l'école anglaise du XVIIIe siècle ; et celles du Sud, d'autre part, primitifs italiens, Renaissance et baroque, plus *quelques petits Français expatriés,* Poussin et Claude Lorrain notamment. Ce ne sont pas les montagnes qui séparent les deux écoles, la cisalpine et la transalpine, mais une vaste nef trapézoïdale, d'envi*ron 80 mètres de long. Les archi*tectes voulaient en faire un atrium à ciel ouvert : les conservateurs les en ont dissuadés.

Si la lumière du ciel fait du bien à la peinture à l'huile, l'eau, de pluie ou autre, est contre-indiquée. La nef est donc ponctuée de piliers et couverte de trente-trois coupoles surbaissées, chacune percée d'un oculus. Presque au milieu de l'allée centrale, des tiges de métal poli poussent dans un bassin rempli d'eau : c'est *5-7-9*, une sculpture de l'Américain Walter de Maria, célèbre pour avoir implanté en 1977 quatre cents pieux d'acier dans le *désert du Nouveau-Mexique, un Lightning Field* avec lequel joue la foudre, les jours d'orage. Cet élément déroutant concentre le regard : le visiteur se retrouve dans la position d'un moine, déambulant dans son cloître, l'oeil tourné vers le centre.

NEF, ABSIDES, CRYPTE

Car, à bien la considérer, la Gemäldegalerie est conçue comme une église : une nef centrale, où trône le Walter de Maria, et des collatéraux, deux successions de salles réparties de chaque côté, elles-mêmes divisées en deux. Les plus proches de la nef sont de grands espaces rectangulaires, qui permettent d'accrocher des tableaux imposants ; les salles de la périphérie forment des cabinets plus intimes, pour des œuvres plus *petites. Les visiteurs peuvent cir*culer rapidement au centre, et plus lentement dans le parcours latéral, stationnant devant les tableaux sans gêner d'autres plus pressés, tout comme les croyants peuvent prier dans les chapelles ménagées dans les absidioles d'une église sans interférer avec l'office célébré dans la nef. Il y a même une crypte, si on peut nommer ainsi la galerie d'étude abritée à l'étage inférieur, côté sud.

A force de *répéter que les* musées sont les cathédrales du XXe siècle, voilà des architectes qui ont fini par le croire. Mais s'ils l'ont fait sans génie, ils y ont mis beaucoup de respect : une église bien conçue doit conduire vers Dieu. Ce musée-là sert la peinture, au-delà de toute espérance.

Harry Bellet







Ci-dessus : « Neptune et Amphitrite » (1516), de Jan Gossaert (vers 1478-1532). Huile sur panneau de chêne (188 × 124 cm). Autrefois conservé au Bodemuseum, Berlin-Est. Ci-contre : « Le Marchand Georg Gisze » (1532), de Hans Holbein le Jeune (1497-1543). Huile sur panneau de chêne (97,5 × 86 cm). Autrefois conservé au musée Dahlem, Berlin-Ouest.

Le minimal et la Renaissance

Posée au centre de la nef, dans un bassin, la sculpture de Walter De Maria est constituée de 27 pièces, chacune regroupant trois barres d'acier poli, de section polygonale, de 50 cm de haut, posées sur un socle de granit. Chaque pièce est composée en déclinant les combinaisons possible d'un pentagone, d'un heptagone et d'un ennéagone, d'où le titre *5-7-9*. L'œil cherche à reconstituer la logique mathématique qui a *présidé à l'ordonnan*cement des formes, dont le décalage produit une tension et un mouvement. Les reflets de l'eau sur l'acier brillant, et la lumière changeante provenant des *occuli*, tendent également à dissoudre la géométrie rigoureuse des formes.

L'œuvre résume à elle seule le problème qui se pose à quiconque part du carré pour arriver au cercle, et constitue un écho du passage des piliers de la nef aux coupoles qu'ils supportent. Elle est aussi plus proche qu'on pourrait le croire des peintures anciennes exposées alentour, par la *précision maniaque de sa réalisa*tion, et le jeu géométrique abstrait qui n'est pas sans évoquer les spéculations autour de la perspective qui agitèrent les artistes de la Renaissance.

L'histoire mouvementée d'une collection remarquable

BERLIN
de notre envoyé spécial

Si les Berlinois ont attendu longtemps leur nouveau musée, leur patience a *été* encore *plus grande* pour les collections qu'il abrite : les mille deux cent cinquante peintures exposées n'avaient pas été réunies depuis 1939. Un mois avant le début de la guerre, les musées allemands furent fermés, et les tableaux évacués. Ils furent stockés dans un bunker jusqu'en mars 1945. Devant l'avance des *troupes soviétiques*, les plus précieux et les plus transportables furent expédiés dans une mine de sel en Thuringe.

Le sort des pièces les plus grandes, trop volumineuses pour être évacuées, reste incertain : *deux incendies ravagèrent* le bunker, peu après la prise de Berlin, le 2 mai 1945, et personne ne sait si les tableaux monumentaux ont brûlé ou s'ils ont été emportés avant par les vainqueurs, avec le reste des oeuvres qui n'avaient pas *été évacuées. Les Américains, de* leur côté, firent main basse sur les trésors de la mine de sel et en expédièrent une partie à la National Gallery de Washington. Ils ne furent renvoyés en Allemagne qu'en 1948 et ne retrouvèrent Ber*lin-Ouest, au musée Dahlem, qu'en* 1957. L'année suivante, une partie des œuvres emportées par les Soviétiques fut réinstallée à Berlin-Est.

Au début des années 60, la col*lection de peinture était aussi net*tement divisée que le reste du pays. La Gemäldegalerie nouvellement inaugurée se devait de fusionner à nouveau les deux ensembles. Or, imaginée avant la chute du mur, elle n'a pas été conçue pour cela et, *au dire des habitués, rares sont les* tableaux de l'ancien Bodemuseum de Berlin-Est à avoir été accrochés dans le nouveau musée, tout neuf mais déjà trop petit.

> Personne ne sait si les tableaux monumentaux du musée ont brûlé lors de l'incendie du 2 mai 1945 ou s'ils ont été emportés par les vainqueurs

Comme la plupart des collec*tions de grands* musées, à l'exception notable de celle du Kunstmuseum de Bâle, celle de Berlin est d'origine princière. Frédéric le Grand (1740-1786) aimait l'art contemporain : il acheta donc Watteau, Chardin et d'autres, pour son usage personnel. Son successeur, Frédéric-Guillaume III, eut droit a une surprise : pour son anniversaire, son protégé, l'archéologue Alois Hirt, prononça un discours dans lequel il suggérait que soit *construit un musée ouvert au pu*blic qui abriterait le meilleur des collections royales. Le souverain consentit puis eut d'autres soucis : la Prusse fut envahie par les armées napoléoniennes, et les tableaux partirent pour Paris. En *1815, Frédéric-Guillaume revint les* chercher, à la tête de ses propres troupes. Il en profita pour faire l'emplette d'un ensemble de peintres baroques italiens, puis, en 1821, acheta la collection d'un marchand anglais nommé Edward Solly : 677 œuvres, qui doublaient d'un coup les collections royales. Elles furent exposées dans un musée inauguré en 1830. Les écoles du Nord et du Sud étaient réparties dans deux galeries différentes, déjà. Puis l'intérêt baissa, jusqu'à la création du Reich allemand, en 1871 : Berlin devenait la capitale d'une grande nation et devait tenir son rang. Des crédits importants furent donc affectés aux musées.

A la même époque, Wilhelm von Bode commençait sa carrière, qui lui valut le surnom significatif de *« Bismarck des musées »*. La Gemäldegalerie acheta Bellini, Carpaccio, Titien, mais aussi Van Eyck, Memling ou Bruegel, sept Dürer, *quelques Holbein*, sans oublier le plus cher de tous, *L'Adoration des Mages* de Hugo Van der Goes, acquis en 1914 pour un million de marks-or, et seize Rembrandt, dont *L'Homme au casque d'or* : ses contemporains y voyaient l'archétype de l'Allemand. On a découvert depuis que le tableau était faux. Pour opérer ses rafles, qui le rendirent célèbre sur le marché de l'art, avant que les milliardaires américains ne viennent lui tenir la dragée haute, von Bode sollicitait les autorités, mais aussi les mécènes privés, qu'il eut l'idée de regrouper en 1894 en une association, dont tout membre de la bonne société berlinoise se devait de faire partie.

On l'aura compris, la constitution relativement récente de la collection de la Gemäldegalerie, si on la compare du moins à celle du Louvre, du Prado ou des Offices, et son histoire tumultueuse, la rendent moins riche en chefs-d'œuvre que d'autres musées des grandes capitales.

Elle n'en est pas pour autant dé*pourvue. Ainsi le retable de L'Adoration des mages*, peint vers 1506 par Hans Baldung Grien, à comparer – ce que le parcours muséographique qui divise l'histoire de l'art en deux écoles interdit de faire – avec celle, tout petit panneau d'une prédelle, peinte par Masaccio près d'un siècle plus tôt, ou la *Madone Terranuova* de Raphaël, ou le portrait du *Marchand Georg Gisze*, un Holbein exécuté à Londres en 1532. Et *Les Proverbes flamands*, de Bruegel. Et l'*Andromède* ligotée par Rubens. Et la *Suzanne* déshabillée par deux juges libidineux et caressée par le pinceau de Rembrandt. *Et le cygne étreignant Léda*, dont le Corrège a su rendre l'expression ravie... Sans oublier l'émouvant profil de jeune fille peint par Antonio del *Pollaiulo*, et le non moins remarquable portrait d'une autre jeunette, par Petrus Christus : à cinq ans près, l'Italienne et la Nordique sont contemporaines. Placardées dans les rues de Berlin, elles signalent l'ouverture de la Gemäldegalerie. Chacun de ces tableaux – et bien d'autres encore – vaut le voyage.

Ha. B.

L'architecte Michel Rémon à la rencontre du paysage

La nouvelle Ecole des arts et métiers, à Metz, enseigne à prendre le large

METZ
de notre envoyé spécial

« Un industriel japonais donnera une conférence à 10 heures », lit-on sur une petite affiche qui donne le ton, laconique, sur un panneau du hall d'entrée : un grand espace pour une grande école. Dépouillé, mais sans austérité, sévère mais juste, tenu et tendu, étonnamment lisible enfin, malgré la complexité des volumes. Bien que l'architecte Michel Rémon ait refusé le moindre effet de symétrie, tout est organisé ici selon une limpide rose des vents. Impossible de se perdre dans la nouvelle Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam) de Metz, l'une des six du même nom en France. A terme, elle accueillera ici quatre cents étudiants.

L'école est composée de plusieurs éléments hétéroclites reliés par des passerelles : un bâtiment d'administration et d'enseignement, quatre logements de fonction, un gymnase et un immense atelier. L'ensemble apparaît comme un unique et grand édifice, horizontalement étiré sur 700 mètres à travers le paysage. Un long trait de craie blanc, net, sur un tableau vert.

A l'intérieur domine une impression de fluidité et de clarté. Les surfaces colorées y rendent hommage au blanc. Les fonctions sont clairement articulées, les salles, quelle qu'en soit l'échelle, exactement emboîtées. Un boulot impeccable, à commencer par les menuiseries, de la ferraille lourde et standard, mais que le maître d'œuvre a prédigérées avec assez d'efficacité pour que le dessin général les avale avec grâce. C'est une école assez prosaïquement tournée vers le progrès technique, pas un lieu de culture. On ne ressent donc pas de plein fouet l'émotion qui saisit par exemple dans les musées de Simounet (Nemours) – une référence pour Rémon –, Ciriani (Péronne), avec lequel il a travaillé, ou encore Faloci (Mont-Beuvray). La spécificité du programme interdisait une certaine forme de lyrisme. Elle n'aura pas empêché un professionnalisme attentif, une poésie reposante. Une vraie leçon d'architecture.

Au-delà de sa maîtrise du bâti, et d'un style qui apparente Rémon aux modernes purs et faux durs, l'intérêt principal de l'école réside dans le lien établi avec l'environnement, qu'il soit construit, sinon urbain, ou naturel. *« Faire en sorte que le paysage appartienne à l'école »*, tel était explicitement le propos de l'architecte, qui a travaillé pour l'occasion avec le paysagiste Jacques Coulon. Appartenir ? La formule est un peu possessive, mais ça marche, et l'inverse aussi : l'école appartient désormais corps et âme à la technopole Metz 2000 et aux verdures qui l'accompagnent.

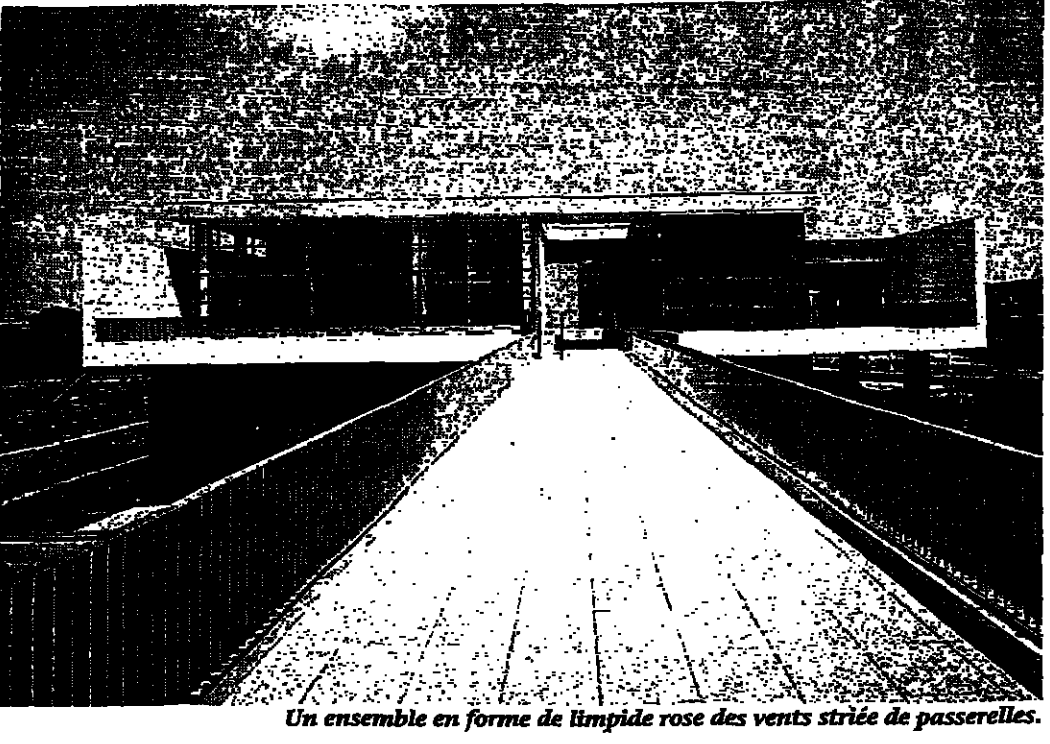
PROFESSEUR-NÉ

Michel Rémon, un peu moins de la cinquantaine, est un professeur-né qui ne doit pas aimer l'imprécision. Il a notamment construit l'université de Cergy-Pontoise (deux mille étudiants) en 1989 et mis en chantier un des laboratoires de la police à Ecully, près de Lyon. Il enseigne à Versailles. Quand il fait visiter ses bâtiments, il explique tout et dans le détail, comme s'il fallait se pénétrer du modèle. Il montre ce qui est réussi, et ce qui à son avis ne l'est pas, ce dont il assume la responsabilité (c'est rare), et ce qui lui a échappé : par exemple le *« bon »* grillage, celui qu'il a dessiné, et le *« mauvais »*, qu'on aurait reconnu tout seul parce qu'il y a le même à Castorama. Et justement, à Metz, il y avait, en juin, le Salon de la quincaillerie. Rémon, un anxieux du genre à s'y rendre en douce, pour trier les boulons par matière et par taille, n'en avait pas vraiment besoin. Pour l'Ensam de Metz, tout était prévu, dessiné.

Les élèves de l'école, eux, sont devenus célèbres pour leurs jeux particulièrement barbares, à l'occasion de bizutages. Ils forment une corporation si soudée qu'ils peuvent imposer de curieux éléments de programme. Ainsi la « zaccarée », cour carrée, où pendant deux mois les gadz'arts font tourner leurs nouveaux condisciples en bourriques. Cet élément prestigieux a été confié à un autre architecte, en même temps que les logements d'étudiants et une cafétéria, le tout formant un ensemble jaunâtre, parfaitement insipide. Pouvait-on imaginer pire proximité ? Oui. Un autre constructeur a en effet été chargé d'édifier une sorte de « machin » court sur pattes, vraiment innommable et pourtant baptisé World Trade Center. Quatre gros cubes de verre fumé à terme, deux seulement ayant pour l'heure été construits et s'imposant à l'école comme une entrée de service. Ou une sortie de secours pour les mauvais élèves. Ils ne risquent rien de toute façon. Ils sont ici à la limite d'une de ces zones où pullulent les industries dites propres, et les écoles qui vont de pair. Mais surtout, s'ils venaient à s'égarer après une leçon de géométrie descriptive – une valeur sûre à l'Ensam –, ils seraient accueillis en douceur par l'herbe drue d'un vaste golf municipal.

Architecture médiocre mais nature avantageuse, voilà ce qui définissait le site confié à Rémon et son complice Coulon, ce qu'il fallait exalter ou ce qu'il fallait au contraire faire assimiler par le corps pluriel de l'école. On s'en rend compte en montant sur une terrasse hélas réservée au conseil d'administration. Leur intelligent dialogue se trouve aussi résumé dans un détail en rez-de-chaussée, lui-même bâti du reste sur pilotis. Une terrasse plantée semble filer d'un trait vers la forêt. C'est en fait un « haha », un de ces soubresauts de terrain dont se servent les jardiniers pour haper l'horizon. Tellement bien fichu et planté qu'on en oublierait le professeur et la conférence de l'industriel japonais.

Frédéric Edelmann



J.-M. MONTHIERS

Un ensemble en forme de limpide rose des vents striée de passerelles.

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : une forte hausse de la fréquentation dans les salles françaises a été enregistrée durant le premier trimestre de 1998, comparée à la – déjà très bonne – période correspondante de 1997.** Le triomphe historique de *Titanic* est la principale raison de cette augmentation de 42,9 % (51,8 millions de spectateurs, soit 16,6 millions d'entrées supplémentaires). Mais si les films américains bénéficient d'une hausse de 62 %, ce sont les films européens qui, en valeur relative, progressent le plus (3,4 millions d'entrées, soit + 259,3 %). La fréquentation des films français reste stable, grâce notamment au succès des *Visiteurs 2* (7,7 millions d'entrées).

■ **ART : le conseil de Paris a entériné le 22 juin la donation de quatorze œuvres du peintre Simon Hantaï au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.** Cette donation comprend cinq grandes toiles et des œuvres de plus petit format dont la réalisation s'échelonne de 1950 aux années 90. Chacune représente une période significative du travail de Simon Hantaï, né en 1922 près de Budapest et installé en France depuis 1949. Les tableaux sont présentés jusqu'au 23 novembre avenue du *Président-Wilson*.

■ **Un grand tableau peint en 1923 par Francis Picabia (1879-1953), à la fin de sa période dadaïste, et intitulé *Dresseur d'animaux*, a été préempté par le Musée national d'art moderne pour 6,5 millions de francs.** L'œuvre provenait d'une collection privée française. Elle était estimée entre 5 et 6 millions de francs.

Le palais Massimo rouvre ses portes et revisite la Rome antique

ROME
de notre correspondant

Walter Veltroni, ministre des biens culturels, avait promis que le palais Massimo serait rouvert à la fin de juin. Il le sera, même si les travaux de restauration sont loin d'être terminés. Il faudra encore quelques semaines, sinon plus, pour que le visiteur puisse jouir complètement d'un nouveau morceau de choix de l'art romain antique. *« Dans l'histoire de l'administration publique en Italie, ce n'est pas évident. Cette réouverture a donc valeur de message et illustre un changement radical dans notre pays »*, a souligné M. Veltroni. L'inauguration officielle a eu lieu, samedi 27 juin, par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro.

La réouverture du palais Massimo s'inscrit dans la remise en valeur du patrimoine artistique de la Rome ancienne, dont les différentes périodes se déclinent en fonction des musées. Le palais Massimo sera sans doute le point d'ancrage de la Rome éternelle, partant de l'ère républicaine jusqu'à l'époque de Constantin à travers une exposition de statues, de fresques, de mosaïques et de monnaies. La mise en valeur de ces trésors fait appel à des techniques modernes. Il est encore difficile de se rendre parfaitement compte de ce que sera le produit totalement fini. Mais il est sûr qu'il sera de grande tenue si l'on en juge par la qualité des œuvres exposées et les moyens utilisés pour les admirer.

240 MILLIONS DE FRANCS ET QUINZE ANS DE TRAVAUX

Reconstruit entre 1883 et 1887, le palais Massimo appartenant à la famille du même nom avait été détruit à l'occasion de la construction de la gare de *Termini*, à côté de laquelle il est situé. Devenu un institut jésuite, il fut transformé en hôpital militaire pendant la seconde guerre mondiale, avant de retourner à ses fonctions éducatives et être finalement racheté par l'Etat en 1981. Il aura fallu 70 milliards de lires (240 millions de francs) et quinze années de travaux pour remettre en état cet édifice de style XVIe qui sera le point de départ d'un nouveau parcours de l'archéologie romaine.

Ce voyage culturel commencera en fait dans le train, au départ de Paris. Un wagon doté de moyens multimédias permettra aux passagers de s'initier à la découverte de Rome. Cette expérience d'animation culturelle sur rails avait commencé dans le sens Rome-Paris à l'occasion de l'exposition Delacroix et sera reprise cet automne pour les expositions Millet et Van Gogh au Musée d'Orsay.

UN SOUS-SOL TRANSFORMÉ EN FORT KNOX

Le palais Massimo offrira, en tout premier lieu, au visiteur à peine débarqué du train, une vision étonnante et moderne d'un parcours fabuleux. Si l'on commence par le sous-sol transformé en fort Knox, des bijoux, des objets retrouvés dans les tombes et près de trois mille pièces de monnaie, dont une partie provient de la collection de Victor Emmanuel II donnée à l'Etat. Au rez-de-chaussée et au premier étage, une très belle sélection de portraits, de bas-reliefs, de sculptures datant de la période située entre le IIe siècle avant J.-C. et le premier siècle de notre ère, avec notamment une statue d'Auguste en habit pontifical et un Dionysos de bronze retrouvé dans le Tibre. Au deuxième étage enfin, un énorme travail de reconstitution permet de retrouver l'intérieur des villas romaines comme la Farnesina ou la villa de Livia, avec les fresques, les plafonds de stuc, les mosaïques. Trois chambres à coucher ont été reproduites avec leur décoration d'origine.

La réouverture du palais Massimo est le point d'orgue de trois journées consacrées à la culture, à travers l'archéologie romaine. Six nouvelles salles du Musée national étrusque ont également été inaugurées. Prochain objectif, le palais Barberini, dont les travaux de réfection devraient être terminés pour l'an 2000.

Michel Bôle-Richard

Conflit à l'orchestre philharmonique de Nice

NICE
de notre correspondant

Environ deux cents musiciens appartenant à différents orchestres de France doivent donner, lundi soir 29 juin, sur le parvis du théâtre de Nice, un concert classique gratuit pour manifester contre le licenciement de quatorze instrumentalistes de l'ensemble philharmonique de Nice. Tous les pupitres, exceptés les altos, sont touchés par les restrictions budgétaires annoncées par le maire, Jacques Peyrat (RPR). Les contrats des cent onze musiciens, d'une durée de trois ans, viennent à échéance le 30 septembre. Par une lettre datée du 18 juin, M. Peyrat en a informé quatorze de leur non-réengagement.

En décembre 1997, au cours d'une réunion avec les représentants de l'orchestre, les responsables de la politique culturelle de la ville avaient affirmé leur intention de supprimer vingt postes. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a écrit, en février, à M. Peyrat pour lui proposer une rencontre afin de procéder à *« un échange de vues sur les perspectives d'avenir de l'opéra de Nice et de ses différentes composantes »*. L'orchestre philharmonique de Nice ne reçoit aucune subvention de la part du conseil régional, tandis que l'Etat ne le finance qu'à travers sa participation à l'ensemble des activités de l'Opéra, soit 3,8 millions pour un budget total de 160 millions.

Le syndicat des artistes-musiciens de Nice et des Alpes-Maritimes, soutenu par la CGT, avait obtenu l'accord des différents partenaires pour une table ronde. Jacques Peyrat a alors soumis aux musiciens un protocole d'accord dans lequel il proposait une diminution des salaires. Le syndicat refusa et la réunion fut ajournée.

COÛTS ÉLEVÉS DES PRODUCTIONS

Une autre tentative de dialogue a lieu le 19 juin entre le maire, le directeur régional des affaires culturelles et le préfet. Mais les lettres de non-renouvellement sont parties la veille. Dans une lettre adressée, jeudi 25 juin, à Mme Trautmann, M. Peyrat lui demande de réévaluer sa subvention.

Le conflit révèle la situation tendue entre l'orchestre et le directeur de l'Opéra nommé en 1997 par M. Peyrat, Gian Carlo del Monaco, auquel les syndicats reprochent les coûts élevés des productions.

L'ancien maire de Nice Jean-Paul Baréty (RPR) estime que l'Etat, la région, le département doivent apporter leur concours dans le cadre d'une gestion lyrique plus rigoureuse, plus transparente, impliquant un coût unitaire de production plus raisonnable.

Les musiciens craignent que la diminution des postes et le défaut de financement croisé soit une atteinte directe à l'expression du répertoire classique en région. *« La situation de l'orchestre de Nice est anormale. L'Etat devrait y être davantage partie prenante et le maire n'a pas à boycotter une nouvelle opportunité*, explique Benoît Machuel, secrétaire général du syndicat des artistes-musiciens. *Nous sommes la plus grosse formation de la région qui peut aborder l'ensemble du répertoire avec ses forces propres. »* L'orchestre de Marseille compte quatre-vingts musiciens, celui de Cannes trente-neuf. Toutes les régions n'ont pas un grand orchestre, alors que, paradoxalement, les musiciens estiment que la qualité de la formation des conservatoires de province est en progression.

Jean-Pierre Laborde

هكذا من الأصل

Jazz à Vienne : de la musique-spectacle à l'art de l'échange

Le festival isérois a débuté en danse et en chanson

Avec la dix-huitième édition de Jazz à Vienne s'ouvre la saison estivale des festivals de jazz. La cité iséroise reçoit dans son théâtre antique les stars du jazz et quelques formations calibrées pour danser ou chanter en chœur. Ainsi, Kassav et le Blues Brothers Band ont réjoui cinq mille personnes, samedi 27 juin. Un jazz plus créatif, inventif et sans artifices peut s'entendre au Club de minuit. Jef Sicard y a inauguré une programmation excellente.

KASSAV, BLUES BROTHERS BAND, JEF SICARD, festival Jazz à Vienne, théâtre antique et Théâtre de Vienne, le 27 juin. Jusqu'au 11 juillet. Programme complet et locations au 04-74-85-00-05. De 100 F à 150 F, sept soirées 600 F. Internet : www.jazzavienne.com

VIENNE (Isère)
de notre envoyé spécial

Le théâtre antique de Vienne doit être vu de ses hauteurs. Un coup d'œil pour le soleil couchant orangé, un autre vers le bas où, sur les gradins et devant la scène, cinq mille personnes, trois générations, s'installent… le décor de Jazz à Vienne est planté. Bien sûr, il va pleuvoir – des trombes, même – durant l'entracte. Miles Davis en a fait un mythe en 1989 (*Le Monde* du 5 juillet 1989). On s'équipe et on chante. Pour la soirée d'ouverture de sa dix-huitième édition, samedi 27 juin, Jazz à Vienne a calé un programme infaillible. Kassav pour danser et le Blues Brothers Band pour chanter. Les stars du jazz – Chick Corea, Manhattan Transfer, George Benson, John McLaughlin, Jean-Luc Ponty, Dee Dee Bridgewater… – viendront les jours suivants. Donc dansons. Kassav, qui a popularisé le zouk des Antilles françaises, bâtit tout son show sur cette invite.

Les chanteurs et chanteuses appellent à *« mettre l'ambiance »*. Il y a des « ola » de Coupe du monde, tout le monde sautille à la demande. Cette volonté d'« ambiance » finit par lasser parce que la musique se déroule mécaniquement, purement récréative là où l'on aimerait de la spontanéité. Au milieu du spectacle, le guitariste Jacob Desvarieux y va de sa banalité anti-jazz : *« On m'a dit que c'était un festival de jazz ici. Le genre d'endroit où l'on tape gentiment dans ses mains et où l'on est bien habillé. »* Froid. Le public de Jazz à Vienne est plutôt du genre festif, c'est même la marque du festival. Sonny Rollins, qui avait mis des cadences de biguine dans sa musique il y a quelques lustres, aurait apprécié.

Le Blues Brothers Band déboule. C'est aussi un show avec une idée : rappeler au public qu'il y eut, il y a vingt ans, un film *The Blues Brothers* de John Landis, qu'il y en a un autre aujourd'hui. Kassav ou les Blues Brothers, une idée, un spectacle, c'est assez pratique. Le répertoire puise dans les morceaux du premier opus – *Peter Gunn, Gimme Some Lovin', Sweet Home Chicago…* –, vire vers ceux, pas encore assimilés côté spectateurs, du second, y ajoute des standards éternels du rhythm'n'blues.

THÉÂTRE ANTIQUE AUX ANGES

C'est roublard, très prévisible et pourtant on marche. Parce que ces gars venus de Memphis, de New York ou du Kansas – attention, pointures haut de gamme : Steve Cropper, Donald Dunn, Matt Murphy, Lou Marini, Alan Rubin, Leon Pendarvis… – ont l'air d'y croire comme au premier jour derrière la nonchalance affichée ; surtout parce qu'ils le laissent entendre. Le théâtre antique est aux anges. L'arrivée d'Eddie Floyd fera monter le son. Le chanteur de *Knock on Wood* enchaîne les hommages à Wilson Pickett ou à Otis Redding. On quitte les ruines romaines au milieu des chants.

En contrebas, dans les jardins de Cybèle, il y a le Théâtre de Vienne, bonbonnière à l'italienne agrémentée de tables rondes pour faire club. On y vient à partir de minuit pour deux sets, parfois des bœufs. Programmation excellente : Pierre Boussaguet, Sam Rivers, Prysm, Ray Anderson, Ingrid Jensen, Louis Sclavis et Dave Douglas… et ce soir Jef Sicard, saxophones et clarinette basse. C'est une musique qui a une âme, jouée collectivement par quatre musiciens – avec Sicard, Mathias Pizarro au piano, Gildas Scouarnec à la contrebasse et Christian Lété à la batterie – dont tout l'art est celui de l'échange. Sicard a autant d'approches qu'il a visité de pays, de musiques. Il y a du jazz selon Eric Dolphy ou Roland Kirk, des mélodies d'Orient, de la tendresse dans les ballades, un swing fin sur des tempos plus marqués, des sourires sincères. On entre dans un univers singulier, évident. Comme un air de beauté, simplement.

Sylvain Siclier

« Virus », de Kasper T. Toeplitz, une création musicale à effet soporifique

VIRUS (création), de Kasper T. Toeplitz. Françoise Kubler, Isabelle Soccoja (sopranos), Ensemble Accroche Note, technique Ircam, Frédéric Voisin (assistant musical). Agora 98, Théâtre des Bouffes du Nord, le 26 juin.

En passant la principale *commande* (un spectacle de quatre-vingts minutes) de son premier festival tout public (Agora 98) à un jeune compositeur atypique (autodidacte membre d'un orchestre de guitares électriques), l'Ircam espérait sans doute une exploitation originale de sa technologie informatique comme l'avait par exemple réussie en 1995 l'ancien jazzman Yan Maresz avec *Metallics*, irrésistible solo de trompette enrichi d'un traitement électronique de diverses sourdines. L'œuvre de Kasper T. Toeplitz créée aux Bouffes du Nord n'aura pas cette valeur emblématique. Elle est pourtant bien singulière, tant sur le plan scénique que sur celui des relations entre l'ensemble instrumental et la bande réalisée à l'Ircam.

Kasper T. Toeplitz (né en 1960) a été lauréat en 1989 du concours « Opéra autrement » organisé par le Centre Acanthes sous l'égide du Festival d'Avignon. Conçu dans la même perspective de renouvellement du genre lyrique, *Virus* (sous-titré *« acte dramatique »*) ne mérite pas le moindre accessit. Le spectacle s'étire laborieusement selon le principe éculé du flux/reflux qui détermine une vague forme de rituel, inspirée de quelque méditation orientale (Toeplitz a été boursier l'an dernier de la Villa Kujoyama de Kyoto). L'activité musicale revient alors à dessiner des fuseaux plus ou moins bombés à partir de notes-pivots, brodées, titillées ou dilatées à la manière spectrale. On pense beaucoup à Scelsi (le son « sphérique », les incantations des sopranos) mais aussi à Cage (la percussion des galets, l'embrouillamini des textes anglais ou français).

NO MAN'S LAND

Les références avouées de Toeplitz sont pourtant autres (Paul Bowles, Arno Schmidt, John Cassavetes) et ajoutent à l'énigme du no man's land musical que tentent de traverser deux chanteuses et cinq instrumentistes.

Virus porte sur la notion de passage, *« non pas le passage comme mouvement – et pas plus comme lieu – mais bien comme un entre-deux volontaire »*. Au dire même de Toeplitz, l'histoire – de deux sœurs qui pourraient figurer les deux faces d'un seul personnage – ne revêt que peu d'importance. On passe donc du début à la fin (séquences symétriques fondées sur un ronronnement de basses fréquences) en notant de nombreux symptômes de l'œuvre inaboutie.

Sachant que la contribution musicale demeure indigente et que l'expérimentation dramatique se révèle inopérante, quel effet produit donc ce *Virus* qui n'occasionne ni fièvre des interprètes ni réactions épidermiques du public (excepté la sortie prématurée de quelques spectateurs… de passage) ? Celui, soporifique, d'une pièce radiophonique absconse et fastidieuse.

Pierre Gervasoni

INSTANTANÉ

LE RETOUR DE PROMÉTHÉE

Le 2 mai 1938, *Le Matin*, un quotidien de droite, lançait une campagne de presse contre une sculpture de Jacques Lipchitz (1891-1973), *Prométhée étranglant le vautour*, une commande publique érigée à Paris devant le Palais de la découverte depuis l'Exposition universelle de 1937. Le 15 mai, le journal publia en première page une photographie de l'œuvre détruite, accompagnée de la légende : *« Enfin ! Prométhée a quitté son socle. »* La sculpture dérangeait, comme l'a analysé l'historien Pascal Ory, dans le catalogue de l'exposition *Face à l'histoire* : *« Lipchitz va y fusionner deux thèmes éminemment polémiques, au sens propre, des années précédentes : celui, remontant à 1931, de Prométhée libérateur des hommes, hommage explicite aux combattants des Lumières luttant contre l'obscurantisme sous toutes ses formes ; celui de David triomphant en 1933 d'un Goliath identifié sans équivoque par l'inscription d'une svastika. »*

Soixante ans plus tard, le 20 mai 1998, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, inaugurait l'exposition d'une vingtaine de sculptures monumentales de Lipchitz dans les jardins du Palais-Royal. Un bronze du *Prométhée*, plus petit que l'œuvre originelle, y figure. *David et Goliath* aussi. Juste retour, provisoire, hélas ! La manifestation, organisée par Solange Auzias de Turenne, et installée par l'architecte Jean-François Bodin, se termine le 31 août. *La Fuite* n'y figure pas : cette sculpture, ébauchée durant l'exode de mai 1940, fut le seul bagage que Lipchitz emporta lors de son exil aux Etats-Unis. Juif, admirateur déçu du régime soviétique (la commission artistique russe refusa son projet de monument à la révolution d'Octobre), ennemi déclaré des nazis, Lipchitz devait partir. Il ne renonçait pas pour autant : à New York, en 1941, il sculpte *L'Enlèvement d'Europe*. Le taureau, c'est Hitler. Europe, une toute jeune femme, le frappe d'un coup de poignard. Lipchitz n'aimait décidément pas les fascistes. Catherine Trautmann non plus, qui a voulu rendre aux Français, pour un temps, le *Prométhée* que l'extrême droite de grand-papa leur avait confisqué.

Ha. B.

Les grisants labyrinthes de l'Atelier Mesguich

QUAND S'ACHÈVE le troisième trimestre, les élèves du Conservatoire d'art dramatique ont l'habitude de montrer à des auditoires ce qu'ils savent faire. Ce mois de juin, ils se présentent sous l'appellation nouvelle d'« Atelier » – un terme plus concret que « Classe ».

L'Atelier, dirigé par Daniel Mesguich, propose quelque chose de neuf. Les élèves ont choisi les moments les plus célèbres et les plus beaux du trésor dramatique, *« Dans un mois dans un an »* de *Bérénice*, *« Pourquoi désavouer un billet de ma main ? »* du *Misanthrope*, *« Je suis une mouette, non ce n'est pas cela »* de *La Mouette*, *« Je ne t'ai point aimé, cruel »* d'*Andromaque*, *« Cela du moins est à moi »* de *Partage de midi*, etc. Quelques secondes après que chacune de ces scènes archétypales a pris le départ, une autre intervient, qui court-circuite la première.

Chacune des deux va son chemin comme si l'autre n'était pas là, alors que les acteurs des deux « camps » s'entremêlent intimement. Vous pourriez croire que ce parti pris dénature, tourne en dérision, ou en bouillie, les deux scènes concomitantes. Pas du tout. L'art de Mesguich, et de tous ces jeunes acteurs, est si assuré, si spontané d'apparence, que, au contraire, ces paroles se trouvent plus fortes, plus radieuses, plus impératives que lorsqu'elles étaient portées par un jeu normal. C'est un effet d'optique, d'acoustique, qui surprend.

Bien sûr, les acteurs de l'Atelier Mesguich ont choisi, chaque fois, de confronter des tête-à-tête qui, d'une terre à l'autre, d'un siècle à l'autre, de Claudel à Shakespeare, de Racine à Tchekhov, touchent aux mêmes cas de conscience. Deux versions d'une même discorde, deux éclairages d'une même crise se renvoient leurs échos. Si bien que l'art même de jouer, et l'essence même du théâtre, sont à la fois décomposés et redistribués par un miroir à plusieurs faces, comme l'est l'art de peindre dans les toiles cubistes de Braque et Picasso.

Revers de la médaille : pas possible, en un ensemble si accompli, de distinguer une actrice, un acteur plus présents que d'autres. Elles et ils sont vingt à animer cet Atelier, ce *« tissu »* et ces *« labyrinthes »* de théâtre, comme dit Mesguich. N'évoquons donc pas Jean-Pascal Abribat (*Partage de midi*), Joan Titus (*Bérénice*), Stanislas Stanic (*Hamlet*), Anne Bouvier (*Don Juan*), Véronique Sacri (*La Mouette*) – ce serait d'une injustice criante envers les autres, comme par exemple Dagmar Waehmer (*Oncle Vania*), Marion Beulque (*Andromaque*) ou Marie-Gaëlle Cals (*Le Misanthrope*).

Michel Cournot

SORTIR

PARIS

Soirées musiques du monde
Dans le cadre du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, le Secours populaire organise, en partenariat avec Musiciens sans frontières et l'Unesco, deux concerts de musiques du monde. Le 29 juin : Guirlande (groupe antillais), Nazaré Pereira (Brésil), Couleur mandingue (Afrique de l'Ouest) ; le 30 : Azul (chants berbères), Duo Kora (rencontre de deux cultures, Afrique-Occident), Adama Dramé et Marc Vella, et enfin Cheick-Tidiane Seck et les Mandinkas (jazz mandingue).
Unesco, 125, avenue de Suffren, Paris 7e. Mº Ségur. Les 29 et 30, à partir de 19 heures. Tél. : 01-44-78-21-00. 80 F et 100 F. Gratuit pour les moins de 12 ans.

ORLÉANS

Orléans Jazz
Alors qu'Orléans Jazz aurait pu rester dans l'anonymat des réceptacles à grosses tournées, l'arrivée d'Armand Meignan, directeur de l'Europa Jazz Festival du Mans, donne une nouvelle direction au festival. C'est le midi et l'après-midi que ce changement est le plus sensible, avec des propositions artistiques fortes. Ainsi, au Temple, pourra-t-on entendre les duos Corneloup-Kassap, Celea-Pifarély, Achiary-Doneda et Joëlle Léandre ou Denis Colin en solo. Et, salle de l'Institut, ce seront le Willem Breuker Kollektief, le trio de Daniel Humair, le Clusone Trio, Louis Sclavis Trio, Claude Barthélémy avec Daunik Lazro. Pour les soirées au Campo Santo, le Kocani Orkestar accueillera le public avant les concerts de Diane Reeves, de David Murray, de Denis Badault, de Carla Bley avec un grand orchestre pour la recréation d'*Escalator Over the Hill*, vaste pièce chantée-jouée, de Lester Bowie, une nuit blues et une nuit funk.
Office du tourisme, place d'Arc, 45040 Orléans. Du 1er au 5 juillet. Tél. : 02-38-24-05-05. De 40 F (midi) à 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Amour et mort à Long Island
de Richard Kwietniowski (Grande-Bretagne, 1 h 33).
Bingo
de Maurice Illouz (France, 1 h 27).
La Cité des anges
de Brad Silberling (Etats-Unis, 1 h 53).
Les Corps ouverts
de Sébastien Lifshitz (France, 48 min).
Fear (**)
de James Foley (Etats-Unis, 1 h 35).
Les Géants
de Sam Miller (Grande-Bretagne, 1 h 30).
Martha, Frank, Daniel et Lawrence
de Nick Hamm (Grande-Bretagne, 1 h 28).
La Mort du Chinois
de Jean-Louis Benoît (France, 1 h 25).
Sexcrimes
de John McNaughton (Etats-Unis, 1 h 50).
Soul in the Hole
de Danielle Gardner (Etats-Unis, 1 h 33).
Tarzan et la cité perdue
de Carl Schenkel (Etats-Unis, (1 h 40).
Un cri dans l'océan (*)
de Stephen Sommers (Etats-Unis, 1 h 46).
Wedding Singer
de Frank Coraci (Etats-Unis, 1 h 35).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

REPRISES

Brazil
de Terry Gilliam. Britannique, 1984 (2 h 25).
Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (01-43-54-42-34).
L'Epouvantail (*)
de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89) ; Lucernaire, 6e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Le Grand Bleu
de Luc Besson. Français, 1988 (2 h 16).
Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (01-40-30-30-31). Le Grand Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1979, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1er ; Grand Action, 5e (01-43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
Scaramouche
de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 56).
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Vérités et mensonges
de Orson Welles. Franco-iranien, 1973 (1 h 30).
Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

FESTIVALS

Arthur Penn
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Orson Welles
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Différentes & Pas pareils : pour le meilleur et pour le pire
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Festival Pasolini
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
Inédits d'Amérique
UGC Ciné-cité les Halles, 1er. Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Intégrale de Serguei M. Eisenstein
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Jean Eustache
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
Le Mondial des Femmes latines
Latina, 4e (01-42-78-47-86).
Nanni Moretti
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Machine excavatrice
d'Armand Gatti, mise en scène de Dominique Lurcel, par la compagnie La Parole errante.
Les Laboratoires d'Aubervilliers, 41, rue Lécuyer, 93 Aubervilliers. Le 29, à 20 h 30. Tél. : 01-48-70-00-76. Entrée libre.
Les Archets de Paris
Œuvres de Paganini, Bizet-Sarasate, De Falla et Rossini.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1er. Mº Cité. Le 29, à 19 h 15. Tél. : 01-42-77-65-65. De 100 F à 150 F.
Bastien Bastienne, L'Ivrogne corrigé
de Mozart et Gluck. Eric Raffard (Bastien), Angélique Greuter (Bastienne), Kaoli Isshiki (Colette), Philippe Hoarau (Cléon), Ensemble instrumental Colla Voce, David Bernard (direction), Timothée Laine (mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº Goncourt. Le 29, à 19 h 30. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.
Musique d'enfance
Œuvres de Haydn, Rosenthal et Debussy. Michel Piquemal (baryton).
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mº Mabillon. Le 29, à 20 h 30. Tél. : 01-46-33-87-03. 90 F et 130 F.
Remix
Musiques de Ligeti et Goebbels, chorégraphie de François Raffinot. Pénélope Parrau, Massimo Giorgi, Sarah Crépin, Patrick Rébus (danseurs), Dimitri Vassilakis (piano). Dans le cadre du Festival Agora.
Bouffes du Nord, 37 bis, *boulevard de la Chapelle, Paris 18e. Mº La Chapelle. Le 29, à 20 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. De 50 F à 90 F.*
Roy Roberts
Jazz-Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. Le 29, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.
Tortoise
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. Le 29, à 19 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 100 F et 120 F.
Deftones, Stuck Mojo, Junkie XL
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-42-08-60-00. 135 F.
Prudence
Pop française. Première partie : Yann Savel.
Péniche Six-Huit, quai Malaquais-Passerelle des Arts, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Le 29, à 20 heures et 22 h 30. Tél. : 01-43-80-74-54.
Musiques et danses du Rajasthan
Festival Sur l'air de l'Inde, square Saint-Lambert, Paris 15e. Mº Commerce. Du 29 juin au 5 juillet. Tél. : 01-45-08-55-25. Entrée libre.

RÉSERVATIONS

B. B. King et Taj Mahal
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 6 juillet à 23 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 145 F à 170 F.
Sonic Youth
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Le 8 juillet à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.
David S. Ware
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 9 juillet à 21 heures. Tél. : 08-03-30-63-06. De 145 F à 170 F.
Herbie Hancock
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Le 10 juillet à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 182 F.

DERNIERS JOURS

5 juillet :
Sappho
d'Agnès Delume et Jacques Dutoit, d'après Sappho, mise en scène d'Agnès Delume.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3e. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.
La Cerisaie
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon.
Rodogune
de Pierre Corneille, mise en scène de Jacques Rosner.
Les Fourberies de Scapin (6 juillet)
de Molière, mise en scène de Jean-Louis Benoît.
Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F.
11 juillet :
Les Présidentes
de Werner Schwab, mise en scène de Marcela Salivarova-Bideau.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

EN VUE

■ L'équipe de Bulgarie été accueillie, samedi 27 juin, à l'aéroport de Sofia, à son retour de France après son élimination de la Coupe du monde de football, par un supporteur agitant un petit drapeau.

■ Aux sourdes-muettes qui doivent obligatoirement signer en présence de trois témoins, et non de deux comme pour les unions ordinaires, un contrat de mariage pour *« retardée, mineure et sourde »*, le rabbinat d'Israël explique : *« Ces clauses servent à vous défendre contre des demandes de dédommagements en cas de divorce. »*

■ « Shoker », la chaise électrique *« sans danger pour la santé et la sécurité »*, commercialisée en Espagne par les firmes anglaises de jeux récréatifs Nova Productions et Chatterbox Communications, permet aux amateurs de *« prouver leur résistance jusqu'à l'ultime défi »*.

■ **George Bush Jr.**, gouverneur républicain du Texas, qui, vendredi 26 juin, a accepté de commuer en de la prison à vie la condamnation à mort de Henry Lee Lucas, en précisant que le meurtrier, déjà cinq fois condamné à perpétuité, ne *« commencerait sa peine qu'après avoir purgé les cinq premières »*.

■ Le protocole de la maison royale de Thaïlande veut que les hauts fonctionnaires à l'agonie demandent au roi **Bhumibol** une autorisation de mourir accompagnée d'un bouquet de fleurs et d'un bâtonnet d'encens. Si la mort frappe sans souci de l'étiquette, le souverain admet une requête posthume rédigée par la famille.

■ Les trois cents mineurs impayés, venus de Vorkouta, de Kouzbass ou de Rostov, qui, depuis quinze jours, tapent sur l'asphalte avec leur casque devant le siège du gouvernement à Moscou, en criant : *« Que le pays se lève, qu'on barre les routes, qu'on ferme les usines, qu'on fasse la révolution, que le sang coule, nous n'avons rien à perdre »*, prennent leur douche chez les vieilles dames du quartier qui lavent leur linge, leur apportent du pain, du thé, des couvertures et des matelas. Qui, le soir, leurs chantent des chansons russes. Qui viennent à tour de rôle leur couper les cheveux...

■ La police et les pompiers, alertés par les voisins, accourent, vendredi 27 juin, pour délivrer dans un appartement de Nice, un enfant, sans doute abandonné, appelant sa mère, et tombent sur un perroquet ébouriffé, mécontent qui, acheté le matin même, fait les cent pas sur son perchoir en hurlant *« maman, maman »*.

Christian Colombani

Un hymne à l'hégémonie américaine

La très sérieuse revue « Foreign Policy » se demande si l'existence d'une seule superpuissance est bonne pour le monde. Réponse : oui, s'il s'agit des Etats-Unis... plutôt que de la France

C'EST D'ABORD une question posée par la revue *Foreign Policy*: *« La prédominance américaine est-elle bonne pour le monde ? »*, suivie de deux réponses. Charles Williams Maynes, président de la Fondation Eurasia, pense que le moment est venu de changer les règles du jeu entre les grandes puissances parce que les Etats-Unis vont être dépassés par le poids des responsabilités et que les coûts risquent d'être trop élevés. Directeur du US Leadership Project à la Fondation Carnegie, Robert Kagan est d'un avis opposé : *« L'hégémonie bienveillante exercée par les Etats-Unis est bonne pour une vaste partie de la population mondiale »*, écrit-il dans un article dont le résumé est une véritable profession de foi. *« Soyez honnêtes... Quelle est la puissance dominante que vous préférez voir dans le système international : la France ou les Etats-Unis ? Si vous répondez les Etats-Unis, vous n'êtes pas tout seul – vous pouvez même être européen. »*



Sans doute cette prédominance des Américains ne va-t-elle pas sans critiques. On les trouve *« égoïstes »*, *« lourdauds dans l'exercice de leur pouvoir »*, etc. *« Mais, excusez-moi* [en français dans le texte], *comparés à qui ?*, poursuit Robert Kagan. *Quelqu'un croit-il que, si c'était la France qui possédait la puissance que les Etats-Unis ont maintenant, les Français seraient moins arrogants, moins égoïstes et moins prompts à commettre des erreurs ? Peu de choses dans l'histoire de France comme grande puissance ou même comme puissance moyenne justifient cet optimisme. »*

Ces reproches à l'encontre des Etats-Unis ont toujours existé, reconnaît l'auteur, mais ils se donnent plus facilement libre cours depuis la fin de la guerre froide, leurs alliés ne ressentant pas aussi fortement le besoin de leur protection. Ils étaient et restent injustes, car *« les Américains ont instinctivement le sens, fondé sur leur propre expérience renforcée par leur système ouvert de capitalisme démocratique, de ce que leur puissance et leur influence pourraient être augmentées s'ils accordent à leurs alliés une grande marge de manœuvre à l'intérieur et même à l'extérieur »*, tout en prenant des risques pour défendre les intérêts des autres. *« On ne peut en dire autant d'aucune autre puissance. »*

Et d'ailleurs, existe-il d'autres choix ? *« Si l'hégémonie américaine venait à disparaître, les vieilles questions européennes – au premier chef, que faire de l'Allemagne ? – reviendraient vite à la surface »*, écrit Robert Kagan, qui se moque de l'idée d'un monde multipolaire. Pour lui, il est évident que personne n'en veut vraiment. Les Européens augmenteraient sinon leurs budgets militaires et prendraient la tête des opérations en Bosnie. Non, ce que veulent la France et la Russie, c'est une *« multipolarité honoraire »*, qui donne du prestige sans en payer le prix, qui ne résolve pas les problèmes mais empêche les Etats-Unis de le faire. Bref, *« la fausse multipolarité recherchée par la France et la Russie* [mises dans le même sac] *réduirait la capacité de l'Amérique à défendre les intérêts communs sans augmenter la capacité de quiconque d'autre à la remplacer »*.

Daniel Vernet

DANS LA PRESSE

L'ASSASSINAT DE LOUNÈS MATOUB

■ La presse algérienne s'interrogeait, dimanche 28 juin, sur l'*« autisme »* du pouvoir en place à Alger, lequel n'a pas pris la mesure de l'ampleur du choc provoqué par l'assassinat de Lounès Matoub. Pour *La Tribune*, la mort du chanteur *« a révélé l'ampleur, toute l'ampleur, de l'impasse psychologique dans laquelle se trouve le pays »*. De son côté, *Le Matin* estime que l'assassinat du chanteur obéit à un *« calcul politique »* pour plonger le pays dans la terreur. *« Quels bénéfices escompte-t-on tirer d'un tel drame ? Renforcer davantage l'alliance islamo-conservatrice ? Faire plonger une partie de l'Algérie dans la terreur et faire fructifier les desseins des islamistes ? Amener l'ANP* [l'Armée nationale populaire] *à réprimer dans le sang la Kabylie et par conséquent donner naissance à une guerre civile à laquelle personne n'a intérêt ? Vraisemblablement*, poursuit le quotidien, *de nombreuses parties en jeu ont intérêt à ce que le meurtre d'un artiste, l'élimination d'une idole, puisse servir de détonateur. »*

El Watan s'interroge sur *« l'incroyable mauvaise gestion »* par les autorités des retombées de l'assassinat de Lounès Matoub en rappelant que son enlèvement en 1994 avait failli faire basculer la région dans l'irréparable. Si cette attitude obéit à un *« calcul politique »*, ce serait *« suicidaire »*, ajoute le journal dans un éditorial intitulé : « Est-il encore temps ? » La Kabylie, écrit-il, est à deux doigts de l'embrasement avec une présence de groupes armés et de groupes d'autodéfense et, de ce fait, *« toutes les provocations sont possibles, d'autant que la Kabylie, si elle est unie autour de la question identitaire, est divisée au plan politique »*.

Dans un billet de denière page, le journal *Saout el Ahrar*, contrôlé par le FLN, l'ancien parti unique, s'en est pris vigoureusement à la France. *« Pourquoi faut-il que lorsqu'un Algérien est assassiné dans une région donnée, les tambours de la guerre se mettent en action et les glas de la tristesse sonnent comme si c'est le jour du jugement dernier et que le président français en arrive presque à annuler sa visite en Afrique centrale* (...) *alors qu'on n'a aucun écho lorsque dix citoyens sont égorgés à l'arme blanche ? »*

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Matoub Lounès avait beaucoup d'ennemis parce que ce chanteur très populaire en Algérie et dans la communauté algérienne de France était le prototype même de l'artiste engagé. Il ne mâchait pas ses mots. Il avait pris partie, dès le départ, avec passion, en faveur de la cause de cette culture berbère qui irradie sa Kabylie natale et traverse d'ailleurs tout le Maghreb. Il critiquait passionnément les islamistes, les extrémistes religieux et défendait, comme d'ailleurs beaucoup de Kabyles, une approche modérée, plus tolérante, presque laïque de la religion musulmane. Les dizaines de milliers de Kabyles qui ont défilé ces jours derniers, depuis l'assassinat du chanteur, l'émotion exceptionnelle qui a traversé toute l'Algérie constituent à la fois un hommage et une ultime rébellion de Matoub Lounès. Ses obsèques populaires démontrent en effet que les militaires sont loin d'avoir éradiqué le terrorisme, que les Kabyles sont loin de se résigner à l'islamisme et que l'arabisation forcée de la langue ne s'imposera pas aisément.

terraserver.microsoft.com

« Big Bill is watching you » : Microsoft affiche sur le Web 180 millions de photos aériennes

L'INTERNAUTE souhaitant disposer d'une photographie aérienne de son quartier, ou de la plage où il a l'intention de passer ses vacances, pourra bientôt se la procurer sur Terra Server, *« la plus grande base de données photographiques en ligne »*, inaugurée mercredi 24 juin. Le succès avait devancé la cérémonie : dès lundi, quatre millions de pages avaient déjà été consultées.

Terra Server contient à ce jour 180 millions de photos, qui occupent 3,5 teraoctets (trois mille milliards et demi d'octets), et sa taille devrait doubler d'ici un an. Elle couvre 45 % du territoire des Etats-Unis et quelques zones urbaines dans le reste du monde, surtout en Europe. Ceux qui n'y trouvent pas encore leur village peuvent s'amuser avec des prises de vue de lieux célèbres, tels que Venise, la statue de la Liberté, ou encore le siège de Microsoft à Redmond... Le projet, lancé par la société de Bill Gates, est soutenu par d'autres grandes entreprises informatiques, notamment Compaq. Il s'agit avant tout d'une vitrine pour leurs matériels et logiciels haut de gamme, comme le serveur SQL de Microsoft.



Selon le cas, les photos datent de trois mois à dix ans. Elles proviennent de différentes sources, principalement d'agences américaines comme la US Geological Society et de l'agence russe Sovinformsputnik. Pour trouver l'image d'un lieu, le visiteur doit simplement donner un nom de localité, ou s'orienter sur des cartes interactives. Les photos, en noir et blanc, sont assez précises pour repérer les constructions, les rues, les bateaux, les automobiles et tout objet d'au moins 1 mètre de large, mais pas les humains – contrairement aux images envoyées par la dernière génération des satellites, où l'on distingue des détails de 20 centimètres.

Une fois sélectionnées, elles peuvent être téléchargées. Celles que Terra Server a obtenues auprès du gouvernement américain sont gratuites ; les autres coûtent de 8 à 25 dollars pièce (de 50 à 150 francs environ). Dans certains cas, on peut aussi commander des copies sur CD-ROM ou sur papier. L'internaute de base peut ainsi désormais jouer avec un instrument naguère réservé aux espions. Les responsables de Terra Server prennent *soin de préciser que les photos ne* sont pas transmises « en temps réel », et que les personnes ne sont pas visibles, mais cela peut changer avec le temps. Une raison supplémentaire pour les technophobes de voir en Bill Gates le Big Brother de leurs cauchemars.

Francis Pisani

SUR LA TOILE

INTERNET EN BANLIEUE

■ La préfecture du Calvados a lancé une opération « Internet dans les quartiers » pour plusieurs zones dites « sensibles » de la périphérie de Caen. Dès cet été, une cinquantaine d'enfants d'une école du quartier de la Guérinière, en cours de réhabilitation, vont participer à des ateliers de création de pages Web. Le matériel fourni sera également à la disposition des associations. – *(AFP.)*

VIAGRA EN LIBRE SERVICE

■ Le ministère de la santé britannique a officiellement mis en garde les citoyens contre la multiplication de sites Internet américains permettant d'acheter par correspondance du Viagra, le célèbre médicament contre l'impuissance masculine, sans ordonnance médicale. – *(AP.)*

ESCROQUERIES EN HAUSSE

■ La commission fédérale du commerce des Etats-Unis (FTC) a fait savoir qu'elle reçoit désormais chaque mois entre 100 et 200 plaintes émanant de citoyens victimes de loteries, pyramides financières ou ventes aux enchères malhonnêtes, organisées sur Internet par des escrocs. – *(AP.)*

Le « mea culpa » de Frère Tapie

par Alain Rollat

LA PRISON va bien à Bernard Tapie. Si ! si ! elle lui a fait un bien fou ! Elle lui a ouvert les yeux : *« J'ai fait des conneries... J'ai disjoncté. J'ai perdu le sens de la mesure. Je me suis cru tout permis. Je me suis enlisé... »* Elle lui a appris l'humilité : *« J'ai cru que j'étais assez malin pour imposer mes façons de faire aux autres, mais ça ne marche pas. Ce n'est pas aux autres de se faire à ma singularité. C'est à moi de me faire aux habitudes, aux us et coutumes. »* Elle l'a éclairé sur la vanité des grandeurs humaines : *« Quand on est puissant, on profite anormalement de quelques privilèges qui vous sont accordés et qu'on vous fait largement payer, c'est normal, quand vous n'êtes plus puissant... »* Elle lui a révélé sa superficialité : *« Dans ma manière d'avancer, de parler, j'ai été le promoteur de ce que, aujourd'hui, je dénonce. J'ai toujours privilégié l'apparence. Et, quand on privilégie l'apparence, on oublie les choses essentielles. »* Elle lui a fait prendre conscience de sa petitesse : *« J'étais fort en apparence, mais, en réalité, je ne l'étais pas. »*

Donc, Bernard Tapie ne recommencera plus. Il l'a écrit dans son nouveau livre et juré à Michel Field, auquel il accordait, dimanche soir, sur TF 1, l'exclusivité de sa confession, et qui est tombé sous le charme de sa rédemption : *« Je ne le ferai plus... J'ai fait trop de mal autour de moi. Le prix à payer est trop cher... »* Il ne fera plus le mariole sur les stades. Il a trop souffert d'avoir *« géré d'une manière lamentable »* l'affaire du match truqué Valenciennes-Marseille. Ou plutôt son *« suivi »*, car, bien entendu, le président de l'OM n'était personnellement *« pour rien du tout »* dans cette affaire... Il ne fera plus le malin avec la justice, ne sollicitera plus aucun faux témoin. Le faux alibi naguère fourni par son compère Jacques Mellick lui laisse trop le goût d'une *« affaire honteuse »*. Il ne fera surtout plus le paon en politique, car la prison l'a aussi vacciné contre les appétits électoraux : *« Je ne me présente plus aux élections. C'est une chance énorme, ça, vous savez !... »* Il prêche déjà contre le culte de l'image et les effets pervers de la *« société de communication »* : *« Quel besoin a-t-on de paraître ? »* Ah ! *« Ne plus avoir à plaire pour le plaisir de plaire ! Vivre décontracté !... »*

S'il faut qu'il paie encore de sa personne, pour prouver la profondeur et l'originalité de sa métamorphose, pour donner l'exemple du refus des apparences, l'exemple de sa rupture avec le show business, l'exemple de l'abstinence médiatique, Frère Tapie est même prêt à... *« refaire de la télévision »* ! C'est tout dire...

هكذا من الأصل

LUNDI 29 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

18.55 Friends ■ ■
Eric Proctor (France, GB, 1993, 100 min). Cinéstar 2

19.30 L'une chante, l'autre pas ■ ■
Agnès Varda (France, 1976, 115 min). Cinétoile

20.45 Scènes de ménage dans un centre commercial ■ ■
Paul Mazursky (Etats-Unis, 1991, v.o., 85 min). Arte

22.05 L'Horloger de Saint-Paul ■ ■
Bertrand Tavernier (France, 1973, 110 min). Festival

22.10 Niagara ■ ■
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1952, v.o., 90 min). Ciné Cinémas

23.05 Les Diaboliques ■ ■ ■
Henri-Georges Clouzot (France, 1954, N., 115 min). Cinétoile

23.15 La Dangereuse Aventure ■ ■
Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil

23.55 La Vérité sur Bébé Donge ■ ■
Henri Decoin (France, 1951, N., 110 min). RTL 9

1.00 Monty Python : La Vie de Brian ■ ■
Terry Jones (Grande-Bretagne, 1979, 90 min). Cinétoile

1.05 La Cicatrice ■ ■
Krzysztof Kieslowski (Pologne, 1976, v.o., 100 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBAT

19.10 et 23.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Henry Kissinger. LCI
0.50 Public. Invité : Bernard Tapie. TF 1

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Clark Gable. Elizabeth Taylor. Paris Première
19.00 0.15 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 La Vie à l'endroit. Les amoureux du bal. TV 5
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invitée : Isabelle Huppert. Paris Première
22.30 Célébrités. TF 1

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux. Le Monarque des papillons. La Cinquième
19.50 Michael Tippett. Muzzik
19.50 Zoom sur San Francisco. Odyssée
20.00 Reportage. La Fortune au bout du pied. L'Afrique, un amour de football. Arte
20.30 Ouverture : Mahler vu par Marthaler. Making-of de «la Sixième Symphonie de Mahler». Mezzo
20.30 Destination. Cachemire. Téva
20.30 Sur la route des épices. Odyssée
20.55 Voyage aux pays des dieux. [5/13]. Odyssée
21.25 Un jour avec le président Mandela. Odyssée
21.35 Les enfants de Soljenitsyne, y'a pas à dire, font du bruit. Planète
22.15 Desmond Tutu, cette chose étrange qu'on appelle la grâce. Odyssée
22.30 et 23.25 Repères : Les cent ans du disque. Les Cents Ans du phonographe. John Hammond. Mezzo
23.00 Le Peuple de la mer. Odyssée
23.15 Destination. Cachemire. Téva
23.25 Les Loups de l'Idaho. Disney Channel
23.50 Afrique du Sud - Canada : histoires parallèles. Odyssée
23.55 La Vie des hauts. [5/7]. Planète
0.25 La Case de l'Oncle Doc. Le Trésor de Yamashita. France 3
0.25 Pamir, sur le toit du monde. Planète
0.50 Masterclass Elisabeth Schwarzkopf. [3/5]. Muzzik

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Internationaux de Wimbledon. Huitièmes de finales dames et messieurs. Eurosport

MONDIAL 98

16.10 Allemagne - Brésil. Huitième de finale à Montpellier. France 3-TSR-RTBF 1-Canal +
21.00 Pays-Bas - Yougoslavie. Huitième de finale. France 3-RTBF 1-Canal +

MUSIQUE

21.00 Faust. Mise en scène de Robert Carsen. Interprété par l'Orchestre de la Suisse Romande, dir. John Nelson. Muzzik
22.45 Paco Ibañez. Paris Première
23.50 Farm Aid 1996. Concert enregistré au Williams-Brice Stadium de Columbia (Etats-Unis), en 1996. Canal Jimmy
23.50 Norway's Hot Club Quartet. Concert. Muzzik

THÉÂTRE

20.35 Fausse adresse. Pièce de Luigi Lunari. Mise en scène de Pierre Santini. TMC

TÉLÉFILMS

20.40 Fatale rivale. James Hayman. RTL 9
22.00 L'An mil. Jean-Dominique de La Rochefoucauld. Histoire
22.13 Meurtre contre remboursement. Alan Metzger. 13ème Rue
23.55 Les Yeux en bandoulière. Pierrick Guinard. Festival

SÉRIES

18.35 Chicago Hospital, la vie à tout prix. La leçon d'expérience. RTL 9
20.55 Commandant Nerval. Une femme dangereuse. TF 1
21.00 L'Homme à l'orchidée. Un mort devant la porte. Série Club
21.45 Le Prisonnier. L'impossible pardon (v.o.). Série Club
21.55 Aux frontières du réel. Kitsunegari. TSR
22.35 Homicide. Invitation. Série Club
22.30 La Loi de Los Angeles. Hommages et insuccès. Téva
22.45 NYPD Blue. Le cannibale. TSR
23.30 Au-delà du réel. Le camp. TSR
2.15 Absolutely Fabulous. Le Maroc (v.o.). Arte

NOTRE CHOIX

● 18.45 Cinéstar 1
Conte de printemps
En l'absence de son fiancé, une jeune femme professeur de philosophie accepte l'hospitalité d'une adolescente qui la pousse dans les bras de son père pour se débarrasser de la jeune maîtresse de celui-ci. C'est le premier film de l'une des séries d'Eric Rohmer, *Les Contes des quatre saisons*. Un jeu intellectuel, un peu pervers, sur une intrigue construite par paliers ; importance des dialogues, du discours philosophique et des chassés-croisés sentimentaux. Très bien interprété. – *J. S.*

● 22.05 Festival
L'Horloger de Saint-Paul
Un horloger lyonnais essaie de comprendre pourquoi son fils unique, dont au fond il ne savait rien, a commis un meurtre. Ce premier film d'auteur de Bertrand Tavernier est une adaptation, signée Jean Aurenche et Pierre Bost, d'un roman de Georges Simenon dont l'action était située aux Etats-Unis. Belle étude sociale et psychologique, avec d'excellents acteurs (Philippe Noiret, Jean Rochefort, Jacques Denis, Christine Pascal...). – *J. S.*

● 23.55 RTL 9
La Vérité sur Bébé Donge
Un industriel dauphinois, qui se débat contre la mort sur un lit de clinique, cherche à comprendre pourquoi, après dix ans de mariage, sa femme l'a empoisonné. Une des meilleures adaptations d'un roman de mœurs de Simenon, par la mise en scène d'Henri Decoin, l'atmosphère, la vision subjective du personnage joué par Jean Gabin et l'admirable interprétation de Danielle Darrieux, fermée sur son mystère. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.55 Commandant Nerval : Une femme dangereuse. Téléfilm. Arnaud Sélignac.
22.30 Célébrités.
0.00 F1 magazine.
0.35 TF1 nuit, Météo.
0.50 Public.
1.40 Reportages. L'Or des terroirs.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
21.00 Rive droite, rive gauche ■ Film. Philippe Labro.
22.40 Monte le son.
23.50 Journal, Météo.

FRANCE 3

16.10 Mondial 98. Allemagne - Mexique.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.10 Météo.
20.05 Coupe du Monde.
21.00 Mondial 98. Pays-Bas - Yougoslavie.
23.15 Soir 3.
23.40 Le Club du Mondial.
0.25 La Case de l'Oncle Doc. Le Trésor de Yamashita.

CANAL +

16.30 Mondial 98. Allemagne - Mexique.
► En clair jusqu'à 21.00
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.45 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
20.45 Football.
21.00 Mondial 98. Pays-Bas - Yougoslavie.
23.30 Comme des rois ■ Film. François Velle.
1.05 La Cicatrice ■ ■ Film. Krzysztof Kieslowski (v.o.).

ARTE

19.00 Le Tour du Pacifique. [9/20].
19.30 7 1/2.
20.00 Reportage. La Fortune au bout du pied. L'Afrique, un amour de football.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ► Scènes de ménage dans un centre commercial ■ ■ Film. Paul Mazursky (v.o.).
22.10 Kinorama.
22.20 A-Ge-Man ■ Film. Juzo Itami (v.o.).
0.20 Court circuit. Le Voleur de mouton.
0.40 Pourquoi pas ! ■ Film. Δ Coline Serreau.

M 6

18.55 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, Les Produits star.
20.50 My Life. Film. Bruce Joel Rubin.
22.40 La Femme plurielle. Téléfilm. Δ Rob Spera.
0.15 Les Rues de San Francisco. Qui a tué Helen French ?

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Didier Decoin (*Louise*).
21.00 L'Astrolabe, ravitailleur de l'Antarctique.
22.10 Fiction. *Souvenirs de guerre*, textes de Jean Thibaudeau.
23.00 Nuits magnétiques. Les coulisses d'Amnesty [1/2].

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.00 Concert. Le luth médiéval. Œuvres de De Machaut, Landini, Faenza.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de de Chizy, Berio.
23.07 Le Bel aujourd'hui. Œuvres de Crumb, Soley, Levine, Adams.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Carl Czerny. Œuvres de Beethoven, Czerny, Clementi, Hummel, Liszt.
22.15 Les Soirées... (suite). Arnold Schoenberg.

MARDI 30 JUIN

FILMS DU JOUR

13.30 Lucie Aubrac ■ ■
Claude Berri (France, 1996, 110 min). Canal +

14.50 La Folie des grandeurs ■ ■
Gérard Oury (France, 1971, 105 min). Cinétoile

16.20 La Dangereuse Aventure ■ ■
Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil

17.00 Crossing Guard ■ ■
Sean Penn (Etats-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 1

18.50 Fievel au Far-West ■ ■
Phil Nibbelink et Simon Wells (Etats-Unis, 1991, 75 min). Cinéstar 1

20.30 Hurlevent ■ ■
Jacques Rivette (France, 1985, 130 min). Ciné Cinémas

20.30 Conte d'été ■ ■
Eric Rohmer (France, 1995, 115 min). Cinéstar 1

20.50 Cartouche ■ ■
Philippe de Broca (France - Italie, 1962, 120 min). M 6

21.00 Tron ■ ■
Steven Lisberger (Etats-Unis, 1982, 95 min). Disney Channel

21.00 Homicide ■ ■
David Mamet (Etats-Unis, 1991, 100 min). Cinéstar 2

22.30 La Lectrice ■ ■
O Michel Deville (France, 1988, 95 min). France 2

22.30 Le Jeune Werther ■ ■
Jacques Doillon (France, 1993, 95 min). Paris Première

22.40 Voyage au bout de l'enfer ■ ■ ■
Michael Cimino (Etats-Unis, 1978, v.o., 180 min). Ciné Cinémas

23.05 West Side Story ■ ■
R. Wise et J. Robbins (Etats-Unis, 1960, v.o., 150 min). Cinétoile

1.35 La Truite ■ ■
J. Losey (F, 1982, 105 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 20 h Paris Première. Best of. Invitée : Isabelle Huppert. Paris Première
16.00 L'Histoire des loisirs. Histoire
17.00 Envoyé spécial, les années 90. Biosphère. Histoire
18.00 Stars en stock. Peter Sellers. Debbie Reynolds. Paris Première
19.00 Best of Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 Temps présent. Mondialisation : E = OMC2. TV 5
20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Alain Chamfort. Paris Première
21.00 Enjeux - Le Point. TV 5
21.00 Le Gai Savoir. Le sexe, la morale et la religion. Invités : Jean-Claude Guillebaud ; monseigneur Gaillot ; Ronald Virag ; Roger-Pol Droit ; Laurence Vidal ; Philippe Sollers. Paris Première
22.00 L'Histoire des loisirs. Histoire
22.20 Sud. Invités : Stéphane Lissner ; Jean Paul Delfino. TMC
23.00 De l'actualité à l'Histoire. L'empire américain, avec Jean-Marie Guéhenno, Alain Gresh, Alfredo G.A. Valladao. Histoire
23.30 Un siècle d'écrivains. Bernard-Marie Koltès : Comme une étoile filante. TV 5
0.35 Capital. Passe ton bac d'abord ! M 6

DOCUMENTAIRES

17.10 Des animaux et des hommes. [4/6]. Kangourous : les accidentés de la route. Odyssée
17.35 Le Vieil Alkassa. Planète
17.40 Les Neuf Vies des démineurs. Odyssée
18.00 Ray Charles Omnibus. Muzzik
18.20 Kurt Masur. Deux villes, un maestro. Planète
18.30 Le Monde des animaux. Les Orangs-outangs. La Cinquième
18.30 Les Grands Compositeurs. [11/12]. Bach. Odyssée
18.50 La Forêt des nuages. TMC
19.00 Le Tour du Pacifique. [10/20]. Arte
19.00 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. [3/3]. L'Antarctique, un continent pour la science. Odyssée
19.20 Des loups, des cerfs et des hommes. Planète
19.50 Patagonia Express. Odyssée
20.00 A Tale of Tanglewood. Peters Grimes Reborn. Muzzik
20.10 Les Ailes expérimentales. [12/13]. Fuselage porteur. Planète
20.30 Repères. Domenico Scarlatti. Mezzo
20.35 Coupe du monde 94. Le Brésil s'enflamme. Planète
20.40 La Vie de château. Odyssée
21.00 Churchill. [4/4]. Une victoire insatisfaisante - Après le sang et les larmes. Histoire
21.10 Genève en musique. Arte
21.25 20 ans de courses automobiles. [17/20]. Canal Jimmy
21.35 L'Exode de la peur. Odyssée
21.55 Soudan, royaumes sur le Nil. Paris Première
22.25 Zoom sur San Francisco. Odyssée
22.40 ► On est pas des bêtes. Planète
22.45 La Vie en face. Maîtresses. «J'ai un amant», se disaient-elles. Arte
23.15 Destination. Kerala. Téva
23.30 L'Organisation des J.O. d'Atlanta. [2/2]. Planète
23.30 Voyage aux pays des dieux. [5/13]. Odyssée
23.55 La Case de l'Oncle Doc. Baïkal, le lac immortel. France 3
0.00 Un jour avec le président Mandela. Odyssée
0.05 ► Paris était une femme. TSR
0.30 Les enfants de Soljenitsyne, y'a pas à dire, font du bruit. Planète

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Internationaux de Grande-Bretagne (Quarts de finales dames). Eurosport

MONDIAL 98

16.30 Roumanie - Croatie. Huitième de finale, à Bordeaux. France 3, TSR, RTBF 1, Canal +
21.00 Argentine - Angleterre. Huitième de finale, à Saint-Etienne. TSR, TF 1, RTBF 1, Canal +

DANSE

19.00 Mezzo junior. *Pulcinella*. Ballet. Mezzo

MUSIQUE

20.00 et 21.20 Madame Butterfly. Opéra de Puccini. Donné en direct et émis simultanément sur Arte et France Musique. Mise en scène de Francesca Zambello. Par l'Orchestre de la Suisse Romande et les Chœurs du Grand Théâtre de Genève, dir. Armin Jordan. Sue Chen (Cio-Cio-San), Zheng Cao (Suzuki), Christine Labadens (Kate Pinkerton), Victoria Reiche-Reijin (La mère), Eun-Yee You (La cousine), Iana Iliev (La tante), Marcus Haddock (FB Pinkerton), Olivier Lallouette (Sharpless), Ricardo Cassinelli (Goro), Olivier Grand (L'oncle Bonze), Marc Mazuir (Le prince Yamadori). Arte
21.00 Ashkenazy dirige Tchaïkovski. *La Symphonie n° 5*. Muzzik
22.25 Zarzuela : La alegria de la huerta. Muzzik
22.30 Chick Corea 1996. Mezzo
23.35 Birdmen & Birdsongs. Muzzik

TÉLÉFILMS

17.00 Le Parfum de Jeannette. Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
18.00 Racines 3. John Erman et Charles S. Dubin [3/3]. Téva
20.30 Le Complot du Renard. Charles Jarrott [1 et 2/2]. Festival
22.50 Les Secrets d'un homme marié. O William A. Graham. M 6
23.40 Albert Savarus. Alexandre Astruc. Festival
0.45 Nous ne sommes pas seuls. Paolo Poeti. TF 1

SÉRIES

18.35 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Chacun son ego. RTL 9
19.20 Deux flics à Miami. Nul n'est immortel. 13ème Rue
20.55 Ally McBeal. The Inmates. Being There (v.o.). Téva
22.15 Seinfeld. La couverture. Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. The Grace of Wrath. Téva
22.35 Total Security. Wet Side Story (v.o.). Série Club
22.45 The Lazarus Man. La pénitence. Canal Jimmy
22.55 Perry Mason. La femme qui en savait trop. TF 1
23.30 Star Trek, la nouvelle génération. En théorie (v.o.). Canal Jimmy
23.45 Clair de lune. Un veuf pas ordinaire. Téva

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 23.30 Canal +
Megalopolis

Le manga des familles

BANDE DESSINÉE à l'origine, née au lendemain de la seconde guerre mondiale, le manga – *« image dérisoire »*, terme emprunté au peintre japonais Hokusaï – a essaimé pour devenir un genre artistique à part entière. Ses créatures, mi-hommes mi-enfants, ont investi tous les supports d'expression et de diffusion avec une prédilection pour la vidéo.

« Megalopolis », dont on voit ce soir les deux derniers épisodes qui *« achèvent les aventures du méchant le plus démoniaque de l'animation japonaise »*, nous dit le programme de la chaîne cryptée, fait partie des grands classiques. Réalisé en 1991 par Rintaro (auteur notamment des fameux dessins animés *Albator* et *Gunnm*), le scénario mêle références à l'ère du Meiji et fiction manichéenne d'inspiration surnaturelle où les forces du mal affrontent celles de la miséricorde.

L'histoire : Tairo No Masakado meurt alors qu'il tente de créer la ville parfaite. Depuis, son esprit veille sur Tokyo, et quiconque le dérange met la cité en péril. Le funeste Kato, âme damnée d'un soldat mort, n'a pas d'autre dessein. Et devra affronter la pure Keiko. Alors qu'il supervise les travaux de reconstruction du réseau souterrain de la ville après le tremblement de terre de 1923, l'architecte Shibusawa et son entourage craignent d'avoir réveillé le dragon, réincarnation endormie de Masakado.

Bien que l'histoire devienne rapidement incompréhensible pour qui n'a pas suivi les deux premiers épisodes de la série, de très beaux recours formels permettent de maintenir l'attention à ce récit épique : les scènes de cataclysmes ont un rythme inouï et, malgré leur apparente naïveté, certains plans sont un comble de finesse : un simple lavis peut alors devenir la plus sombre des ombres.

Surtout appréciés des jeunes Européens à l'heure du goûter, et souvent décriés par leurs parents, les mangas attirent aussi au Japon un public d'adultes. Diffusé après une soirée Mondial, ce programme est une alternative originale aux fictions classiques, à voir chez soi, en famille.

Jean-Jacques Larrochelle

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.40 Dynastie.
16.35 Sunset Beach.
17.25 Beverly Hills.
18.20 Exclusif.
19.00 Le Bigdil.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
21.00 Mondial 98. Argentine - Angleterre.
22.55 Perry Mason. La femme qui en savait trop.
0.45 Nous ne sommes pas seuls. Téléfilm. Paolo Poeti.

FRANCE 2

13.55 Rex.
14.50 Dans la chaleur de la nuit.
15.40 Chicago Hope, la vie à tout prix.
16.30 Waikiki Ouest.
17.15 et 22.25 Un livre, des livres.
17.20 Une fille à scandales.
17.45 Friends. Celui qui aime les lasagnes.
18.15 Les Dessous de Veronica.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.55 Pas d'amour sans amour. Film. Evelyne Dress.
22.30 La Lectrice ■ ■ Film. O Michel Deville.
0.05 Journal, Météo.
0.20 Coupe du monde.

FRANCE 3

13.40 12e Golden Circus Festival.
14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement.
16.30 Mondial 98. Roumanie - Croatie.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
18.57 Les Titres régionaux.
19.31 19/20 national.
20.00 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.55 Docteur Sylvestre. Téléfilm. Christiane Leherissey.
22.25 Météo, Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
23.55 La Case de l'Oncle Doc. Baïkal, le lac immortel.

CANAL +

13.30 Lucie Aubrac ■ ■ Film. Claude Berri.
15.20 Surprises.
15.30 Coupe du monde.
16.30 Mondial 98. Roumanie - Croatie.
► En clair jusqu'à 21.00
19.00 Best of Nulle part ailleurs.
19.45 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Pécheux, Golden Foot, Football.
21.00 Mondial 98. Argentine - Angleterre.
23.30 Mégalopolis. Film. Kazuhiko Katayama et Kazushige Kume.
0.45 Anna Karenine. Film. Bernard Rose (v.o.).
2.30 Feeling Minnesota. Film. Steven Baigelman.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 et 17.35 100 % question.
13.55 Les Lumières du music-hall.
14.25 La Cinquième rencontre... L'Asie. 14.30 Hong-Kong 97 : Ombres chinoises. [3/3]. 15.25 Entretien avec Gérard Jaeger, historien.
15.55 Albums de famille.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Alf.
17.20 Les Zèbres.
18.00 Va savoir. Loches.
18.30 Le Monde des animaux. Les Orangs-outangs.
19.00 Le Tour du Pacifique. [10/20].
19.30 7 1/2.
20.00 et 21.20 Madame Butterfly. Opéra de Puccini. Mise en scène de Francesca Zambello. Avec Sue Chen (Cio-Cio-San), Zheng Cao (Suzuki). En direct du Grand Théâtre de Genève et en simultané sur France Musique.
20.55 8 1/2 Journal.
21.10 Genève en musique.
22.45 La Vie en face. Maîtresses : «J'ai un amant», se disaient-elles.
0.05 ► Paris était une femme.
1.20 Carmen revient au pays ■ Film. Keisuke Kinoshita (v.o.).

M 6

13.35 Danielle Steel : La Belle vie. Téléfilm. Tom Moore.
16.00 Au nom de mes enfants. Téléfilm. Bethany Rooney.
17.40 Les Piégeurs.
18.05 Models Inc.
18.55 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Décrochages info, E = M 6 junior.
20.50 Cartouche ■ ■ Film. Philippe de Broca.
22.50 Les Secrets d'un homme marié. Téléfilm. O William A. Graham.
0.35 Capital. Passe ton bac d'abord !

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. Le collectage. [2/5].
20.30 Agora. Laurent Laffont (*Le Dernier Théorème de Fermat*).
21.00 Poésie studio. Henri Thomas, Hawad.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magnétiques. Les coulisses d'Amnesty [2/2].

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Scène ouverte. Par le Quintette Prokofiev : œuvres de Prokofiev, Fauré, Chostakovitch, Stravinsky.
19.35 Prélude. Magazine musical.
20.00 Madame Butterfly. Opera de Puccini. Donné en direct du Grand Théâtre de Genève et émis simultanément sur Arte, par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. Armin Jordan.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Mochizuki, Reich.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Par l'Orchestre de Paris, dir. Yuri Ahronovitch, Roland Daugareil, violon : œuvres de von Weber, Bruch, Dvorák.
22.25 Les Soirées... (suite).

Le Monde
MARDI 30 JUIN 1998

Au Portugal, la libéralisation de l'IVG est rejetée par référendum

LA GRANDE MAJORITÉ des électeurs portugais se sont abstenus, dimanche 28 juin, au référendum sur la libéralisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui a été rejetée à une faible majorité par ceux qui ont voté. La participation n'a été que de 30 % des 8,5 millions d'électeurs inscrits, loin des 50 % requis pour que le résultat de la consultation puisse être validé, selon des chiffres officiels publiés après le dépouillement quasi-complet du scrutin. Pour ce premier référendum démocratique organisé au Portugal, 49 % des votants ont répondu « oui » – contre 51 « non » – à la question suivante : « *Etes-vous d'accord avec la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse si elle est réalisée, à la demande de la femme, dans les dix premières semaines, dans un établissement de santé légalement autorisé ?* »

Actuellement, la législation portugaise prévoit des peines allant jusqu'à trois ans de prison pour les personnes qui pratiquent illégalement les IVG. L'avortement est autorisé depuis 1984 mais la loi adoptée alors, dix ans après le renversement de la dictature militaire qui dirigea le *Portugal pendant quarante ans*, est assortie de conditions très restrictives. Ainsi, il n'est autorisé que si la vie de la mère est en danger, si le foetus est difforme ou si le médecin considère que la santé mentale ou physique de la mère est menacée. Cette dernière condition a été interprétée de façon si restrictive qu'à peine 300 avortements légaux ont été recensés l'année dernière dans un pays qui compte cinq millions de femmes, selon des partisans de la libéralisation.

Le Parlement lui-même pourrait être désormais appelé à se prononcer sur l'IVG. Une proposition de loi, déposée par les socialistes, a déjà été adoptée en première lecture. Il leur revient de décider s'ils poursuivent ou non le processus législatif, interrompu pour préparer le référendum.

SOCIALISTES DIVISÉS

Mais une bataille juridique et constitutionnelle est d'ores et déjà engagée sur la légitimité du Parlement. Le dirigeant du Parti socialiste, José Magalhaes, considère ainsi que « *le Parlement a toute la légitimité* » de récupérer l'initiative législative. « *Le Parlement ne doit pas se soumettre aux résultats du référendum, puisqu'il n'y a pas eu une participation supérieure à 50 %* », a-t-il ajouté. Le sujet est embarrassant pour les socialistes, au pouvoir, du fait de l'opposition personnelle du premier ministre Antonio Guterres, catholique pratiquant.

Le président du Parti social-démocrate (PSD-libéral, opposition) estime, pour sa part, que le Parlement n'a « *aucune légitimité politique* » pour relancer le débat législatif. Il considère par ailleurs que le président de la Republique, Jorge Sampaio, devrait mettre son veto à cette loi si elle était votée au Parlement avec les voix du Parti socialiste et du Parti communiste. Le PC est le seul parti à s'être déclaré officiellement en faveur du « oui » alors que la question de l'IVG a mis au jour des clivages au sein de toutes les autres formations. – *(AFP, Reuter.)*

Les contaminations nucléaires à Mururoa et Fangataufa seraient sans danger pour la santé humaine

Les conclusions d'un rapport scientifique sont discutées à Vienne

UNE CONFÉRENCE internationale sur la situation radiologique de Mururoa et de Fangataufa, organisée à Vienne, du mardi 30 juin au vendredi 3 juillet, doit permettre de discuter les conclusions d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) consacré aux conséquences des essais nucléaires français sur ces deux atolls. Le rapport de l'agence, un document de 2 000 pages réalisé par 55 scientifiques de 18 pays, conclut que les traces de radioactivité détectées sur place ne seront « *d'aucune conséquence sur la santé humaine* » et qu'« *il est improbable qu'elles aient un effet sur les populations d'organismes vivant sur ou à proximité des atolls* ».

Cette étude indépendante avait été commandée par la France après les six ultimes essais nucléaires, réalisés entre fin 1995 et février 1996, à l'initiative de Jacques Chirac. Au total, la France a effectué 46 essais atmosphériques (dont cinq de « sûreté ») entre 1966 et 1974, au cours desquels la majorité des radionucléides ont été dispersés dans l'atmosphère. Entre 1975 et 1996, les 147 tests souterrains ont été réalisés dans des puits scellés d'une profondeur de 500 à 1 100 mètres. Certains craignaient que ces chocs répétés ne mettent en péril la stabilité des atolls et puissent entraîner des effondrements de terrain susceptibles de relarguer les radioéléments piégés dans le sous-sol.

Les mesures réalisées sur le corail, la végétation, le sol, les végétaux et les animaux des lagons par les spécialistes dépêchés sur place par l'AIEA semblent infirmer ces inquiétudes. A quatre exceptions près, indique le rapport, les niveaux de concentration sont égaux ou inférieurs à ceux enregistrés dans des zones de la région où aucun essai n'a été réalisé. Ces quatre exceptions concernent en premier lieu le plutonium – 5 kg à Mururoa et 3 kg à Fangataufa – résultant de quatre anciens essais atmosphériques et toujours présent dans les sédiments des lagons de chacun des atolls.

Des fuites provenant de cavités souterraines entraînent des concentrations de césium dix fois plus importantes que dans l'océan. Des particules contenant du plutonium subsistent sur les îlots Colette, Ariel et Vesta dans l'atoll de Mururoa, là où cinq essais atmosphériques dits de sûreté ont été conduits. Enfin, des concentrations de césium 137 plus élevées que sur le reste des atolls ont été trouvées *sur plusieurs hectares de la partie* nord-est de Fangataufa, sous le vent d'un site où un tir de surface avait eu lieu en 1966.

DES MIGRATIONS DE TRITIUM

L'AIEA indique que les migrations de tritium depuis les cavités souterraines devraient se poursuivre, pour rejoindre d'ici un siècle des concentrations inférieures à celles trouvées dans l'océan. La modélisation d'un glissement de terrain montre que seule la concentration de plutonium rejoindrait à Tureia, à 130 km de là, des niveaux supérieurs à ceux actuellement enregistrés, « *mais ils resteraient faibles en valeur absolue* », selon le rapport.

Les études d'incorporation montrent aussi que des populations résidant sur les atolls et se nourrissant de produits locaux et de fruits de mer recevraient de ce fait des doses n'excédant pas 0,01 millisievert par an – alors que la limite d'exposition du public par la radioactivité artificielle est fixée à 5 mSv/an. L'AIEA a, en revanche, recommandé aux 160 habitants des îles Bikini, évacués en 1946, qui souhaitent s'y réinstaller de ne manger que de la nourriture importée.

En conclusion, selon l'AIEA, « *aucune action correctrice n'est justifiée pour des raisons de radioprotection, tant actuellement que dans le futur* ». Cependant, elle conseille la poursuite des mesures de radioactivité, « *afin de rassurer la population sur la sûreté radiologique des atolls* ». Faleomavaega Eni Hunkin, membre du congrès américain, élu des Samoa américaines, qui avait été emprisonné il y a deux ans pour avoir violé une interdiction d'accéder au site, a indiqué qu'il contestait les conclusions du rapport.

Hervé Morin

« Libération » assigne en référé le journaliste Michel Codaccioni

LE QUOTIDIEN *Libération* indique, dans ses éditions du 29 juin, qu'il a décidé d'assigner en référé d'heure à heure notre confrère Michel Codaccioni, directeur de la station locale de Radio France, Radio Corse Frequenza Mora (RCFM), et correspondant du *Monde* à Bastia, auteur d'un ouvrage intitulé *Corse, assassinat d'un préfet* (éditions Albiana). Selon Serge July, directeur de publication du journal, cet ouvrage « *accuse* Libération, *sans vergogne, sans preuve évidemment, avec des contre-vérités factuelles éclatantes, de complicité dans l'assassinat du préfet Erignac* ».

« *J'ai demandé*, ajoute Serge July, *par l'intermédiaire de nos avocats, Mᵉ Henri Leclerc et Muriel Brouquet, une décision de justice exigeant sous astreinte financière l'insertion d'un encart rétablissant les faits dans tous les ouvrages actuellement en vente, en Corse et dans l'Hexagone, la publication dans la presse généraliste d'une information rétablissant les faits, enfin la suppression des passages relatifs à* Libération *lors des éventuelles rééditions.* »

« Newsweek » et le Pentagone enquêtent sur un « scoop » du « Time »

WASHINGTON
de notre correspondant

La justice américaine accepte avec réticence de prendre en compte les cas de « mémoire retrouvée ». Le magazine télévisé « NewsStand » (une collaboration du magazine *Time* et de CNN) n'a pas eu la même prudence. Il a fondé toute son émission sur un « retour en arrière » de vingt ans de l'ex-lieutenant Robert Van Buskirk : pendant près d'un quart de siècle, cet ancien combattant de la guerre du Vietnam aurait chassé de sa mémoire des détails essentiels de l'« opération Tailwind », une intervention militaire conduite par les forces spéciales américaines au Laos, en pleine zone tenue par les Vietnamiens du Nord (*Le Monde* du 16 juin).

Selon le magazine « NewsStand », cette opération avait notamment pour but de « liquider » des déserteurs américains. Pour supprimer toute résistance, les GI auraient utilisé un gaz neuroplégique, le sarin, tuant soldats viet-congs et villageois. Depuis que ce reportage a été diffusé par CNN (le 7 juin) et qu'un article, identique quant au fond, a été publié par le *Time*, démentis et mises au point se sont succédé... Le Pentagone a annoncé l'ouverture d'une enquête. Le directeur général de *Time*, Walter Isaacson, tout en soulignant que les faits initiaux reposent sur des preuves substantielles, n'a pas écarté la possibilité que des « *erreurs* » aient pu être commises. Quant au conseiller militaire de CNN, le général à la retraite Perry Smith, il a démissionné de ses fonctions, à la fois parce qu'il n'a pas été consulté et parce qu'il met en doute la véracité du reportage.

TÉMOIGNAGE À ÉCLIPSES

Concurrent du *Time*, l'hebdomadaire *Newsweek* a révélé que l'ancien lieutenant ne s'est souvenu du « détail » de l'utilisation du gaz mortel qu'à la fin des cinq heures de l'interview accordée à Peter Arnett et à April Olivier, producteur à CNN. Journalistes de bonne réputation, ils n'ont pourtant pas fait mention d'un fait capital : en 1983, Robert Van Buskirk a publié un livre sur son expérience au Vietnam, dans lequel il n'est fait mention ni de gaz sarin ni de la liquidation des déserteurs.

En 1974, l'ancien commmando aurait fait l'expérience d'un « réveil religieux », agissant comme une sorte de lavage de cerveau, jusqu'à cette interview... Aujourd'hui, M. Van Buskirk n'est plus tout à fait sûr de lui et il reconnaît avoir subi un traitement psychologique pendant dix ans, pour soigner un stress d'origine traumatique.

Son témoignage à éclipses n'est pas le seul élément qui entache le récit de *Time* et CNN. Depuis que la polémique a pris de l'ampleur, plusieurs témoins se sont récusés. C'est le cas de l'amiral à la retraite Thomas Moorer qui, initialement, avait confirmé l'usage du sarin. Les contre-enquêtes sur le reportage *Time*-CNN se poursuivent, mais, à l'évidence, ce n'est pas un bon début pour le magazine télévisé « NewsStand », dont c'était la première émission.

Laurent Zecchini

Deux nouveaux cas de « vache folle » dans l'Ouest

DEUX NOUVEAUX CAS de « vache folle » ont été découverts dans les départements des Côtes-d'Armor et du Maine-et-Loire, a annoncé lundi 29 juin le ministère de l'agriculture et de la pêche. Conformément à la réglementation, il a été procédé à l'élimination totale des deux troupeaux où avaient été identifiés ces animaux, soit environ 150 animaux.

Il s'agit des 35ᵉ et 36ᵉ cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) répertoriés en France depuis 1990. Les deux animaux atteints sont des vaches laitières nées respectivement en août 1993 dans les Côtes-d'Armor, le département le plus touché, et en août 1992 dans le Maine-et-Loire.

DÉPÊCHES

■ **TPI/CROATIE : l'ancien maire de Vukovar, le Serbe de Croatie Slavko** Dokmanovic, jugé pour crimes contre l'humanité au tribunal pénal international (TPI) sur l'ex-Yougoslavie, a été retrouvé pendu dans sa cellule, lundi 29 juin. Le verdict du procès de M. Dokmanovic, qui s'est terminé jeudi, devait être rendu d'ici deux semaines. Il était accusé d'avoir joué un rôle clé dans le massacre de 200 Croates et non-Serbes lors de la prise de Vukovar par les Serbes en 1991. – *(AFP)*

Deux députés de l'opposition créent un lobby autoroutier

LE SÉNATEUR (RPR) de la Vendée Jacques Oudin est déçu. Jusqu'en 1997, sa « chouchoute », l'autoroute, avait été choyée. Mais, depuis l'arrivée au pouvoir de Lionel Jospin et des ses ministres Jean-Claude Gayssot et Dominique Voynet, elle a moins la cote : projets gelés, politique de construction quasi systématique d'autoroutes à péages remise en cause. Face à cette attitude « *anti-autoroutière* », une vingtaine de parlementaires de droite, menés par Jacques Oudin et Michel Inchauspé, député (RPR) des Pyrénées-Atlantiques, ont décidé de s'organiser, en créant un intergroupe baptisé Autoroutes Avenir. Leur ambition : faire de la France la plaque tournante autoroutière de l'Europe.

Les membres d'Autoroutes Avenir n'ont pas le moins du monde la sensation d'avancer à contre-courant. Ils admettent que les Français sont en majorité favorables au transport combiné rail-route pour les marchandises – cher, mais nettement moins polluant que le transport routier classique. Ils savent que les recettes tirées des péages ne compensent pas les sommes investies dans la construction des infrastructures, et que les sociétés concessionaires sont largement endettées. Ils reconnaissent que les portions restant à construire seront peu rentables, puisque peu fréquentées. A ces objections, ils répondent vies humaines sauvées, emplois créés, solidarité nationale.

UN SOURIRE NARQUOIS

La protection de l'environnement ? « *Ce n'est pas mon affaire*, répond Jacques Oudin. *Entre la vie des petits oiseaux et celle de mes concitoyens, j'ai fait mon choix.* » L'endettement ? « *Les péages prélevés sur les tronçons les plus fréquentés financent l'ensemble du réseau. C'est l'application du principe de base de solidarité nationale.* »

Ultime argument : l'emploi. « *La route du développement passe par le développement de la route* », lit-on dans la profession de foi d'Autoroutes Avenir. L'autoroute générerait non seulement des emplois directs, mais aussi et surtout des emplois indirects, grâce à son pouvoir d'attraction sur les entreprises. Autant de raisons pour ces parlementaires de souhaiter la multiplication des autoroutes en France, et, bien sûr... dans leur circonscription.

Ce nouveau lobby promet de ne pas se lancer dans une politique d'obstruction systématique. Il attend les propositions du gouvernement, notamment le projet de loi de Mᵐᵉ Voynet sur l'aménagement du territoire, un sourire narquois aux lèvres, persuadé que le gouvernement n'aura d'autre choix que de poursuivre dans la voie tracée par ses prédécesseurs.

« *Il faut de l'argent pour développer le transport combiné et rénover le réseau secondaire. Ils ne le feront pas* », prévoit Jacques Oudin. Ce diagnostic est, paradoxalement, partagé par les députés écologistes, qui réclament un moratoire sur la construction de nouvelles voies. « *Visiblement, le développement du transport combiné ne figure pas dans les projets de M. Gayssot*, constate Noël Mamère, député (Verts) de la Gironde. *Pourtant, notre réseau autoroutier est déjà très important. Je crains le pire pour l'avenir.* »

Gaëlle Dupont

Tirage du *Monde* daté dimanche 28-lundi 29 juin 1998 : 577 029 exemplaires

Le Mondial

LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

Comment un piètre match fait un grand spectacle

BIEN SÛR on avait écouté poliment les mises en garde d'Aimé Jacquet. Il avait affirmé, par prudence ou pour ajouter au mérite de la victoire, que le match ne serait pas facile. Bien sûr, on avait entendu, avec amusement, les rodomontades de ce qu'on croyait être le Tartarin d'Asuncion, ce maréchal-goal Chilavert. Mais de là à finir cette rencontre comme un vieux cheval de mine fourbu !

Parce que c'était Lens et parce que c'était eux on leur pardonnera. Mais qu'ils ne recommencent plus ! Jamais. Il y va de notre équilibre et de leur santé. C'est drôle un match qui tourne ainsi au supplice lensois ! Deux heures pratiquement à se tortiller sûr son siège de téléspectateur, à marmonner des *« c'est pas possible »* ou, variante, des *« c'est pas vrai »*. Deux heures à radoter la complainte du benêt, *« tu vas voir qu'ils vont finir par nous en planter un ! »*. Deux heures. Et quand on ne l'attend plus, la délivrance. Le but en or de M. Blanc, ce bon, cet excellent M. Blanc, et la mort subite de Chilavert et du chilavertisme !

Jean-Pierre Chevènement a eu un mot pour qualifier ce match : *« C'est la victoire du travail ! »* Ah cela oui ! ils furent laborieux et gauches nos petits galibots de l'avant, pleins de sueur et de suie, à chercher ainsi vainement la sortie du puits ! Et elle fut laborieuse cette victoire arrachée à la seule énergie du désespoir, celui de perdre contre d'autres maniaques du labeur, ces crampons de Paraguayens.

Ce fut un piètre match et un grand spectacle. Comme quoi rien n'est incompatible. Surtout en Coupe du monde. Car, quand vient le temps de l'élimination directe, les meilleures rencontres ne font pas toujours les plus mémorables dramatiques. Le Brésil samedi contre le Chili ? Une formalité, brillante certes mais comme un coup de tampon : *« Bon pour les quarts de finale ! »* L'Italie contre la Norvège ? Un but, on ferme ! Le Danemark face au Nigeria ? Deux buts en onze minutes, affaire pliée.

LE FOOTBALL SANS BUT

Tandis qu'avec Aimé Jacquet et ses troupes, au moins on ne s'embête jamais. Son équipe vient d'inventer le football sans but. Et la traversée du désert sans gourde. Elle tourne, court, rentre dans le mur, s'épuise. Elle recommence, s'entête, essaye encore, essaye toujours. Elle ignore tout du rendement dans ses cadences infernales. Elle joue de guingois, tournicote, hésite. Elle tire à côté ou au-dessus, ou sur les poteaux, ou dans les mottes de terre, ou sur le Chilavert du jour. Elle fait tout pour marquer et ne marque pas. Elle fait tout pour défendre et défend bien. Elle est de sable devant, de fer derrière.

En somme, elle ménage le suspense à hauteur du supplice qu'elle s'impose et impose. Ce n'est évidemment pas un mode de vie très convenable pour une équipe si morale, si ambitieuse. On la croit économe, elle est prodigue. On la dit sage, elle se flagelle. Quand on la qualifie de moyenne, elle gagne facilement. Quand on l'affirme irrésistible, elle s'accroche aux branches. Donc, prudence, attendons la suite. Car, autre caractéristique de la Coupe du monde : un match chasse l'autre. A tout jamais. Et comme le prochain, contre l'Italie, s'annonce encore pire, on ne peut espérer qu'un mieux, dans ce bel illogisme de la contradiction.

OLEG POPOV/REUTERS

AFRIQUE, ADIEU La défaite du Nigeria face au Danemark a fait le désespoir d'un continent dont plus un seul représentant ne reste en lice au stade des quarts de finale.

LES TEMPS FORTS

● 1 MONTPELLIER
L'Allemagne rencontre le Mexique, lundi 29 juin, à 16 h 30, au stade de la Mosson.

● 2
TOULOUSE
Pays-Bas - Yougoslavie, au Stadium municipal, le 29 juin, à 21 heures.

● 3 BORDEAUX
La Roumanie rencontre la Croatie, mardi 30 juin, à 16 h 30, au Parc Lescure.

● 4 SAINT-ÉTIENNE



Le 30 juin au stade Geoffroy-Guichard, à 21 heures, l'Argentine rencontre l'Angleterre, dont les buts sont gardés par David Seaman. Celui-ci n'a encaissé qu'un but dans la première phase (contre la Roumanie).

● 5 TÉLÉVISION
LUNDI 29 JUIN
France 3
Allemagne-Mexique, à 16 h 30
Canal Plus
Allemagne-Mexique, à 16 h 30
Eurosport
Allemagne-Mexique, à 16 h 15
France 3
Pays-Bas - Yougoslavie, à 20 h 50
Canal Plus
Pays-Bas - Yougoslavie, à 21 heures.
MARDI 30 JUIN
France 3 et Eurosport
Roumanie-Croatie, à 16 h 15
Canal Plus
Roumanie-Croatie, à 16 h 30
TF 1 et Canal Plus
Argentine-Angleterre, à 21 heures

Le Nigeria sort, la France souffre

CE FUT l'arrêt numéro un de ce Mondial. On le doit à Gianluca Pagliuca, gardien de but de l'équipe d'Italie, qui, d'un réflexe hors de l'ordinaire, arrêta la balle propulsée de la tête, à bout portant, par le grand avant-centre norvégien Tore Andre Flo. Tout le monde criait déjà *« But ! »* Un centième de seconde trop tôt, infime délai qui permit à l'Italien de les contredire d'un plongeon sur sa droite. Cette parade a rappelé aux spécialistes celle, absolument « culte », de l'Anglais Gordon Banks face au roi Pelé, en 1970 au Mexique. Après cet exploit, on disait outre-Manche : *« Banks is as safe as the Bank of England »* (« Banks est aussi sûr que la Banque d'Angleterre »). Le gardien de l'Inter Milan est resté plus modeste : *« Si la pelouse avait été humide,* dit-il, *la balle aurait pu glisser sous mon corps. »* Mais le temps était au sec, samedi 27, à Marseille, et Pagliuca mit fin aux espoirs des Scandinaves. L'Italie l'a emporté 1-0 et s'est qualifiée la première pour les quarts de finale. Une habitude. Oh, ce ne fut pas brillantissime, mais on connaît le jeu des Transalpins, qui jugent rarement utile d'ajouter le panache à la victoire. Sauf quand ils y sont contraints.

Voilà ces Italiens qui se dressent maintenant sur notre route, l'équipe de France ayant battu le Paraguay non sans mal, dimanche 28, à Lens. La ville si « footeuse » avait voulu oublier, pour l'occasion, les horreurs qui ont précédé et suivi Allemagne-Yougoslavie (le 21 juin) et la psychose qui a présidé à Angleterre-Colombie (le 26). Lionel Jospin s'était déplacé et s'est entretenu avec des membres de l'escadron de gendarmerie auquel appartient Daniel Nivel, la victime des hooligans néo-nazis allemands, toujours inconscient au centre hospitalier de Lille. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a publié cette semaine le récit affreux d'un témoin qui décrit en détail son lynchage. La ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, a rendu visite à la famille du maréchal des logis-chef avant d'aller au stade.

UN AFFRONTEMENT ÉPUISANT

On retrouva la ministre dans la tribune, après cent-quatorze minutes d'un affrontement épuisant et indécis : on aurait dit qu'elle essuyait une larme. Le foot, l'espace de deux heures, avait tout fait oublier. Que ce fut dur ! Les Paraguayens se sont révélés de rudes adversaires. N'avaient-ils pas déjà battu sans bavure le Nigeria (et anticipé leur chute ultérieure) et renvoyé l'Espagne à la maison, ouvrant, au-delà des Pyrénées, une authentique crise nationale. On l'avait sans doute un peu vite oublié. Pourtant, à ceux qui s'inquiétaient de ces lointains footballeurs, on avait expliqué qu'Aimé Jacquet est entouré de nombreux spécialistes chargés de décortiquer le jeu de tous les adversaires. Munis d'ordinateurs portables directement reliés au QG de Clairefontaine, ils mettent en fiches styles et schémas tactiques. Rien ne leur échapperait. Alors ? Est-ce le schéma de jeu de notre propre équipe qui aurait mérité qu'on s'y attarde davantage ? En tout cas elle s'est heurtée deux heures durant à un mur, n'étant pas pour autant à l'abri d'une contre-attaque. Laurent Blanc sauva la maison France d'un tir à bout portant, le fameux « but en or » qui met, d'un coup sec, fin au débat. On évita de peu l'épreuve des tirs au but, où tout était à craindre avec un garçon comme Jose Luis Chilavert dans la cage du Paraguay. Ouf ! On dira que manquait Zinedine Zidane, le meneur de jeu, mais n'est-ce pas inquiétant de tant attendre d'un seul ?

Il sera présent, suspension purgée, pour affronter l'Italie. Mais il manquera peut-être la flèche de l'attaque tricolore, Thierry Henry, victime d'une entorse de la cheville. Sa maman, qui ne regarde jamais jouer son surdoué de fils, avait fait, dimanche, une entorse – justement – à cette règle. On ne l'y reprendra plus.

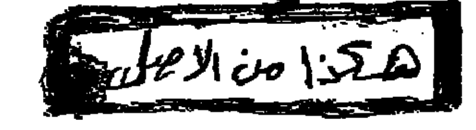
Entre Italiens et Français, c'est une longue histoire de football. Depuis le 15 mai 1910, à Milan, les deux équipes se sont rencontrées trente fois. La France ne l'a emporté qu'à six reprises. Mais, sur les quatre dernières rencontres, les Bleus en ont gagné trois et obtenu un nul. Les joueurs se connaissent bien : ils sont sept, de la sélection française, à évoluer dans le Calcio. La petite guerre des déclarations n'a pas tardé. Youri Djorkaeff par exemple : *« Je me fous de l'Italie, ce qui m'intéresse, c'est l'équipe de France. »* Côté italien, Francesco Moriero : *« Je crois que les Français ont peur. Le football italien est le meilleur du monde et nous le prouverons. »*

COTE EN HAUSSE

Si cette victoire arrachée au modeste Paraguay a tout de même fait grimper la cote des Français chez les bookmakers de Londres (4 contre 1), celle des Brésiliens est restée constante (2 contre 1). Leur écrasante victoire sur des Chiliens (4-1) les maintient au rang de favoris numéro un. D'autant qu'ils auront à affronter le Danemark en quart de finale. On sentait les Danois monter en puissance après leur courte défaite contre la France. Dimanche à Saint-Denis, ils n'ont fait qu'une bouchée (4-1) d'une équipe nigériane en qui on a vu trop vite le premier champion du monde africain. A l'arrivée, elle a fait moins bien que les Camerounais, quart-de-finalistes en 1990, et déçoit les espoirs de tout un continent.

Restent quatre quarts-de-finalistes à désigner. Au programme du lundi 29 juin, un Pays-Bas - Yougoslavie (21 heures à Toulouse) indécis avec des Néerlandais légèrement favoris et un Allemagne-Mexique (16 h 30 à Montpellier) où les premiers devront se méfier des « Latinos » auteurs d'un inattendu match nul face aux Hollandais. Puis seront joués, mardi 30, Roumanie-Croatie (16 h 30 à Bordeaux) et surtout un excitant Angleterre-Argentine entre deux prétendants au titre. Ce sera à Saint-Etienne (21 heures), sur fond d'alerte aux hooligans et de service d'ordre renforcé (1 500 hommes). Les débits de boisson resteront ouverts, a annoncé le préfet de région, sauf cas de force majeure. Signalons enfin que ce week-end s'est déroulé sans incident de rue et sans polémique sur l'arbitrage. Les supporteurs, comme toujours, ont été formidables. On a même vu Martine Aubry et Jean Tiberi, côte à côte, faire la « ola » au Parc des Princes.

Jacques Buob



LE CHIFFRE DU JOUR

30

C'est le nombre de rencontres France-Italie depuis 1910. Vendredi 3 juillet, ce sera la quatrième fois que Français et Italiens seront opposés en Coupe du monde depuis le quart de finale de la Coupe du monde 1938 gagné par l'Italie (3-1). En Coupe du monde, l'équipe de France reste sur une victoire lors du huitième de finale du Mundial 86 à Mexico où, emmenée par Michel Platini, elle s'était imposée 2-0.
Le bilan, pour la France, est de 6 victoires, 7 matches nuls et 17 défaites. Les Français ont marqué 42 buts et en ont encaissé 74.
Mais lors des deux dernières rencontres internationales, la France a gagné à Naples le 6 février 1994 (1-0), et a fait match nul le 11 juin 1997 à Paris lors du Tournoi de France (2-2).

LES ARBITRES

ALLEMAGNE-MEXIQUE
Le match Allemagne-Mexique, lundi 29 juin, à 16 h 30, à Montpellier, sera arbitré par le Portugais Manuel Melo Pereira. Il sera assisté du Tunisien Mohamed Mansri et du Sud-Africain Achmat Salie.

PAYS-BAS-YOUGOSLAVIE
La rencontre Pays-Bas-Yougoslavie, qui a lieu le 29 juin, à Toulouse, à 21 heures, sera arbitrée par Jose-Manuel Garcia Aranda. L'Espagnol sera assisté du Suisse Laurent Rausis et du Roumain Nicolae Grigorescu.

ROUMANIE-CROATIE
Le match Roumanie-Croatie sera arbitré par Javier Castrilli, mardi 30 juin, à Bordeaux, à 16 h 30. L'Argentin sera assisté de son compatriote Claudio Anibal Rossi et du Brésilien Arnaldo de Menezes Pinto Filho.

ARGENTINE-ANGLETERRE
La rencontre Argentine-Angleterre sera arbitrée par Kim Milton Nielsen, le 30 juin, à Saint-Etienne, à 21 heures. Le Danois sera assisté du Malaisien Halim Abdul Hamid et de l'Omanais Mohamed Ahmed Al Musawi.

Cent quatorze minutes de jeu et des litres de sueur pour venir à bout du Paraguay

Lens. Il aura fallu attendre la prolongation pour voir les Bleus inscrire le but de la victoire, par le défenseur Laurent Blanc, et gagner le droit de rencontrer l'Italie, en quarts de finale, vendredi 3 juillet, au Stade de France

APRÈS, il y a le brouillard. Le stade qui chavire, la tête qui tourne, les copains qui zigzaguent autour de lui, les mains qui le happent aux épaules. Ces visages ravagés par l'émotion qui se pressent derrière le grillage vers lequel il se précipite. Laurent Blanc est au centre, exactement au centre, et en même temps ailleurs, très loin. Quarante mille fous exultent quelque part, autour de lui. Un hurlement collectif, sauvage, résonne à ses oreilles. Félix-Bollaert n'est plus, à cet instant, qu'un asile d'aliénés.

« La vie est une histoire, contée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, qui ne signifie rien », écrivait Shakespeare. Le football également, qui vit de déraison. Ce n'est « qu »'un huitième de finale de Coupe du monde, ce n'est « que » le Paraguay, ce dimanche 28 juin, à Lens. Mais le bonheur est total. Il déborde.

Avant, il y eut le coup de sang de Laurent Blanc. La chienlit n'avait que trop duré. Près de deux heures que son attaque tournait et retournait le problème paraguayen sans trouver le début d'une solution. Les minutes s'égrenaient dans cette seconde prolongation. Dix fois, cent fois, les Bleus butaient sur le mur défensif comme une poule vient taper sur une vitre derrière laquelle se trouve de la nourriture. Alors l'imperturbable Cévenol a pris le mors au dent. Il s'est emporté devant cette impéritie collective. Non qu'il se crût meilleur ou plus malin. Simplement, il avait besoin d'essayer à son tour, d'aller tâter de cet enfer qu'il voyait devant lui. *« J'ai senti qu'il fallait que je monte. »*

Il est monté, donc, laissant les clés de la défense à Marcel Desailly. Le garçon était assez grand pour s'occuper des derniers lambeaux de l'attaque paraguayenne. Aimé Jacquet, le rigoriste, a laissé faire, comprenant que la logique et la tactique ne servaient plus à rien dans ce match sans rime ni raison.

« Lolo » a planté son mètre quatre-vingt-douze et ses 82 kilos devant le massif Jose Luis Chilavert. On allait parler d'égal à égal. Une fois, deux fois, il a échoué, comme les autres. Jusqu'à cette 114e minute. Un centre de Robert Pirès, une remise de la tête de David Trezeguet et lui qui surgit aux six mètres et reprend de volée. Le dénouement. Le fameux but en or, le *« golden goal »*, cette interruption brutale de l'acte footballistique qu'il critiquait la veille pour son injustice.

Le but en or, appelé encore mort subite. Dans leur surface de réparation, les Paraguayens sont foudroyés. Ils gisent à terre, les bras en croix. La fin les a surpris dans leur dix-huit mètres, là même où ils ont campé héroïquement durant près de deux heures. Les corps sont entassés dans un petit périmètre et leur disposition porte un dernier témoignage de leur résistance acharnée.

Jose Luis Chilavert, gardien et capitaine, reste stoïque. Il va d'un joueur à l'autre et, un à un, les prend et les remet sur pied. Debout les morts ! On imagine : « Hombre, redresse-toi ! On te regarde ! Reste digne de ton pays dans la défaite comme tu l'as été dans la victoire ! »

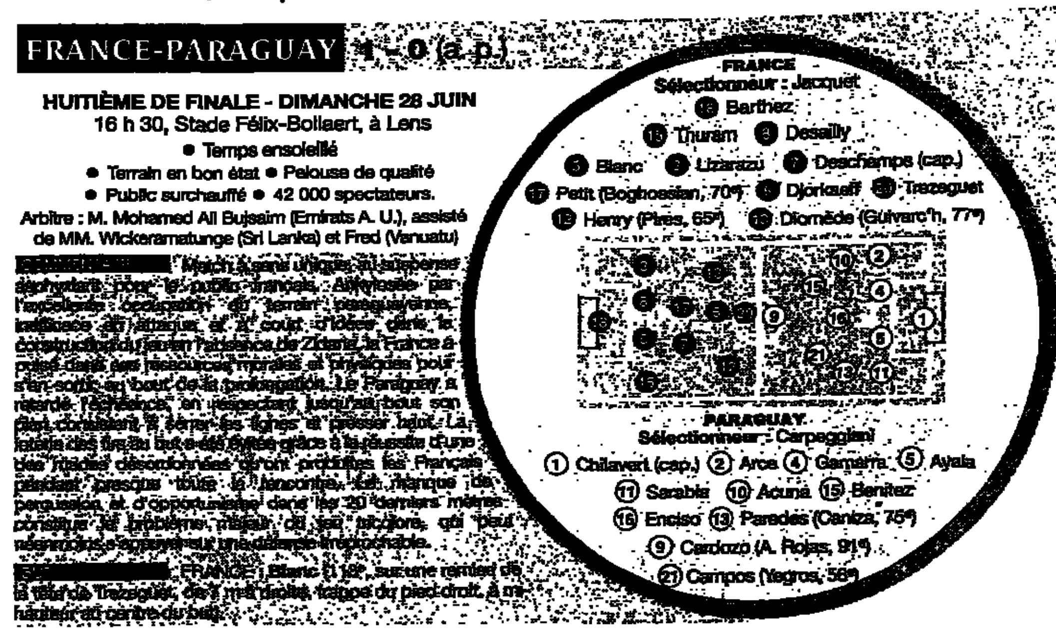
ENCORE EN VIE

En se ruant sur Laurent Blanc, le *banc de touche français a manqué* piétiner ses corps affalés sur la pelouse. Maintenant que le sens humain est un peu revenu dans les esprits, les Bleus viennent saluer ceux qui les auront si longtemps enquiquinés. Bernard Lama est le premier. Les autres suivent. En face, les mains sont molles.

Seules celles du gardien paraguayen, déjà fermes dans l'action, rendent la pression. Fabien Barthez vient porter l'accolade à son vis-à-vis. L'homme devient vite le dépositaire exclusif de l'hommage français. Jose Luis Chilavert y répond dignement : après quatre matches sur le sol français, on ne saura toujours pas s'il est l'affreux macho qu'il prétend ou le noble hidalgo qu'on pressent. Il faudra donc attendre qu'il devienne président de son pays, intention qui lui est prêtée et que la bonne tenue de son équipe pourrait aider, pour avoir le cœur net sur cette personnalité magnétique.

Tandis que les Paraguayens glissent sombrement vers la sortie, les Bleus ne peuvent se résoudre à quitter le terrain. Ils saluent la foule, s'embrassent encore.

●●●



PARAGUAY : Chilavert (18e, comportement anti-sportif), Benitez (23e, jeu irrégulier), Enciso (32e, jeu dangereux), Arce (85e, jeu dangereux), Rojas (99e, contestation).

FRANCE : 104 positions d'attaque dans les 30 m (28 + 45 +14 + 17) dont 12 occasions (5 + 4 + 2 + 1) ; 35 tirs (8 + 13 + 8 +6) dont 14 contrés (0 +10 + 2 + 2), 1 sur le montant (1 + 0 + 0 + 0) et 8 parés (2 + 1 + 3 + 2) par Chilavert.
PARAGUAY : 52 positions d'attaque dans les 30 m (18 + 25 + 5 + 4) dont 4 occasions (1 + 2 +1 + 0) ; 12 tirs (5 + 5 + 2 + 0) dont 1 contré (0 + 1 + 0 + 0) et 4 parés (3 + 0 + 1 + 0) par Barthez.

En faveur de la FRANCE : 20 coups francs (9 + 7 + 3 + 1) dont 2 hors-jeu (0 + 2 + 0 +0), 14 corners (6 + 7 + 1 + 0).
En faveur du PARAGUAY : 14 coups francs (9 + 5 +0 + 0) dont 1 hors-jeu (1 + 0 + 0 + 0), 5 corners (2 + 2 + 1 + 0).

FRANCE : Marcel Desailly (29 ans) a fourni une prestation phénoménale en défense centrale. Imbattable dans les duels, vigilant sur les longues balles adverses, lucide dans ses montées, l'ex-Milanais (transféré à Chelsea) a sans cesse harangué ses coéquipiers, tenté de les réorganiser, et relancé vite et bien. Un sans-faute.
PARAGUAY : Jose Luis Chilavert (33 ans) a plongé, intercepté, bloqué, crié, gagné du temps, et prié pour que viennent les tirs au but. Mais tous ses efforts ont été condamnés par le but de Blanc. Meneur de jeu grâce à ses longs dégagements, autant que meneur d'hommes, le gardien de Velez Sarsfield (Argentine) a confirmé son statut de grande vedette.



Esprit de groupe

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

Il est resté longtemps au milieu de la pelouse à tourner autour de ses joueurs, avec les bras écartés d'une fermière rassemblant sa basse-cour. Quand Youri Djorkaeff, poussin fugueur, tentait une échappée solitaire vers le vestiaire, il dépêchait son adjoint, Henri Emile, en rabatteur. Aimé Jacquet tient à l'unité du groupe, après comme pendant le match. Le soir de la première victoire tricolore, à Marseille, contre l'Afrique du Sud, il avait déjà dû rabrouer David Trezeguet, qui prenait la sortie trop cavalièrement à son goût. Ensemble nous gagnons, ensemble nous remercions le public. A Lens, l'entraîneur français tenait encore davantage à cet hommage collectif. Les supporteurs du cru n'ont en effet jamais été bégueules à l'égard du jeu fourni pour venir à bout du Paraguay.

Y avait-il, dans le stade, quelqu'un de plus heureux qu'Aimé Jacquet ? Une joie égoïste, venue du tréfonds, une jubilation tellement intense qu'elle l'entraîna, lui l'élégant danseur de paso-doble et de tango, dans une gigue balourde avec Marcel Desailly. *« Cela m'arrive rarement*, reconnaissait-il, *mais cette communion avec le public et les joueurs était logique, car nous avons quand même eu peur. »* Pour lui, il s'agissait surtout d'une libération, puisque le contrat de confiance signé après l'Euro 96 – franchir les huitièmes de finale – est rempli. Déjà courtois dans l'adversité, il est devenu un vrai bonheur pour les intervieweurs, évoquant avec une désinvolture inhabituelle le prochain rendez-vous avec les Italiens : *« Ce sera un plaisir de rencontrer des amis. »*

AIMÉ JACQUET

Cette victoire si pénible à arracher le conforte dans ses certitudes sur la valeur collective du groupe. Réciproquement, elle renforce la confiance des joueurs dans leur coach. *« Il vaut mieux parfois être patient et aller en prolongation plutôt que de se faire éliminer*, prophétisait-il, à la veille de la rencontre, en prêchant concentration et persévérance. *A la fin du temps réglementaire, les joueurs étaient inquiets. Je leur ai dit de garder les mêmes paramètres que ceux que nous avons mis au point depuis des mois. »* A son contact, ces mercenaires ont aussi appris l'esprit de solidarité. Les Bleus ont hérité de cet homme, présenté comme falot, hésitant et peu charismatique, un moral de vainqueurs. Les pairs d'Aimé Jacquet apprécient : Joël Muller, l'entraîneur de Metz, parle de *« ferveur »* autour du sélectionneur. Guy Roux souligne l'adhésion *unanime des joueurs : « Les critiques ne sont jamais venues de l'intérieur. Pour tous, il est le chef, le père. »*

« Ensemble nous gagnons, ensemble nous remercions le public »

Les Bleus ne se passent pas bien de Zinedine Zidane

L'absence d'un véritable meneur a dénaturé le jeu de l'équipe de France

DANS SA BOULE de cristal, Youri Djorkaeff avait détecté le piège. Comme avant le premier match gagné face à l'Afrique du Sud (3-0), le milieu de terrain avait imaginé le scénario de ce France-Paraguay crispant et saumâtre, terne et inquiétant. *« Mais je savais que nous l'emporterions au forceps*, affirme le devin. *Même si nos adversaires avaient tenu jusqu'au bout le 0-0, nous nous serions imposés aux tirs au but. »*

Le but de Laurent Blanc après un exercice laborieux d'attaque-défense de 114 minutes lui a donné raison, à défaut de lever le voile sur le potentiel d'une équipe qui est apparue dépourvue de toute imagination, dimanche 28 juin, devant un public lensois gagné par l'angoisse. Les visages livides des joueurs, qui défilaient un à un devant la presse, témoignaient des affres surmontées dans un ultime élan de leur libero buteur (14e réalisation en 72 sélections).

Avant ce huitième de finale qui ne pouvait a priori que sourire aux Français en raison du déséquilibre des forces, Aimé Jacquet avait mis son équipe en garde contre tout excès de confiance. Portée par un premier tour joliment troussé, l'équipe de France semblait réunir les arguments suffisants pour s'avancer sans émotions vers les quarts de finale.

« Dans l'ensemble, nous avons bien maîtrisé la rencontre, mais, face à ces Paraguayens qui défendaient à huit, il était difficile de trouver les espaces », plaide Emmanuel Petit. L'argument est un peu léger tant le profil des Sud-Américains n'avait échappé à personne, avec un seul but encaissé lors des trois premières parties. *« Si l'arbitre avait sanctionné l'anti-jeu de nos rivaux, nous n'aurions pas été aussi laborieux »*, ajoute le milieu de terrain sans trop insister.

Le problème est ailleurs, et il va falloir y remédier très vite avant le défi italien qui s'annonce à l'horizon avec un quart de finale de tous les dangers, vendredi 3 juillet au Stade de France. *« Nous n'aurons pas affaire à une sélection vouée tout entière à casser le jeu »*, se rassure Marcel Desailly. L'autopersuasion a ses limites et elle ne ranimera certainement pas les défaillances individuelles décelées dimanche, dans le secteur offensif en particulier.

CHANTIER PRIORITAIRE

Thierry Henry, qui avait dynamisé à lui seul le secteur offensif contre l'Afrique du Sud et l'Arabie saoudite, n'a pas confirmé son début de Mondial étincelant. Bernard Diomède, titularisé pour la troisième fois dans le couloir gauche, a buté sur le blindage paraguayen jusqu'à son remplacement (77e). David Trezeguet, malheureux dans ses frappes, a eu au moins le mérite d'amener de la tête le but de Laurent Blanc. Décrétée « chantier prioritaire », la ligne d'attaque reste un rébus pour le sélectionneur.

La blessure de Thierry Henry (entorse de la cheville gauche) obligera peut-être Aimé Jacquet à définir une nouvelle formule face à l'Italie. L'absence de Zinedine Zidane, passée sous silence, le 24 juin, à l'issue de la victoire obtenue aux dépens du Danemark (2-1), est remontée brutalement à la surface, tant l'ébauche monocorde des offensives a frappé les esprits. Voilà le meneur de jeu, suspension purgée, à nouveau paré des vertus du Messie.

« Avec "Zizou", nous retrouvons une partie de notre âme », assure Marcel Desailly. *« A condition qu'on le laisse tranquille*, supplie Emmanuel Petit. *Il a une telle pression qu'il se perd parfois sur le terrain. »* Après quinze jours d'abstinence, le maestro de la Juventus Turin aura le privilège de reprendre la compétition avec le plein d'énergie.

Tout le monde n'a pas cette fortune, à commencer par Didier Deschamps. *« En fin de match, j'étais dans le rouge*, témoigne le capitaine. *Je n'arrivais plus à distinguer la couleur des maillots. Je me suis mis dans un coin de la pelouse pour gêner le moins possible les copains. Je pouvais tout juste faire opposition de mon corps. »* L'encadrement médical n'aura pas trop de quatre jours pour régénérer les organismes déjà éprouvés.

Après un parcours sans faute lors du premier tour, les Bleus auraient-ils déjà entamé le déclin physique ? Rien de tel dans la boule de cristal de Youri Djorkaeff : *« On va récupérer et, si besoin, je vais rameuter les troupes comme je l'ai fait dimanche en insultant Jose Luis Chilavert. Je l'ai traité de tous les noms d'oiseaux pour électriser le public. Sur un terrain, je ne connais plus ni père ni mère. Je suis capable de dire les pires vilenies. »* Gianluca Pagliuca, le gardien de but de l'Italie, ne s'en offusquera pas. A l'Inter, il a eu l'occasion de se familiariser avec le vocabulaire fleuri de l'intrépide Youri.

Elie Barth

Entorse de la cheville pour Thierry Henry

Thierry Henry est sorti du terrain sur une civière à la 65e minute du match contre le Paraguay (1-0), dimanche 28 juin, au stade Félix-Bollaert de Lens. *« Selon les premiers examens, Thierry Henry a été victime d'une entorse externe de la cheville gauche »*, a précisé le sélectionneur national Aimé Jacquet à l'issue de la victoire de l'équipe de France sur le Paraguay. On ignorait encore, dimanche soir, la durée de l'indisponibilité de l'attaquant de Monaco.

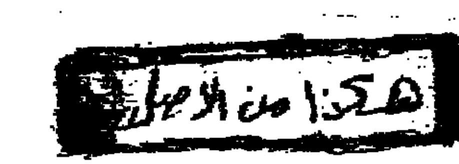
Thierry Henry, 20 ans, est le troisième attaquant français à être victime d'une blessure après celles de Stéphane Guivarc'h (entorse au genou gauche, lors du match France-Afrique du Sud, le 12 juin) et de Christophe Dugarry (claquage à la cuisse droite, lors du match France-Arabie saoudite, le 18 juin).

LE CADEAU POUR FABIEN

Le convoi fend la foule qui patiente devant les grilles. Il se retrouve pris dans la fête qui s'est emparée des rues de Lens. Des voitures circulent en tous sens en klaxonnant, drapeaux au vent. Elles improvisent un bruyant cortège aux Bleus jusqu'à la sortie de la ville. L'équipe de France file directement vers Clairefontaine (Yvelines). Elle ne retourne pas à l'hôtel de la Chartreuse du Val-Saint-Esprit, à Gosnay (Pas-de-Calais), où elle a passé la nuit précédente. Diamantino de Faria, le responsable des équipements, a déjà entassé les sacs dans sa fourgonnette.

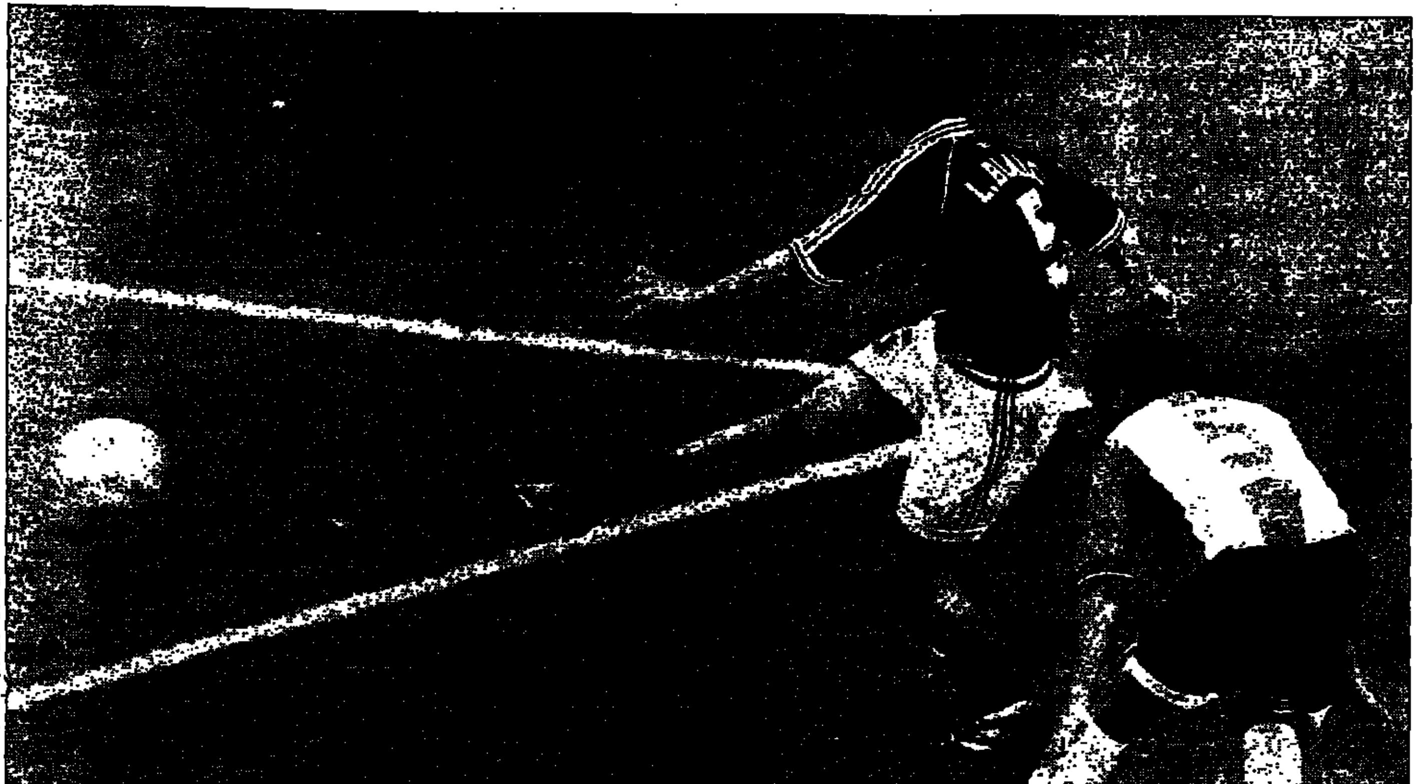
L'escorte se montre particulièrement attentive sur le chemin du retour. A l'aller, les voitures qui freinaient à la hauteur du car en reconnaissant ses passagers avaient manqué créer des accidents sur l'autoroute. Il est déjà tard quand les joueurs arrivent à destination. En chemin, on a enfin pris le temps de fêter un peu mieux les vingt-sept ans de Fabien Barthez. Le stade Félix-Bollaert l'a fait à sa manière, en entonnant en chœur le rituel « Joyeux anniversaire ». Ses coéquipiers ne l'ont pas non plus oublié : une place en quart de finale de la Coupe du monde n'est pas un mince cadeau.

Benoît Hopquin



هكذا من الأصل

les litres de sueur



KIMIMASA MAYAMA/REUTERS

Laurent Blanc marque un but en or à l'issue d'un match de plomb et la France se qualifie pour les quarts de finale.

Chilavert, géant terrassé

Défense renforcée, milieu agressif : l'équipe paraguayenne a employé la bonne méthode pour perturber les attaquants français

ENFIN, Jose Luis Chilavert est tombé. Le géant terrassé gît dans la surface, les bras en croix. Après 114 minutes de combat acharné sur sa ligne de but devant laquelle ses coéquipiers avaient érigé un barrage modèle Itaipu, le colosse a fini par céder et a encaissé un but auquel il ne croyait plus.

Groggy, le gardien du Paraguay met plusieurs secondes à se relever, puis ramasse dans ses cages la médaille de la Vierge placée au pied du poteau gauche comme un talisman. Maladroits, malchanceux, les Français, eux-mêmes, semblaient avoir renoncé à faire trembler ses filets. Alors, au coup de sifflet final de l'arbitre, le maillot de l'indomptable portier devient un trophée *inespéré dont s'empare Christian* Karembeu, remplaçant superstitieux et soulagé.

Il aura fallu aux Français, il est vrai, deux mi-temps et presque deux prolongations pour venir à bout d'une équipe repliée en défense comme dans un camp retranché avec Jose Luis Chilavert comme mirador.

Les Bleus étaient pourtant prévenus. C'est déjà grâce à son organisation défensive que le Paraguay était devenu le rescapé surprise du « groupe de la mort » à la barbe des Bulgares et des Espagnols. Déployant leur défense caméléon en fonction du dispositif offensif de l'adversaire, les Paraguayens n'avaient encaissé qu'un but en trois matches, lors du premier tour, contre le Nigeria.

UN VÉRITABLE MUR

Dimanche 28 juin, au stade Félix-Bollaert, les Sud-Américains ont appliqué la même tactique et fait douter les Français en les enferrant dans un rideau défensif dense et agressif.

Sous les ordres d'un Jose Luis Chilavert réglant la manœuvre de sa ligne de but comme un général d'Empire derrière ses troupes, les Sud-Américains se sont contentés *de renvoyer les Français dans* leur camp. Grâce aux puissants dégagements de leur gardien-capitaine et aux remontées fulgurantes de leurs deux seuls attaquants, ils ont constamment obligé les joueurs d'Aimé Jacquet à reconstruire les offensives de leurs propres lignes.

« Les Paraguayens ont rendu notre prestation difficile et décousue en se recroquevillant en défense et en relançant toujours dans notre camp en profondeur », a plaidé Aimé Jacquet pour expliquer la prestation laborieuse de son équipe.

Regroupés devant leur but, les hommes de Paulo Cesar Carpeggiani ont complètement délaissé le milieu de terrain pour laisser les Français buter sur un véritable mur aux abords de la surface. Empêchant leurs adversaires de déborder sur les côtés, ils les ont englués dans l'axe du terrain transformé en une forêt de jambes dans laquelle les attaquants français se sont empêtrés presque à chaque tentative.

Le Paraguay a subi avec sang-froid le match de bout en bout et fini par tout miser sur les tirs au but et le génie intuitif de son gardien de but. Vociférant et gesticulant sur sa ligne, le capitaine a insufflé la *garra*, cette rage de vaincre héritée des Indiens Guaranis. Coéquipiers, adversaires, arbitres, tous ont subi ses coups de gueule. Un carton jaune et les sifflets du public n'y ont rien fait : il est resté mordant et concentré. Il a réussi à faire douter les attaquants français et à les écœurer par ses arrêts à la chaîne.

Dès la 15e minute, Bernard Diomède, le premier, s'est mis à cogiter et a compris que la partie ne serait pas facile en voyant les 95 kilos de muscles du gardien se déployer pour détourner un tir pourtant traîtreusement ajusté.

L'ailier français n'avait pas tort. Youri Djorkaeff, David Trezeguet et même Marcel Desailly, monté en renfort, s'en retournèrent bredouilles, défaits et dépités. Même Thierry Henry en perdit ses moyens : seul face au géant paraguayen, le jeune attaquant français ne réussit qu'à frapper le montant des buts.

Paulo Cesar Carpeggiani, lui-même, avait fini par croire en l'invincibilité de son géant pas débonnaire : *« Nous avons raté des occasions et nous aurions eu une bonne chance de l'emporter si nous étions parvenus aux tirs au but, mais nous n'y sommes pas arrivés... » « Ce que nous avons appris durant cette Coupe du monde va nous servir. Nous reviendrons encore plus forts »*, a-t-il conclu. Plus forts peut-être, mais avec ou sans Jose Luis Chilavert ?

Frédéric Chambon

●●●

Les accolades n'en finissent pas. Ce sont un peu celles de rescapés. Ils sont encore en vie. Mais ils ont eu peur. Peur d'eux-mêmes, de leur défaillance devant le but, de leur impuissance à franchir le rempart adverse. Après le match, certains fustigeront le refus de jouer de leurs adversaires. Ils n'avaient aucune raison d'en être surpris. Ils étaient les grands, à qui on ne passe rien, et les autres les petits, à qui on excuse tout.

La veille, ils prônaient les vertus de la patience face au *« No pasaran »* de leurs adversaires. Dimanche, une mi-temps s'est donc écoulée sans que le public s'émeuve. Mais la seconde s'est enfuie de la même manière, à sonder en vain la forteresse. Les prolongations étaient déjà là qui augmentaient encore le tourment. La première a été dilapidée et la seconde ne paraissait plus qu'un interlude avant la séance des tirs au but.

« C'était rageant, raconte Stéphane Guivarc'h, entré en cours de jeu afin de peser un peu plus sur la défense. *Il y avait toujours un pied, une tête qui traînait pour repousser le ballon. »* L'équipe de France ne jouait ni bien ni mal : les valeurs footballistiques n'avaient que peu à voir avec cette guerre de tranchées. Elle piétinait simplement, en arrivait à *« manquer de lucidité, de sang-froid »*, comme le lui reprochera après coup Aimé Jacquet. C'est pourtant un coup de sirocco de Laurent Blanc qui l'a sauvée.

Alors, dans le vestiaire, l'ivresse ne peut s'éteindre. On chante fort et *« beaucoup »*, rapporte Didier Deschamps. L'exutoire fait redescendre doucement la tension. C'est qu'il est déjà 20 heures passées. Un repas est avalé en vitesse sur place. A 21 heures, le car repart, escorté de quatre motards, de deux voitures avec gyrophare et de trois Espace où s'est entassé le personnel de sécurité.

LE CADEAU POUR FABIEN

Le convoi fend la foule qui patiente devant les grilles. Il se retrouve pris dans la fête qui s'est emparée des rues de Lens. Des voitures circulent en tous sens en klaxonnant, drapeaux au vent. Elles improvisent un bruyant cortège *aux Bleus jusqu'à la sortie de* la ville. L'équipe de France file directement vers Clairefontaine (Yvelines). Elle ne retourne pas à l'hôtel de la Chartreuse du Val-Saint-Esprit, à Gosnay (Pas-de-Calais), où elle a passé la nuit précédente. Diamantino de Faria, le responsable des équipements, a déjà *entassé les sacs dans sa fourgonnette.*

L'escorte se montre particulièrement attentive sur le chemin du retour. A l'aller, les voitures qui freinaient à la hauteur du car en reconnaissant ses passagers avaient manqué créer des accidents sur l'autoroute. Il est déjà tard quand les joueurs arrivent à destination. En chemin, on a enfin pris le temps de fêter un peu mieux les vingt-sept ans de Fabien Barthez. Le stade Félix-Bollaert l'a fait à sa manière, en entonnant en chœur le rituel « Joyeux anniversaire ». Ses coéquipiers ne l'ont pas non plus oublié : une place en quart de finale de la Coupe du monde n'est pas un mince cadeau.

Benoît Hopquin

La « rotation », arme de Cesare Maldini

Le sélectionneur italien n'hésite pas à multiplier les combinaisons de sa ligne d'attaque

L'ÉQUIPE de France n'a plus le droit de l'ignorer. Elle serait même bien inspirée de faire un nœud à son mouchoir pour éviter de l'oublier. L'Italie, son prochain adversaire, n'est plus tout à fait l'Italie. Du moins question football. Elle joue toujours en bleu, aime parler avec les gestes et sait, sans doute mieux que tout le monde, tenir un résultat sans le laisser filer. Mais son équipe du Mondial 98 présente un trait de caractère nouveau et plutôt inhabituel : elle marque. Sept buts en trois rencontres au tour préliminaire. Le meilleur total de la *Squadra azzurra* depuis la Coupe du monde 1938.

Sa recette ? L'entraîneur Cesare Maldini la résume en un mot de physicien : *« La rotation »*. Comprendre l'absence de règles formellement établies quant au nom et à la position des joueurs titulaires. Plus stratège que meneur d'hommes, il aime user de l'effet de surprise en étalant ses cartes sans laisser deviner son jeu. *« Il n'existe pas de hiérarchie dans ce groupe*, assurait Paolo Maldini, son fils aîné et capitaine de l'équipe, au début du Mondial. *Mon père est tout à fait capable de bouleverser la composition d'un match à l'autre. Et il compte même multiplier les combinaisons selon la nature de l'adversaire ou les situations de jeu. »* Un point commun avec Aimé Jacquet. Mais, nuance, l'Italien le fait souvent sans prévenir et ne s'en justifie pas. Le Français, lui, explique et veut convaincre.

Détail sans surprise : le sélectionneur italien concentre le plus souvent ses ardeurs de risque-tout sur le seul front de l'attaque. Malin, il ne perturbe le solide équilibre de sa défense qu'en cas de force majeure. Et, prudent, laisse ses quatre joueurs du milieu de terrain apprendre patiemment à travailler ensemble. Mais la presse italienne a renoncé à prédire le visage que prendra au match suivant la courte ligne offensive. Elle va d'erreur de jugement en pronostic erroné.

Au premier tour de la compétition, Cesare Maldini a essayé en trois rencontres trois paires d'attaquants différentes : Christian Vieri et Roberto Baggio (Italie-Chili, Italie-Cameroun), Christian Vieri et Alessandro Del Piero (Italie-Autriche, Italie-Cameroun en deuxième mi-temps), Filippo Inzaghi et Roberto Baggio (Italie-Chili et Italie-Autriche, les deux fois en deuxième mi-temps). Puis l'entraîneur a profité du match de huitième de finale, samedi 27 juin, pour tester face à la Norvège, en fin de rencontre, une quatrième formule encore inédite : Christian Vieri et Enrico Chiesa.

Laquelle choisira-t-il pour affronter la France ? Mystère. En début de Mondial, l'Italie rêvait de le voir associer au moins une fois Alessandro Del Piero et Roberto Baggio sur un même carré de pelouse. La presse s'en était fait l'écho. Mais Cesare Maldini n'a pas cédé. Et il a fait savoir au pays, poliment mais avec fermeté, qu'il était seul maître des commandes. Autre constante dans le jeu de l'entraîneur : le changement de cap au cours de la rencontre. Ses attaquants le savent : remplaçants, ils seront souvent les premiers à entrer ; titulaires, leur présence sur la pelouse n'est jamais définitive.

« Je n'ai pas la prétention d'avoir découvert la recette magique, expliquait Cesare Maldini au soir du premier tour. *Mais modifier la composition d'une rencontre à l'autre me semble être une arme tactique dont j'aurais tort de me priver. Je possède dans mon effectif un groupe d'attaquants qui a peu d'égal dans ce Mondial. Alors j'en profite au maximum. Ca perturbe l'adversaire. »* Pour mieux le perturber encore, il sait aussi jouer des mots : *« Avec la France, l'Italie affronte une sélection qu'elle connaît bien, puisque la plupart de ses éléments jouent dans notre championnat. On peut même dire que c'est une sélection du championnat d'Italie renforcée par quelques étrangers. Outre la qualité de l'adversaire, nous devrons surmonter les difficultés de jouer contre le pays organisateur, de plus dans le Stade de France. »*

Alain Mercier, à Chantilly

La photographie d'Hugues de Wurstemberger

« England ! » : les supporteurs en blanc et rouge ont fait vibrer les tribunes de Félix-Bollaert, vendredi à Lens



Du « bon vieux style danois »

Saint-Denis. La sélection du Danemark crée la première sensation des huitièmes de finale en sortant les Super Eagles nigérians

LE DANEMARK n'oubliera pas de sitôt la soirée du dimanche 28 juin 1998. Et pas seulement parce que vingt-deux de ses enfants, habillés de blanc et chaussés de crampons, ont bousculé sans ménagement une équipe de football du Nigeria annoncée invincible. Pour avancer groupés, dans un immense éclat de rire, vers les quarts de finale du Mondial 98. Plus encore que le résultat et ce score improbable (4-1), le pays retiendra sans doute de ces quatre-vingt-dix minutes que l'inexplicable est encore de ce monde. Et que les choses, sur un terrain de football, prennent parfois une tournure déroutante.

Un peu avant 21 heures, au Stade de France, les experts du ballon rond prédisaient au Nigeria un succès sans partage. Et le Mondial se régalait déjà d'un prochain Brésil-Nigeria, une affiche trop savoureuse pour imaginer même de s'en priver. Les Danois ? Ils ne pèseraient pas lourd. Trop vieux, disaient les uns. Courageux mais sans génie, assuraient les autres. Et chacun de brandir les images presque honteuses de leur match nul, à tous les sens du terme, concédé le 18 juin dans la phase liminaire aux débutants sud-africains.

A 21 heures et tout juste 2 minutes, dans ce même Stade de France, un premier coup de froid a saisi l'assistance et chassé vers le lointain le lot entier de certitudes. Les dernières notes des hymnes nationaux ont à peine quitté les lieux lorsque Michael Laudrup glisse un bon ballon d'attaque, d'un subtil mouvement de la cheville, vers la silhouette massive de Peter Moller. Jusque-là abonné au rôle de remplaçant, ce dernier aurait de bonnes raisons de s'en montrer surpris et de réclamer plus de temps pour repérer les lieux.

Mais en ce dimanche le Danois, attaquant du PSV Eindhoven, n'est pas homme à lambiner. Peter Moller cogne donc sans réfléchir dans une balle que Peter Rufai, le gardien nigérian, jurera plus tard n'avoir vue que de loin. Le Danemark mène au score. *« En trois minutes, ils ont inversé les rôles et la confiance a changé de camp*, expliquera Rasheed Yekini, l'un des attaquants du Nigeria, peu après la rencontre. *Ils ont su ensuite la conserver. Et nous n'avons rien pu faire.* » Huit minutes plus tard, un autre Laudrup, Brian, le plus jeune des deux frères, profite d'un coup franc du même Peter Moller pour assommer pour de bon la fragile assurance du Nigeria. Le Danemark mène 2-0. Et, de son propre aveu, peine à croire sérieusement à la réalité du score.

L'entraîneur lui-même, le Suédois Bo Johansson, doit parfois se pincer pour être sûr de ne pas rêver. Il en fera l'aveu après le match, cherchant en vain les mots pour expliquer le phénomène : *« Avant la rencontre, rien ne permettait de penser que nous allions jouer de cette façon et connaître une telle réussite. Mais, ce soir, tout s'est déroulé pour nous à la perfection. Les joueurs ont senti tout de suite comment ils devaient manœuvrer. C'était fantastique. Et cela m'a rappelé le bon vieux style danois, celui du Mondial 86 au Mexique. »* Un souvenir trop ancien pour éveiller chez les plus jeunes de ses joueurs autre chose qu'une mine de respect. De cette époque de gloire, seul reste encore aujourd'hui l'aîné des frères Laudrup, Michael. Les autres en ignoraient jusque-là l'essentiel. Mais, miracle, tous ont su s'en souvenir le même soir.

AUDACE PAYANTE

Bousculé et sans défense, le Nigeria encaisse sans vraiment riposter. Et le Danemark insiste. Il se moque des sifflets qui accompagnent par moments son besoin de souffler. Et, surprise, se plaît à ne rien changer à sa façon de penser. Avec deux buts d'avance, on s'attend à voir son entraîneur remplacer un attaquant ou deux pour étoffer sa défense ou son milieu de terrain. Mais Bo Johansson semble avoir compris, en observant le ciel, que la soirée allait lui autoriser toutes les audaces. Peu avant l'heure de jeu, il rappelle Peter Moller et envoie à sa place le petit Ebbe Sand, un modeste attaquant qui n'avait jusque-là jamais pu réussir le moindre but en équipe nationale.

Vingt-deux secondes plus tard, le remplaçant force la porte de l'histoire. Il marque le troisième but, piétine les dernières illusions nigérianes et réalise son premier rêve de footballeur. *« Je n'oublierai jamais*, confiera-t-il plus tard. *J'étais prêt, je n'ai pas hésité. C'est le plus beau moment de toute ma carrière.* » Les Nigérians encaisseront un quatrième but, inscrit par Thomas Helveg à un quart d'heure du coup de sifflet final sur un nouveau ballon mal contrôlé par Peter Rufai, les Super Eagles ne parvenant à sauver l'honneur qu'à la 78e minute par Tijani Babangida.

Alain Mercier

DANEMARK-NIGERIA

4 - 1

Huitième de finale
dimanche 28 juin
21 h, Stade de France, à Saint-Denis
• *Temps nuageux et frais*
• Terrain en bon état • Pelouse excellente
• Public assez sage • 80 000 spectateurs.
Arbitre : M. Urs Meier (Suisse), assisté de MM. Ghadanfari (Koweït) et Tresaco Gracia (Esp.)

Rencontre assez agréable, mais à l'intérêt dramatique disparu d'entrée. La défense des Africains a donné la clé du match, en cédant sur les deux premières poussées des frères Laudrup. Dans leur course-poursuite, les Nigérians ont abusé de tentatives individuelles manquées, face à des adversaires bien regroupées. Devant l'effondrement collectif des Super Eagles, le réalisme des Danois a fait des ravages.

DANEMARK
Sélectionneur : Johansson
Schmeichel • Hogh ; Rieper ; Heintze ; Colding • Nielsen ; Helveg ; M. Laudrup (Frandsen, 84e) ; Jorgensen ; B. Laudrup (Wieghorst, 78e) ; Moller (Sand, 49e).

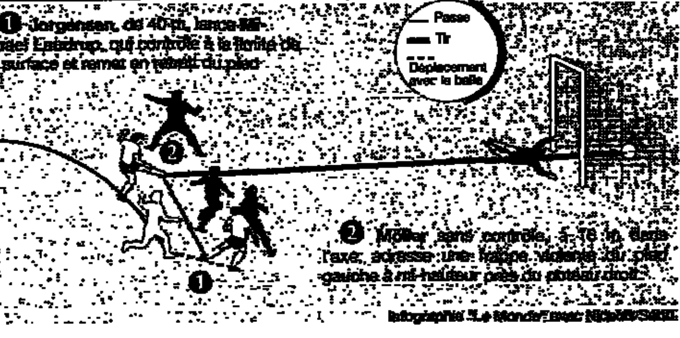
NIGERIA
Sélectionneur : Milutinovic
Rufai • West ; Okechukwu "Uche" ; Babayaro • Adepoju ; Lawal (Babangida, 73e) ; Oliseh ; Okocha ; Finidi • Ikpeba ; Kanu (Yekini, 58e).

BUTS DANEMARK : Moller (2e, sur passe de M. Laudrup, de 16 m en face, tir du gauche près du poteau droit) ; Brian Laudrup (11e, sur un coup franc de Moller repoussé par Rufai, de 7 m au centre, tir du droit dans le coin droit) ; Sand (60e, sur passe de M. Laudrup, à 13 m en face, crochet enchaîné sur un tir du droit près du poteau gauche) ; Helveg (76e, sur passe de Jorgensen, à 7 m à droite, tir du droit dans la lucarne droite).
NIGERIA : Babangida (78e, sur centre de la gauche de Finidi, de 8 m à droite, reprise de volée du droit près du poteau droit).

AVERTISSEMENTS DANEMARK : Rieper (24e, jeu dangereux).
NIGERIA : Okocha (49e, jeu dangereux).

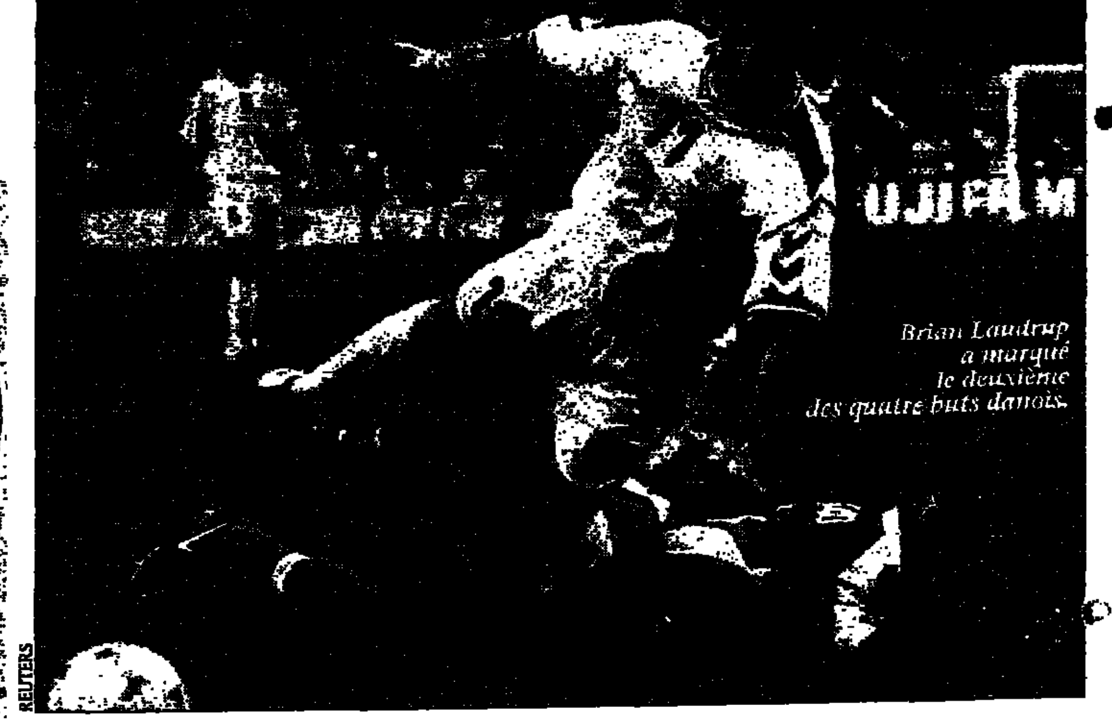
OCCASIONS DANEMARK : 39 positions d'attaque dans les 30 m (14 + 25) dont 9 occasions (1 + 8) ; 15 tirs (5 + 10) dont 4 contrés (0 + 4), 1 sur la transversale et 6 parés (2 + 4) par Rufai.
NIGERIA : 65 positions d'attaque dans les 30 m (35 + 30) dont 12 occasions (7 + 5) ; 24 tirs (14 + 10) dont 5 contrés (4 + 1) et 4 parés (2 + 2) par Schmeichel.

L'ACTION LE PREMIER BUT DU DANEMARK à la 2e minute



1. Jorgensen, de 40 m, lance Michael Laudrup, qui contrôle à la limite de la surface et remet en retrait du pied.
2. Moller sans contrôle, à 16 m, dans l'axe, adresse une frappe violente du pied gauche à mi-hauteur près du poteau droit.

Infographie "Le Monde"



Brian Laudrup a marqué le deuxième des quatre buts danois.

REUTERS

Nigeria : de fatales absences

Les derniers Africains en lice regrettent leur préparation bâclée

LE NIGERIA a été le grand absent de ce huitième de finale, dont il était pourtant le favori. Premiers du groupe D tant redouté, les hommes dirigés par Bora Milutinovic ne sont jamais vraiment entrés dans la partie qui les opposait aux Danois, piètres dauphins de la France dans le groupe C. Aucune équipe ayant évolué dans ce « groupe de la mort » au premier tour n'aura donc franchi le cap des huitièmes de finale : l'Espagne et la Bulgarie, éliminées dès la phase liminaire, mais aussi le Paraguay et le Nigeria, leurs bourreaux, passés à la condition de victimes dès les huitièmes de finale.

Dimanche soir 28 juin au Stade de France, les Nigérians ont sans doute eu le tort d'oublier qu'ils ne disputaient plus – comme quatre jours auparavant face au Paraguay – un match sans enjeu, mais bien une rencontre décernant un billet pour un quart de finale de Coupe du monde contre le Brésil. Le temps de le comprendre et ils étaient menés deux buts à zéro, les attaquants danois n'ayant pas manqué de plonger dans les espaces laissés par la défense des Super Eagles. Jamais par la suite ces derniers n'ont semblé en mesure de renverser la situation. Les gestes techniques spectaculaires du virtuose Jay-Jay Okocha ont réussi à enflammer le Stade de France, mais pas à redonner une âme à une équipe méconnaissable.

DÉFENSE FÉBRILE

« Mon équipe s'est déconcentrée après les deux premiers buts, affirma Bora Milutinovic. *Après un tel début, il était difficile de renverser la situation.* » Il faudra sans doute attendre quelques jours, voire quelques semaines, pour que le sélectionneur du Nigeria, dont le contrat s'achève avec la Coupe du monde, s'exprime plus librement sur les raisons d'un tel échec.

Mais la préparation avait décidément été trop bâclée : certains sont arrivés avec près d'une semaine de retard au seul stage prévu. Le défenseur Taribo West a reconnu : *« On n'a pas assez travaillé pendant le stage de préparation. »* Et l'attaquant Victor Ikpeba d'insister : *« On a été naïfs. Pourtant, nous avons mieux réussi dans la compétition que prévu après toutes nos difficultés dans la préparation. »* A cela se sont ajoutées des luttes d'influence (entre joueurs et autour du poste de sélectionneur) et une absence évidente de remise en question, qui ne sont pas étrangères à cette élimination précoce du tenant du titre olympique.

Avec un gardien de but manquant d'assurance dans ses sorties et ses prises de balle, une défense qui n'a cessé de donner des signes de fébrilité (elle aura encaissé neuf buts en quatre rencontres) et des attaquants indignes de leur réputation (Daniel Amokachi s'est blessé en début de compétition, Victor Ikpeba a été transparent contre le Danemark et Nwankwo Kanu n'est pas encore redevenu celui qu'il était avant son opération à cœur ouvert), le Nigeria a lentement perdu sa confiance au fil des rencontres. Pour finir par livrer un véritable non-match contre le Danemark.

Quand il a inscrit le seul but nigérian aux Danois, Tijani Babangida n'a d'ailleurs pas esquissé le moindre sourire ou geste d'allégresse. Sous les regards d'un pays entier qui s'imaginait déjà remporter la Coupe du monde, cela aurait sans doute eu quelque chose d'indécent.

Gilles van Kote

50 000 personnes fêtent la victoire à Copenhague

Copenhague a explosé de joie, dans la soirée du dimanche 28 juin, après la victoire du Danemark contre le Nigeria (4-1) et la première participation du pays à un quart de finale de la Coupe du monde. Sur la place de l'hôtel de ville de la capitale, plus de 50 000 personnes ont chanté et scandé à tue-tête : *« Nous sommes rouges, nous sommes blancs* [les couleurs nationales], *nous avons gagné, nous avons gagné ! »* et *« A nous le Brésil ! », dans un tonnerre d'applaudissements et de feux d'artifice.* Face à un écran géant, petits et grands, le visage bariolé de rouge et de blanc, ou enroulés dans le drapeau national, ont suivi en trépidant la rencontre, hurlant de joie à chaque prouesse technique des frères Laudrup. Vers la fin de la deuxième mi-temps, des milliers de Danois ont afflué vers le centre-ville, en taxi, en voiture, à vélo, à pied pour célébrer cette victoire inespérée. Dans les bars bondés, la bière a coulé à flots.

Le Brésil conforte les certitudes de son sélectionneur

Paris. L'équipe de Mario Zagallo n'a laissé aucune chance au Chili et fait taire les critiques

CETTE FOIS, le vieux bonhomme a l'air franchement heureux. Il sourit aux joueurs, salue chacun d'un petit geste, puis s'en retourne vers le vestiaire du Parc des Princes au pas alerte du vainqueur. Sur le coup de 23 heures, samedi 27 juin, Mario Zagallo était un entraîneur content, ravi de cette bonne sortie parisienne. En un soir de triomphe presque trop tranquille, il ne ressentait ni ses soixante-six ans ni l'usure de tant d'emportements et de coups de colère retournés aux critiques de sa *Seleçao*. Les joueurs avaient, en une bonne deuxième mi-temps, balayé en partie les doutes émis ici et là sur la pauvreté de leur style, ils avaient corrigé le Chili (4-1), une nouvelle fois relégué au rang de faire-valoir d'une équipe brésilienne qu'il n'a battue que six fois en cinquante-cinq rencontres.

Deux buts de Cesar Sampaio *(voir ci-contre en page V)*, « *un titulaire indiscutable* », comme le présente son entraîneur, deux buts de Ronaldo pour la résurrection d'un avant-centre au bord de la disgrâce médiatique, et le Brésil poursuit sa route en direction du *penta*, ce cinquième titre de champion du monde. Pour Zagallo, il n'y a que cela qui compte, que ce chiffre magique qui ferait de lui l'homme de tous les succès, deux fois comme joueur (1958, 1962), et trois fois comme entraîneur ou responsable technique (1970, 1994 avant, peut-être 1998), qui prouverait définitivement au monde qu'en matière de football le Brésil n'est décidément pas une nation comme les autres.

Qu'importent alors les mots, les questions, les commentaires souvent désobligeants ? Mario Zagallo s'en moque, pour peu que le Brésil dispose du Danemark en quart de finale, vendredi 3 juillet à Nantes, comme il a battu le Chili. Souvent, il se complaît dans des phrases vides de sens, des réponses aussi vagues que lapidaires, qui le font ressembler à une sorte de savant fou du football, retranché derrière des secrets de laboratoire tactique et d'incompréhensibles lubies. Question : *« La Coupe du monde commence-t-elle vraiment avec les huitièmes de finale ? »* Réponse : *« La Coupe du monde 1998 a commencé en 1994. »* Autre question : *« L'équipe du Brésil applique-t-elle à nouveau la philosophie du jeu de 1994 »* Autre réponse : *« Il manque seulement trois matches pour le savoir. »*

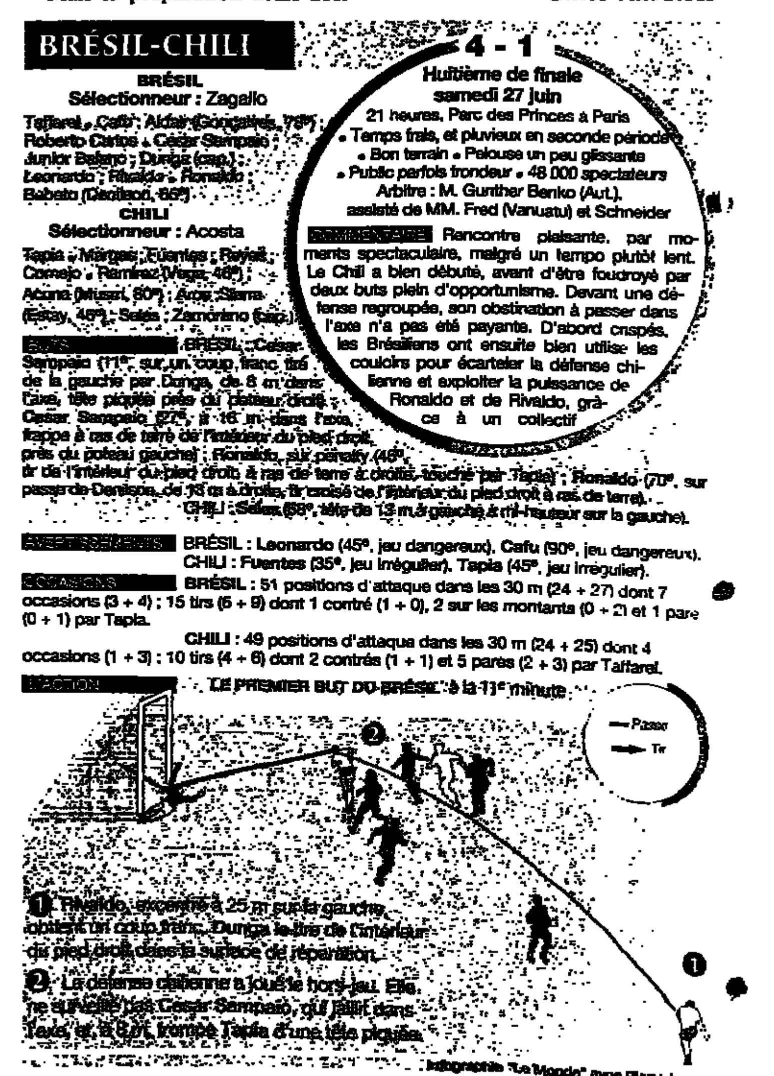
Sur le terrain, Zagallo est plus disert. A deux pas de la ligne de touche, le professeur de rigueur de la *Seleçao* s'agite sans cesse, plus souvent debout qu'assis. Samedi soir encore, il a bondi du banc des entraîneurs des dizaines de fois pour hurler un conseil, replacer un joueur. Le match contre le Chili lui a démontré que le système mis en place par ses soins, en dépit des ambitions plus offensives de Zico, son adjoint, fonctionne. Cesar Sampaio plutôt que Denilson au milieu du terrain, l'équilibre défensif plutôt que l'audace. Son équipe n'est que rarement prise en défaut : c'est une sortie maladroite du gardien de but Taffarel qui a provoqué le but chilien. *« Le Brésil a fait un bon match*, affirme l'entraîneur. *Il a joué comme je souhaite le voir jouer, surtout en deuxième période, où il avait exactement le visage que j'aime. »*

INDISPENSABLE DUNGA

Les cris et les consignes, Dunga, le capitaine, est toujours là pour les entendre, pour organiser, réorienter l'équipe, au point que certains suiveurs brésiliens voient en lui *« l'entraîneur sur le terrain »* des champions du monde. L'équipe fait son miel de ce double patronage, comme si, sur la pelouse des stades, Dunga se muait en un Zagallo montrant l'exemple. Lors du match contre le Chili, ils se sont souvent parlé. Colmateur de toutes les brèches, meneur de jeu capable d'improviser de bons coups en attaque, il a rendu impossible d'imaginer le Brésil sans lui. Malgré une réputation de joueur laborieux qu'il traîne depuis ses débuts en Coupe du monde en 1990, et un exil sportif dans un championnat japonais qui s'est spécialisé un temps dans l'accueil à prix d'or des vieilles gloires, le capitaine brésilien peut se revendiquer comme l'homme indispensable.

Zagallo a déjà la tête à Nantes, et à la prochaine étape du Mondial. Avant même la qualification du Brésil pour les quarts de finale, l'entraîneur avait établi le programme de la semaine, huis clos du matin à Lésigny et entraînement public à Ozoir-la-Ferrière, l'après-midi. N'y voir nulle présomption, mais une simple affaire de prévoyance. La *Seleçao* ne doit rien laisser au hasard. Vendredi, lors d'une répétition au Parc des Princes, il avait une nouvelle fois fait sien cet adage. Les Brésiliens avaient consciencieusement effectué une séance d'entraînement aux tirs au but. Le Chili n'a pas été capable d'arriver jusque-là.

Pascal Ceaux



BRÉSIL-CHILI

4 - 1

Huitième de finale
samedi 27 juin
21 heures, Parc des Princes à Paris
• Temps frais, et pluvieux en seconde période
• Bon terrain • Pelouse un peu glissante
• Public parfois frondeur • 48 000 spectateurs
Arbitre : M. Gunther Benko (Aut.), assisté de MM. Fred (Vanuatu) et Schneider

Rencontre plaisante, par moments spectaculaire, malgré un tempo plutôt lent. Le Chili a bien débuté, avant d'être foudroyé par deux buts plein d'opportunisme. Devant une défense regroupée, son obstination à passer dans l'axe n'a pas été payante. D'abord crispés, les Brésiliens ont ensuite bien utilisé les couloirs pour écarteler la défense chilienne et exploiter la puissance de Ronaldo et de Rivaldo, grâce à un collectif

BRÉSIL
Sélectionneur : Zagallo
Taffarel • Cafu ; Aldair (Gonçalves, 75e) ; Roberto Carlos • César Sampaio ; Junior Baiano ; Dunga (cap.) ; Leonardo ; Rivaldo • Ronaldo ; Bebeto (Denilson, 66e).

CHILI
Sélectionneur : Acosta
Tapia • Margas ; Fuentes ; Reyes ; Cornejo • Ramirez (Vega, 46e) ; Acuna (Musri, 80e) ; Aros ; Sierra (Estay, 46e) • Salas ; Zamorano (cap.).

BUTS BRÉSIL : César Sampaio (11e, sur un coup franc tiré de la gauche par Dunga, de 8 m dans l'axe, tête piquée près du poteau droit) ; César Sampaio (27e, à 16 m dans l'axe, frappe à ras de terre de l'intérieur du pied droit près du poteau gauche) ; Ronaldo, sur penalty (48e, tir de l'intérieur du pied droit à ras de terre à droite, touché par Tapia) ; Ronaldo (70e, sur passe de Denilson, de 18 m à droite, tir croisé de l'intérieur du pied droit à ras de terre).
CHILI : Salas (68e, tête de 13 m à gauche à mi-hauteur sur la gauche).

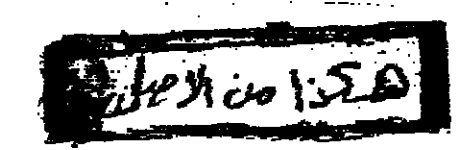
AVERTISSEMENTS BRÉSIL : Leonardo (45e, jeu dangereux). Cafu (90e, jeu dangereux).
CHILI : Fuentes (35e, jeu irrégulier). Tapia (45e, jeu irrégulier).

OCCASIONS BRÉSIL : 51 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 27) dont 7 occasions (3 + 4) ; 15 tirs (6 + 9) dont 1 contré (1 + 0), 2 sur les montants (0 + 2) et 1 paré (0 + 1) par Tapia.
CHILI : 49 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 25) dont 4 occasions (1 + 3) ; 10 tirs (4 + 6) dont 2 contrés (1 + 1) et 5 parés (2 + 3) par Taffarel.

L'ACTION LE PREMIER BUT DU BRÉSIL à la 11e minute

1. Rivaldo, excentré à 25 m sur la gauche, obtient un coup franc. Dunga le tire de l'intérieur du pied droit dans la surface de réparation.
2. La défense chilienne a joué le hors-jeu. Elle ne surveille pas César Sampaio, qui jaillit dans l'axe, et, à 8 m, trompe Tapia d'une tête piquée.

Infographie "Le Monde" avec Pierre Lepidi



L'alcool ne devrait pas être interdit à Saint-Etienne

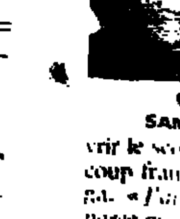
La Fédération italienne s'estime offen...

Trois rapp... interpellés

Jour de g...

Le demi défensif





CESAR SAMPAIO

itres de sueur

ITALIE-NORVÈGE 1-0

HUITIÈME DE FINALE - SAMEDI 27 JUIN
16 h 30, Stade-Vélodrome à Marseille
• Temps chaud et ensoleillé
• Terrain en bon état • Pelouse de qualité
• Public assez turbulent
• 60 000 spectateurs.
Arbitre : M. Bernd Heynemann (Allemagne), assisté de MM. Schneider (All) et Van den Broeck (Belgique)

ITALIE — Sélectionneur : C. Maldini
Pagliuca • Costacurta • Cannavaro • Bergomi • P. Maldini (cap.) • D. Baggio • Albertini (Pessotto, 72e) • Del Piero (Chiesa, 78e) • Di Biagio • Vieri • Moriero (Di Livio, 61e)

NORVÈGE — Sélectionneur : Olsen
① Grodas (cap.) • ④ Berg • ⑮ Eggen • ③ Johnsen • ⑤ Bjornebye • ⑩ Rekdal • ⑰ H. Flo (Solskjær, 72e) • ⑧ Leonhardsen (Strand, 13e ; Solbakken, 40e) • ⑦ Mykland • ㉑ Riseth • ⑨ T.A Flo.

Rencontre de qualité moyenne entre deux équipes peu portées naturellement vers l'attaque. L'Italie a été fidèle à sa réputation, ouvrant rapidement la marque, puis se contentant de défendre et de mener des contres. Elle aurait pu inscrire d'autres buts, mais les deux seuls joueurs offensifs de l'équipe, Vieri et Del Piero, isolés, se démènent tellement qu'ils manquent parfois de lucidité dans le dernier geste. Les Norvégiens, à court de souffle et d'idées, se sont procuré quelques occasions d'égaliser. Mais leur obstination monotone, accentuée par la taille, [illegible] dans les airs n'était pas suffisante pour déstabiliser la défense adverse.

BUT ITALIE : Vieri (19e) sur passe de Di Biagio, après une course d'une trentaine de mètres, [illegible] croisé de l'intérieur du pied droit dans le coin gauche.

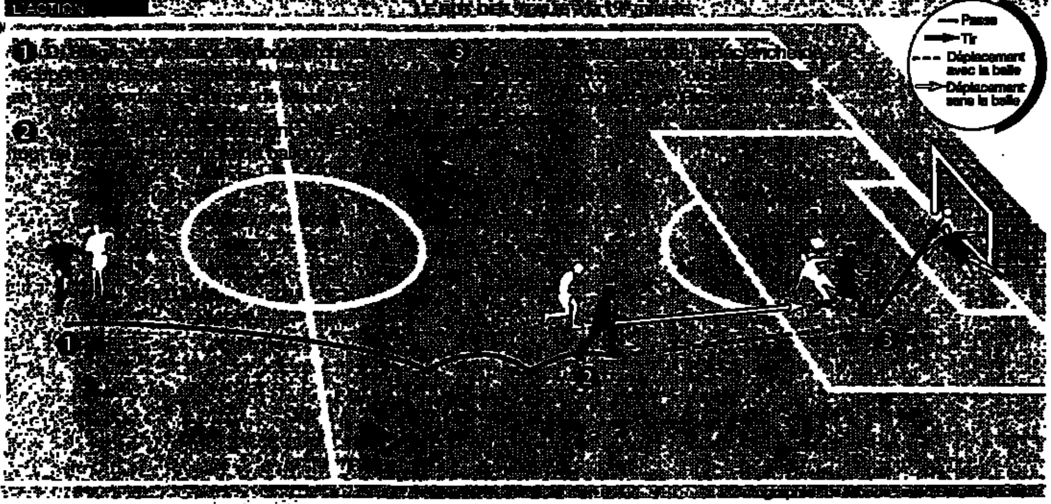
AVERTISSEMENTS ITALIE : **Moriero** (38e, jeu dangereux) ; **Di Biagio** (83e, jeu irrégulier) ; **Maldini** (89e, comportement antisportif).

ARRÊTS DE JEU En faveur de l'ITALIE : 15 coups francs (8 + 7), dont 1 hors-jeu (0 + 1), 2 corners (2 + 0).
En faveur de la Norvège : 23 coups francs (+), dont 6 hors-jeu (4 + 2), 7 corners (3 + 4).

OCCASIONS ITALIE : 40 positions d'attaque dans les 30 m (21 + 19) ; 8 occasions (4 + 4) ; 14 tirs (6 +8), dont 3 contrés (1 + 2) et 6 parés (3 + 3) par Grodas.
NORVÈGE : 51 positions d'attaque dans les 30 m (26 + 25) ; 5 occasions (3 + 2) ; 11 tirs (6 + 5), dont 2 contrés (0 + 2) et 3 parés (2 + 1) par Pagliuca.

HOMMES CLÉS ITALIE : **Gianluca Pagliuca** (31 ans) a sauvé son équipe de l'égalisation, à la 72e minute, grâce à une parade extraordinaire sur sa ligne après une splendide tête piquée de Tore Andre Flo. Les sorties et les prises de balle du gardien de l'Inter Milan, calme et lucide, ont rassuré la défense italienne, parfois bousculée dans le jeu aérien.
NORVÈGE : **Havard Flo** (28 ans) s'est pour une fois illustré davantage que son cousin Tore Andre Flo sur le front de l'attaque. Grâce à sa frappe et à son sens du placement, le joueur du Werder Brême est l'auteur des meilleures occasions norvégiennes en première mi-temps. Il n'a pas tenu la distance physiquement, à l'image de toute son équipe.

L'ACTION







REUTERS

LEADERS Luigi Di Biagio, ici à la lutte avec Oyvind Leonhardsen, est en train de s'imposer comme le meneur de jeu de l'Italie, devant Roberto Baggio et Alessandro Del Piero. Tore Andre Flo *(ci-dessus)*, lui, restera comme le meilleur joueur norvégien de ce mondial.

La Squadra poursuit sa route, à l'italienne

Marseille. Deux individualités et un collectif tactique sans faille ont eu raison de la Norvège

TROP DE TACTIQUE tue-t-il la tactique ? Les 60 000 spectateurs présents samedi 27 juin au Stade-Vélodrome de Marseille pour le huitième de finale entre l'Italie et la Norvège seront en droit de se le demander pour longtemps encore. Le Mondial a accouché de sa rencontre la plus cérébrale, la moins spontanée et peut-être la plus laborieuse. Alors qu'au début du match un speaker avait demandé à un groupe de tifosi de *« ne pas se comporter comme des hooligans »*, supporteurs italiens et norvégiens ont donné ensemble, à plusieurs reprises, un concert de sifflets. On retiendra la leçon : l'ennui rapproche les peuples.



REUTERS

Christian Vieri a pris la tête du classement des buteurs.

Mais devait-on s'attendre à autre chose ? Demander à une équipe italienne de prendre l'initiative du jeu alors que rien ne l'oblige à le faire est un pur sacrilège. Cesare Maldini s'inscrit, de ce fait, dans la pure tradition des sélectionneurs italiens. Son homologue d'un jour, Egil Olsen, est persuadé, lui, que le football est une science, et non un art, et que tout se décortique, tout se calcule, tout se prévoit. L'hiver étant long en Norvège, l'homme s'occupe à rentrer dans son ordinateur le nombre de passes faites par tel joueur sur une saison ou la quantité de tacles réalisés par un autre. Il va de soi qu'Olsen, auteur d'un logiciel sur les systèmes de jeu, n'allait pas tomber dans le piège préféré des Transalpins, dit du *catenaccio e contrepiede* (cadenas défensif et contre-attaque). Pas question, donc, de se montrer trop entreprenant, là aussi.

A ce petit jeu du « viens par ici que je t'attrape », Egil Olsen avait-il cependant mis en équation la puissance de Christian Vieri ? A la 19e minute, un éclair illumine le stade, ce sera pratiquement le seul de l'après-midi : lancé à vive allure dans l'axe de la défense norvégienne, l'avant-centre trompe le gardien de but Frode Grodas. Fils d'un ancien milieu de terrain de Torino, joueur très tôt sollicité mais tardif à s'épanouir, comme en témoigne son parcours rythmé par un changement de club toutes les saisons, Christian Vieri n'en finit plus, aujourd'hui, de briller. Avec cinq réalisations à son actif, l'attaquant de l'Atletico Madrid occupait, dimanche soir, la première place du classement des buteurs.

De quoi rappeler quelques souvenirs à tous les tifosi. En 1982, dans sa course victorieuse au titre mondial, la *Squadra* avait pu compter sur un joueur dont la plupart des observateurs pensaient qu'il n'avait plus sa place en équipe nationale. Cette année-là, Paolo Rossi marquait néanmoins six des douze buts de son équipe et devenait le sauveur de la Botte. En 1990, alors que l'Italie organisait la compétition, sa sélection échouait, cette fois, au stade des demi-finales, mais là aussi un joueur se mettait en évidence : Salvatore Schillaci, dit « Toto », originaire de Palerme. En inscrivant six des dix buts de la *Squadra*, l'avant-centre obtenait ce que très peu de Siciliens avaient réussi avant lui : se faire aimer de toute la Péninsule, du nord jusqu'au sud.

DI BIAGIO EN PATRON

Christian Vieri sera-t-il l'homme providentiel de l'Italie cette année ? Depuis le début de la Coupe du monde, la sélection de Cesare Maldini n'a pas toujours rendu une copie excellente. Si la plupart des favoris ont alterné le bon et le moyen (Allemagne, Angleterre, Brésil, Nigeria), on aurait tort toutefois de s'en étonner à propos des Italiens. Qui ignore encore la spécialité des *Azzurri* à commencer prudemment toute compétition, à « gérer » les matches les uns après les autres, à sacrifier le spectacle au profit du résultat ? La victoire d'apparence étriquée obtenue samedi sur la Norvège ne doit buter sur aucune conclusion.

Sinon celle-ci : à trop se demander qui de Roberto Baggio ou d'Alessandro Del Piero doit être le patron sur le terrain, on avait oublié que cette fonction pouvait incomber à un troisième larron. Luigi Di Biagio est, pour l'instant, la véritable révélation italienne de la Coupe du monde. Positionné comme le sont habituellement les milieux de terrain dits « récupérateurs », c'est-à-dire juste devant la défense, le Romain s'avère être un étonnant distributeur de ballon. C'est lui qui, samedi, a propulsé Christian Vieri sur le chemin du but. Luigi Di Biagio met du cœur à l'ouvrage, ne crache jamais sur le travail défensif et part rarement à l'attaque la fleur au fusil.

Dans son rôle de « meneur reculé », le joueur de l'AS Roma n'aurait pas détonné il y a trente ou quarante ans dans le championnat italien. A croire que le football n'est qu'un éternel recommencement. Egil Oslen et son ordinateur s'en souviendront.

Frédéric Potet

COUPS DE SIFFLET
LA REVUE DE PRESSE

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE
Même l'épatant public lensois menaçait de se décourager devant l'impuissance offensive des Bleus, qui avaient trop souvent eu d'immanquables occasions de marquer plus tôt pour y arriver alors que leurs forces déclinaient. On savait qu'il ne fallait pas faire l'équipe de France plus talentueuse qu'elle n'est. A force de courage, elle a arraché le droit d'affronter l'Italie en quarts de finale. Mais attention, les Italiens, eux, savent gagner 1 à 0 sans se stresser.

L'EST RÉPUBLICAIN
Ayant souffert mille morts pour se débarrasser d'un rival plus redoutable que prévu, les Bleus savent qu'ils n'ont aucune raison de plonger dans le triomphalisme. Mais est-ce une raison pour ne pas se délecter du présent ? Même si nous devons calmer la tonalité de nos cocoricos, cette victoire à l'arraché est celle d'une équipe au caractère décidément bien trempé. Alors, bravo les Bleus, mais de grâce, ne jouez plus avec nos nerfs !

LA PROVENCE
Ce Mondial, malgré les événements tragiques et douloureux qui l'ont entaché, tient ses promesses. Celles d'une fête planétaire, sans frontières, où des hommes de toutes races, de toutes confessions sont unis par un dénominateur commun : l'amour d'un sport bâti sur le respect de l'autre. Le match France-Italie, qui mettra face à face deux équipes latines, est assuré de nous faire vivre un grand moment. Un très grand moment.

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN
Le football au secours de la croissance ? En tout cas, la place prise par le Mondial dans nos sociétés est proprement stupéfiante. Les matches font souvent figure de simulacre, au sens psychanalytique du terme, de la guerre, et, comme l'espèce humaine est vindicative dans ses gènes, on ne peut que se féliciter de voir cette agressivité naturelle se canaliser dans le sport. C'est d'ailleurs pourquoi les violences des hooligans scandalisent tant les opinions.

« L'oncle », invité surprise au banquet italien

LE MALHEUR des uns fait le bonheur du « Zio ». Cheveux ras, mal rasé et sourire étincelant, Giuseppe Bergomi est heureux. En 1982, un jeune homme de dix-huit ans au regard sombre se laissait pousser la moustache pour paraître plus vieux. Espoir de l'Inter Milan et du football italien, Bergomi découvrait les joies du haut niveau avec la *Squadra azzurra* à l'occasion du Mundial espagnol. Seize ans plus tard, celui que ses coéquipiers surnomment affectueusement « Zio » (« mon oncle ») est de nouveau présent en phase finale. Et samedi 27 juin, sur la pelouse marseillaise, le géant norvégien Tore Andre Flo a pu constater qu'à trente-quatre ans « mon oncle » reste un garde du corps redoutable.



GIUSEPPE BERGOMI

« Disputer ce Mondial en France représente pour moi une joie immense. Même si je sais bien que ma présence dans l'équipe est due aux malheurs de Ciro et d'Alessandro. » Indiscutable titulaire aux yeux de Cesare Maldini, Ciro Ferrara, le défenseur de la Juventus, a été victime d'une fracture du tibia le 1er février. Le 2 juin, à l'occasion du dernier match de préparation de la *Squadra* avant le début du Mondial, Cesare Maldini convoque Bergomi à l'occasion d'un Suède-Italie. Absent de la sélection depuis juin 1991, soit soixante-dix rencontres internationales, « Zio » retrouve avec un enthousiasme de débutant l'équipe nationale. *« Cesare Maldini m'a bien précisé que je ne jouerai sans doute pas en France mais qu'il comptait sur mon expérience des grandes compétitions pour conseiller les jeunes. A l'idée de revivre une Coupe du monde, même sur le banc, j'étais fou de joie »*, lance celui qui, après avoir été sacré champion du monde en 1982, a disputé les éditions 1986 et 1990. Si Arrigo Sacchi ne l'avait pas systématiquement ignoré, Bergomi aurait pu disputer la World Cup 94 et égaler ainsi aujourd'hui le record de participations détenu par le gardien mexicain Carbajal et l'Allemand Matthäus.

Lorsque l'Italie débute ce Mondial 98 face au Chili, Bergomi est donc logiquement sur le banc. Sans surprise, la charnière centrale de la *Squadra* est composée de Nesta et Cannavaro. Lors du match suivant, contre le Cameroun, les deux titulaires habituels sont toujours fidèles au rendez-vous. Mais le 23 juin, devant l'Autriche, le malheureux Alessandro Nesta, victime dès la 4e minute d'une grave blessure, sort sur une civière. D'un regard, Cesare Maldini fait comprendre au « Zio » qu'un remake de *L'Eternel Retour* va débuter.

« UN EXEMPLE POUR TOUS »

« Tout s'est passé si vite que je n'ai pas eu le temps de gamberger », se rappelle Bergomi, qui, face à l'Autriche puis devant les Norvégiens, a réalisé un retour impeccable au centre de la défense italienne. Sobre, bien placé, toujours aussi difficile à prendre en défaut, le « Zio » est redevenu intraitable. *« "Beppe" est un exemple pour nous tous. Sa seule présence rassure et stabilise toute l'équipe »*, déclare Fabio Cannavaro, son voisin en défense centrale. Cesare Maldini, lui, a bien l'intention de continuer à faire appel à l'inusable Bergomi. *« Depuis le début de ce Mondial, aucun attaquant adverse ne m'a posé de grosses difficultés. Plus jeune, je me suis retrouvé face à Careca, Maradona et Platini. Ceux-là m'ont vraiment donné du mal... »*

Alain Constant

Jour de gloire pour Cesar le pieux

Le demi défensif brésilien a autant marqué que Ronaldo dans ce Mondial

À GENOUX, le regard extatique, il lève les bras au ciel en signe de gratitude intense. On devine ses yeux embués de larmes à l'instant où ses coéquipiers se jettent sur lui pour les effusions d'usage. D'un coup de tête imparable, Carlos Cesar Sampaio Campos vient de tromper le gardien chilien Nelson Tapia et d'ouvrir le score à la 11e minute sur un coup franc de son capitaine Dunga. *« J'ai tenu à remercier Dieu parce que tout émane de Lui. Je lis la Bible chaque jour. C'est de cela que je tire ma force »*, dira-t-il à la fin du match.

CESAR SAMPAIO

Après un démarrage fébrile, la *Seleçao* a définitivement trouvé le chemin des quarts de finale à la 27e minute, grâce à un nouveau but de César Sampaio. Le « porteur de piano », désignation brésilienne du milieu défensif, s'est permis d'ouvrir le bal. Façon de parler pour un « athlète du Christ », adepte d'un mouvement sportif évangélique qui condamne la samba, l'homosexualité et les relations sexuelles hors mariage.

Avec trois buts à son tableau de chasse depuis le début du Mondial (il a aussi marqué de l'épaule sur corner en match d'ouverture contre l'Ecosse), Cesar Sampaio s'est montré jusqu'ici aussi performant que la superstar Ronaldo. Pourtant, avant son *« match parfait »* contre le Chili, dûment salué par Mario Zagallo, il n'était pas en odeur de sainteté auprès des journalistes brésiliens. Ils notaient volontiers qu'avec trois buts marqués sous le maillot *auriverde* en trente-quatre sélections il ne s'inscrivait décidément pas dans la lignée des buteurs de légende brésiliens, Pelé et Garrincha.

EXIL JAPONAIS

Les commentateurs lui reprochaient également une tendance paresseuse à la relance latérale. *« Cesar Sampaio est titulaire »*, avait martelé le sélectionneur brésilien, à l'issue de la défaite face à la Norvège (1-2), dont le joueur fut le témoin impuissant en raison d'une suspension pour deux cartons jaunes. Nul ne songea à le reprocher au sélectionneur cette fois, les journaux de dimanche couvrant plutôt d'éloges celui qui a momentanément au moins éclipsé Ronaldo et Bebeto. Increvable travailleur de l'ombre, digne successeur du coriace Mauro Silva (champion du monde en 1994 au même poste), Cesar Sampaio a connu son jour de gloire face à la bande de « Sa-Za », Salas, Zamorano et consorts. Les Brésiliens l'avaient presque oublié depuis son transfert, en 1994, au club japonais des Yokobama Flugels. Natif de Sao Paulo et âgé de trente ans, Cesar Sampaio exhibe pourtant une feuille de route des plus respectables : sous les couleurs de Palmeiras, il a gagné successivement deux titres nationaux et deux championnats de l'Etat de Sao Paulo, avant de faire carrière dans la J-League nippone.

Sa religiosité a certainement pesé dans le choix de Zagallo. Six mois avant le Mondial, Flavio Conceiçao, de l'équipe espagnole de La Corogne, paraissait, en effet, indétrônable aux côtés de Dunga. Une vague blessure et de prétendus manquements à la discipline au cours de la Coupe des confédérations, disputée en décembre 1997 en Arabie saoudite, ont fourni à la commission technique le prétexte de l'éviction de Flavio Conceiçao. Pour Cesar Sampaio, les voies vers la *Seleçao* n'étaient plus dès lors impénétrables.

Jean-Jacques Sévilla, à Lens

SUR LES ÉCRANS DU MONDE
UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

Les Egyptiens négligent l'appel à la prière

LA FIÈVRE du Mondial a frappé tous les jeunes Egyptiens de sept à soixante-dix-sept ans. L'épidémie ne fait pas de différence entre riches et pauvres, analphabètes et intellectuels. Seules les femmes, pour leur plus grand malheur, n'ont pas contracté le virus. Elles ont été privées d'une bonne partie de ces feuilletons moralistes qui constituaient le point d'orgue de leurs journées. En effet, sur les neuf chaînes hertziennes de la télévision égyptienne, sept diffusent les matches. Mais la prudence commande aux épouses de ne pas trop exprimer leur mépris à l'égard du football. On en a répudié pour moins que ça. Et puis qui peut lutter contre le rouleau compresseur de l'économie de marché.

France 98 a en effet dopé l'économie de la vallée du Nil. Les fabricants de télévision qui avaient des difficultés à écouler leurs stocks ont redoublé leurs cadences pour satisfaire une demande qui les a d'ailleurs pris de court. On s'attendait que les clients achètent les petits 14 pouces mais ce sont les gros 25 pouces qui se vendent comme des petits pains. Mieux, les commerçants ont failli être en rupture de stock pour les téléviseurs à écran géant et autres projecteurs. Hôtels, restaurants et bars cinq étoiles ont décidé de profiter de l'événement plutôt que de le bouder. Les campagnes de publicité sous forme de concours ayant pour thème la Coupe du monde se sont multipliées.

Même les serviteurs de Dieu font de la promotion. A l'église évangéliste de Kasr el Dobara, dans le quartier résidentiel de Garden City, au Caire, une salle de projection a été spécialement aménagée. A la mi-temps, on diffuse des vidéos où le boxeur Evander Holyfield explique comment la foi lui a permis de remporter le championnat du monde. Michael Chang raconte son expérience mystique avec la raquette et, surtout, le Brésilien Leonardo dit en quoi Dieu est indispensable pour remporter un match de Coupe du monde. Une campagne qui fait grincer des dents du côté des coptes orthodoxes, qui sentent que *« ces protestants nous volent nos ouailles »*.

Côté mosquée, on n'aime pas trop le Mondial. Les fidèles négligent les prières lors des matches. D'ailleurs, les chaînes de télévision qui interrompaient leurs programmes pour diffuser l'appel à la prière ne le font plus pour cause de match en direct. Même les propriétaires de cinémas sont mécontents. Beaucoup ont annulé la séance de 18 heures et reporté celle de minuit.

Les Egyptiens, n'ayant pu se qualifier pour la Coupe du monde, cherchent, en pariant, à éprouver des émotions fortes. Cela ne les a pas empêchés de vibrer pour le Maroc, *« pays arabe frère éliminé par complot »*. Ils ont eu moins de sympathie pour la Tunisie, qui les a éliminés, et la trop riche Arabie saoudite. Avant sa défaite face au Danemark, le Nigeria restait le favori des habitants de la vallée du Nil. Pourquoi ? *« Parce que la femme chauve pavane grâce à la chevelure de sa nièce »*, écrivait Ahmad Ragab dans l'officieux *Al Akhbar*.

Alexandre Buccianti, au Caire

INTERNET
http : //www. torstar. ca/thestar/editorial/worldcup98

LE JOURNAL CANADIEN *Toronto Star* a ouvert son site Internet aux supporteurs inconditionnels du football dans le but de choisir le *« fan numéro un de la Coupe du monde »*, celui qui *« mange, dort et respire »* à son rythme. Pour l'heure le mieux placé pour décrocher la timbale serait Sunny Fok, un étudiant de Toronto qui affirme avoir appris à ses poissons rouges à jouer au football. *« Je leur ai fabriqué une mini-balle de foot, je les ai divisés en équipes, et, chaque fois qu'il y a un poisson qui met la balle dans un filet que j'ai installé dans leur aquarium, je leur donne à manger. »*



L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

Exercice de rhétorique

LE MÉTIER de journaliste est ardu, celui d'entraîneur ne l'est pas moins. Le premier doit, après chaque match, expliquer ce qu'il a vu, le second pense déjà à préparer le prochain match. Les divergences s'opèrent naturellement, l'un écrit le passé, l'autre projette sur l'avenir. Pour le journaliste, l'exercice consiste à découvrir les ingrédients d'un plat sans pouvoir le goûter, en l'observant seulement. Pour l'entraîneur, il s'agit de cuisiner le plat et d'attendre d'un œil inquisiteur et angoissé les critiques des invités. Le repas Brésil-Chili – il est vrai un peu refroidi depuis qu'il a été servi samedi 27 – permet, loin des passions, de tenter une « dégustation » binaire, c'est-à-dire en positif-négatif, caractéristique des différences de goût récurrentes. D'un côté, la version footballistique, de l'autre, la journalistique.

En titre, ils auraient pu dire, l'un, « Samba pour le Brésil », l'autre, « Match à cent balles pour le Brésil ». En sous-titre pour le journaliste : « Des Brésiliens époustouflants atomisent des Chiliens entreprenants. » Contre cette appréciation du technicien : « Des Brésiliens cafouilleux débordent des Chiliens laborieux. » Le débat est lancé. Le journaliste attaque par : *« Après un début de match hésitant où le Chili a prouvé sa valeur... »* L'entraîneur rétorque : *« Calculateur à souhait, le Brésil a su laisser l'initiative aux Chiliens... »* Le premier insiste : *« Trois premiers buts de grande facture des* Auriverde *qui ont emballé le match. »* Le second n'en fait pas moins : *« Il aura fallu trois buts sur coup de pied arrêté, un corner, un coup franc, un penalty, pour libérer les Brésiliens. »* Au sujet de Ronaldo, là aussi, deux avis opposés. L'un écrira : *« On a retrouvé le visage du vrai buteur brésilien. »* L'autre répondra : *« Un penalty et un but à 3-1 sans signification pour le génie encore hésitant. »* Le premier observera que la défense championne du monde *« a su faire front face au talent de Salas et Zamorano »*. Le second, *« que de mauvaises relances et d'erreurs de placement »*.

Qui a raison, qui a tort ? Je ne prendrai pas le risque aujourd'hui, puisque je suis un peu des deux en ce moment, ou ni l'un ni l'autre, au choix ! C'est un petit jeu intéressant. La rhétorique, chère à nos anciens, appliquée au football. Essayez, le dernier match de l'équipe de France victorieuse contre le Paraguay permet un bon entraînement. Le point de départ à développer, *par la petite porte*, l'un positif, l'autre négatif.

> « Samba pour le Brésil » ou « Match à cent balles pour le Brésil » ?

David Beckham, jeune, riche et célèbre

La vie sourit à ce natif de l'East End londonien devenu le successeur d'Eric Cantona à Manchester United. A vingt-trois ans, il reçoit de son club 150 000 francs par semaine et s'apprête à épouser une Spice Girl



TEMPSPORT/COLORSPORT

David Beckham, une des figures de la « Cool Britannia » de Tony Blair.

DIFFICILE de trouver la faille chez ce jeune homme. Tout semble parfait, presque trop beau. Une gueule d'ange qui rend folles toutes les jeunes et moins jeunes filles du Royaume-Uni. Une carrière brillante. Un compte en banque si bien garni qu'il met à l'abri ses futurs héritiers. Une fiancée célèbre. Et, bien sûr, quelques ingrédients supplémentaires comme la Porsche 911, les impeccables vêtements italiens et autres petits détails qui peuvent rendre la vie encore plus agréable. Surtout lorsque l'on vient de l'East End londonien. Et que les origines sociales ne prédestinaient pas à mener grand train.

David Beckham, vingt-trois ans, est un jeune homme heureux, conscient de sa chance et pas encore trop arrogant. Lorsqu'on lui demande comment un couple comme celui qu'il forme avec la Spice Girl Victoria Adams peut mener une vie normale, le meneur de jeu de Manchester United et de l'équipe d'Angleterre répond en souriant : *« Mais, vous savez, nous sommes comme tous les jeunes couples : le samedi soir, on reste à la maison et on commande une pizza en regardant la télé ! »* Le mariage du couple le plus « vendeur » de la presse *people* est prévu pour cet été. Après le travail. Autrement dit, après le Mondial.

Un gentil garçon, donc, ce David Robert Joseph Beckham, deuxième d'une famille de trois enfants, né à Leytonstone dans l'Est londonien, d'une mère coiffeuse et d'un père chargé de la maintenance d'équipements de cuisine ? Beaucoup lui reprochent son attitude *« provocante »* sur les terrains. Car lorsqu'il inscrit un but David Beckham a tendance à se transformer en comédien. Ses poses ont le don d'agacer le public et l'équipe adverse. Plaidoyer de l'accusé : *« Lorsque je marque un but, ma joie est si forte que j'ai besoin d'évacuer la tension. Je suis sincèrement désolé que certaines personnes se sentent offensées par mon attitude... »*

> « Même lorsqu'il ne gagnait que 30 livres par semaine, David aimait les belles voitures et les vêtements de luxe »
> **Gary Neville, défenseur anglais**

Beckham est devenu l'une des figures de l'Angleterre de Tony Blair, cette *« cool Britannia »* dont on se gargarise sans savoir exactement de quoi il retourne. Les amateurs de symboles soulignent qu'en endossant avec Manchester United le maillot rouge frappé du 7, Beckham est naturellement devenu l'héritier spirituel d'une lignée de joueurs mythiques, George Best, Bryan Robson et Eric Cantona, tous porteurs en leur temps du même numéro.

Les témoins qui se souviennent du petit David jouant sur les terrains de la banlieue londonienne sont d'accord sur un point : son talent balle aux pieds était déjà une évidence. Beckham, qui n'a pas encore dix ans, inscrira notamment 101 buts en 105 matches disputés sous le maillot des Ridgeway Rangers, l'équipe de son quartier. A onze ans, il gagne un concours organisé par Bobby Charlton, légende du football anglais. Beckham n'est ni très grand ni très solide pour son âge, mais sur un terrain rien ne lui résiste. Le premier prix de ce concours est un stage de quelques jours durant l'été dans le club le plus populaire du pays : Manchester United. *« Bien que Londonien, j'ai toujours été fan de United. Mon père y est sans doute pour beaucoup »*, avoue Beckham.

Le stage d'été ne débouche sur rien de concret, mais, pour la première fois de sa vie, Beckham a côtoyé ses idoles et humé l'atmosphère électrique d'Old Trafford, le stade de Manchester United. Quelques mois plus tard, en janvier 1986, un agent recruteur remarque le petit buteur des Ridgeway Rangers et le recommande aux dirigeants du club londonien de Tottenham. Beckham est invité à participer aux séances d'entraînement avec les espoirs locaux. *« Lorsque j'ai débarqué, je portais évidemment le maillot rouge de Manchester United, ce qui n'a pas été très bien vu de la part des autres gamins ! Beaucoup sont devenus des amis. Mais on se chamaille toujours car ils sont restés supporteurs de Tottenham. »*

EN 1991, à l'âge de seize ans, David le Londonien quitte enfin la capitale pour réaliser son rêve : signer à United. Les débuts dans les équipes réserves sont difficiles. *« Dans ce club, un jeune doit se battre férocement pour gagner sa place. Le niveau de jeu est si élevé et les places si chères qu'entre eux les gamins ne se font vraiment aucun cadeau. Réussir à United est plus dur qu'ailleurs »*, précise Gary Pallister, l'un des piliers du club qui a vu passer quelques milliers d'apprentis footballeurs.

Pour la première fois de sa vie, Beckham doit se battre pour se faire une place au soleil. Mais son talent est tel qu'en quelques mois il grimpe les échelons. En février 1995, Alex Ferguson, l'entraîneur écossais de United, le convoque dans son bureau. Il lui propose une expérience de quelques mois dans le modeste club de Preston North End, qui a un urgent besoin d'un meneur de jeu pour terminer la saison. *« Cette expérience en troisième division te musclera. Et, lorsque tu reviendras, je te donnerai ta chance. »*

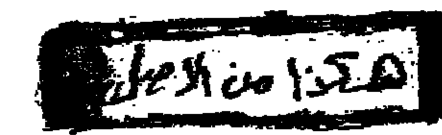
EN quelques matches, le jeune homme timide devient l'idole du public de Preston. Comme promis, quelques mois plus tard, Alex Ferguson fait revenir Beckham à Manchester. Et les événements se précipitent. Lors d'un match de championnat opposant United à Wimbledon, Beckham, jeune titulaire en équipe première, inscrit un but d'anthologie d'un tir des 70 mètres. *« Ce but a sans doute changé ma vie ! »* En tout cas, il a sûrement accéléré le processus qui va le mener au plus haut niveau. Glenn Hoddle, sélectionneur d'une équipe d'Angleterre au jeu plus technique, plus posé et plus séduisant que par le passé, ne tarde pas à appeler le phénomène. Il fête sa première cape le 1er septembre 1996 à Chisinau, lors de Moldavie-Angleterre (0-3). *« J'admirais énormément le joueur Hoddle et la manière qu'il avait de caresser la balle et de donner des ballons propres. Aujourd'hui, travailler sous ses ordres est un honneur »*, avoue-t-il.

Lors de ses premières apparitions en équipe nationale, le surdoué joue les modestes. Il regarde, écoute, apprend au contact de monstres sacrés comme Alan Shearer ou David Seaman. *« Disputer la Coupe du monde me paraît incroyable. Tout est allé si vite pour moi... Je suis tellement heureux à l'idée de jouer cette compétition que, si Hoddle me demandait de prendre place dans les buts, j'irai sans me poser de questions. »* Ces belles paroles contredisent les relations parfois délicates entre le « Wonder Boy » et le sélectionneur depuis le début du Mondial. Il aura fallu attendre le superbe coup franc inscrit par Beckham face à la Colombie vendredi 26 juin pour les réconcilier.

Le phénomène Beckham n'a cessé de prendre de l'ampleur en Angleterre. Son physique, son talent... et aussi sans doute le profil de sa fiancée attirent les annonceurs potentiels. Outre son salaire de base à United (environ 150 000 francs par semaine), le futur mari de Victoria Adams a signé quelques contrats juteux avec Adidas, Brylcream ou les lunettes de soleil Oakley. Il est désormais l'un des jeunes joueurs les mieux payés du Royaume. *« Tout cet argent peut paraître excessif. Mais, sincèrement, j'estime qu'il n'y a rien de scandaleux à ce que des joueurs de foot célèbres touchent ces sommes »*, lance d'un ton sec celui qui n'a jamais caché son goût des belles choses. *« Même lorsqu'il ne gagnait que 30 livres par semaine, David aimait les belles voitures et les vêtements de luxe. Il a toujours été ainsi »*, explique Gary Neville, son meilleur ami, qui est également son partenaire à Manchester United et en sélection nationale.

En attendant son mariage très médiatisé, le couple Beckham-Adams tente de vivre le plus normalement possible. *« L'autre jour, j'étais dans la maison de Victoria lorsqu'on a sonné à la porte. Il était très tôt. Je suis allé ouvrir, c'était le postier qui venait livrer un paquet. Lorsqu'il m'a vu, il a failli s'étrangler : " Mon dieu, je n'aurais jamais cru que les légendes vivantes étaient debout si tôt le matin ! ", s'est-il écrié. J'ai éclaté de rire. A vingt-trois ans, on ne peut pas être une légende... »*

Alain Constant



L'ombre des Malou...
...et de « la main de...

La haine raciale n'a pas...

هكذا من الأصل

L'ombre des Malouines et de « la main de Dieu »

Argentine-Angleterre. Une rivalité historique, autant sportive que politique

« ET MAINTENANT que vienne jouer le petit prince », « Que viennent donc les Spice Girls ! ». Quelques gros titres de la presse argentine, à la veille de la rencontre contre l'Angleterre pour les huitièmes de finale, mardi 30 juin à Saint-Etienne, traduisent l'état d'âme de beaucoup d'Argentins qui rêvaient de cet affrontement tant pour des raisons politiques que sportives avec le souvenir de l'humiliante défaite de 1982 contre les Britanniques, pendant ce qui s'appelait ici la guerre des Malouines et là-bas des Falklands. Ce conflit fit, en six semaines, plus d'un millier de morts et de disparus, laissant une blessure qui ne s'est jamais refermée au sein de la population, même si du côté du gouvernement le ton est résolument celui de la conciliation.

Après de nombreux efforts diplomatiques, le président Carlos Menem a réussi à être invité officiellement à Londres en octobre. Cette visite qui sera historique, seize ans après le conflit armé, illustre l'amélioration des relations entre Londres et Buenos Aires, voulue par le président Menem dès son arrivée au pouvoir en juillet 1989. Des entreprises britanniques ont participé aux nombreuses privatisations en Argentine, et l'on assiste aujourd'hui au retour en force des hommes d'affaires anglais jadis très puissants en Argentine. Des accords de pêche ont été signés. Mais, contrairement à l'attente de Buenos Aires, l'Argentine a été exclue de l'exploration du pétrole off-shore dans les Malouines. L'art de la séduction déployée par le ministre des affaires étrangères, M. Guido di Tella, ne fait pas forcément l'unanimité, même si M. Menem se montre convaincu de pouvoir récupérer *« pacifiquement »* l'archipel en dispute *« avant l'an 2000 »*.

LE SOUVENIR DE 1966

Selon un récent sondage, plus de 50 % des Argentins souhaitaient ce duel sur un terrain de football, d'autant plus que la sélection argentine est pour l'instant invaincue et figure parmi les grands favoris. C'est la quatrième fois que les équipes des deux pays se rencontrent en Coupe du monde avec jusqu'à présent un avantage pour les Britanniques. En 1962, les Anglais éliminèrent les Argentins en huitième de finale et en 1966 en quart de finale. Le match de 1966 en Grande-Bretagne est resté gravé dans la mémoire des Argentins : l'arbitre expulsa le capitaine de l'équipe argentine, Rattin, et le public britannique insulta les joueurs argentins aux cris de *« Animals ! »*. Vingt ans après, les Argentins prirent leur revanche à Mexico en éliminant les Anglais en quart de finale avec deux buts de Diego Maradona, dont l'un avec la main qui fut célébré comme *« la main de Dieu »*.

Devenu le symbole de cette rivalité politico-sportive, l'ex-*pibe de oro* (le gamin en or) sera présent dans les tribunes à Saint-Etienne pour commenter le match pour une chaîne de télévision argentine. Certains journaux avancent même l'hypothèse que le président Menem, actuellement en visite officielle à Moscou, puisse faire un crochet par la France pour assister à la rencontre. A moins que, pour des raisons de sécurité et de diplomatie, M. Menem renonce à côtoyer sur le balcon officiel le prince Charles. La rivalité historique entre les deux pays, *« la mano de Dios »* et les Malouines constituent un cocktail explosif qui pourrait déboucher sur de violents affrontements entre les hooligans et les supporteurs argentins, les barrabravas.

Les hooligans ont déjà démontré en France leur violence. Deux barrabravas ont été arrêtés à Bordeaux avant la rencontre contre la Croatie pour avoir attaqué sauvagement des supporteurs croates. A Buenos Aires, le secrétaire chargé de la sécurité intérieure, Miguel Angel Toma, a admis *« être très préoccupé »* par la rencontre de mardi. Une centaine de hooligans argentins devraient assister au match et les autorités argentines craignent aussi la présence à Saint-Etienne d'un groupe nationaliste, Mouvement national nouvelle Argentine, qui revendique la souveraineté sur les Malouines. A Buenos Aires, personne ne souhaite que les hooligans des deux pays jouent les trouble-fête. Car les Argentins sont optimistes. Contre les Britanniques, *« no problem »*, titrait en anglais, pendant le week-end, le quotidien sportif *Ole* au-dessus de ce commentaire : *« Nous ne pouvons pas perdre. Nous allons gagner avec notre maillot, avec le souvenir des Malouines et celui de Maradona. »*

Christine Legrand, à Buenos Aires



ANDREW WINNING/REUTERS

Ariel Ortega et Gabriel Batistuta, le tandem magique de la sélection argentine.

Carlos Roa, gardien zéro défaut

En concurrence avec quatre autres joueurs, le Majorquain a gagné tardivement ses galons de titulaire dans les buts argentins

EST-CE parce qu'il craint des représailles pour avoir dit : *« Je pense que cette Coupe, si elle ne va pas à la France, ça ne cadre plus. Je suis sûr que tout est préparé d'avance »* ? En tout cas, Diego Maradona, qui doit commenter le match Argentine-Angleterre pour la chaîne de télévision America 2, a manqué les premiers épisodes de la tournée française de ses anciens coéquipiers. La presse argentine se languit donc de la venue du héros argentin des trois dernières Coupes du monde.

En revanche, Daniel Passarella, ancien coéquipier de la star et actuel entraîneur des *albicelestes*, ne suscite pas de telles impatiences. Le calme qui règne dans son camp retranché de L'Etrat, ce centre de formation aux métiers du sport où il a enfermé ses joueurs depuis quatre semaines, le comble. Tout comme le futur adversaire de l'Argentine. *« Je tenais à ce que mon équipe joue le huitième de finale à Saint-Etienne, afin de demeurer à L'Etrat, où nous nous plaisons, et d'éviter la fatigue d'un déplacement »*, disait-il en apprenant que l'Angleterre viendrait défier les siens (presque) à domicile.

Au sortir de la première phase de la compétition, l'Argentine était la seule équipe à aligner des statistiques irréprochables : trois matches, trois victoires, aucun but encaissé. La défense organisée par Daniel Passarella autour des deux Roberto, Ayala et Sensini, est sans conteste le point fort de l'équipe. Son étanchéité s'étend d'ailleurs sur une durée de huit rencontres, soit une douzaine d'heures : les coéquipiers de Diego Simeone n'ont pas vu trembler leurs propres filets depuis le début avril, date de leur dernière défaite contre Israël.

Pour parvenir à ce football proche du zéro défaut, le méthodique Passarella a conduit de nombreux essais tout au long de la phase de préparation du Mondial français. Pour le seul poste de gardien de but, il n'a pas hésité à faire appel à cinq postulants. Depuis sa prise de fonctions, en 1994, se sont ainsi succédé Oscar Passat, Carlos Bossio, German Burgos, Natcho Gonzalez et Carlos Roa. Les uns se sont discrédités sur des erreurs commises en match, d'autres ont fâché leur sélectionneur : Natcho Gonzalez, gardien des Newell's Old Boys, de Buenos Aires, a été renvoyé après avoir été pris en flagrant délit d'agression sur un adversaire colombien.

Simeone impressionné par Owen et Beckham

Le milieu argentin Javier Zanetti, touché aux côtes face à la Croatie le 26 juin, a repris l'entraînement avec le reste de l'effectif *« albiceleste »* dimanche 28 juin. Il devrait tenir sa place mardi 30 à Saint-Etienne contre l'Angleterre. En revanche, le défenseur Roberto Sensini, blessé à la cuisse gauche, demeure très incertain.

Daniel Passarella devrait rappeler dans son équipe l'arrière José Chamot, le milieu Diego Simeone, qui n'avaient pas joué contre les Croates, et l'attaquant Claudio Lopez, entré en cours de jeu. Diego Simeone a indiqué que les Anglais lui avaient fait forte impression lors de leur match face à la Colombie remporté 2-0, vendredi 26 juin à Lens : *« Ils ont prouvé qu'ils formaient une équipe très complète. Ils ont selon moi un des meilleurs groupes de ce Mondial, avec deux joueurs, Owen et Beckham, capables de faire basculer une rencontre à tout instant. »*

Carlos Roa, le titulaire du moment, n'a pris le dessus qu'au tout dernier moment. Il s'était imposé lors des derniers matches de qualification du tournoi sud-américain, puis il avait dû céder sa place à German Burgos pendant la phase de préparation. Le 29 avril, le jeune homme, originaire de Santa Fé, avait lui-même décliné une offre de Passarella, qui l'invitait à défendre la cage argentine face au Brésil dans le prestigieux stade Maracana. Le malpoli avait une bonne excuse. Carlos Roa devait disputer ce jour-là la finale de la Coupe du Roi avec son club espagnol de Majorque.

Choix audacieux, choix payant : si son remplaçant, German Burgos, préserva sa ligne de but des attaques de Ronaldo et consorts au Maracana, le goal de Majorque, un croyant qui ne voyage jamais sans sa bible, accomplit des miracles en Espagne. C'est en multipliant les arrêts-réflexes, en arrêtant deux penalties avant d'en inscrire un pendant la série de tirs aux buts que Carlos Roa, vingt-huit ans, s'est acheté pour longtemps la confiance de son entraîneur.

Face à la Jamaïque et à la Croatie, Carlos Roa a pourtant gaspillé une partie de ce capital-confiance. Quelques loupés sur ses sorties aériennes ont mis son équipe en grand danger. Sa tranquillité, l'une de ses plus grandes qualités, n'en fut pas entamée pour autant. Avant de se frotter au dynamique jeu de tête des Anglais, Carlos Roa n'a, dit-il, pas effectué de travail spécifique sur les balles aériennes : *« Le meilleur entraînement, c'est le travail de concentration »*, lâche-t-il, le regard dissimulé derrière une frange brune.

Eric Collier

La haine raciale n'a pas disparu des terrains anglais

Une commission, la Football Task Force, a remis un rapport confirmant que les joueurs noirs et asiatiques doivent encore subir des insultes

« IL N'Y A PAS DE NOIR *sur l'Union Jack, renvoyez les bâtards chez eux ! »* Combien de fois l'ancien international anglais Viv Anderson a-t-il entendu ce refrain monter des tribunes du stade de Wembley ? Il se trouvait toujours, dans la foule des supporteurs, des choristes de la haine, prêts à le conspuer au seul prétexte qu'il était noir. Dès qu'il touchait le ballon, on les entendait hurler ou entonner une version raciste du traditionnel *When the Saints*, devenu *When the Whites* (« Quand les Blancs... »). C'était il y a vingt ans, en 1978. Viv Anderson, premier joueur de couleur à revêtir le maillot de l'équipe d'Angleterre, faisait figure de pionnier. La presse le traitait comme une bête curieuse ; certains fans comme une bête tout court.

Aujourd'hui, la sélection accueille Paul Ince, Sol Campbell, Les et Rio Ferdinand. L'Angleterre les apprécie ; elle se garde bien de les siffler. Ince, l'un des éléments-clés de la formation qui affronte l'Argentine en huitième de finale, a même porté le brassard de capitaine, en 1993. Mais la haine raciale a-t-elle pour autant disparu ? Tony Blair en doute. Au mois de juillet 1997, le premier ministre a engagé une réflexion de fond sur le football. Une commission spéciale, la Football Task Force, a été créée à cet effet. Avant d'étudier d'autres dossiers (les relations clubs-supporteurs, l'argent de la télévision...), elle s'est penchée sur la question de la xénophobie. Son rapport, remis le 30 mars, a confirmé l'ampleur du mal : *« Le racisme est toujours profondément enraciné dans le football anglais »*, a-t-elle conclu.

Le phénomène n'est pas récent. Au tournant des années 70-80, la situation paraissait bien plus alarmante. Certains clubs londoniens (Chelsea, West Ham, Millwall) drainaient dans leur sillage des milliers de fans nationalistes. Deux partis d'extrême droite, le National Front et le British Movement, les incitaient à se battre pour la *« race et l'union »*, ce qu'ils faisaient volontiers. Face aux Spurs de Tottenham, club assimilé à la communauté juive, les supporteurs adverses chantaient souvent : *« Les Spurs sont sur le chemin d'Auschwitz, Hitler va encore les gazer. »* D'autres jetaient des bananes aux joueurs noirs en imitant des cris de singe. Les extrémistes voyaient dans la sélection nationale la référence suprême d'un royaume « blanc » et indivisible.

Il a fallu attendre 1990 pour que les dirigeants voient dans cette haine autre chose qu'un mauvais folklore. Depuis, ils ont pris des mesures radicales, aidés en cela par une législation renforcée. Les joueurs de couleur, tout au moins les plus célèbres, sont mieux acceptés. Des clubs tels qu'Arsenal ou Leicester ont intensifié leur politique de prévention. Partout, des groupes de supporteurs antiracistes se sont mobilisés. Le rapport de la Task Force prend acte de ces progrès, tout en dressant un état des lieux sans complaisance.

Ainsi, écrivent ses membres, les *« jeunes joueurs noirs et asiatiques subissent encore d'inacceptables insultes sur les terrains et en dehors »*. Simplement, le mode opératoire a évolué. Comme la loi se borne à réprimer les « chants » racistes, la xénophobie s'exprime désormais de manière individuelle. En *d'autres termes, cent spectateurs* entonnant d'une même voix *When the Whites...* sont susceptibles d'être poursuivis, mais le solitaire qui hurlera *« Sale nègre ! »* ne le sera pas. Un renforcement de la loi, englobant les actes isolés, est donc envisagé.

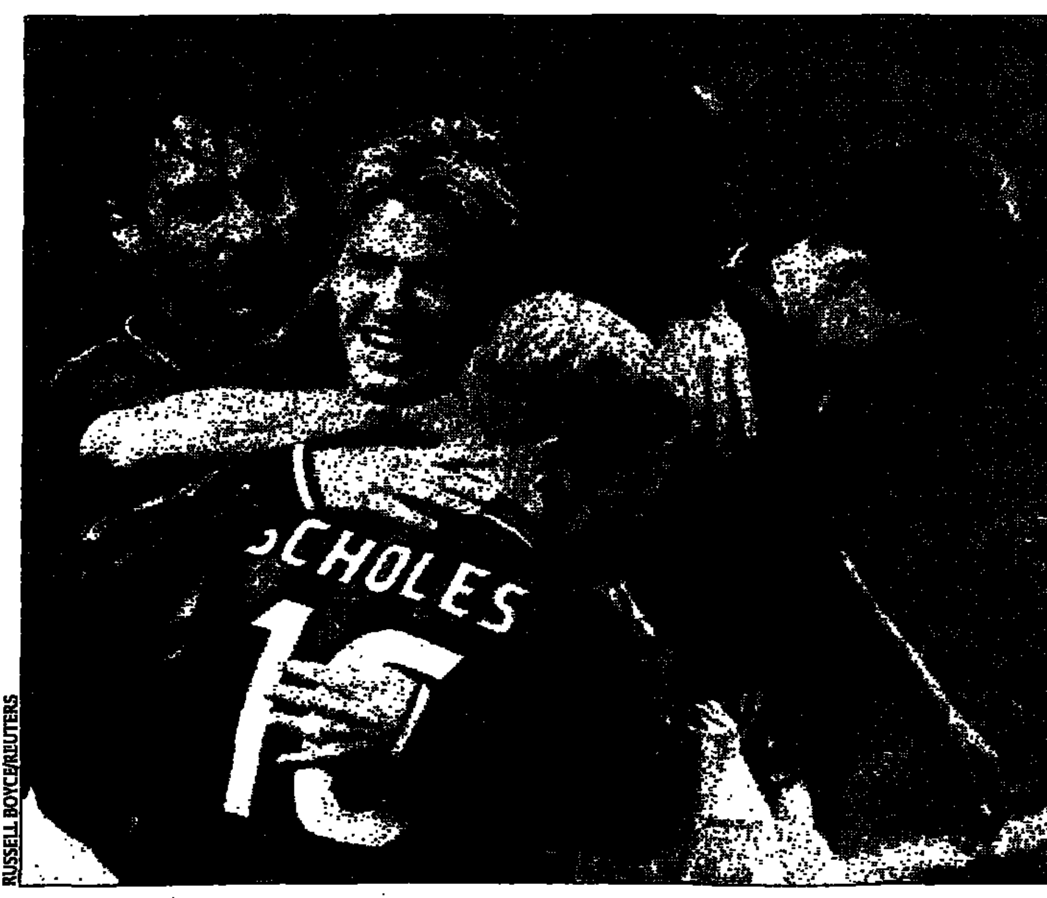
TÉLÉPHONE ROUGE La commission suggère en outre de mettre à la disposition du public un téléphone rouge qui permettrait de signaler tout acte répréhensible. En 1997, 32 % des supporteurs interrogés affirmaient en effet avoir été témoins d'un fait de racisme au cours de la saison 1996-1997. Ces incidents ne concernaient pas seulement des militants d'extrême droite, membres du British National Party ou du groupuscule néonazi Combat 18, mais aussi des spectateurs ordinaires.

Les joueurs ne montrent pas toujours le bon exemple. C'est ainsi que le gardien danois de Manchester United, Peter Schmeichel, a été surpris en train de dire *« enculé de bâtard noir »* à l'attaquant d'Arsenal Ian Wright. Les compétitions amateurs sont également touchées : 65 % des joueurs asiatiques (Indiens, Pakistanais, Bengalis) affirment avoir fait l'objet de remarques xénophobes. Dans ses recommandations aux autorités sportives, la Task Force suggère l'expulsion systématique de tout joueur surpris en flagrant délit de racisme.

La commission prône également une politique d'ouverture en direction des communautés ethniques. *« Pourquoi y a-t-il si peu de dirigeants et d'arbitres noirs ou asiatiques dans le football anglais ? »*, se demande-t-elle. A l'heure où les joueurs noirs sont de plus en plus nombreux sur les pelouses – entre 12 et 15 % des effectifs professionnels, selon certaines estimations –, ce sport reste en effet un domaine réservé des « Blancs ».

La Task Force s'est enfin interrogée sur l'absence des Asiatiques dans le milieu du football. Comment se fait-il qu'une communauté si fortement implantée en Angleterre soit si peu représentée ? Les spectateurs sont rares, les joueurs tout autant. En fait, les jeunes des anciennes colonies aiment ce sport mais ils le pratiquent au sein d'équipes communautaires. Selon la commission, les dirigeants auraient tout intérêt à aller au-devant de ces communautés. Ils y recruteraient de nouveaux talents et, surtout, de nouveaux spectateurs. En conclusion, la Task Force appelle à la vigilance : *« Il serait dangereux de croire que le football a fait assez d'efforts et s'est débarrassé du problème au seul prétexte que les manifestations les plus visibles sont en diminution. »*.

Philippe Broussard



RUSSELL BOYCE/REUTERS

Le défenseur Sol Campbell, entouré ici de Gary Neville, David Beckham, Paul Scholes et Michael Owen (de gauche à droite), est, avec le milieu défensif Paul Ince, un des deux joueurs noirs titulaires dans l'équipe d'Angleterre.

Quand le drapeau fait... « bip-bip »

● **PROTOTYPE.** *Il ne s'agit pas d'une réelle* nouveauté. Déjà présent depuis plusieurs années dans différents championnats nationaux, le « drapeau bipeur » avait également été utilisé pendant le championnat d'Europe 1996 et lors du tournoi olympique d'Atlanta. C'est la première fois, en revanche, que l'on fait appel à ce système pour une phase finale de Coupe du monde. La Fédération internationale de football (FIFA) avait lancé un concours auprès de différentes entreprises spécialisées dans les transmissions électroniques. Il a été remporté par la société Label, un fabricant d'alarmes sans fil et de système d'automatismes situé en Charente-Maritime. Son prototype s'appelle *le* Signal Bip.

● **ÉMETTEUR-RÉCEPTEUR.** Le procédé est le même que celui permettant d'ouvrir un portail à distance ou de piloter une petite voiture téléguidée. Chacun des deux drapeaux est un émetteur radio. Le circuit électronique, la batterie d'alimentation et la touche de commande se trouvent dans la poignée. L'antenne d'émission, elle, est localisée dans la hampe du drapeau. Une simple pression du bouton situé dans la poignée permet d'envoyer le signal. Celui-ci arrive jusqu'au récepteur, une petite boîte contenant un circuit électronique de décodage, une petite antenne, une alimentation électrique, ainsi qu'un dispositif sonore et vibratoire. L'arbitre central porte le récepteur sur le bras, à la manière d'un brassard. Une différence de tonalité lui permet d'identifier lequel des deux juges de touche l'a alerté.

VANDYSTADT

● **UN SYSTÈME FIABLE.** Les risques d'interférence avec d'autres appareils électroniques présents dans le stade (téléphones, ordinateurs...) sont limités en raison du grand nombre de combinaisons de codage (65 000). L'alimentation est assurée par des blocs de lithium. *Il existe aussi un dispositif de secours* lorsque les batteries sont épuisées. Le système est fiable dans toutes les conditions climatiques, sauf lorsqu'il pleut à verse. Afin de ne pas endommager les circuits électroniques, il est alors conseillé aux arbitres de ressortir leur traditionnel jeu de drapeaux.

● **« *TEMPS RÉEL* ».** L'avantage de ce système coule de source : les arbitres assistants peuvent prévenir l'arbitre de champ en « temps réel », sans avoir besoin de faire des gestes. L'annonce d'un hors-jeu gagne en rapidité et en précision. Mieux encore : le juge de touche a tout loisir de mettre au courant l'arbitre central lorsqu'un événement se déroule dans le dos de ce dernier. Le Néerlandais Patrick Kluivert, expulsé lors du match contre la Belgique, a fait les frais du drapeau bipeur. Son coup de coude avait été vu par le juge de touche puis « transmis » jusqu'à l'arbitre central.

Frédéric Potet

Les bonnes fortunes d'Adrian Ilie

Roumanie-Croatie. Bucarest, Istanbul, Valence : l'attaquant roumain a quitté son pays sans espoir de retour. *Et compte sur le Mondial pour faire grimper encore sa valeur marchande...*

IL TRAVERSE le Mondial en portant sur le cœur, cousu sur son maillot, un écusson de son pays natal. Et il semble chez lui, paisible et rassuré, dans l'équipe nationale de Roumanie, qui, après avoir terminé à la première place du groupe G (2 victoires, 1 nul), affronte la Croatie, mardi 30 juin à Bordeaux. Mais l'impression que donne ce symbole est sûrement un peu trompeuse.

Adrian Ilie, vingt-quatre ans, se sent aujourd'hui comme un étranger dans sa propre patrie. Il n'y habite plus, n'y joue plus et n'y retournera pas, sauf malheureux incident de parcours, avant la fin de sa carrière de joueur. *« Je suis un footballeur,* avoue-t-il. *Un vrai professionnel. Je vais donc où me conduit mon intérêt. »*

Ces douze derniers mois, ses pas de mercenaire l'ont entraîné vers le sud de l'Espagne. Il s'est posé à Valence, sans trop savoir pour combien de temps. Il y est toujours, à sa propre surprise. Un an plus tôt, il était en Turquie, pour « faire le métier ». Engagé comme buteur par le club de Galatasaray, il a apprécié l'expérience et laissé, dit-on, surtout des bons souvenirs. *« J'étais plutôt bien à Istanbul,* avoue-t-il. *Mais il me fallait partir. Le FC Valence me proposait beaucoup plus. »*

PARTIE DE POKER

Où sera-t-il demain ? Il l'ignore et s'en moque. Le lieu lui importe peu, seul compte le butin. Et la croissance sans répit de sa valeur marchande. Fin 1996, les dirigeants de Galatasaray ont payé 12 millions de francs pour son transfert du Steaua Bucarest, le club champion de Roumanie et – accessoirement – propriété de l'armée. Une année plus tard, ils vendaient leur oiseau rare plus de deux fois son prix d'achat, environ 30 millions de francs, au FC Valence.

Aujourd'hui, Adrian Ilie observe sans impatience la partie de poker que jouent autour de lui les nouveaux milliardaires de la planète football. Plus soucieux que perfides, ses actuels employeurs ont précisé noir sur blanc, dans un article de son contrat, la somme à débourser pour lui faire plier bagage : 200 millions de francs, pas un sou de moins. Cher, sans doute. Mais Adrian Ilie attend, sûr de sa bonne étoile, que les acheteurs se manifestent. *« Je suis prêt à signer demain pour le Real Madrid ou le Milan AC,* dit-il, *si l'un ou l'autre de ces deux clubs veut vraiment de moi. »*

A Valence, Adrian Ilie n'a pas seulement gagné une poignée de zéros sur son compte d'épargne. Il a muscle son jeu d'attaque, chassé vers le lointain l'image de surdoué volage et inégal qui lui collait à la peau depuis ses débuts professionnels, à l'âge de dix-huit ans. Et, surtout, le Roumain a fait oublier au public espagnol le souvenir du Brésilien Romario, la dernière idole de l'équipe, reparti au pays en laissant derrière lui un long chapelet de regrets. Quatre mois, pas un de plus, ont suffi à Adrian Ilie pour accomplir pareille prouesse. Il a marqué huit fois pour ses neuf premières rencontres. *« J'ai seulement fait le métier »*, confie-t-il sans l'ombre d'un sourire. Depuis, le Roumain ne peut plus faire un pas sans entendre la rumeur bruire de son nouveau surnom : le « Cobra », une image inventée par son entraîneur de club, l'Espagnol Claudio Rainieri.

« Ilie est capable de somnoler sur le terrain pendant une mi-temps, explique-t-il. *Pour se réveiller brutalement au moment où les défenseurs l'ont oublié. Et profiter de son incroyable vitesse pour "mordre" dans le jeu, à la façon d'un reptile. Il cherche, je crois, à endormir la méfiance des défenseurs adverses. »* Il l'a fait dans ce Mondial, au premier match de l'équipe roumaine le 15 juin, sortant de sa fausse torpeur pour marquer face à la Colombie le but de la victoire (1-0). Il a juré de répéter son geste, un jour ou l'autre, sans prévenir ni se faire annoncer. Avant de refermer ses malles, vérifier d'un coup d'œil l'état de ses finances et poursuivre son chemin. En évitant, bien sûr, le chemin du pays.

Alain Mercier, à Versailles

● **LA PHRASE DU JOUR**

« Pendant les matches de la Roumanie, les cloches sonnent à la patriarchie de Bucarest, alors que les moines de Putna (Nord-Est), Cozia et Curtea de Arges (Centre) prient quotidiennement le Bon Dieu, la Sainte Vierge et les Saints Apôtres pour aider nos joueurs. »

Un étudiant roumain en théologie cité par l'AFP.



RUSSELL BOYS/REUTERS

L'attaquant croate (à droite) rêve d'aller loin dans le Mondial.

« Sukerman », l'homme-but

DAVOR SUKER est un oiseau de nuit. Du moins le prétend-il. *« Ça m'ennuie de jouer à 16 heures,* disait-il avant le match contre l'Argentine, vendredi 26 juin. *A 21 heures, il fait plus frais et on peut donner le meilleur de soi-même. »* L'attaquant vedette de la sélection croate ne s'est pas privé pour autant de marquer le seul but de la rencontre contre le Japon, samedi 13 juin, à Nantes, en plein après-midi, alors qu'il en avait inscrit un autre contre la Jamaïque (3-1), la semaine précédente. Lui qu'on disait vieilli, usé et très préoccupé par son idylle avec une présentatrice de télévision espagnole fait montre depuis le début de la Coupe du monde d'une véritable rage de vaincre.

DAVOR SUKER

Ses deux buts, au scénario presque identique – amorti du pied droit et reprise du gauche –, frappés à une dizaine de mètres du but adverse, ont rassuré les gamins qui arborent fièrement, sur leur maillot rouge et blanc à damiers, son numéro 9. Et ils ont encore rapproché de son objectif l'avant-centre qui travaille à l'élaboration d'une cassette vidéo intitulée « Les 200 buts de Suker ». Encore 22 et Davor Suker aura son compte. A l'âge de trente ans, il collectionne 32 buts en 36 sélections : le tiers du total croate depuis les débuts récents de l'équipe nationale.

FRAÎCHEUR

« Dieu m'a donné l'instinct du but, répète-t-il. *Il me permet de me trouver au bon endroit au bon moment. »* Et, pour inquiéter un peu plus l'adversaire, il ajoute : *« Je n'ai pas beaucoup joué cette année, alors j'ai faim de buts et de victoires. »* Privé de sa place de titulaire dans l'équipe type du Real Madrid, après l'arrivée, en janvier, du jeune Brésilien Savio et la réussite du Yougoslave Predrag Mijatovic, Davor Suker brûlait d'autant plus de se dérouiller les jambes qu'il a « seulement » inscrit 20 buts pour le compte du club espagnol lors de la saison 1997-1998. Cette semi-retraite n'a pas gâté l'époustouflante technique qui lui a valu le surnom flatteur de « Sukerman ». Au contraire, la fréquentation des bancs de touche lui a permis de conserver sa fraîcheur physique en vue du rendez-vous mondial. *« Dix ans de jeu au plus haut niveau dans des grands clubs européens m'ont apporté assez d'expérience »*, assure-t-il. Un atout de plus car, en l'absence de son partenaire habituel, Alen Boksic, blessé, il doit faire face à une pression accrue de la défense adverse.

Le génial buteur de Miroslav Blazevic ne se laisse pas abattre par les désagréments que lui vaut sa réputation. Secrètement, il rêve d'emmener son équipe très loin en France. Pour la victoire, il nomme prudemment les favoris habituels. *« Mais une équipe moyenne peut créer la surprise »*, ajoute-t-il. La « petite » Croatie, par exemple, avec quelques-uns des anciens champions du monde des moins de vingt ans 1987, alors yougoslaves ? Les bons souvenirs ne forgent pas les futures victoires. Alors, pour l'instant, Davor Suker ne rêve que d'en remontrer à Adrian Ilie, son homologue roumain, mardi 30 juin, à Bordeaux.

Patricia Jolly, à Vittel

Ce fut un « Ouaaiis ! ! ! » long et déchirant qui couvrit le tintement des clarines

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

Le cri des alpages

IL NE SERAIT PAS étonnant que, bientôt, un brillant chercheur de l'Institut national agronomique soutienne une thèse remarquée intitulée *« De l'influence d'un but de Laurent Blanc sur la lactation des vaches de la race abondance dans le Faucigny et le Chablais »*. Il aura dû effectuer une enquête minutieuse sur un phénomène bref mais intense qui se produisit, dimanche 28 juin, dans les alpages de ces montagnes de Haute-Savoie où depuis quelques semaines vaches et vachers ont pris leurs quartiers d'été. Peu avant 19 heures, un son puissant retentit, répercuté par l'écho des montagnes. Le ciel étant parfaitement serein, il ne pouvait s'agir des grondements annonciateurs d'orage. Ni d'un concert de trompe alpine, ces longs tubes au son grave que les voisins valaisans viennent régulièrement faire sonner de l'autre côté de la frontière franco-suisse.

Ce fut un *« Ouaaiis ! ! ! »* long et déchirant. Il couvrit pendant quelques secondes le tintement des clarines et l'irritant « teuf-teuf » du générateur d'électricité, détourné exceptionnellement de sa fonction d'auxiliaire de machine à traire pour alimenter une télé qui faisait ce jour-là sa première « emmontagnée ». Ensuite, ce fut un concert d'avertisseurs de 4 × 4 qui firent savoir, d'un sommet à l'autre, que le peuple des alpages était content de la qualification de l'équipe de France aux dépens du Paraguay. En pendant ce temps-là, sur les hauteurs de Pic-Mentonnex, charmante station-village de Haute-Savoie, les vaches sont perturbées. C'est l'heure où elles viennent, à la queue leu-leu, faire vider mécaniquement leurs mamelles gonflées à craquer d'un lait délicat et crémeux. Tant et si bien que la Marie-Do, solide fille aux joues rouges qui règne avec une autorité sourcilleuse sur deux cents vaches et trois frères qui filent doux, se voit contrainte d'intervenir : *« Non mais dites donc, vous entendez pas ces pauvres bêtes qui meuglent comme des malheureuses ! C'est-y-quand-même-quèque-chose, çà ? Vous voulez leur faire tourner le lait ? »*

Les commentaires de Lionel Jospin sur la victoire française furent interrompus sans pitié et le courant produit par le générateur détourné en un tournemain vers les trayeuses. Lorsque le Savoyard est heureux, il chante, et la chanson du bonheur suprême est toujours la même, *Les Allobroges*, classique des alpages affirmant que l'enfant du pays *« aime à respirer l'air pur de nos montagnes »* et qui se termine par un fier : *« Je suis la liberté, la li-ber-té ! »* A chaque jour suffisant sa peine et ses émotions, on se promet quelques jours de calme bovin avant un choc qui, ici, prend une dimension historique : un quart de finale France-Italie où l'on pourra donner libre cours à son souhait sans nuance de voir les descendants des anciens maîtres piémontais *« repasser le tunnel »* au plus vite.

LES HOMMES DE L'OMBRE
JEAN-NOËL MANET
ADJOINT AU MAIRE D'YSSINGEAUX

La Haute-Loire séduite par l'Iran

PENDANT deux semaines, Jean-Noël Manet a fabriqué ses saucissons le matin et gardé l'accès au stade de Montbarnier, où s'entraînaient les Iraniens, l'après-midi. A Yssingeaux (Haute-Loire), le poste d'adjoint au maire mène à tout, y compris d'être à tu et à toi avec les hommes du RAID – une unité que l'on n'a pas l'habitude de croiser en ville le jeudi, jour de marché – ou avec le défenseur central Mohammad Khakpour.

Dans une petite ville de sept mille habitants où tout le monde se connaît, la sécurité a vite pris une tournure bon enfant. *« Le RAID s'occupait de la résidence des joueurs iraniens, la gendarmerie des abords, et nous des installations sportives »*, raconte l'élu-superviseur, par ailleurs patron des salaisons Manet frères (depuis 1929). Opération réussie en douceur, en dépit du pedigree très particulier des visiteurs. Pandores champêtres, policiers d'élite et employés municipaux ont cohabité en bonne intelligence. Ni l'allégresse des supporteurs, venus de toute l'Europe, ni même les cris perçants du paon voisin du stade n'ont jamais troublé les séances de travail des Iraniens.

CURIOSITÉ

A Yssingeaux, le poste d'adjoint au maire va surtout conduire Jean-Noël Manet et son compère Bernard Gallot, chargé de la communication, en Iran. Car les deux quadragénaires, élus de la dernière fournée municipale de 1995, ont profité de la venue imprévue de l'équipe de football pour jeter aux orties la piètre image qu'ils avaient de la République islamique et laisser la place à une curiosité toute neuve.

Sur les conseils de Rémy Boucharlat, directeur de l'Institut français de recherches iraniennes de Téhéran, les deux adjoints ont tenté de soulever un coin du voile pesant qui recouvre trop souvent en Europe la culture persane depuis la révolution de 1979.

Les colloques et les rencontres avec des intellectuels et des artistes iraniens se sont multipliés dans la petite sous-préfecture, attirant invariablement des dizaines d'Yssingelais, à la grande surprise des organisateurs. Le réalisateur Moshen Makhamlbaf, les photographes Kasraian et Isabelle Eshraghi ont fait le voyage en Haute-Loire. Le récent lauréat du Festival de Cannes, Abbas Kiarostami, avait prévu de venir, lui aussi, avant de devoir partir inopinément en tournage.

La curiosité s'est naturellement doublée d'un intérêt bien compris. *« Tout le monde sait bien confusément qu'il y aura nécessairement des retombées,* estime l'élu. *Cet accueil est une façon comme une autre de se distinguer des autres petites villes comme la nôtre. En tout cas, personne ici ne nous a reproché d'en faire trop. »*

BRASSAGE INATTENDU

L'an passé, Jean-Noël Manet était déjà sorti de la routine à l'occasion de l'organisation de la rencontre Le Puy-Yssingeaux dans le cadre, inoxydable, de l'émission « Intervilles ». *« Un esprit de groupe s'était constitué dans la ville. Mais accueillir les Iraniens, c'est tout de même autre chose que de tirer sur la queue des vaches ou de prendre les seaux d'eau sur la tête »*, note l'artisan salaisonnier.

« Maintenant, il faut qu'on aille là-bas, sinon il manquerait un épisode à cette histoire. Et puis nous n'irons pas simplement en Iran, nous irons aussi y retrouver des amis », assure l'adjoint au maire, qui a hébergé pendant dix jours Shala Sherkat, rédactrice en chef à Téhéran du magazine féministe *Zanan*.

Le bon comportement des joueurs iraniens contre les Yougoslaves et surtout contre les Américains a enfin ajouté une note allègre à leur séjour yssingelais. La fête donnée au lendemain de la victoire contre les Etats-Unis a été l'occasion d'un brassage inattendu entre les Yssingelais acquis à ces nouvelles couleurs et les Iraniens et Iraniennes (voilées ou maquillées) de la diaspora, accourus en Haute-Loire pour fêter l'événement. Le choc des civilisations a donc aussi du bon.

Gilles Paris, à Yssingeaux

هكذا من الأصل

L'alcool ne devrait pas être interdit à Saint-Etienne

LA VENTE et la consommation d'alcool ne seront pas interdites à l'occasion du match de Coupe du monde opposant l'Angleterre à l'Argentine, mardi 30 juin, à Saint-Etienne. L'interdiction pourrait toutefois être décidée au dernier moment si des incidents se produisent lundi. Néanmoins, l'alcool sera interdit dans l'enceinte et autour du stade Geoffroy-Guichard le jour du match, mais les bars de Saint-Etienne et de neuf communes avoisinantes devaient fermer à 23 heures lundi et mardi. Le concert prévu au centre-ville, mardi, est maintenu.

La Fédération italienne s'estime offensée

LE PRÉSIDENT de la Fédération italienne de football (FIGC), Luciano Nizzola, a regretté, samedi 27 juin, la teneur d'une annonce faite au Stade-Vélodrome, à la 8e minute de la rencontre Italie-Norvège (1-0). *« Nous invitons les supporteurs italiens à ne pas se comporter comme des hooligans. Sinon, ils seront traités comme tels »*, avait déclaré le speaker. *« Je me suis senti offensé, dans la mesure où l'ensemble des supporteurs italiens, mais aussi norvégiens, ont été très corrects »*, a souligné le président de la FIGC. Le Comité français d'organisation (CFO) a été amené à diffuser un communiqué expliquant les raisons de cet appel : *« Les polices française et italienne ont collaboré afin d'empêcher un groupe d'une vingtaine de supporteurs transalpins de pénétrer dans le stade en étant porteurs de banderoles et d'insignes nazis. »*

Trois rappeurs interpellés à Paris

UN CONCERT DE RAP organisé en prélude à la retransmission sur écran géant du match de football Italie-Norvège, auquel assistaient quelque 80 personnes, a été interrompu par la police, samedi 27 juin à Paris. Trois chanteurs du groupe Verbal Kint Timba ont été gardés à vue pour *« propos outrageants »* envers la police. Le concert avait été organisé au stade Bertrand-Dauvin (18e arrondissement). Les trois membres du groupe ont été remis en liberté dimanche.

● **La Fédération internationale (FIFA) a rejeté**, samedi 27 juin, une protestation du Nigeria, qui refusait qu'un arbitre européen officie lors de son huitième de finale, dimanche, contre le Danemark. Le Nigeria ne voulait pas qu'un arbitre européen (l'Espagnol José Maria Garcia Aranda) soit chargé d'une rencontre impliquant une équipe du Vieux Continent.

● **Le ministre français de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, a rendu visite**, dimanche 28 juin, à la famille du gendarme grièvement blessé par des hooligans allemands à Lens, le 21 juin. Dans le même temps, le premier ministre, Lionel Jospin, s'est entretenu dimanche à Lens avec l'escadron 12/9 d'Arras, auquel appartient le maréchal des logis-chef Daniel Nivel, qui est toujours dans le coma.

La ville de Marseille soigne son « relationnel »

Conférence, excursions, visite commentée du Port autonome, champagne et match, le soir, au Stade-Vélodrome : les responsables du développement de la cité phocéenne traitent bien leurs invités européens et américains

ILS SONT QUATORZE, sagement installés dans une salle de réunion d'Euroméditerranée, établissement public d'aménagement. Entre deux sonneries de portable, ils écoutent un petit speech : on leur parle de *« centre multimodal »* (en français : gare), d'immeubles *« à R + 8 »* (en français : huit étages) ou de *« lieu sur lequel beaucoup de réflexions sont en cours »* (en français : rien n'est décidé). Suit un montage vidéo où se mêlent images réelles et de synthèse sur l'avenir radieux et *high tech* qui attend Marseille. Olivier Latil d'Albertas, Sup de Co Paris, directeur de la DGDE (direction générale du développement économique) de la Ville de Marseille, hôte de la journée, prend alors la parole devant ces investisseurs et patrons qui représentent des chiffres d'affaires copieux et de sérieux espoirs d'investissements pour la ville.

La discussion est lancée par un représentant de l'espagnol Cortefield (prêt-à-porter, 3 milliards de chiffre d'affaires) : *« Il n'y a pas d'arbres là-dedans, c'est dommage, parce que c'est important les arbres pour une ville... »*. Bon, alors, *« les arbres... »* – car on ne prend pas au dépourvu un Sup de Co Paris dont les ancêtres ont aménagé des jardins célèbres – *« les arbres vont revenir dans la ville, en particulier dans l'ancienne gare du Prado... »*.

Vient l'heure de déjeuner. Les portables s'ouvrent dans le car, direction la magnifique cour de la Vieille Charité ; les vestes tombent. On admire le cadre. L'aréopage, invité à visiter Marseille et à assister au match Brésil-Norvège, commence à se détendre : le jeune Américain de Nouveau Marché (spécialiste de l'accès des PME en Bourse) explique au représentant français du Californian Biopool International (15 millions de dollars de chiffre d'affaires) sa progression fulgurante.

L'homme de l'International Neerlander Group (groupe néerlandais milliardaire en florins) explique à son jeune camarade de Sup de Co Paris, dont il préside l'association des anciens élèves, comment joindre un autre ancien s'il veut qu'il vienne à Marseille : *« Il adore qu'on le tutoie. »*

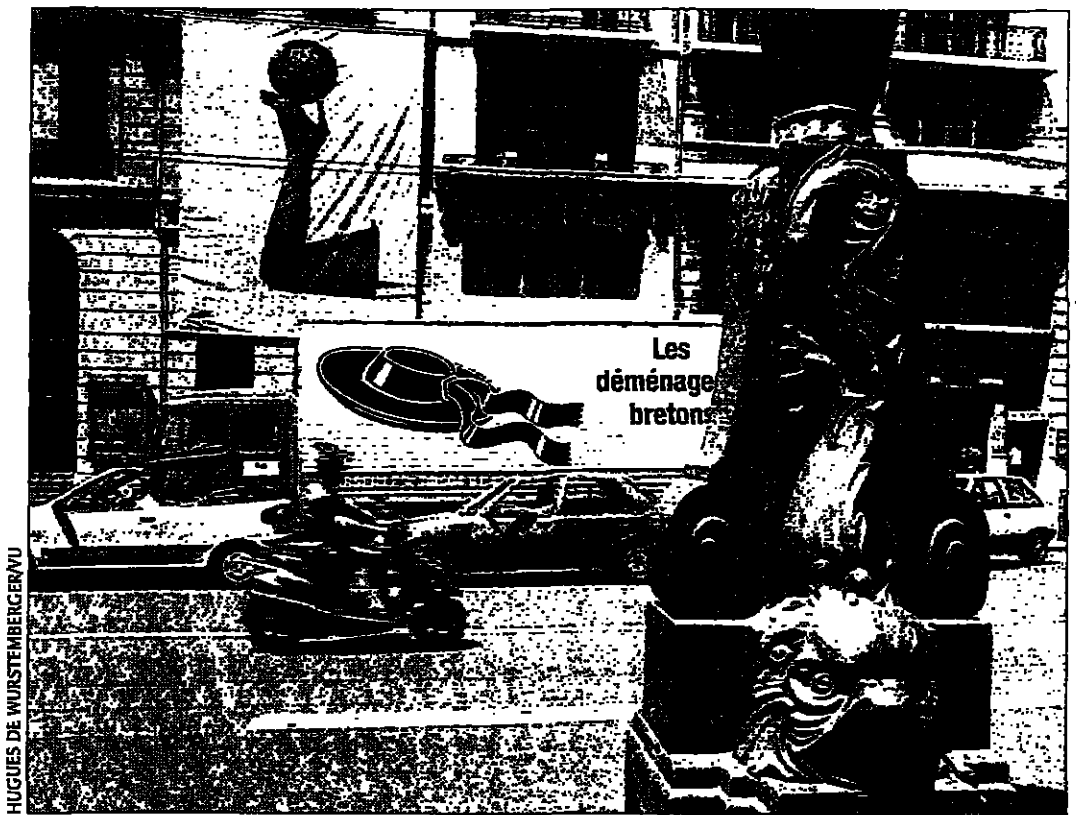
LE « COUP DU BILLET »

Café, direction le Vieux Port envahi de Norvégiens rouges et de Brésiliens jaunes. A bord de la vedette se trouvent également dix Chinois de Shanghaï invités par Euroméditerranée pour la visite commentée du Port autonome sous un soleil de plomb. Dans la navette en direction du village VIP du stade, on range les cravates et les conversations deviennent plus sérieuses : le businessman marocain qui représente les investisseurs américains de REM Finance connaît les résultats de tous les matches, et les représentants de deux entreprises moyennes de villes voisines, Editor (cartes postales) et Mesura Engineering (informatique d'entreprise), pressés de s'installer dans la zone franche urbaine, ont aussi leur avis sur le carton rouge de Zizou.

Cocktail sous la tente de la Ville de Marseille. Le premier adjoint, Renaud Muselier (RPR), vient bavarder, les chargés de mission de la DGDE boivent du petit lait en voyant leurs clients boire du champagne. *« Le relationnel »* (en français : décryptage du pouvoir réel de l'interlocuteur et stratégie de séduction adaptée...) fonctionne à fond. Mais le représentant de Biopool, parfaitement heureux d'être là, sait que le travail sérieux commence demain avec les rendez-vous qu'on lui a préparés sur le site de Luminy. Départ pour le stade : un Vélodrome animé par des milliers de Brésiliens, ça vous émeut même un ancien X, qui dirige un laboratoire d'expertise nucléaire censé s'installer à Luminy !

Dans le car qui slalome dans les embouteillages de la nuit : l'ingénieur de l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) se réjouit d'avoir découvert les ambitions de la ville et ses projets globaux. Un colosse strasbourgeois, dont la société d'investissement Deutsche Gyro Zentrale pèse des milliards de marks, explique que le fait marquant de sa visite du jour, *« c'est le coup du billet »* : une secrétaire de sa société ayant oublié de prendre un Marseille-Paris pour son périple Francfort-Marseille-Francfort, les dames qui pilotaient la journée marseillaise ont fini par en trouver un avec une efficacité redoutable et une gentillesse fondante. Lui, dont les projets immobiliers sur la rue de la République se jouent sur des années et de multiples visites, soutient que c'est *« aussi sur des détails comme ça »* qu'on juge une ville – et qu'on décide finalement d'y venir ou non. Quant aux deux Norvégiens qui s'intéressent de très près aux activités portuaires, la victoire de leur équipe (2-1) sur le Brésil suffit, aujourd'hui, à leur bonheur.

Michel Samson, à Marseille



HUGUES DE WURSTEMBERGER/VU

Mondial et business : Marseille n'a rien négligé pour séduire les investisseurs.

STRATÉGIES
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Coca-Cola et Snickers se faufilent sur les terrains

Les géants de l'alimentaire ont sélectionné les jeunes porteurs de drapeaux d'avant-match

ONZE HEURES TRENTE, mercredi 24 juin. Linda, Bas et Christian, trois adolescents arrivés la veille des Pays-Bas, font leurs premiers pas sur la pelouse du Parc des Princes, à Paris : avancer d'un pas rapide, mais sans courir, le long de la ligne médiane ; à neuf mètres tourner, revenir vers la tribune officielle avant de s'arrêter à trois mètres de la ligne de touche ; et attendre, le drapeau bien tendu à la hauteur de la hanche, pendant sept minutes... Une fois, deux fois, huit fois, ils font et refont ce parcours, mémorisant les pas qu'ils auront à accomplir, jeudi 25 juin, vers 21 heures, alors que la fanfare jouera les hymnes nationaux de la Belgique et de la Corée du Sud.

Ces trois jeunes Néerlandais ont été promus, à l'instar de treize autres adolescents venus d'Espagne, de Suède, d'Italie, d'Irlande et du Vietnam, « porteurs des drapeaux nationaux » pour ce match qui a clôturé, dans la capitale, le premier tour des phases finales. Au même moment, six autres jeunes s'entraînent à présenter le drapeau jaune et bleu du fair-play. Pour fouler la pelouse sacrée, certains ont collectionné des points, reçu un catalogue publicitaire, rempli un formulaire, passé des tests de condition et des tests théoriques (!). D'autres ont joué au football et gagné des tournois de rue. En tout cas, tous se sont battus pour précéder – et *« voir de près »*, affirme Linda – les joueurs à quelques minutes du coup d'envoi.

Ils sont des centaines, âgés de onze à vingt ans, à arborer, la veille d'un match, un survêtement Coca-Cola ou un tee-shirt Snickers sur la pelouse des stades de Marseille, Lens, Lyon, Bordeaux ou Montpellier. Parce qu'ils doivent leur venue aux deux géants de l'alimentaire, qui, depuis un an, les ont sélectionnés dans les pays où leurs filiales sont implantées. Coca-Cola et Snickers payent le transport (300 billets d'avion à la charge de Coca-Cola, 384 exactement pour Snickers), les hébergent quelques jours à Disneyland Paris pour les adeptes de la boisson gazeuse, dans un hôtel de l'Ouest parisien pour les amateurs de barre chocolatée, les habillent, les divertissent et leur offrent même des billets pour assister aux matches.

En échange, la FIFA n'autorise pas (encore) l'estampillage commercial sur les vêtements le jour du match, mais veille à ce que les couleurs des tenues officielles des enfants ne puissent pas être attribuées à une marque concurrente (le bleu est banni ; associé au rouge, il pourrait faire penser à Pepsi...). C'est Snickers qui a tiré le premier en s'octroyant, dès 1990 en Italie, la sélection fair-play. Coca-Cola lui a emboîté le pas cette année en prenant en charge les porteurs de drapeaux nationaux, certains ramasseurs de balles et des joueurs de matches de lever de rideau (une innovation France 98).

Jamais sponsors ne s'étaient aventurés aussi loin sur les terrains de jeu. Les instances footballistiques internationales auraient-elles cédé, pour la première fois cette année, la cérémonie d'ouverture au secteur commercial ? *« Notre mission s'arrête aux portes du stade »*, tempère-t-on chez Coca-Cola, qui, comme Snickers, est fier d'offrir aux jeunes ce moment inoubliable. A l'instar d'un ultime garde-fou, le CFO, lui, veille sur les précieux drapeaux, sagement entreposés avec les ballons, à quelques mètres des vestiaires des joueurs.

Florence Amalou

Doug Ivester, un PDG au cœur de la banlieue rouge

L'HOMME le plus puissant du Mondial n'était pas à la tribune officielle du Stade de France, le 10 juin, pour le match d'ouverture. Il n'était pas non plus sur la pelouse. Pendant que Joao Havelange, Jacques Chirac, Michel Platini, en haut, Ronaldo et ses coéquipiers, en bas, captaient l'attention des caméras, Douglas Ivester, le PDG de Coca-Cola, s'installait confortablement dans sa loge de sponsor pour assister à la rencontre à l'abri des regards.

DOUG IVESTER

Au Stade de France, Doug Ivester est quasiment chez lui. Difficile d'ignorer que Coca-Cola est l'un des grands partenaires de la Coupe. Dès qu'on entre dans le « périmètre marketing » qui leur est réservé autour des stades, on pénètre dans ce que l'on nomme chez Coca-Cola la *red zone*. Une zone où la marque, selon le vieux précepte, s'efforce de *« repeindre la ville en rouge »*, sa couleur. Jeux, buvettes, vendeurs ambulants, stands de produits dérivés, affiches, banderoles, c'est « Coca-Cola toujours »... et partout.

PARTENARIAT A LONG TERME

Le groupe américain a déjà renouvelé son contrat avec la FIFA pour la Coupe du monde de 2002. Il est par ailleurs engagé dans un partenariat à long terme avec le Stade de France, bien au-delà du Mondial et même du football, sur une durée de cinq à dix ans. M. Ivester s'est rendu, mardi 9 juin, au lycée Suger de Saint-Denis, où il a inauguré, en compagnie du maire communiste, Patrick Braouezec, deux ateliers de nouvelles technologies financés par la Fondation Coca-Cola. La *World Company* au cœur de la banlieue... rouge elle aussi.

Arrivé de Singapour la veille, le patron de la *Coca-Cola Company* avait établi ses quartiers au Plaza Athénée où, tel le pape en sa nonciature, il a accordé des audiences très minutées. On a ainsi aperçu dans l'antichambre du palace de l'avenue Montaigne, où s'affairaient des *Coca-boys* en bras de chemise, Juan Antonio Samaranch en personne. Le puissant président du Comité international olympique (CIO) est venu probablement parler, avec son principal bailleur de fonds, des prochains jeux de Sydney. Coca-Cola est partenaire des JO depuis 1928 et avait même réussi, en 1996, à attirer la manifestation dans son fief d'Atlanta, transformée pour l'occasion en gigantesque *red zone*.

Dans le football, comme dans les JO, c'est moins le sport qui intéresse Coca-Cola que le média de masse qu'il représente. Doug Ivester, financier de cinquante ans, dont dix-huit au sein de Coca-Cola, a succédé voici huit mois à Roberto Goizueta, le mythique patron d'origine cubaine de la *Company*, décédé d'un cancer. Même si son style diffère, il s'inscrit dans la logique de mondialisation de la marque menée par son prédécesseur.

Lisse, le sourire rare, il incarne parfaitement le patron de multinationale tel qu'on l'imagine volontiers en France : un manager sûr de la puissance de la société qu'il représente. Et obsédé exclusivement par son *business*. D'ailleurs, le 10 juin, Doug Ivester a-t-il vraiment regardé Brésil-Ecosse ? Il n'a pratiquement pas mis le nez dehors – mais les loges sont équipées de téléviseurs – et s'est éclipsé avant la fin de la rencontre pour prendre un avion pour Atlanta. Le Mondial 98 venait à peine de commencer. Pour lui, il était déjà fini.

Pascal Galinier

Dimanche de Mondial à Palavas-les-Flots

« On pouvait perdre, comme quoi ça tient à peu de chose... »

C'EST quelques minutes après l'arrivée de Robert au snack de la gare routière de Palavas-les-Flots que le cours du match a basculé. Depuis le début de la rencontre, dans ce bar ventilé par une brise de plage, les uns et les autres ont râlé. *« Ils attendent, ils attendent trop ! »*, disaient-ils. Même Robert s'est assis de mauvaise humeur. Sa femme, Yvette, l'a averti en lui commandant un demi : *« Bon, cette fois-ci, tu ne cries pas ! »* Robert, ancien cuisinier, en invalidité, n'avait pas tenu au bar du Vieux Port. *« Ces Français, même pas capables de marquer contre les étrangers ! »* De colère, il avait préféré ne pas voir, s'en aller, puis il s'est ravisé pour échouer ici. Des femmes venaient de la plage pour s'enquérir du score : *« Alors ? »*, demandaient-elles, l'air angoissé. Puis Robert s'est levé, en écartant les bras et en criant sa joie. 1-0 pour les Bleus !

Pour Robert et Yvette, le dimanche, c'est sacré, ils vont au restaurant à Palavas-les-Flots, se paient un petit tour en mer à bord d'une navette. Les jours de grosse chaleur, ils s'offrent une sardinade à bord du bateau, *Le Mickaël*. Là, *« il y a la sangria à volonté et tous les machins d'apéro »*. Les jeunes plongent en mer, les sardines grillent sur un feu de bois, l'orchestre mène le bal.

A bord du *Mickaël*, Robert est connu sous le surnom de Johnny. C'est un fan de Johnny Hallyday. *« Il l'imite très bien »*, précise Yvette. D'ailleurs, la première fois qu'il viendra au Stade de France, ce sera en septembre, pour le concert de Johnny. Il a déjà fait Bercy et le Parc des Princes, pour ses cinquante ans, *« avec Sylvie »*.

« Moi, je dis qu'il faut en profiter de la vie, clame Robert. *Quand on meurt, on n'emmène pas son pognon avec soi, on ne ferme pas la porte à clé ! »* Robert n'a plus mis les pieds au stade de la Mosson, à Montpellier, depuis que l'équipe de la ville a été battue par Nîmes en demi-finale de la Coupe de France, en 1995. *« Nîmes, une équipe de troisième division à l'époque... »* Il était dégoûté. Yvette lui dit : *« Quand même, tu te mets trop en colère avec le foot. »* Robert réfléchit : *« Si on bat l'Italie, on est sûr d'aller en finale. »*

A côté, dans le bureau de la Société montpelliéraine des transports urbains, les chauffeurs et les régulateurs de trafic ont bondi dès qu'ils ont entendu les cris ; ils se précipitent dans le snack pour voir les images au ralenti. *« On n'a pas réfléchi, on a tout laissé, on aurait pu se faire voler »*, dit Bernard. *« Attends, même les voleurs, ils ont fait comme nous*, lui répond Serge, un collègue. *T'imagines une manif avec des CRS pendant un match ? Y aurait un but, et tous les CRS déserteraient pour se coller devant une télévision ! »* La chaleur, la grève des chauffeurs des Courriers du Midi (une compagnie concurrente), et donc davantage de travail, ont rendu la journée éprouvante.

> « T'imagines une manif pendant un match ? Y aurait un but, et tous les CRS déserteraient pour se coller devant une télévision ! »

Bernard, le régulateur de trafic, s'embrouille pour attribuer les bus aux conducteurs. *« Dis ma biche, t'es amoureux ou quoi ? »*, s'amuse l'un d'eux. *« Tous les jours, je suis amoureux !* lui répond Bernard. *Et l'été, avec tout ce monde, je déborde encore plus d'amour »*, renchérit-il en rigolant. Dans la rue, on entend des voix d'homme chanter : *« Et-il-est-où ? Et-il-est-où ? Et-il-est-où-le-Pa-ra-guay ? »*

Au camping de Palavas, le long de la plage, Louis, agent de production dans une centrale nucléaire de la Drôme, pousse un souffle de soulagement sous l'auvent de sa caravane : *« On n'en pouvait plus. Ah, on a transpiré ! »* Sa femme, Paule, qui vient de faire une tarte aux abricots : *« Tu parles, t'étais allongé sous le ventilateur ! » « On était joyeux de voir ce but »*, poursuit Louis. *« On pouvait perdre, comme quoi ça tient à peu de chose »*, constate son gendre, Pierre. Sous l'auvent, la télé fonctionne encore, on a accroché une pendule sur la tôle de la caravane, installé un congélateur, un four, une vaste table, un lampadaire.

« T'as vu comment ils ne sentaient plus la fatigue, à la fin, dit Louis à son gendre. *On aurait dit qu'ils étaient portés. A la fin, ils se sont écroulés, ils chialaient, ils se sont vidés, ils ont donné tout ce qu'ils avaient. » « C'est ça qu'est bien »*, acquiesce le gendre en buvant un petit coup de rosé. Des enfants arrivent, penauds. Leur ballon vient d'atterrir sous la caravane. *« Allez-y, les enfants, la Coupe du monde, elle est encore là ! »*, rigole Louis. A côté, quatre quinquagénaires allemands tirent la bière d'une bonbonne posée sur une table de camping. La télé est posée sur l'herbe, en plein soleil. *« Deutscheland, nicht gut. Frankreich, nicht gut. Italia, ach Italia... »*, hésitent-ils.

Au moment du but français, *« tout le monde a gueulé dans le camping*, raconte Louis. *Sur la plage, les gens entendaient hurler. Alors ils se sont mis à hurler, pareil. Les sauveteurs, ils n'ont pas arrêté de courir, ils croyaient à un accident. »* Sa femme : *« Vous étiez debout à crier, vous ne saviez même pas qui avait marqué le but ! »* Elle, elle préfère ne pas voir. *« Ca m'énerve, j'aimerais être sur le terrain et taper dans le ballon »*, explique-t-elle.

LOUIS regarde le deuxième match et sourit : *« Je les aime bien, ces Nigérians. »* Sa fille Isabelle lui lance : *« Allez Loulou, la France a gagné, tu fais la vaisselle. On se l'était promis. T'as de la chance, y a qu'une assiette à laver ! »* Les autres, en plastique, ont été jetées.

A la gare routière de Palavas, Serge, un autre régulateur, s'affaire autour des derniers bus. *« Tu sais que la France a gagné ? 1-0 »*, annonce-t-il par talkie-walkie à Christine, conductrice et ancienne joueuse de football. *« Non, je ne savais pas, merci ! »*, répond-elle depuis son bus. A l'arrivée, elle se fait raconter le match et bougonne : *« Ils sont nuls, aucun avant n'a été capable de marquer. Il ne faudrait pas que Zidane soit trop perso contre l'Italie, il commence à avoir la grosse tête celui-là, comme Djorkaeff »*, estime-t-elle. Serge, lui, a encore les souvenirs de fête à Montpellier lorsqu'il était de service pendant les soirées des matches. *« J'ai vu des Tunisiens prendre des Camerounais par le cou et danser sur des rythmes, des musiques qu'ils ne connaissaient pas, ça ne s'invente pas. C'était une impression de paix extraordinaire. »* Il dit que dans son travail, tous les jours, il sent *« les gens acculés »*. *« Maintenant, c'est vite, vite ; même le plaisir, c'est vite, on consomme, on se replie et il n'y a plus de soleil. On se dit : c'est le système, et on a peur de ne pas en faire partie, de ne pas être comme les autres. On sent l'intolérance monter, on la cautionne par le silence, ça entre dans les mœurs. Quand on s'en aperçoit, c'est trop tard. »*

Le dernier bus part. Robert et sa femme Yvette le prennent pour rentrer chez eux à Montpellier, contents de leur journée. Serge, le régulateur, se retrouve seul devant la gare routière. Et il devient intarissable. Il voudrait vivre plusieurs vies, *« se nourrir de tout »*, s'exposer, casser toujours ses habitudes. *« Si les gens pouvaient débrancher le fusible de leur peur, on serait surpris de l'énergie »*, remarque-t-il. Puis il confie : *« Ma grande hantise, c'est qu'à mon dernier souffle je me dise : j'ai loupé ma vie. »*

Dominique Le Guilledoux,
à Palavas-les-Flots (Hérault)

« Week-end faste pour le sport italien »

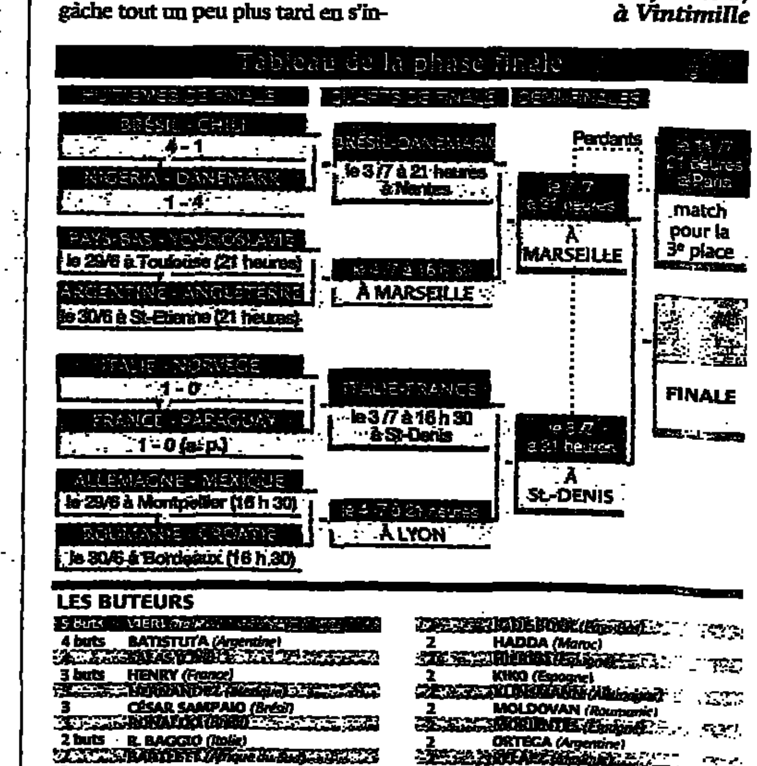
A Vintimille, les clients d'un bar ont vu avec délectation les Français jouer les prolongations

LA FRANCE est là, tout près, au bout de la plage, à sept kilomètres. Mais c'est un autre monde. Chez Rosa, qui tient le bar en face du poste des carabiniers, le grand écran de télévision est d'abord branché sur RAI Due. Les images sportives viennent de France, mais pas d'un stade. Sur le circuit de Magny-Cours, les *rosse* Ferrari tournent autour des McLaren pour un doublé historique. *« Week-end faste pour le sport italien »*, lance la journaliste du flash intercalé entre la formule 1 et le football. Elle évoque, bien sûr, la qualification de la Squadra Azzurra pour les quarts de finale de la Coupe du monde. Mais face à qui ? Pour le savoir, on passe sur RAI Uno, qui retransmet le match de Lens.

« Moi, je suis pour le Paraguay, sinon les Français vont me casser les pieds pendant une semaine », dit un jeune du pays qui travaille dans un restaurant de Villefranche. Son ami a un avis plus technique : *« Paraguay, meno guai »* (Paraguay, moins d'ennuis). Celui-ci connaît son football français et rectifie un premier commentaire erroné dans la salle : *« Non, ce n'est pas Dugarry qui a fait la tête, c'est Laurent Blanc. »* Mais il gâche tout un peu plus tard en s'interrogeant : *« Je ne comprends pas pourquoi les Français ne font pas rentrer Ba à la place de Diomède. »*

On est en terre d'influence de la Juventus, et les gros plans sur Michel Platini et Zinedine Zidane soulèvent des commentaires flatteurs : *« Avec eux, ça serait réglé depuis longtemps. »* Thierry Henry et David Trezeguet jouent à Monaco, à vingt kilomètres d'ici... Mais l'équipe de France n'a pas de secret pour les clients de Rosa. *« Zidane, Deschamps, Djorkaeff... ils ont tous appris à jouer chez nous. Ça va être dur si on tombe sur eux. En plus, il faudra se méfier de l'arbitre. »* Prolongation. Ici, on n'est pas crispé, au contraire : *« C'est bon, ceux qui vont gagner seront fatigués. »* Le Paraguay a ses adeptes, mais, quand Laurent Blanc marque enfin, c'est un grand cri de joie qui monte : *« Avec notre défense et Vieri, on n'a rien à craindre. Nous, on sait marquer les buts, pas les Français. » « Moi, je suis content*, dit un vieil homme. *Et vendredi je serai pour les Français. C'est eux qui me payent ma retraite. En Italie, je n'ai droit à rien. »*

Christian Jaurena,
à Vintimille



LES BUTEURS

5 buts	VIERI (Italie)	[illegible]	[illegible]
4 buts	BATISTUTA (Argentine)	2	HADDA (Maroc)
4	SALAS (Chili)	2	HIERRO (Espagne)
3 buts	HENRY (France)	2	KIKO (Espagne)
3	HERNANDEZ (Mexique)	2	KLINSMANN (Allemagne)
3	CÉSAR SAMPAIO (Brésil)	2	MOLDOVAN (Roumanie)
3	RONALDO (Brésil)	2	MORIENTES (Espagne)
2 buts	R. BAGGIO (Italie)	2	ORTEGA (Argentine)
2	BARTLETT (Afrique du Sud)	[illegible]	[illegible]
2	BASSIR (Maroc)	2	SUKER (Croatie)
2	BEBETO (Brésil)	[illegible]	[illegible]
2	BIERHOFF (Allemagne)	2	WILMOTS (Belgique)
[illegible]	[illegible]		Buts contre leur camp : 4 joueurs

